

Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 5 mai 2011

Projet de loi

accordant des indemnités monétaires et non monétaires pour les années 2011 à 2013 aux Fondations Clair Bois, Ensemble et SGIPA œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrats de prestations

¹ Les contrats de prestations conclus entre l'Etat et les bénéficiaires sont ratifiés.

² Ils sont annexés à la présente loi.

Art. 2 Indemnités

¹ L'Etat verse, au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, des indemnités de fonctionnement d'un montant total de 68 909 717 F en 2011, de 69 230 229 F en 2012 et de 69 279 229 F en 2013, réparties comme suit :

a) Fondation Clair Bois :

| | <i>dont monétaire</i> | <i>non monétaire</i> |
|----------------------|-----------------------|----------------------|
| 31 298 076 F en 2011 | 31 092 984 F | 205 092 F |
| 31 345 596 F en 2012 | 31 140 504 F | 205 092 F |
| 31 345 596 F en 2013 | 31 140 504 F | 205 092 F |

b) Fondation Ensemble :

| | <i>dont monétaire</i> | <i>non monétaire</i> |
|----------------------|-----------------------|----------------------|
| 16 306 653 F en 2011 | 16 276 109 F | 30 544 F |
| 16 522 313 F en 2012 | 16 491 769 F | 30 544 F |
| 16 522 313 F en 2013 | 16 491 769 F | 30 544 F |

c) Fondation SGIPA :

| | <i>dont monétaire</i> | <i>non monétaire</i> |
|----------------------|-----------------------|----------------------|
| 21 304 988 F en 2011 | 20 977 216 F | 327 772 F |
| 21 362 320 F en 2012 | 21 034 548 F | 327 772 F |
| 21 411 320 F en 2013 | 21 083 548 F | 327 772 F |

² Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changements importants, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.

³ L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changements importants, sur la base du dernier budget élaboré.

Art. 3 Budget de fonctionnement

Ces indemnités sont inscrites au budget de fonctionnement pour les exercices 2011 à 2013 sous les programmes A03 « Intégration, suivi éducatif et soutien aux familles » et E01 « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées » et sous les rubriques suivantes :

- a) 03.31.00.00 365.07402,
07.14.11.00 365.00504,
07.14.11.00 365.10504 et
05.04.04.01 427.15254 pour la Fondation Clair Bois,
- b) 03.31.00.00 365.07301,
07.14.11.00 365.00603,
07.14.11.00 365.10603,
07 14 11 00 365 0 0237 et
05.04.04.01 427.15254 pour la Fondation Ensemble,
- c) 03.31.00.00 365.02001,
07.14.11.00 365.02002,
07.14.11.00 365.12002 et
05.04.04.01 427.15254 pour la Fondation SGIPA.

Art. 4 Durée

Le versement de ces indemnités prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2013.

Art. 5 But

Ces indemnités ont pour but la réalisation et la conduite des actions dans le domaine de l'accueil des personnes handicapées et de l'enseignement spécialisé.

Art. 6 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans les contrats de droit public.

Art. 7 Contrôle interne

Les bénéficiaires de ces indemnités doivent respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Art. 8 Relation avec le vote du budget

Les indemnités ne sont accordées qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

Art. 9 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par les bénéficiaires des indemnités est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de la solidarité et de l'emploi et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Art. 10 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Introduction

Le projet de loi qui vous est soumis renouvelle le financement cantonal aux trois fondations Clair Bois, Ensemble et SGIPA, institutions du domaine du handicap, financées conjointement par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP). Il fait suite à la loi 10622 ratifiant les trois contrats de prestations conclus pour l'exercice 2010. Les indemnités sont attribuées en application de la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF - D 1 11) et couvrent la période 2011-2013.

Les trois institutions du projet de loi ont en commun une mission d'accueil de personnes en situation de handicap. Il leur incombe également de développer des prestations tendant à l'intégration sociale, scolaire, professionnelle et culturelle des personnes handicapées ainsi que de mettre en œuvre toute mesure visant à prévenir leur exclusion et à assurer leur autonomie.

Ces institutions s'insèrent dans le réseau genevois composé de structures d'accueil répondant pour chacune d'elles à un besoin d'encadrement particulier. Cette singularité du réseau genevois est la marque d'un développement aussi bien qualitatif que quantitatif et constitue une richesse reconnue par tous, qu'il s'agit de préserver.

Par ce soutien financier et l'accompagnement dans les projets de vie proposés, l'Etat réaffirme sa reconnaissance du travail de premier ordre effectué par ces institutions.

I. Institutions accueillant des personnes handicapées mineures et majeures

La Fondation Clair Bois

La Fondation Clair Bois est une fondation de droit privé créée en 1975. Elle a pour but l'accueil et l'éducation en externat ou internat, temporairement ou à long terme, d'enfants, d'adolescents et d'adultes infirmes moteurs-cérébraux ou de polyhandicapés ayant notamment besoin d'une scolarité spéciale et de mesures médico-thérapeutiques.

Les structures de la fondation, dévolues à la prise en charge pédagogique des personnes handicapées mineures en matière d'enseignement spécialisé, se composent d'écoles spéciales et de foyers. Le site de Chambésy comprend un foyer reconnu le 16 janvier 1967 et une école spéciale reprise par la fondation et reconnue le 19 avril 1991. L'école spéciale est dotée d'une capacité d'accueil de 30 places pour des enfants de 1 à 12 ans. Elle a reçu un total de 35 enfants durant l'année scolaire 2009, en prenant en compte les prises en charge le week-end, les places en demi-journée et les accueils d'urgence. Les journées d'exploitation ont été au nombre de 6565 dont 4514 en externat et 2051 en internat.

Le foyer Clair Bois à Lancy a été reconnu comme école spéciale le 1^{er} avril 1975 et dispose d'une capacité d'accueil de 40 enfants. Le foyer permet d'accueillir et de prendre en charge, toute l'année, de manière souple et évolutive, des enfants et adolescents entre 10 et 18 ans. Le foyer est ouvert les week-ends et les vacances et propose des ateliers et des animations variées. En 2009, le foyer a comptabilisé 8787 journées d'exploitation dont 4450 en externat et 4337 en internat.

Les structures de la Fondation Clair Bois accueillant des personnes handicapées adultes ont fait l'objet d'une autorisation d'exploiter, délivrée pour la première fois en date du 5 octobre 2005 par le DSE, pour lui la direction générale de l'action sociale (DGAS), conformément à l'article 11 de la loi sur l'intégration des personnes handicapées (LIPH – K 1 36).

Ces structures regroupent le site de Pinchat (52 places en résidentiel, 30 places en atelier et 12 places en centre de jour), le site de Lancy (10 places en atelier), ainsi que le site des Minoteries (24 places en résidentiel, 10 places en atelier et 8 places en centre de jour). Ce dernier site permet d'accueillir les mineurs devenus adultes précédemment accueillis à Lancy (faute de place à Pinchat), ainsi que la création de nouvelles places d'accueil.

La Fondation Ensemble

Créée en 1986 par l'Association genevoise de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées (APMH), actuellement Insieme-Genève, la « Fondation Ensemble en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle » a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation. Elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes. Dans le courant de l'année 2009, plus de 150 personnes vivant en situation de handicap étaient prises en charge, encadrées socio-éducativement et administrativement par près de

300 professionnels répartis sur plus de 165 postes de travail. Dans ses institutions, la Fondation Ensemble base son action sur les valeurs et les méthodes qui visent essentiellement à la valorisation et à l'épanouissement de la personne en situation de handicap.

Les structures accueillant les mineurs se composent de 3 écoles spéciales :

- le Jardin d'Enfants Ensemble, reconnu comme école spéciale le 15 septembre 1994, dispose d'une capacité d'accueil de 12 places (occupation à 100%) pour des enfants de 18 mois à 5 ans;
- l'école La Petite Arche, reconnue comme école spéciale le 28 juin 1972, dispose d'une capacité d'accueil de 31 places pour des enfants de 4 à 11 ans;
- l'Atelier, reconnu comme école spéciale le 11 juin 1990, dispose d'une capacité d'accueil de 27 places pour des adolescents de 15 à 18 ans.

La Fondation Ensemble compte, en outre, deux structures pour adultes : Claire Fontaine (dès 18 ans avec 26 places en résidentiel et 31 places en atelier) et le site de l'Essarde (25 places en résidentiel et 43 places en atelier). Ces structures pour adultes font l'objet d'une autorisation d'exploiter, délivrée pour la première fois en date du 5 octobre 2005 par le DSE, pour lui la DGAS, conformément à l'article 11 de la LIPH. Ces sites se répartissent sur tout le canton, incluant des unités telles que des appartements, des arcades, le tea-room « Au fil de l'Eau » et la boutique « Au coin de ma rue ».

Fondation SGIPA

Créée en 1998 par l'association de la SGIPA, qui lui transmettait l'intégralité de son mandat, de ses engagements et de son patrimoine, la Fondation SGIPA a pour but l'intégration professionnelle la mieux adaptée pour toutes les personnes en situation de handicap, au travers d'une vie socialisante incluant le droit au travail.

En janvier 2006, le secteur du préapprentissage a été transféré au DIP suite à l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la formation professionnelle et de la modification consécutive de la loi sur l'instruction publique. Les nouveaux statuts de la fondation conservent le but qui est maintenant essentiellement orienté vers le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé.

Deux centres assurent, au sein de la fondation, la formation professionnelle et l'intégration des mineurs en atelier protégé de production. Ces centres font l'objet d'une reconnaissance dans l'assurance-invalidité en tant qu'écoles spéciales. Le Centre éducatif de formation initiale (CEFI) a été

reconnu le 4 novembre 1999 et le Centre d'intégration socio-professionnel (CISP) le 23 janvier 1976 (reconnaissance adaptée le 12 novembre 1999).

En ce qui concerne les structures de l'institution accueillant des personnes handicapées adultes, celles-ci ont fait l'objet d'une autorisation d'exploiter, délivrée une première fois en date du 23 décembre 2005 par le DSE, pour lui la DGAS, conformément à l'article 11 de la LIPH.

A fin 2010, la capacité d'accueil totale de la fondation se monte à 419 places avec la répartition suivante par secteur :

- pour le secteur Formation (secteur mineurs), 63 places d'accueil au CEFI et 42 élèves au CISP;
- pour le secteur Travail et emploi, 224 travailleurs en ateliers protégés;
- pour le secteur Hébergement, 90 bénéficiaires dont 77 résidents en foyers et 13 personnes au Service d'accompagnement (SdA).

Ces résultats confirment une tendance qui se dessine depuis quelques années. Malgré l'agrandissement de l'école en 2005, puis en 2006, les demandes d'admission continuent de progresser. La structure des bâtiments du CEFI ne permet plus aucun développement. La fondation envisage la création de nouveaux locaux et le développement d'une infrastructure plus appropriée.

Financement 2011-2013 des trois fondations

Le financement 2011-2013 des activités des trois fondations est assuré par les mêmes ressources que pour l'exercice 2010. Ce sont prioritairement :

- un « prix de journée » qui est facturé aux résidents par l'institution pour la prestation d'hébergement dans les structures adultes;
- les « revenus propres » générés par l'institution, provenant notamment des ventes de produits fabriqués dans les ateliers ou des prestations effectuées pour des tiers;
- les « dons et legs » reçus éventuellement par les institutions.

Ces sources de financement ont permis le renforcement des écoles spéciales créées par ces trois fondations et le développement d'une prise en charge de qualité par des collaborateurs pluridisciplinaires formés et compétents, en complément de l'offre du secteur public (enseignement spécialisé de l'office médico-pédagogique - OMP / DIP).

L'Etat entend tenir compte, dans la mesure des finances publiques, des besoins de prise en charge complémentaires des institutions d'accueil. C'est ainsi que, pour la période 2011-2013, des ouvertures de places supplémentaires sont prévues, donnant lieu à des augmentations de subventions. Les rapports d'évaluation en lien avec les prestations délivrées précédemment par les trois fondations sont actuellement en cours de finalisation. Ces documents seront présentés à la commission des finances du Grand Conseil, dès que disponibles pour l'examen du présent projet de loi.

Subventionnement 2011-2013 - places adultes

Dans la continuité de la mesure 49 du premier plan de mesures (P1) du Conseil d'Etat, la subvention de fonctionnement des Etablissements pour personnes handicapées (EPH) a été stabilisée à hauteur de son montant 2006 pour varier uniquement en fonction d'une augmentation – le cas échéant diminution – du nombre de places d'accueil dans les institutions.

Par conséquent, le budget 2011 comporte, sous le centre de responsabilité de la DGAS, une enveloppe de 48 592 127 F intitulée « annualisation des places créées et nouvelles places en 2011-2013 » qui est destinée aux personnes handicapées adultes et comprend également des montants en lien avec les places qui seront créées dans les trois structures accueillant des personnes handicapées mineures et majeures.

Précisons que dans un souci de lisibilité budgétaire, les montants concernant le financement des nouvelles places 2010-2013 pour les adultes ont été intégrés dans le projet de loi traitant spécifiquement des EPH suivis par le DSE.

Ainsi, ce sont 77 places d'ateliers, 12 places en home et 3 places en centre de jour qui seront ouvertes sur la période 2011-2013, soit un total de 92 places d'accueil supplémentaires parmi ces trois fondations.

Subventionnement 2011-2013 - places mineurs

Les montants des subventions du DIP pour 2011 à 2013 sont adaptés en fonction de plusieurs éléments :

- Les indemnités de la Fondation Clair Bois tiennent compte maintenant du financement nécessaire à assurer une prise en charge durant toute l'année, de l'accueil d'enfants non reconnus par l'assurance-invalidité (AI) et du financement des mesures médicales non reconnues par l'office fédéral des assurances sociales (OFAS).

- L'augmentation prévue de la capacité d'accueil de la Fondation SGIPA pendant la période du contrat, soit :
 - pour 2011, l'annualisation des 7 places ouvertes au CISP et des 7 places ouvertes au CEFI en septembre 2010, pour 287 444 F;
 - pour 2011, l'ouverture de 7 places au CEFI, en septembre 2011, pour 49 000 F (indemnité sur 4 mois);
 - pour 2012, l'annualisation (sur 8 mois) des places ouvertes au CEFI en septembre 2011, pour 98 000 F;
 - pour 2013, l'ouverture de 7 places supplémentaires au CEFI, en septembre 2013, pour 49 000 F (indemnité sur 4 mois).
- Afin de simplifier les flux financiers, les forfaits pour écolage externe et interne versés par le secrétariat à la formation scolaire spéciale – SFSS (secrétariat à la pédagogie spécialisée – SPS dès le 1^{er} janvier 2011) ont été intégrés aux indemnités d'exploitation des 3 fondations. Sur la période couverte par le présent projet de loi, c'est un montant de 2 057 832 F qui se voit ainsi transféré de la rubrique budgétaire 03.31.00.00.366.00602 « Subsidés pour la formation scolaire spéciale ». Ce transfert n'a pas d'impact sur les charges de subventions du département.
- La loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés (LIJBEP – C 1 12 du 14 novembre 2008) énonce, à son article 6, alinéa 2, le principe de gratuité de l'école :

«Le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée. Est réservée la participation financière des titulaires de l'autorité parentale pour les repas et la prise en charge dans les structures de jour ou à caractère résidentiel.»

Ainsi, en application de cet article, à partir de septembre 2011 :

 - les écolages perçus jusqu'à présent auprès des parents sont intégrés aux indemnités des institutions concernées;
 - une participation minimum est déduite et facturée par les institutions, en application de l'article 2 du règlement relatif au subside complémentaire accordé pour l'enseignement destiné aux mineurs invalides (RSCEMI – J 3 55.03 du 7 janvier 2004).

Prise en charge des mécanismes salariaux 2011-2013

Enfin, conformément à l'arrêté du Conseil d'Etat du 2 avril 2008, le présent projet de loi ainsi que les contrats de prestations pour les institutions conventionnées règlent la question de la couverture des mécanismes salariaux par des compléments d'indemnités. Il est ainsi prévu que les montants d'indemnités fixés dans le projet de loi et dans les contrats en faveur des 3 fondations soient augmentés annuellement afin de tenir compte :

- des mécanismes salariaux compensés proportionnellement à la couverture des charges de l'entité par l'Etat de Genève;
- de l'indexation compensée proportionnellement à la couverture des charges de l'entité par l'Etat de Genève.

Conclusion

Le projet de loi qui vous est soumis traduit une volonté de prise en charge concertée et efficace du domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Préavis technique financier*
- 2) *Planification des charges financières (amortissements et intérêts) en fonction des décaissements prévus*
- 3) *Planification des charges et revenus de fonctionnement découlant de la dépense nouvelle*
- 4) *Contrats de prestations :*
 - a) *Fondation Clair Bois*
 - b) *Fondation Ensemble*
 - c) *Fondation SGIPA*



REPUBLIQUE ET
CANTON DE GENEVE

PREAVIS TECHNIQUE FINANCIER

Ce préavis technique ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- Projet de loi présenté par le département la solidarité et de l'emploi (DSE) et par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

- Objet :** Projet de loi accordant des indemnités monétaires et non monétaires pour les années 2011 à 2013 aux Fondations Clair Bois, Ensemble et SGIPA œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé.

- Rubriques concernées :**

| | | |
|------------------------|------------------------|------------------------|
| 03.31.00.00 365 0 2001 | 07.14.11.00 365 0 0504 | 07.14.11.00 365 1 0603 |
| 07.14.11.00 365 1 2002 | 07.14.11.00 365 0 0237 | 07.14.11.00 365 0 0603 |
| 03.31.00.00 365 0 7301 | 07.14.11.00 365 0 2002 | 05.04.04.01 427 1 5254 |
| 03.31.00.00 365 0 7402 | 07.14.11.00 365 1 0504 | |

- Numéros et libellés de programmes concernés :** A03 Intégration, suivi éducatif et soutien aux familles, E01 Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées.

- Planification des charges et revenus de fonctionnement induits par le projet :**

- Les tableaux financiers annexés au projet de loi intègrent les impacts financiers découlant du projet, hormis les mécanismes d'adaptation prévus à l'article 2 alinéas 2 et 3, ainsi que l'adaptation des subventions aux ouvertures de places, à l'exception de nouvelles places 2011 pour la fondation Ensemble qui sont intégrées.

| (en millions de francs) | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | Résultat récurrent |
|--|--------------|--------------|--------------|------|------|------|------|--------------------|
| Charges en personnel [30] | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépenses générales [31] | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières [32+33] | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges particulières [30 à 36] | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Octroi de subvention ou prestation [36] | 68.91 | 69.23 | 69.28 | - | - | - | - | - |
| Total des charges de fonctionnement | 68.91 | 69.23 | 69.28 | - | - | - | - | - |
| Revenus liés à l'activité [40+41+43+45+46] | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres revenus [42] | 0.56 | 0.56 | 0.56 | - | - | - | - | - |
| Total des revenus de fonctionnement | 0.56 | 0.56 | 0.56 | - | - | - | - | - |
| Retour sur investissement (informatique) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat net de fonctionnement (charges - revenus - retour sur investissement) | 68.35 | 68.67 | 68.72 | - | - | - | - | - |

- Inscription budgétaire et financement :**

- Ces indemnités de fonctionnement sont inscrites au budget de fonctionnement dès 2011. Selon la pratique unifiée en août 2009 entre les départements dont le budget comprend le financement d'entités subventionnées, le montant des indemnités figurant dans le budget englobe les mécanismes d'adaptation prévus aux alinéas 2 et 3 de l'article 2 du projet de loi (mécanismes salariaux et indexation pour 3 institutions).

- Ces indemnités prendront fin à l'échéance comptable 2013.

- Les données des tableaux financiers annexés au projet de loi concordent avec les données du budget 2011, à l'exception des éléments mentionnés ci-avant et de l'adaptation des subventions aux ouvertures de places.

- Annexes au projet de loi :** contrats de prestations 2011-2013 pour la Fondation Clair-Bois, la Fondation Ensemble et la Fondation SGIPA.

- Remarque(s) :** L'examen de la thésaurisation a été fait sur l'exercice 2009 en dernier lieu, soit la fin du premier contrat 2008 et 2009. Un remboursement effectif de thésaurisation est intervenu s'agissant de la Fondation Clair-Bois et de la SGIPA. Le prochain examen se fera en 2011, sur les états financiers 2010.



REPUBLIQUE ET
CANTON DE GENEVE

PREAVIS TECHNIQUE FINANCIER

Ce préavis technique ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.

Les départements attestent que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au manuel de comptabilité publique édité par la conférence des directeurs cantonaux des finances (NMC) pour les charges et les revenus de fonctionnement, au manuel de comptabilité publique MCH2 pour les dépenses et les recettes d'investissement, et aux procédures internes adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le : 7 avril 2011 Signature du responsable financier :

DSE

DIP

[Signature]
P.71930T

2. Approbation / Avis du département des finances

En lien avec la remarque des départements concernant les mécanismes d'adaptation prévus à l'article 2, alinéas 2 et 3 du projet de loi, les indemnités de fonctionnement inscrites au budget 2011 s'élèvent à CHF 69'379'980.- auquel il faut ajouter le montant prévu pour les nouvelles places 2011 pour la fondation Ensemble (rubrique 07.14.11.00 365 0 0237), le projet de loi prévoit pour 2011 un montant total de CHF 68'909'717.-.

Genève, le : 5 avril 2011

Visa du DF :

[Signature]
Eve Varrade

N.B. : Le présent préavis technique est basé sur le PL et son exposé des motifs transmis le 4 avril 2011, ainsi que sur les tableaux financiers et les annexes transmis le 15.03.2011.

Loi sur la gestion administrative et financière de l'État de Genève (D 1 05) - Dépense nouvelle d'investissement

PLANIFICATION DES CHARGES FINANCIÈRES (AMORTISSEMENTS ET INTÉRÊTS) EN FONCTION DES DÉCAISEMENTS PRÉVUS

Projet de loi accordant des indemnités monétaires et non monétaires pour les années 2011 à 2013 à des institutions oeuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé : la Fondation Clair Bois, la Fondation Ensemble, la Fondation SCIPA

Projet présenté par le DSE et le DIP

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | TOTAL |
|--------------------------------------|--------|------|------|------|------|------|------|---------------------------------------|
| Investissement brut | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Recette d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement net | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Durée Taux | | | | | | | | |
| Aucun | | | | | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun | | | | | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun | | | | | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun | | | | | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun | | | | | | | | |
| Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des charges financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intérêts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissements | 3,250% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | Générations financières (écoulements) |
| | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | 0 |

Signature du responsable financier 
Date: 6/4/2011

Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève (D 1 05) - Dépense nouvelle


PLANIFICATION DES CHARGES ET REVENUS DE FONCTIONNEMENT DÉCOULANT DE LA DÉPENSE NOUVELLE

Projet de loi accordant des indemnités monétaires et non monétaires pour les années 2011 à 2013 à des institutions oeuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé : la Fondation Clair Bois, la Fondation Ensemble, la Fondation SCIPA

Projet présenté par le DSE et le DIP

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Résultat (recurrent) |
|--|------|------------|------------|------------|------|------|------|-------------------------|
| TOTAL des charges de fonctionnement induites | 0 | 68'909'717 | 69'230'229 | 69'279'229 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges en personnel [30] <small>(régime des charges de personnel, formation, etc.)</small> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses générales [31] Charges en matériel et véhicule <small>(mobiler, fournitures, matériel classique et/ou spécifique, véhicules, entretien, etc.)</small> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges de bâtiment <small>(rudes (eau, électricité, combustibles), conciergerie, entretien, location, assurances, etc.)</small> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges financières [32 + 33] Intérêts (report tableau) Amortissements (report tableau) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges <small>(préciser la nature)</small> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ocrotti de subvention ou de prestations [36] <small>(subvention accordée à des tiers, prestation en nature)</small> | 0 | 68'909'717 | 69'230'229 | 69'279'229 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL des revenus de fonctionnement induits | 0 | 563'408 | 563'408 | 563'408 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenus liés à l'activité [40+41+43+45+46] <small>(régime des revenus (rêts, dons, subventions reçues, dons ou legs)</small> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres revenus [42] <small>(revenus de placements, de prêts ou de participations, gain comptable, loyers)</small> | 0 | 563'408 | 563'408 | 563'408 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RÉSULTAT NET DE FONCTIONNEMENT | 0 | 68'346'309 | 68'566'821 | 68'715'821 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Remarques :
Indemnités recouvrant les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues dans les contrats de prestations, à l'exception des mécanismes d'indemnité prévus à l'article 5 des contrats, à savoir les mécanismes salariaux, l'adaptation de la subvention à l'ouverture de nouvelles places, qui donnent lieu à une augmentation de l'indemnité versée.

Signature du responsable financier: 
Date: 6/4/2011



Contrat de prestations 2011-2013

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**
représentée par
Monsieur François Longchamp,
Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de
l'emploi
Monsieur Charles Beer,
Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique,
de la culture et du sport
d'une part

et

- **La Fondation Clair Bois**
représentée par
Madame Nathalie Canonica, Présidente
Monsieur Christian Frey, Directeur général
d'autre part

TITRE I - Préambule

Introduction

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF), le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, par voie du département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.

2. Créée en 1971, la Fondation Clair Bois a pour but l'accueil et l'éducation en externat ou internat, temporairement ou à long terme, d'enfants, d'adolescents et d'adultes infirmes moteurs-cérébraux ou de polyhandicapés ayant notamment besoin d'une scolarité spéciale et de mesures médico-thérapeutiques. A l'origine des moyens humains et financiers nécessaires à cette mission, on retrouve des citoyens genevois, qui, de par leur investissement personnel et leur détermination, ont mis en place la structure et réussi, au fil des années, à susciter et à pérenniser l'engagement financier des autorités. Parallèlement, la Fondation Clair Bois a développé ses prestations, en pouvant compter sur le soutien d'un réseau important de donateurs fidèles, ainsi que sur des moyens financiers de la Confédération et de l'Etat de Genève.

But des contrats

3. Les contrats de prestations ont pour but de :

- déterminer les objectifs visés par l'indemnité;
- préciser le montant et l'affectation de l'indemnité consentie par l'Etat ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
- définir les prestations offertes par la Fondation Clair Bois ainsi que les conditions de modifications éventuelles de celles-ci;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs relatifs à la réalisation des prestations.

Principe de proportionnalité

4. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :

- le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de la Fondation Clair Bois découlant de son statut de droit privé;
- l'importance de l'indemnité octroyée par l'Etat;
- les relations avec les autres instances publiques et privées.

Principe de bonne foi

5. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales**Article 1***Bases légales et conventionnelles*

Les bases légales et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF - D 1 11) et son règlement d'application du 31 mai 2008;
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993 (LGAF - D 1 05);
- la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995 (LSGAF - D 1 10);
- la loi sur l'intégration des personnes handicapées du 16 mai 2003 (LIPH - K 1 36) et son règlement d'application du 26 novembre 2003;
- la loi sur l'instruction publique (C 1 10) du 6 novembre 1940;
- la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés du 14 novembre 2008 (C 1 12);
- le règlement relatif à la reprise des mesures de formation scolaire spéciale de l'assurance-invalidité (C 1 12.03) du 10 décembre 2007; remplacé par le règlement de la loi C 1 12 dès son entrée en vigueur;
- la Convention Intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS - K 1 37) du 13 décembre 2002;
- les dispositions statutaires et réglementaires régissant la Fondation Clair Bois, notamment ses statuts et sa charte;
- la directive sur la présentation et la révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités para-étatiques;
- la directive de l'Etat sur le traitement des bénéfices et des pertes des entités subventionnées;
- la Convention sur la Caisse centralisée.

Article 2*Cadre du contrat*

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du soutien aux établissements œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé par la prise en charge des personnes handicapées dans les homes, les ateliers et les structures de jour. Pour la partie mineurs (DIP), il s'inscrit dans le cadre du programme public "Intégration, suivi éducatif et soutien aux familles".

- 4 -

Article 3

*Statut juridique et
mission du bénéficiaire*

Forme juridique : fondation de droit privé au sens des articles 80 et suivants du code civil suisse.

But statutaire :

- La Fondation Clair Bois a pour but l'accueil et l'éducation en externat ou internat, temporairement ou à long terme, d'enfants, d'adolescents et d'adultes infirmes moteurs-cérébraux ou de polyhandicapés ayant notamment besoin d'une scolarité spéciale et de mesures médico-thérapeutiques. Elle peut également offrir à des personnes en situation de handicap plus léger des prestations de formation ou d'emploi.
- Pour atteindre ces buts, la Fondation Clair Bois construit (ou acquiert) et exploite des maisons d'accueil et d'éducation ainsi que, le cas échéant, des centres de vacances et de loisirs.

TITRE III - Engagement des parties**Article 4***Prestations attendues
du bénéficiaire*

1. La Fondation Clair Bois s'engage à fournir les prestations suivantes :
 - a) Assurer la prise en charge pédagogique des personnes handicapées mineures en matière d'enseignement spécialisé par la mise à disposition de :
 - 30 places au foyer de Chambésy;
 - 40 places au foyer de Lancy.
 - b) Assurer l'accueil et l'intégration des personnes handicapées adultes au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité par la mise à disposition de :
 - 76 places de type home avec occupation (HO);
 - 50 places de type atelier (A);
 - 20 places de type centre de jour (CdJ);
 - prestations d'accompagnement à domicile (ADom).
 - c) Réaliser le projet institutionnel pour lequel le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), pour lui la direction générale de l'action sociale (DGAS), a délivré une autorisation d'exploiter au sens de l'article 11 de la loi sur l'intégration des personnes handicapées (LIPH - K 1 36), ainsi que le projet institutionnel découlant de la loi sur l'intégration des mineurs handicapés ou à besoins spéciaux (C 1 12).
2. Afin de mesurer si les prestations définies ci-dessus sont conformes aux attentes des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), des objectifs et des indicateurs ont été préalablement définis et figurent dans le tableau de bord annexé au présent contrat.

Article 5*Engagements financiers
de l'Etat*

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), s'engage à verser à la Fondation Clair Bois une indemnité, sous réserve de l'accord du Grand Conseil, dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.

- 6 -

2. Les montants engagés pour la période 2011-2013 sont les suivants :

Département de la solidarité et de l'emploi, pour les personnes handicapées majeures :

- 2011-2013 : F 17'525'256.--.

Le montant annuel de la subvention non monétaire s'élève à F 205'092.--.

Le supplément pour les nouvelles places sera calculé selon l'ouverture effective des places et selon la planification validée par la direction générale de l'action sociale (DGAS).

Les places ouvertes dès le 1^{er} janvier 2011 seront financées selon les modalités prévues ci-dessous.

Le coût mensuel d'une nouvelle place est fixé à :

- HO : F 9'900.--
- A : F 3'000.--
- CdJ : F 7'400.--.

Département de l'instruction publique, de la culture et du sport, pour les personnes handicapées mineures :

- 2011 : F 13'567'728.--
- 2012 : F 13'615'248.--
- 2013 : F 13'615'248.--.

Ces montants tiennent compte de l'ouverture à 365 jours de l'institution, (les jours fériés et vacances scolaires, si besoin); de l'accueil d'enfants non reconnus par l'assurance-invalidité (AI) et du financement des mesures médicales non reconnues par l'office fédéral des assurances-sociales (OFAS).

3. Dans le cadre de l'accueil de bénéficiaires extra-cantonaux majeurs, l'institution s'engage à facturer le prix de séjour forfaitaire déterminé par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), ou en ce qui concerne les mineurs, par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les standards de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) ainsi que des directives d'application y relatives.
4. Il est accordé, au titre des mécanismes salariaux annuels décidés par le Conseil d'Etat, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.
5. L'indexation décidée par le Conseil d'Etat, donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la

- 7 -

base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.

6. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de financement à laquelle se rapporte le présent contrat est exécutoire.

Article 6

Plan financier pluriannuel

Un plan financier pour l'ensemble des activités/prestations de la Fondation Clair Bols figure à l'annexe 3.

Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type d'activités/prestations, en distinguant les structures mineurs et adultes.

Article 7

Rythme de versement de l'indemnité

1. L'indemnité est versée mensuellement conformément à la convention sur l'optimisation de la gestion de la trésorerie, signée le 8 juin 2009 entre l'Etat de Genève et la Fondation Clair Bols. Des modalités de versements différentes telles que mentionnées à l'article 4 de ladite convention peuvent s'appliquer.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les échéances de paiement sont respectées en conformité avec la loi autorisant le Conseil d'Etat à pourvoir aux charges du budget de fonctionnement ainsi qu'aux dépenses du budget d'investissement jusqu'à promulgation du budget administratif de l'Etat de Genève (loi dite des "douzièmes provisoires").

Article 8

Conditions de travail

1. La Fondation Clair Bols est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. La Fondation Clair Bols tient à la disposition des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi qu'une description de ses conditions salariales et de travail, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9

Développement durable La Fondation Clair Bois s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'Agenda 21, du 23 mars 2001.

Article 10

Système de contrôle interne

La Fondation Clair Bois s'engage à maintenir son système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect des articles 1 et 2 de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Article 11

Reddition des comptes et rapports

La Fondation Clair Bois, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les directives émises :

- ses états financiers révisés conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes Swiss GAAP RPC et à la directive transversale de l'Etat. Les états financiers comprennent un bilan, un compte d'exploitation, un tableau de financement, un tableau de variation des fonds propres, l'annexe et le rapport de performance;
- le rapport de l'organe de contrôle.

Au plus tard 6 mois après la date de clôture du dernier exercice, la Fondation Clair Bois fournit :

- le rapport d'activité;
- le rapport d'exécution du contrat de prestations reprenant notamment ses objectifs, ses indicateurs, ses cibles et qui est intégré dans le rapport de performance;
- le procès-verbal de l'organe qui approuve les comptes.

Article 12

Traitement des bénéfices et des pertes

1. Au terme de l'exercice comptable 2013 et pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le résultat annuel établi conformément à l'article 10 est réparti entre l'Etat de Genève et la fondation Clair Bois selon la formule figurant à l'alinéa 4 du présent article.

- 9 -

2. Une créance reflétant la part restituable à l'Etat est constituée dans les fonds étrangers de la fondation. Elle s'intitule "subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat". La part conservée par la fondation est comptabilisée dans un compte de réserve spécifique intitulé "Part de subvention non dépensée" figurant dans ses fonds propres.
3. Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article et sont déduites de la créance jusqu'à concurrence du solde disponible et du compte de réserve spécifique.
4. La Fondation Clair bois ayant la possibilité de développer ses revenus, le pourcentage de résultat annuel qu'elle conserve est égal au taux de couverture des revenus selon la formule : $[(\text{total des revenus} - \text{subvention Etat}) / \text{total des revenus}]$
5. A l'échéance du contrat, la fondation conserve l'éventuel solde du compte de réserve spécifique, tandis que l'éventuel solde de créance est restitué à l'Etat.
6. La Fondation assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 13

Bénéficiaire direct

Conformément à l'article 14 alinéa 3 de la LIAF, la Fondation Clair Bois s'engage à être le bénéficiaire direct de l'indemnité. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers.

Article 14

Communication

1. Hormis les appels de fonds, toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par la Fondation Clair Bois auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur. L'annexe 4 précise les conditions d'utilisation du logo.
2. Les départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) auront été informés au préalable des actions d'envergure envisagées.

TITRE IV - Suivi et évaluation du contrat

Article 15

Objectifs, Indicateurs, tableau de bord

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'un tableau de bord des objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (Impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain de la Fondation Clair Bois.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et Indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat et doit être introduit dans le rapport de performance annuel prévu dans les Swiss GAAP RPC.

Article 16

Modifications

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de la loi de financement qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'évènements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de la Fondation Clair Bois ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces évènements doivent être signalés dans les plus brefs délais aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Article 17

Suivi du contrat

1. Conformément à l'article 12 du règlement d'application de la LIAF, les parties au présent contrat mettent en place un dispositif de suivi du contrat afin de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport de performance annuel établi par la Fondation Clair Bois;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.
2. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'art. 22 de la LIAF.

TITRE V - Dispositions finales**Article 18***Règlement des litiges*

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant le tribunal administratif du canton de Genève par la voie de l'action contractuelle.

Article 19*Résiliation du contrat*

1. Le Conseil d'Etat peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) la Fondation Clair Bois n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.
2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 20*Entrée en vigueur, durée du contrat et renouvellement*

1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2011, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2013.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Statuts de la Fondation Clair Bois, organigramme et liste des membres du Conseil de Fondation
- 3 - Plan financier pluriannuel 2011 - 2013 (avec comptes 2009)
- 4 - Directive sur l'utilisation du logo de l'Etat par les entités subventionnées
- 5 - Liste d'adresses des personnes de contact

- 13 -

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

François Longchamp
 Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de l'emploi

Date :

4 janvier 2011

Signature

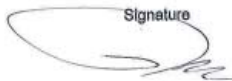


Charles Beer
 Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique,
 de la culture et du sport

Date :

9 janvier 2011

Signature



Pour la Fondation Clair Bois

représentée par

Nathalie Canonica
 Présidente

Date : 27.12.10

Signature



Christian Frey
 Directeur général

Date : 27.12.10

Signature



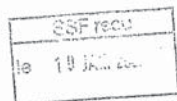
Annexe 1

Tableau de bord des objectifs et indicateurs
pour le suivi des prestations

| Objectif | Applicabilité | Indicateur | Cible | Remarques |
|--|--|--|------------------|-----------|
| 1. Garantir un taux d'occupation suffisant de l'infrastructure par secteur. o home o ateliers o centre de jour | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | Taux d'occupation calculé selon une méthode établie par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE). | 80 % | |
| 2. Respecter l'ensemble des exigences du DSE contenu dans le mémento relatif aux établissements accueillant des personnes handicapées. | <input type="checkbox"/> | Nombre de réclamations relatives au non-respect des principes pour autant qu'elles soient reconnues comme fondées. | 0 | |
| 3. Remettre les comptes annuels et les états financiers révisés respectant : o pleinement les RPC | <input type="checkbox"/> | a) Nombre de réserves majeures de l'organe de contrôle. b) Nombre de jours de retard par rapport à la date fixée pour la remise des documents au département de la solidarité et de l'emploi (DSE) (30 avril au plus tard pour les comptes de l'exercice précédent - 30 juin pour le rapport d'activité). | a) 0 b) 0 | |

| | Objectif | Applicabilité | Indicateur | Cible | Remarques |
|------|---|--------------------------|--|----------|-----------|
| 4.a. | Les capacités d'accueil et les prestations d'encadrement des Hommes de la Fondation Clair Bois sont mises à disposition d'un nombre maximal de personnes en situation de polyhandicap. | <input type="checkbox"/> | Nombre de journées de présence en Home | > 222875 | |
| 4.b. | Les capacités d'accueil et les prestations d'encadrement des Ecoles de la Fondation Clair Bois sont mises à disposition d'un nombre maximal de personnes en situation de polyhandicap. | <input type="checkbox"/> | Nombre de journées d'école | > 10'584 | |
| 4.c. | Les activités des ateliers sont organisées de façon à revêtir un caractère professionnel et valorisant, permettant de réaliser des travaux de qualité, dans les délais attendus par les clients externes ou internes. | <input type="checkbox"/> | Nombre d'heures rémunérées en atelier | > 73710 | |
| 4.d. | Les bénéficiaires de la Fondation Clair Bois doivent pouvoir développer leur autonomie et leurs compétences dans le respect de leurs capacités. | <input type="checkbox"/> | Nombre de bénéficiaires disposant d'un projet personnalisé | > 215 | |

Annexe 2



VB/nt/mh 24.07.07 Réf. FondationClairBois77 Conseil 15.10.2007

CLAIR BOIS

PEFO Politique éducative – Fonctionnement – Organisation

1. Fondation Clair Bois
- 1.1. Organisation générale

1.1.3. Statuts

STATUTS DE LA FONDATION CLAIR BOIS

Article 1 :DENOMINATION

Sous le nom de Fondation Clair Bois, il existe une fondation de droit privé, régie par les articles 80 et suivants du Code Civil Suisse, ainsi que par les dispositions des présents statuts.

Article 2 :SIEGE ET DUREE

La Fondation a son siège dans le canton de Genève.
 Sa durée est indéterminée.
 Elle est inscrite au Registre du commerce.
 Elle est placée sous la surveillance de l'autorité compétente.

Article 3 :BUT

La Fondation a pour but l'accueil et l'éducation en externat ou internat, temporairement ou à long terme, d'enfants, d'adolescents et d'adultes infirmes moteurs-cérébraux ou de polyhandicapés ayant notamment besoin d'une scolarité spéciale et de mesures médico-thérapeutiques. Elle peut également offrir à des personnes en situation de handicap plus léger des prestations de formation ou d'emploi.

Pour atteindre ces buts, la Fondation construit (ou acquiert) et exploite des maisons d'accueil et d'éducation ainsi que, le cas échéant, des centres de vacances et de loisirs.

Article 4 :

CAPITAL

Le capital de dotation de la Fondation s'élève à Frs 10'000.--.

Article 5 :

RESSOURCES

Les ressources nécessaires à la gestion, l'administration et le développement des activités de la Fondation proviennent :

- A. Des subventions des pouvoirs publics ;
- B. Des contributions des assurances sociales et des services d'assistance;
- C. Des pensions et contributions versées par les pensionnaires en internat ou en externat, ou par leurs parents ou répondants légaux ;
- D. Des bénéfices provenant de manifestations organisées par ou en faveur de la Fondation ;
- E. Des dons, legs et toutes autres contributions reçues par la Fondation ;
- F. Des produits de la fortune que la Fondation peut accumuler ;
- G. Des revenus assurés par des activités annexes.

Article 6 :

LES ORGANES DE LA FONDATION

Les organes de la Fondation sont :

- Le Conseil de Fondation
- Le Bureau du Conseil de Fondation
- L'Organe de Révision.

Service de subvention des fondations
et des institutions de prévoyance

LE CONSEIL DE FONDATION

Article 7 :

FONCTION

Le Conseil de Fondation est l'organe suprême de la Fondation. Il en fixe notamment la politique et règle les principes de ses activités. Il représente la Fondation vis-à-vis des tiers et désigne les personnes autorisées à le représenter.

Article 8 :

COMPOSITION

Le Conseil de fondation est composé de 6 membres au minimum et de 20 membres au maximum, nommés par cooptation. Il comprend si possible :

- un représentant de l'Etat de Genève
- un représentant des communes dans lesquelles Clair Bois a un Foyer
- un représentant de l'association Cérébral Genève

Article 9 :

DESIGNATION, DUREE DU MANDAT ET RENOUELEMENT

La durée du mandat des membres du Conseil est de 4 ans. Ils sont immédiatement rééligibles.

La durée du mandat des représentants des collectivités publiques est fixé par les autorités qui les délèguent.

En tout état, la limite d'âge est fixée à 75 ans. Le mandat prend fin lorsque la limite d'âge est atteinte.

Le Conseil procède régulièrement à la réélection (ou la non-réélection) des membres dont les mandats sont venus à échéance et se prononce sur les cas d'exclusion.

Le Conseil pourvoit en outre par cooptation au remplacement des membres démissionnaires, non-réélus, décédés, non-désignés par les autorités ou ayant atteint la limite d'âge.

Il s'efforce de choisir comme membres des personnes ayant une ouverture sociale et qui sont susceptibles, par leur formation professionnelle, de contribuer à la bonne marche de la fondation.

Clair Bois - Pefo / xx.xx.2006
1.1.3 Statuts

Article 10 :CONVOCAION DU CONSEIL

Le Conseil de Fondation est réuni sur convocation de son Président ou d'un autre membre de la Présidence, adressée 10 jours à l'avance au moins.

Il se réunit 3 fois par an au minimum.

Il doit en outre être convoqué si 5 de ses membres en font la demande.

Il peut enfin être exceptionnellement convoqué d'urgence par le Président ou un membre de la Présidence dans un délai de 3 jours. Les circonstances exigeant une telle réunion doivent être alors clairement spécifiées dans la convocation.

Article 11 :COMPETENCES DU CONSEIL DE FONDATION

Relèvent notamment de la compétence du Conseil de Fondation :

- La fixation des lignes générales et des principes à suivre dans l'administration et la gestion de la Fondation ;
- La promulgation du règlement général de la Fondation et des règlements nécessaires à son bon fonctionnement ;
- L'approbation des budgets et des comptes de la Fondation ;
- L'approbation de toute dépense hors budget, sous réserve des compétences déléguées au Bureau, à la Présidence ou à la Direction générale;
- L'élection et la révocation des membres du Bureau de la Fondation ;
- L'élection et la révocation du Président et des autres membres de la Présidence de la Fondation ;
- La nomination ou la révocation du directeur général, des directeurs et des directeurs-adjoints ;
- La création de commissions permanentes ;
- La nomination de l'Organe de Révision.

Article 12 :FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE FONDATION

Le Conseil de Fondation prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des membres présents.

Service de surveillance des fondations

Le Conseil ne peut valablement délibérer que si le tiers de ses membres au moins est présent. A défaut, une nouvelle séance est convoquée à brève échéance, au cours de laquelle les décisions sont prises quel que soit le nombre de membres présents.

Il est dressé procès-verbal des délibérations du Conseil. Ces procès-verbaux sont signés par le Président de séance ou par un autre membre du Bureau. Les extraits qui en sont délivrés sont certifiés conformes par 2 membres du Bureau.

Le Directeur général participe aux débats du Conseil de fondation avec voix consultative, sauf si le Conseil décide de siéger à huis-clos. Le Conseil de Fondation peut entendre également les directeurs de foyers ou toute autre personne qu'il estime utile.

Le Conseil peut prendre des décisions par voie de correspondance si le débat n'est pas demandé. Ces décisions requièrent l'adhésion de la totalité des membres du Conseil. Si un membre demande le débat, une séance doit être convoquée à brève échéance.

Le Conseil peut tenir séance par voie de télécommunications si le moyen de télécommunication permet le débat, la participation de tous les membres et leur identification.

Le Conseil peut déléguer au Bureau, à la Présidence ou au Directeur général certaines de ses tâches, à l'exception de ses tâches inaliénables, en particulier l'approbation du budget et celle des comptes de la Fondation.

* * *

BUREAU DU CONSEIL DE FONDATION

Article 13:

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Le Bureau est composé de 6 à 8 personnes choisies parmi les membres du Conseil de Fondation. Elles sont désignées par celui-ci. En font notamment partie les membres de la Présidence et si ces fonctions sont attribuées le délégué aux finances, le délégué aux constructions et le secrétaire de la Fondation.

Il se réunit à la convocation du Président ou d'un membre de la Présidence ou sur demande de deux membres.

Le Bureau peut prendre ses décisions par voie de correspondance à la condition que ces décisions soient prises à l'unanimité des membres du Bureau et qu'aucun débat ne soit demandé. Si un membre demande le débat, une séance doit être convoquée à brève échéance.

Le Bureau peut également tenir séance par voie de télécommunications si le moyen de télécommunication permet le débat, la participation de tous les membres et leur identification.

2006-07-10 10:00
 Direction des opérations
 de prévention

Le directeur général participe aux débats du Bureau avec voix consultative, sauf si le Bureau décide de siéger à huis-clos.

Le Bureau est présidé par le Président de la Fondation ou, en son absence, par un membre de la Présidence. Il prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du Président, ou en son absence du président de séance, est prépondérante.

Article 14 :

TACHES ET FONCTIONS

Le Bureau est chargé :

- de veiller à la bonne exécution des décisions du Conseil de Fondation ;
- de surveiller les activités du directeur général ;
- de préparer, avec l'aide du directeur général, les budgets ainsi que les comptes annuels et de les soumettre au Conseil de Fondation ;
- de proposer au Conseil la nomination ou le licenciement du directeur général, des directeurs de foyers et des directeurs-adjoints ;
- de superviser de manière générale les constructions ;
- de décider de toute dépense urgente hors budget d'un montant inférieur ou égal à Frs 50'000.
- de prendre toute mesure nécessaire et d'engager toute dépense indispensable en cas de péril en la demeure. Dans un tel cas, il fait rapport au Conseil de Fondation, avec célérité, mais au plus tard à la prochaine séance dudit Conseil.

Le Bureau peut déléguer à la Présidence ou au Directeur général certaines de ses tâches.

Article 15 :

PRESIDENCE

La Présidence de la Fondation est composée du Président et le cas échéant du Vice-Président et des autres membres nommés par le Conseil de Fondation.

La Présidence assure les tâches qui lui sont attribuées par les présents statuts et celles qui lui sont déléguées par le Conseil ou le Bureau. Elle exerce les fonctions dévolues au Bureau dans les cas de péril en la demeure, lorsqu'une réunion du Bureau est impossible.

Le directeur général participe aux débats de la Présidence avec voix consultative, sauf si la Présidence décide de siéger à huis-clos.

LE DIRECTEUR GENERAL

Article 16 :

FONCTION ET ROLE DU DIRECTEUR GENERAL

Le directeur général gère et dirige les activités de la Fondation Clair Bois conformément aux présents statuts, aux règlements d'organisation de la Fondation et à son cahier des charges.

Article 17 :

COOPERATION AVEC LE BUREAU

Le directeur général maintient une collaboration étroite avec le Bureau du Conseil.

Article 18 :

COOPERATION AVEC LE CONSEIL DE FONDATION

Le directeur général, d'entente avec le bureau, informe le Conseil de Fondation de tout fait, incident ou développement important concernant les activités de la Fondation.

ADMINISTRATION DE LA FONDATION

Article 19 :

RAPPORT DE GESTION

Un rapport de gestion est établi chaque année par le Conseil de Fondation.
Il est préparé par le Bureau du Conseil avec la coopération du directeur général.

Article 20 :

MODE DE SIGNATURE

La Fondation est engagée par la signature collective à deux des personnes désignées à cet effet par le Conseil de Fondation.

Article 21 :

ORGANISATION COMPTABLE

Le Bureau du Conseil prend d'entente avec le directeur général les mesures nécessaires pour que les livres de la comptabilité exigés par la nature des activités de la Fondation, tant sur le plan central que pour chaque foyer, soient tenus conformément à la loi et aux usages courants en la matière.

Le Conseil de Fondation fait dresser, à la fin de chaque exercice, un bilan général de l'actif et du passif de la Fondation ainsi qu'un compte d'exploitation et un compte de pertes et profits. Il fait préparer en temps utile un budget pour l'exercice suivant.

Article 22 :

EXERCICE SOCIAL

L'exercice annuel commence le premier janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

Article 23 :

CONTROLE DES COMPTES

Le Conseil de Fondation désigne pour une période de 3 ans, renouvelable ensuite par périodes successives d'une année, un réviseur aux comptes qualifié, pris en dehors du Conseil, lequel établira un rapport écrit sur les opérations de vérification des comptes.

Article 24 :

DISSOLUTION

La Fondation ne peut être dissoute qu'en application des articles 88 et 89 du Code Civil Suisse.

En cas de dissolution de la fondation, l'actif disponible sera entièrement attribué à une institution d'intérêt public poursuivant un but analogue à celui de la fondation et bénéficiant de l'exonération de l'impôt. En aucun cas, les biens ne pourront retourner au fondateur ou aux membres, ni être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit.

En cas de dissolution de la Fondation, aucune mesure, en particulier aucune mesure de liquidation, ne pourra être prise sans l'accord exprès de l'autorité de surveillance, qui se prononcera sur la base d'un rapport écrit motivé.

Article 25 :

MODIFICATION DES STATUTS

Les présentes dispositions peuvent être modifiées avec l'approbation de l'autorité compétente, sur proposition du Conseil de Fondation.

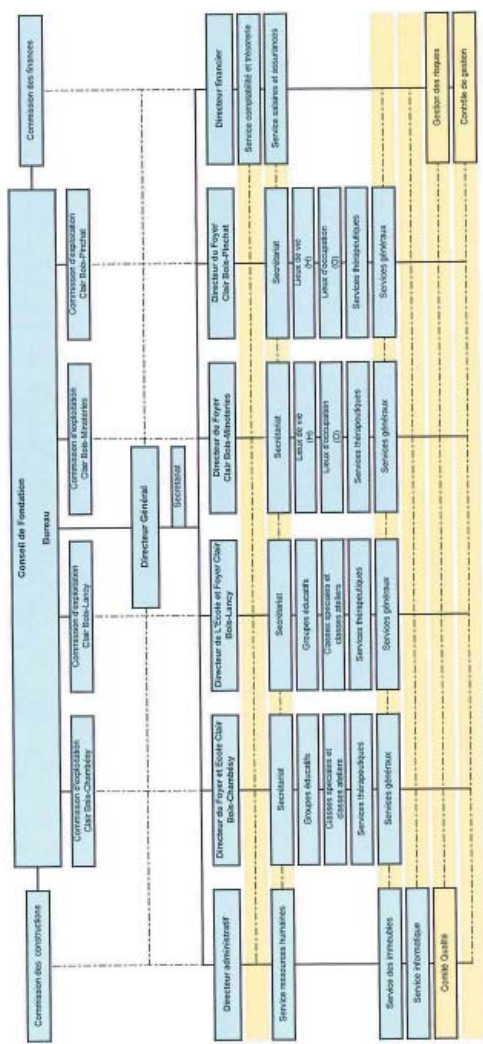
Demeurent réservées les dispositions des articles 85 et 86 du Code Civil Suisse.

Fait à Genève, le

Statuts adoptés par le Conseil de Fondation le 15 octobre 2007.

Annexe 2

Organigramme général



Annexe 2

Organes de la Fondation**Conseil de Fondation**

Présidente Mme Nathalie CANONICA*

Vice-président M. André MAGNENAT*

Membres Mme Valérie ARCHETTO,
*Commune de Pregny-Chambésy*Mme Geneviève ARNOLD,
Commune de Plan-les-Ouates

Me Edouard BALSER

Me Vincent BERNASCONI

M. François BAERTSCHI,
Commune de Lancy

Me Horace GAUTIER*

M. Estienne HENRY

Dr. André KAELIN

M. René KAMERZIN*,
*Pro Infirmis*Mme Sophie CRESTIN-BILLET,
*Cerebral Genève*M. Jean-François MONNIN,
*Service médico-pédagogique*M. Jean-Marc MOTTET*,
*Commission des finances*M. Daniel MERMOD,
*Commune de Veyrier*Mme Nathalie VAN BERCHEM,
*Comité d'Action*M. Jean-Paul VUILLEMIN*,
*Commission des constructions*Mme Diane ZOELLY,
Comité d'Action

*Membres du Bureau du Conseil



Aussi 3

Date : 22.12.2010

Budget 2011

Version : Adopté par le Conseil de Fondation
en sa séance du 20 décembre 2010

Budget de fonctionnement

2011

| CHARGES D'EXPLOITATION | Comptes | Budget | Budget | Projet | Projet |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| 3 Charges de personnel | | | | | |
| 30 Salaires enseignant | 544607 | 567105 | 580703 | 588997 | 597293 |
| 31 Salaires éducateur | 18'162'548 | 19'627'020 | 19'395'953 | 19'587'262 | 19'822'456 |
| 32 Salaires thérapie | 3'776'368 | 3'952'493 | 3'792'478 | 3'837'647 | 3'876'664 |
| 33 Salaires direction et administration | 2'411'068 | 2'582'098 | 2'732'401 | 2'767'253 | 2'800'823 |
| 34 Salaires économat et service de maison | 3'794'091 | 3'946'071 | 4'182'750 | 4'225'451 | 4'233'126 |
| 35 Salaires service technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36 Salaires ateliers et ateliers d'occupation | 1'475'540 | 1'548'835 | 1'768'426 | 1'871'472 | 1'928'177 |
| 37 Charges sociales | 5'391'791 | 6'108'082 | 6'170'673 | 6'456'749 | 6'734'522 |
| 38 Autres charges de personnel | 183'717 | 213'200 | 152'669 | 148'901 | 150'019 |
| 39 Honoraires pour prestations de tiers | 1'155'639 | 541'450 | 609'169 | 605'401 | 601'519 |
| Total des charges de personnel | 36'895'371 | 38'986'354 | 39'385'221 | 40'089'132 | 40'744'598 |
| 40 Matériel médical d'exploitation | | | | | |
| 4000 Produits pharmaceutiques | 12'059 | 10'650 | 10'650 | 10'650 | 10'650 |
| 4010 Médicaments | 56 | 1'300 | 1'300 | 1'300 | 1'300 |
| 4020 Matériel médical | 79'661 | 49'250 | 49'250 | 49'250 | 49'250 |
| 4030 Articles de toilette | 10'468 | 5'500 | 5'500 | 5'500 | 5'500 |
| 4040 Couches et langes | (458) | 21'500 | 6'500 | 6'500 | 6'500 |
| Sous-total | 101'786 | 88'200 | 73'200 | 73'200 | 73'200 |
| 41 Produits alimentaires et boissons | | | | | |
| 4100 Viande, charcuterie, poissons | 282'002 | 288'910 | 335'291 | 335'291 | 335'291 |
| 4110 Boulangerie | 79'829 | 97'000 | 84'634 | 84'634 | 84'634 |
| 4120 Produits laitiers et fromage | 134'951 | 149'275 | 157'581 | 157'581 | 157'581 |
| 4130 Epicerie et autres produits alimentaires | 271'196 | 250'825 | 267'276 | 267'276 | 267'276 |
| 4140 Légumes et fruits | 311'273 | 284'850 | 313'258 | 313'258 | 313'258 |
| 4150 Boissons | 79'818 | 86'900 | 94'010 | 94'010 | 94'010 |
| 4160 Produits diététiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4170 Sous-traitance cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4172 Service des repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4190 Vivres et boissons divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 1'169'069 | 1'167'760 | 1'252'050 | 1'252'050 | 1'252'050 |
| 42 Ménage | | | | | |
| 4200 Textiles et substituts de textiles | 41'966 | 43'750 | 43'750 | 43'750 | 43'750 |
| 4210 Articles de ménage et ustensiles | 205'870 | 126'750 | 126'550 | 126'550 | 126'550 |
| 4220 Produits de lessivo et de nettoyage | 94'602 | 79'750 | 84'750 | 84'750 | 84'750 |
| 4250 Prestations domestiques fournies par des tiers | 41'940 | 44'500 | 61'481 | 61'481 | 61'481 |
| Sous-total | 384'379 | 294'750 | 316'531 | 316'531 | 316'531 |
| 43 Entretien et réparations des immobilisations | | | | | |
| 4300 Entretien et réparations des immeubles | 85'276 | 89'500 | 87'000 | 82'000 | 82'000 |
| 4301 Entretien et réparations des installations fixes | 284'372 | 304'500 | 285'400 | 285'400 | 285'400 |
| 4310 Entretien et réparations des équipements | 33'719 | 46'900 | 45'000 | 45'000 | 45'000 |
| 4311 Entretien et réparations du mobilier | 129'698 | 40'900 | 40'900 | 40'900 | 40'900 |
| 4312 Entretien et réparations de la literie et de la vaisselle | 7'359 | 14'000 | 14'000 | 14'000 | 14'000 |
| 4320 Entretien et exploitation des véhicules | 72'782 | 80'500 | 78'000 | 78'000 | 78'000 |
| 4330 Entretien des eqpts informatiques et de communication | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4380 Outillage et matériel pour l'entretien de la propriété | 46'485 | 52'500 | 47'500 | 47'500 | 47'500 |
| 4390 Autres entretiens et réparations | 37'084 | 9'500 | 9'500 | 9'500 | 9'500 |
| Sous-total | 686'785 | 638'300 | 607'300 | 602'300 | 602'300 |

| <u>CHARGES D'EXPLOITATION (suite)</u> | | <u>Comptes</u> | <u>Budget</u> | <u>Budget</u> | <u>Projet</u> | <u>Projet</u> |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | <u>2009</u> | <u>2010</u> | <u>2011</u> | <u>2012</u> | <u>2013</u> |
| 44 | Charges d'investissements | | | | | |
| 4400 | Loyers | 356'242 | 378'313 | 490'487 | 490'487 | 490'487 |
| 4410 | Leasing | 540 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4490 | Amortissements | 2'381'362 | 609'935 | 2'496'819 | 2'477'123 | 2'468'843 |
| | Sous-total | 2'738'144 | 988'248 | 3'014'140 | 2'993'617 | 2'967'530 |
| 45 | Energie et eau | | | | | |
| 4500 | Electricité | 277'887 | 252'500 | 299'500 | 299'500 | 299'500 |
| 4510 | Gaz | 135'404 | 140'000 | 145'000 | 145'000 | 145'000 |
| 4520 | Produits de chauffage | 153'577 | 132'000 | 151'000 | 151'000 | 151'000 |
| 4540 | Chauffage à distance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4550 | Eau | 50'944 | 71'500 | 81'500 | 81'500 | 81'500 |
| 4560 | Chauffage et eau chaude | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 617'812 | 596'000 | 677'000 | 677'000 | 677'000 |
| 46 | Ecole, formation et loisirs | | | | | |
| 4600 | Matériel scolaire et de formation | 53'560 | 30'650 | 28'150 | 28'150 | 28'150 |
| 4610 | Matériel de bricolage et d'habileté manuelle | 27'715 | 35'700 | 34'200 | 34'200 | 34'200 |
| 4620 | Bibliothèque | 1'107 | 4'550 | 4'550 | 4'550 | 4'550 |
| 4630 | Loisirs | 88'819 | 81'100 | 70'600 | 70'600 | 70'600 |
| 4640 | Excursion et visites | 125'689 | 148'100 | 138'100 | 138'100 | 138'100 |
| 4650 | Camps | 147'074 | 191'500 | 91'000 | 91'000 | 91'000 |
| 4660 | Contribution aux frais d'écolage externe | 4'615 | 1'500 | 1'500 | 1'500 | 1'500 |
| 4670 | Soins aux petits animaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 448'578 | 493'100 | 368'100 | 368'100 | 368'100 |
| 47 | Bureau et administration | | | | | |
| 4700 | Matériel de bureau, imprimés | 140'712 | 211'485 | 211'485 | 211'485 | 211'485 |
| 4710 | Communication (téléphone, frais de port, télécop, internet) | 159'655 | 195'250 | 173'500 | 173'500 | 173'500 |
| 4720 | Journaux, littérature spécialisée | 10'220 | 12'100 | 12'100 | 12'100 | 12'100 |
| 4740 | Débours | 63'160 | 68'500 | 67'500 | 67'500 | 67'500 |
| 4750 | Maintenance logiciels informatiques et de communication | 150'991 | 44'000 | 139'000 | 139'000 | 139'000 |
| 4770 | Prestations administratives de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4780 | Conseils, révision des comptes | 79'718 | 50'000 | 70'952 | 50'000 | 50'000 |
| 4790 | Autres frais de bureau et d'administration | 19'750 | 14'500 | 13'000 | 13'000 | 13'000 |
| | Sous-total | 624'206 | 595'835 | 667'537 | 666'585 | 666'585 |
| 48 | Outils et matériel pour ateliers protégés et d'occupation | | | | | |
| 4800 | Achat de produits finis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4810 | Achat de matières brutes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4820 | Matériel d'usage courant | 0 | 0 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 4830 | Matériel pour travaux en atelier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 | Outils (lié à la production) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4850 | Travaux effectués par des tiers pour la fabrication de pdts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4890 | Autres dépenses pour les ateliers | 5'343 | 5'250 | 5'250 | 5'250 | 5'250 |
| | Sous-total | 5'343 | 5'250 | 15'250 | 15'250 | 15'250 |
| 49 | Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 | Primes assurances choses et responsabilité civile | 125'520 | 129'160 | 141'700 | 141'700 | 141'700 |
| 4910 | Taxes et redevances | 103'454 | 96'700 | 105'800 | 106'800 | 106'800 |
| 4920 | Evacuation de déchets et eaux usées | 9 | 1'000 | 0 | 0 | 0 |
| 4940 | Publicité | 10'847 | 44'000 | 45'000 | 40'000 | 40'000 |
| 4950 | Débours pour les bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4951 | Transport des bénéficiaires | 598'705 | 470'000 | 597'000 | 597'000 | 597'000 |
| 4990 | Autres charges d'exploitation | 66'147 | 53'350 | 53'350 | 53'350 | 53'350 |
| | Sous-total | 893'681 | 794'210 | 943'850 | 938'850 | 938'850 |
| Total des dépenses générales | | 7'679'782 | 5'651'653 | 7'954'958 | 7'903'383 | 7'867'396 |
| Dotations et dissolutions | | | | | | |
| 496 | Pertes sur débiteurs | 2'192 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 497 | Dotation aux provisions et réserves | 38'521 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 667 | Dissolution de provisions et de réserves | (114'696) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | (73'983) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des charges d'exploitation | | 44'501'170 | 44'638'907 | 47'340'178 | 47'992'616 | 48'601'996 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | Comptes | Budget | Budget | Projet | Projet |
|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| 60 Revenus provenant de la compensation des coûts Intracantonale | | | | | |
| 600 Revenus des prestations individuelles (AI) | | | | | |
| 6000 Frais de scolarisation et de pension pour internes | 114'632 | 96'300 | 114'800 | 114'800 | 114'800 |
| 6001 Frais de scolarisation et de pension pour externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6002 Frais de pension pour mineurs impotents | 158'987 | 175'000 | 130'000 | 130'000 | 130'000 |
| 6003 Repas particuliers des externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 919'119 | 1'080'000 | 895'000 | 890'000 | 885'000 |
| 6005 Transports | 19'117 | 900 | 13'500 | 13'500 | 13'500 |
| 601 Revenus de la formation scolaire spéciale (SFSS) | | | | | |
| 6010 Frais d'écolage - Internat | 217'896 | 258'300 | 0 | 0 | 0 |
| 6011 Frais d'écolage - Externat | 513'700 | 527'800 | 0 | 0 | 0 |
| 6012 Frais de repas | 43'113 | 47'700 | 0 | 0 | 0 |
| 6013 Mesures pédaogo-thérapeutiques | 110'980 | 80'000 | 110'000 | 110'000 | 110'000 |
| 6014 Frais de transports | 530'803 | 433'900 | 520'000 | 520'000 | 520'000 |
| 602 Contributions des répondants ou des parents | | | | | |
| 6020 Contributions pour les cas AI / SFSS | 176'885 | 223'000 | 125'000 | 89'000 | 89'000 |
| 6021 Contributions pour les cas non-AI / non-SFSS | 241'333 | 95'000 | 157'500 | 157'500 | 157'500 |
| 603 Revenus de pension | | | | | |
| 6030 Frais de pension pour internes | 5'516'010 | 7'104'000 | 6'167'588 | 6'167'588 | 6'167'588 |
| 6031 Frais de pension pour externes | 288'400 | 0 | 358'000 | 380'000 | 380'000 |
| 6032 Repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6033 Allocation pour impotent | 617'623 | 0 | 728'038 | 728'038 | 728'038 |
| 6034 Transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 9'468'597 | 10'121'900 | 9'319'426 | 9'300'426 | 9'295'426 |
| 61 Revenus provenant de la compensation des coûts extracantonale | | | | | |
| 6100 Contributions du canton de domicile | 82'490 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6110 Contributions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6120 Contributions des répondants ou des parents | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6130 Contributions des bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6140 Allocation pour impotent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6150 Autres contributions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6190 Revenus provenant des compléments d'investissements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 82'490 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 Revenus découlant des mesures professionnelles | | | | | |
| 6200 Contributions à la formation | 1'153'680 | 1'140'000 | 1'399'350 | 1'442'100 | 1'442'100 |
| 6201 Contributions aux frais de pension | 40'480 | 40'000 | 49'100 | 50'600 | 50'600 |
| Sous-total | 1'194'160 | 1'180'000 | 1'448'450 | 1'492'700 | 1'492'700 |
| 63 Revenus provenant de prestations de services, commerce et production | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 6'080 | 5'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 6310 Revenus de production | 28'008 | 25'000 | 40'000 | 40'000 | 40'000 |
| 6313 Revenus de prestations propres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 632 Revenus de prestations de services | | | | | |
| 6320 Nettoyage | 2'208 | 21'000 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 6321 Lingerie | 49'027 | 50'000 | 53'000 | 53'000 | 53'000 |
| 6322 Couture | 18'093 | 12'000 | 19'000 | 19'000 | 19'000 |
| 6323 Repassage | 55'832 | 55'000 | 59'000 | 59'000 | 59'000 |
| 6324 Conciergerie | 22'275 | 30'900 | 29'700 | 29'700 | 29'700 |
| 6325 Activité vidéo | 54'714 | 16'000 | 15'000 | 15'000 | 15'000 |
| 6326 Ergo | 125'020 | 47'000 | 190'000 | 190'000 | 190'000 |
| 6329 Divers | 0 | 1'500 | 51'500 | 51'500 | 51'500 |
| 6360 Manque à gagner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 359'255 | 263'400 | 469'200 | 469'200 | 469'200 |
| 65 Revenus provenant d'autres prestations de services aux bénéficiaires | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6560 Coiffeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Défalcatons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION (suite) | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|--|---|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 66 | Revenus des loyers | | | | | |
| 6600 | Revenus locatifs | 166'590 | 123'848 | 123'168 | 123'168 | 123'168 |
| | Sous-total | 166'590 | 123'848 | 123'168 | 123'168 | 123'168 |
| 67 | Revenus d'exploitation annexes | | | | | |
| 6700 | Restaurant, cafétaria | 450'422 | 430'000 | 577'000 | 577'000 | 577'000 |
| | Sous-total | 450'422 | 430'000 | 577'000 | 577'000 | 577'000 |
| 68 | Revenus provenant de prestations au personnel et à des tiers | | | | | |
| 6800 | Repas du personnel | 393'920 | 453'900 | 504'139 | 505'394 | 505'394 |
| 6810 | Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6830 | Vente au personnel et à des tiers | 94'114 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6890 | Autres recettes | 188'324 | 94'000 | 177'500 | 177'500 | 177'500 |
| | Sous-total | 676'357 | 547'900 | 681'639 | 682'894 | 682'894 |
| 69 | Contributions à l'exploitation et dons | | | | | |
| 6900 | Contributions des communes | 110'000 | 35'000 | 35'000 | 35'000 | 35'000 |
| 6910 | Contributions du DIP | 12'368'025 | 12'463'890 | 13'727'985 | 13'945'505 | 14'125'505 |
| 6911 | Contributions du DSE | 16'345'160 | 18'501'706 | 18'194'138 | 18'091'738 | 19'014'738 |
| 6920 | Contributions d'autres cantons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6930 | Contributions de la Confédération | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6940 | Subvention non-matérial DIP | 14'721 | 14'721 | 14'721 | 14'721 | 14'721 |
| 6941 | Subvention non-matérial DSE | 205'092 | 205'000 | 205'092 | 205'092 | 205'092 |
| 6960 | Autres contributions | 36'000 | 36'000 | 36'000 | 36'000 | 36'000 |
| 6970 | Dons de corporations, fondations et particuliers | 146'886 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6975 | Participation cantonale aux emplois de solidarité | 128'812 | 136'360 | 159'600 | 149'625 | 139'650 |
| 6980 | Produits différés sur subv d'invest. DIP | 508'106 | 0 | 452'047 | 451'165 | 442'251 |
| 6991 | Produits différés sur subv d'invest. DSE | 791'163 | 0 | 707'680 | 699'111 | 696'710 |
| 6999 | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 30'639'966 | 31'392'679 | 33'632'663 | 34'227'957 | 34'709'667 |
| Total des produits d'exploitation | | 43'037'837 | 44'059'727 | 46'151'446 | 46'673'344 | 47'350'054 |
| Résultat d'exploitation | | (1'355'597) | (482'160) | (1'108'733) | (1'119'172) | (1'251'940) |
| Charges et produits financiers | | | | | | |
| 6550 | Produits des intérêts du capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4420 | Banque : intérêts passifs et frais bancaires | (596) | 0 | (600) | (600) | (600) |
| 4440 | Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Résultat des charges et produits financiers | (596) | 0 | (600) | (600) | (600) |
| Charges et produits exceptionnels | | | | | | |
| 7000 | Charges exceptionnelles | (280'000) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7010 | Charges sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7050 | Produits exceptionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7090 | Produits sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Résultat des charges et produits exceptionnels | (280'000) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits et charges des fonds | | | | | | |
| 90 | Fonds de produits | | | | | |
| 9000 | Entrées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9050 | Utilisation | 465'310 | 0 | 716'115 | 752'890 | 746'891 |
| 9080 | Produits internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9090 | Attribution au capital des fonds | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 465'310 | 0 | 716'115 | 752'890 | 746'891 |
| | Résultat des produits et charges de fonds | 465'310 | 0 | 716'115 | 752'890 | 746'891 |
| Résultat de l'exercice (avant comblement) | | (1'170'882) | (482'160) | (473'218) | (368'882) | (505'650) |
| Comblement au déficit (dons et legs non affectés) | | 0 | 0 | 473'218 | 366'882 | 505'650 |
| Résultat de l'exercice (après comblement) | | (1'170'882) | (482'160) | 0 | 0 | 0 |

Budget Secteur Mineur 2011

Version : Consolidation du secteur mineur à partir
du budget adopté par le Conseil de Fondation
en sa séance du 20 décembre 2010

Budget de fonctionnement du secteur Mineur

| | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | |
| 3 Charges de personnel | | | | | |
| 30 Salaires enseignant | 544'607 | 567'105 | 580'703 | 588'997 | 597'203 |
| 31 Salaires éducateur | 6'163'523 | 6'581'893 | 6'446'158 | 6'473'333 | 6'529'488 |
| 32 Salaires thérapie | 2'173'836 | 2'287'930 | 2'161'970 | 2'182'182 | 2'199'884 |
| 33 Salaires direction et administration | 442'074 | 470'802 | 507'102 | 513'085 | 518'039 |
| 34 Salaires économat et service de maison | 877'782 | 927'628 | 1'113'571 | 1'124'817 | 1'123'255 |
| 35 Salaires service technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36 Salaires ateliers et ateliers d'occupation | 6'419 | 6'607 | 0 | 0 | 0 |
| 37 Charges sociales | 1'854'604 | 2'071'564 | 2'056'450 | 2'139'084 | 2'224'041 |
| 38 Autres charges de personnel | 50'458 | 70'831 | 44'519 | 39'708 | 39'906 |
| 39 Honoraires pour prestations de tiers | 483'980 | 184'303 | 254'719 | 254'906 | 255'108 |
| Total des charges de personnel | 12'597'283 | 13'168'463 | 13'165'192 | 13'316'089 | 13'487'012 |
| 40 Matériel médical d'exploitation | | | | | |
| 4000 Produits pharmaceutiques | 3'187 | 3'702 | 3'788 | 3'788 | 3'788 |
| 4010 Médicaments | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4020 Matériel médical | 28'469 | 27'776 | 28'000 | 28'000 | 28'000 |
| 4030 Articles de toilette | 4'715 | 1'622 | 1'900 | 1'900 | 1'900 |
| 4040 Couches et langes | 0 | 3'500 | 3'500 | 3'500 | 3'500 |
| Sous-total | 36'383 | 36'600 | 37'188 | 37'188 | 37'188 |
| 41 Produits alimentaires et boissons | | | | | |
| 4100 Viande, charcuterie, poissons | 64'701 | 80'698 | 86'000 | 86'000 | 86'000 |
| 4110 Boulangerie | 16'812 | 18'228 | 15'700 | 15'700 | 15'700 |
| 4120 Produits laitiers et fromage | 24'319 | 31'687 | 33'250 | 33'250 | 33'250 |
| 4130 Epicerie et autres produits alimentaires | 62'842 | 51'842 | 55'360 | 55'360 | 55'360 |
| 4140 Légumes et fruits | 105'433 | 81'920 | 88'308 | 88'308 | 88'308 |
| 4150 Boissons | 8'060 | 12'111 | 13'372 | 13'372 | 13'372 |
| 4160 Produits diététiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4170 Sous-traitance cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4172 Service des repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4190 Vives et boissons divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 282'168 | 276'285 | 292'000 | 292'000 | 292'000 |
| 42 Ménage | | | | | |
| 4200 Textiles et substituts de textiles | 6'439 | 12'421 | 12'250 | 12'250 | 12'250 |
| 4210 Articles de ménage et ustensiles | 52'098 | 38'851 | 38'088 | 38'088 | 38'088 |
| 4220 Produits de lessive et de nettoyage | 22'646 | 14'997 | 19'750 | 19'750 | 19'750 |
| 4250 Prestations domestiques fournies par des tiers | 41'940 | 44'500 | 41'940 | 41'940 | 41'940 |
| Sous-total | 123'123 | 110'769 | 112'028 | 112'028 | 112'028 |
| 43 Entretien et réparations des immobilisations | | | | | |
| 4300 Entretien et réparations des immeubles | 26'997 | 35'752 | 28'000 | 28'000 | 28'000 |
| 4301 Entretien et réparations des installations fixes | 124'136 | 127'497 | 126'800 | 126'800 | 126'800 |
| 4310 Entretien et réparations des équipements | 7'493 | 17'224 | 15'250 | 15'250 | 15'250 |
| 4311 Entretien et réparations du mobilier | 42'939 | 20'569 | 20'375 | 20'375 | 20'375 |
| 4312 Entretien et réparations de la literie et de la vaisselle | 243 | 5'761 | 5'750 | 5'750 | 5'750 |
| 4320 Entretien et exploitation des véhicules | 29'172 | 33'794 | 31'000 | 31'000 | 31'000 |
| 4330 Entretien des équipements informatiques et de communication | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4380 Outillage et matériel pour l'entretien de la propriété | 12'032 | 21'408 | 16'250 | 16'250 | 16'250 |
| 4390 Autres entretiens et réparations | 5'777 | 6'901 | 6'875 | 6'875 | 6'875 |
| Sous-total | 248'789 | 268'905 | 250'300 | 250'300 | 250'300 |
| 44 Charges d'investissements | | | | | |
| 4400 Loyers | 15'069 | 17'871 | 14'914 | 14'914 | 14'914 |
| 4410 Leasing | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4490 Amortissement | 853'923 | 276'805 | 916'071 | 901'879 | 893'675 |
| Sous-total | 868'992 | 294'676 | 930'985 | 916'793 | 908'589 |

| CHARGES D'EXPLOITATION (suite) | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|---------------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 45 | Energie et eau | | | | | |
| 4500 | Electricité | 68844 | 65215 | 67500 | 67500 | 67500 |
| 4510 | Gaz | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4520 | Produits de chauffage | 69376 | 86101 | 67750 | 67750 | 67750 |
| 4540 | Chauffage à distance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4550 | Eau | 18562 | 22886 | 23000 | 23000 | 23000 |
| 4580 | Chauffage et eau chaude | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 156782 | 174202 | 158250 | 158250 | 158250 |
| 46 | Ecole, formation et loisirs | | | | | |
| 4600 | Matériel scolaire et de formation | 8176 | 8998 | 20900 | 20900 | 20900 |
| 4610 | Matériel de bricolage et d'habileté manuelle | 6219 | 8900 | 7400 | 7400 | 7400 |
| 4620 | Bibliothèque | 906 | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 |
| 4630 | Loisirs | 31893 | 21500 | 21500 | 21500 | 21500 |
| 4640 | Excursion et visites | 14569 | 22500 | 22500 | 22500 | 22500 |
| 4650 | Camps | 41018 | 65000 | 20000 | 20000 | 20000 |
| 4660 | Contribution aux frais d'écolage externe | 2566 | 1500 | 1500 | 1500 | 1500 |
| 4670 | Soins aux petits animaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 105147 | 130398 | 95900 | 95800 | 95800 |
| 47 | Bureau et administration | | | | | |
| 4700 | Matériel de bureau, imprimés | 25251 | 55962 | 57701 | 57701 | 57701 |
| 4710 | Communication (téléphone, frais de port, télécop, internet) | 38961 | 50766 | 42500 | 42500 | 42500 |
| 4720 | Journaux, littérature spécialisée | 2626 | 2769 | 2850 | 2850 | 2850 |
| 4740 | Débours | 13082 | 15488 | 15875 | 15875 | 15875 |
| 4750 | Maintenance logiciels informatiques et de communication | 30918 | 8705 | 22000 | 22000 | 22000 |
| 4760 | Indemnisation prestations de la direction générale | 749491 | 734010 | 824951 | 827469 | 838196 |
| 4770 | Prestations administratives de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4780 | Conseils, révision des comptes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4790 | Autres frais de bureau et d'administration | 3756 | 6066 | 5125 | 5125 | 5125 |
| | Sous-total | 863786 | 873766 | 970802 | 973521 | 984248 |
| 48 | Outillage et matériel pour ateliers protégés et d'occupation | | | | | |
| 4800 | Achat de produits finis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4810 | Achat de matières brutes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4820 | Matériel d'usage courant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4830 | Matériel pour travaux en atelier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 | Outillage (lié à la production) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4850 | Travaux effectués par des tiers pour la fabrication de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4890 | Autres dépenses pour les ateliers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49 | Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 | Primes assurances choses et responsabilité civile | 41236 | 46961 | 45725 | 45725 | 45725 |
| 4910 | Taxes et redevances | 25989 | 26131 | 25050 | 25050 | 25050 |
| 4920 | Evacuation de déchets et eaux usées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4940 | Publicité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4950 | Débours pour les bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4951 | Transport des bénéficiaires | 572985 | 440000 | 570000 | 570000 | 570000 |
| 4990 | Autres charges d'exploitation | 9034 | 11826 | 11475 | 11475 | 11475 |
| | Sous-total | 649244 | 624920 | 652250 | 652250 | 652250 |
| | Total des dépenses générales | 3'334'414 | 2'690'519 | 3'409'402 | 3'488'126 | 3'490'652 |
| | Dotations et dissolutions | | | | | |
| 496 | Pertes sur débiteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 497 | Dotation aux provisions et réserves | 11426 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 667 | Dissolution de provisions et de réserves | (60312) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | (48883) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total des charges d'exploitation | 15'882'614 | 15'958'962 | 16'664'593 | 16'804'216 | 16'977'654 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | Comptes | Budget | Budget | Projet | Projet |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2008 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| 60 Revenus provenant de la compensation des coûts intracantonale | | | | | |
| 600 Revenus des prestations individuelles (AI) | | | | | |
| 6000 Frais de scolarisation et de pension pour internes | 114'632 | 96'300 | 114'800 | 114'800 | 114'800 |
| 6001 Frais de scolarisation et de pension pour externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6002 Frais de pension pour mineurs impotents | 158'987 | 176'000 | 130'000 | 130'000 | 130'000 |
| 6003 Repas particuliers des externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 898'349 | 1'060'000 | 875'000 | 875'000 | 875'000 |
| 6005 Transports | 19'117 | 900 | 13'500 | 13'500 | 13'500 |
| 601 Revenus de la formation scolaire spéciale (SFSS) | | | | | |
| 6010 Frais d'écolage - Internat | 217'896 | 258'300 | 0 | 0 | 0 |
| 6011 Frais d'écolage - Externat | 513'700 | 527'800 | 0 | 0 | 0 |
| 6012 Frais de repas | 43'113 | 47'700 | 0 | 0 | 0 |
| 6013 Mesures pédaogo-thérapeutiques | 110'980 | 80'000 | 110'000 | 110'000 | 110'000 |
| 6014 Frais de transports | 630'803 | 433'900 | 620'000 | 620'000 | 620'000 |
| 602 Contributions des répondants ou des parents | | | | | |
| 6020 Contributions pour les cas AI / SFSS | 176'885 | 223'000 | 125'000 | 89'000 | 89'000 |
| 6021 Contributions pour les cas non-AI / non-SFSS | 241'333 | 95'000 | 157'500 | 157'500 | 157'500 |
| 603 Revenus de pension | | | | | |
| 6030 Frais de pension pour internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6031 Frais de pension pour externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6032 Repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6033 Allocation pour impotent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6034 Transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 3'026'794 | 2'997'900 | 2'045'800 | 2'009'800 | 2'009'800 |
| 61 Revenus provenant de la compensation des coûts extracantonale | | | | | |
| 6100 Contributions du canton de domicile | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6110 Contributions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6120 Contributions des répondants ou des parents | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6130 Contributions des bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6140 Allocation pour impotent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6150 Autres contributions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6190 Revenus provenant des compléments d'investissements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 Revenus découlant des mesures professionnelles | | | | | |
| 6200 Contributions à la formation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6201 Contributions aux frais de pension | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 63 Revenus provenant de prestations de services, commerce et production | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6310 Revenus de production | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6313 Revenus de prestations propres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 632 Revenus de prestations de services | | | | | |
| 6320 Nettoyage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6321 Lingerie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6322 Couture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6323 Repassage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6324 Conciergerie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6325 Activité vidéo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6326 Ergo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6329 Autres revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6360 Manque à gagner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 Revenus provenant d'autres prestations de services aux bénéficiaires | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6560 Colfour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Délégations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION (suite) | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|--|-------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 66 Revenus des loyers | | | | | | |
| 6600 Revenus locatifs | 23'989 | 16'000 | 21'000 | 21'000 | 21'000 | |
| Sous-total | 23'989 | 16'000 | 21'000 | 21'000 | 21'000 | |
| 67 Revenus d'exploitation annexes | | | | | | |
| 6700 Restaurant, cafétéria | 23'351 | 30'000 | 38'250 | 38'250 | 38'250 | |
| 6790 Prestations administratives de la direction générale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 23'351 | 30'000 | 38'250 | 38'250 | 38'250 | |
| 68 Revenus provenant de prestations au personnel et à des tiers | | | | | | |
| 6800 Repas du personnel | 96'684 | 109'238 | 107'639 | 107'639 | 107'639 | |
| 6810 Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6830 Vente au personnel et à des tiers | 17'318 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6890 Autres recettes | 37'277 | 0 | 32'500 | 32'500 | 32'500 | |
| Sous-total | 151'278 | 109'238 | 140'139 | 140'139 | 140'139 | |
| 69 Contributions à l'exploitation et dons | | | | | | |
| 6900 Contributions des communes | 100'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | |
| 6910 Contributions du DIP | 12'358'025 | 12'463'890 | 13'727'985 | 13'945'605 | 14'125'505 | |
| 6911 Contributions du DSE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6920 Contributions d'autres cantons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6930 Contributions de la Confédération | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6940 Subvention non-monnaire du DIP | 10'642 | 10'642 | 14'721 | 14'721 | 14'721 | |
| 6941 Subvention non-monnaire du DSE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6960 Autres contributions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6970 Dons de corporations, fondations et particuliers | 105'195 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6975 Participation cantonale aux emplois de solidarité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6990 Produits différés sur subv d'invest. (DIP) | 508'106 | 0 | 452'047 | 451'165 | 442'251 | |
| 6991 Produits différés sur subv d'invest. (DSE) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6999 Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 13'079'968 | 12'499'532 | 14'219'753 | 14'436'391 | 14'607'477 | |
| Total des produits d'exploitation | 16'304'380 | 16'652'670 | 16'464'942 | 16'645'580 | 16'816'666 | |
| Résultat d'exploitation | 421'566 | (206'313) | (199'851) | (168'638) | (160'996) | |
| Charges et produits financiers | | | | | | |
| 6650 Produits des intérêts du capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 4420 Banque : intérêts passifs et frais bancaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 4440 Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Résultat des charges et produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Charges et produits exceptionnels | | | | | | |
| 7000 Charges exceptionnelles | (122'902) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7010 Charges sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7050 Produits exceptionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7080 Produits sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Résultat des charges et produits exceptionnels | (122'902) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Produits et charges des fonds | | | | | | |
| 90 Fonds de produits | | | | | | |
| 9000 Entrées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 9050 Utilisation | 185'947 | 0 | 272'262 | 269'619 | 265'358 | |
| 9080 Produits internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 9090 Attribution au capital des fonds | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 185'947 | 0 | 272'262 | 269'619 | 265'358 | |
| Résultat des produits et charges de fonds | 185'947 | 0 | 272'262 | 269'619 | 265'358 | |
| Résultat de l'exercice | 484'612 | (206'313) | 72'610 | 110'881 | 104'360 | |

Amesca 3

Date : 22.12.2010

Budget Secteur Majeur 2011

Version : Consolidation du secteur majeur à partir
du budget adopté par le Conseil de Fondation
en sa séance du 20 décembre 2010

Budget de fonctionnement du secteur Majeur

| CHARGES D'EXPLOITATION | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|-------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 3 | Charges de personnel | | | | | |
| 30 | Salaires enseignant | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 | Salaires éducateur | 11'936'708 | 12'945'127 | 12'949'795 | 13'113'929 | 13'292'968 |
| 32 | Salaires thérapie | 1'508'582 | 1'569'433 | 1'534'276 | 1'559'233 | 1'580'548 |
| 33 | Salaires direction et administration | 636'029 | 685'102 | 691'219 | 698'030 | 704'713 |
| 34 | Salaires économat et service de maison | 2'902'280 | 3'004'208 | 3'054'522 | 3'085'592 | 3'094'444 |
| 35 | Salaires service technique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36 | Salaires ateliers et ateliers d'occupation | 1'469'121 | 1'542'228 | 1'768'426 | 1'871'472 | 1'928'177 |
| 37 | Charges sociales | 3'228'482 | 3'707'651 | 3'760'759 | 3'949'395 | 4'127'122 |
| 38 | Autres charges de personnel | 77'145 | 94'069 | 81'700 | 82'520 | 83'216 |
| 39 | Honoraires pour prestations de tiers | 642'618 | 345'147 | 338'000 | 333'820 | 329'516 |
| | Total des charges de personnel | 22'400'965 | 23'892'865 | 24'178'697 | 24'693'992 | 25'140'703 |
| 40 | Matériel médical d'exploitation | | | | | |
| 4000 | Produits pharmaceutiques | 8'872 | 6'948 | 6'863 | 6'863 | 6'863 |
| 4010 | Médicaments | 44 | 1'300 | 1'300 | 1'300 | 1'300 |
| 4020 | Matériel médical | 51'192 | 21'474 | 21'250 | 21'250 | 21'250 |
| 4030 | Articles de toilette | 5'763 | 3'878 | 3'600 | 3'600 | 3'600 |
| 4040 | Couches et langes | (458) | 18'000 | 3'000 | 3'000 | 3'000 |
| | Sous-total | 65'403 | 51'600 | 36'013 | 36'013 | 36'013 |
| 41 | Produits alimentaires et boissons | | | | | |
| 4100 | Viande, charcuterie, poissons | 227'300 | 208'213 | 249'291 | 249'291 | 249'291 |
| 4110 | Boulangerie | 63'018 | 78'773 | 68'934 | 68'934 | 68'934 |
| 4120 | Produits laitiers et fromage | 110'632 | 117'588 | 124'321 | 124'321 | 124'321 |
| 4130 | Épicerie et autres produits alimentaires | 208'354 | 199'183 | 211'916 | 211'916 | 211'916 |
| 4140 | Légumes et fruits | 205'839 | 202'930 | 224'950 | 224'950 | 224'950 |
| 4150 | Boissons | 71'758 | 74'789 | 80'638 | 80'638 | 80'638 |
| 4160 | Produits diététiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4170 | Sous-traitance cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4172 | Service des repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4190 | Vivres et boissons divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 886'901 | 881'475 | 960'050 | 960'050 | 960'050 |
| 42 | Ménage | | | | | |
| 4200 | Textiles et substituts de textiles | 35'527 | 31'329 | 31'500 | 31'500 | 31'500 |
| 4210 | Articles de ménage et ustensiles | 152'278 | 86'899 | 87'463 | 87'463 | 87'463 |
| 4220 | Produits de lessive et de nettoyage | 70'225 | 64'753 | 65'000 | 65'000 | 65'000 |
| 4250 | Prestations domestiques fournies par des tiers | 0 | 0 | 19'541 | 19'541 | 19'541 |
| | Sous-total | 258'030 | 182'981 | 203'503 | 203'503 | 203'503 |
| 43 | Entretien et réparations des immobilisations | | | | | |
| 4300 | Entretien et réparations des immeubles | 58'278 | 53'748 | 54'000 | 54'000 | 54'000 |
| 4301 | Entretien et réparations des installations fixes | 156'575 | 152'903 | 153'600 | 153'600 | 153'600 |
| 4310 | Entretien et réparations des équipements | 26'226 | 29'677 | 29'750 | 29'750 | 29'750 |
| 4311 | Entretien et réparations du mobilier | 74'696 | 17'331 | 17'525 | 17'525 | 17'525 |
| 4312 | Entretien et réparations de la literie et de la vaisselle | 7'116 | 8'240 | 8'250 | 8'250 | 8'250 |
| 4320 | Entretien et exploitation des véhicules | 43'810 | 46'706 | 47'000 | 47'000 | 47'000 |
| 4330 | Entretien des eqpts informatiques et de communication | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4380 | Outils et matériel pour l'entretien de la propriété | 34'463 | 31'093 | 31'250 | 31'250 | 31'250 |
| 4390 | Autres entretiens et réparations | 5'800 | 2'599 | 2'625 | 2'625 | 2'625 |
| | Sous-total | 406'694 | 342'295 | 344'000 | 344'000 | 344'000 |
| 44 | Charges d'investissements | | | | | |
| 4400 | Loyers | 277'671 | 298'442 | 372'423 | 372'423 | 372'423 |
| 4410 | Leasing | 540 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4490 | Amortissement | 1'495'529 | 301'230 | 1'564'008 | 1'560'293 | 1'527'080 |
| | Sous-total | 1'773'741 | 599'672 | 1'936'431 | 1'932'716 | 1'899'503 |

| CHARGES D'EXPLOITATION (suite) | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|---------------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 45 | Energie et eau | | | | | |
| 4500 | Electricité | 204458 | 182785 | 227500 | 227500 | 227500 |
| 4510 | Gaz | 135404 | 140000 | 145000 | 145000 | 145000 |
| 4520 | Produits de chauffage | 84201 | 45899 | 83250 | 83250 | 83250 |
| 4540 | Chauffage à distance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4550 | Eau | 31843 | 48114 | 58000 | 58000 | 58000 |
| 4580 | Chauffage et eau chaude | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 455907 | 416798 | 513750 | 513750 | 513750 |
| 46 | Ecole, formation et loisirs | | | | | |
| 4600 | Matériel scolaire et de formation | 45384 | 21652 | 7250 | 7250 | 7250 |
| 4610 | Matériel de bricolage et d'habileté manuelle | 21486 | 26800 | 26800 | 26800 | 26800 |
| 4620 | Bibliothèque | 201 | 2550 | 2550 | 2550 | 2550 |
| 4630 | Loisirs | 57128 | 59600 | 49100 | 49100 | 49100 |
| 4640 | Excursion et visites | 111119 | 125800 | 115800 | 115800 | 115800 |
| 4650 | Camps | 106058 | 126500 | 71000 | 71000 | 71000 |
| 4660 | Contribution aux frais d'écolage externe | 2049 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4670 | Soins aux petits animaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | 343431 | 362702 | 272300 | 272300 | 272300 |
| 47 | Bureau et administration | | | | | |
| 4700 | Matériel de bureau, imprimés | 59988 | 112523 | 110784 | 110784 | 110784 |
| 4710 | Communication (téléphone, frais de port, télécop, internet) | 64279 | 85484 | 72000 | 72000 | 72000 |
| 4720 | Journaux, littérature spécialisée | 8512 | 7331 | 7250 | 7250 | 7250 |
| 4740 | Débours | 20272 | 22012 | 20625 | 20625 | 20625 |
| 4750 | Maintenance logiciels informatiques et de communication | 55452 | 10295 | 52000 | 52000 | 52000 |
| 4760 | Indemnisation prestations de la direction générale | 1472088 | 1510246 | 1732195 | 1738327 | 1760862 |
| 4770 | Prestations administratives de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4780 | Conseils, révision des comptes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4790 | Autres frais de bureau et d'administration | 10469 | 5435 | 4875 | 4875 | 4875 |
| | Sous-total | 1'688'108 | 1'763'326 | 1'999'729 | 2'005'861 | 2'028'395 |
| 48 | Outillage et matériel pour ateliers protégés et d'occupation | | | | | |
| 4800 | Achat de produits finis | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4810 | Achat de matières brutes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4820 | Matériel d'usage courant | 0 | 0 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 4830 | Matériel pour travaux en atelier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 | Outillage (lié à la production) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4850 | Travaux effectués par des tiers pour la fabrication de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4890 | Autres dépenses pour les ateliers | 5343 | 5250 | 5250 | 5250 | 5250 |
| | Sous-total | 5343 | 5250 | 15250 | 15250 | 15250 |
| 49 | Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 | Primes assurances choses et responsabilité civile | 70331 | 76839 | 85975 | 85975 | 85975 |
| 4910 | Taxes et redevances | 73375 | 65569 | 76750 | 76750 | 76750 |
| 4920 | Evacuation de déchets et eaux usées | 9 | 1000 | 0 | 0 | 0 |
| 4940 | Publicité | 6217 | 4000 | 5000 | 0 | 0 |
| 4950 | Débours pour les bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4951 | Transport des bénéficiaires | 23720 | 30000 | 27000 | 27000 | 27000 |
| 4990 | Autres charges d'exploitation | 26311 | 16523 | 16875 | 16875 | 16875 |
| | Sous-total | 199'962 | 193'930 | 211'600 | 206'600 | 206'600 |
| | Total des dépenses générales | 6'063'389 | 4'799'030 | 6'492'626 | 6'480'043 | 6'479'365 |
| | Dotations et dissolutions | | | | | |
| 495 | Pertes sur débours | 2192 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 497 | Dotation aux provisions et réserves | 24838 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 667 | Dissolution de provisions et de réserves | (53'344) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sous-total | (26'314) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Total des charges d'exploitation | 28'459'040 | 28'662'895 | 30'671'322 | 31'184'035 | 31'620'067 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | Comptes | Budget | Budget | Projet | Projet |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| 60 Revenus provenant de la compensation des coûts intracantonale | | | | | |
| 600 Revenus des prestations individuelles (AI) | | | | | |
| 6000 Frais de scolarisation et de pension pour internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6001 Frais de scolarisation et de pension pour externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6002 Frais de pension pour mineurs Impotents | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6003 Repas particuliers des externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 20'771 | 20'000 | 20'000 | 15'000 | 10'000 |
| 6005 Transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 601 Revenus de la formation scolaire spéciale (SFSS) | | | | | |
| 6010 Frais d'écolage - Internat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6011 Frais d'écolage - Externat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6012 Frais de repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6013 Mesures pédaogo-thérapeutiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6014 Frais de transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 602 Contributions des répondants ou des parents | | | | | |
| 6020 Contributions pour les cas AI / SFSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6021 Contributions pour les cas non-AI / non-SFSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 603 Revenus de pension | | | | | |
| 6030 Frais de pension pour internes | 5'516'010 | 7'104'000 | 6'167'588 | 6'167'588 | 6'167'588 |
| 6031 Frais de pension pour externes | 288'400 | 0 | 358'000 | 380'000 | 380'000 |
| 6032 Repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6033 Allocation pour impotent | 617'623 | 0 | 728'038 | 728'038 | 728'038 |
| 6034 Transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 6'442'804 | 7'124'000 | 7'273'626 | 7'290'626 | 7'285'626 |
| 61 Revenus provenant de la compensation des coûts extracantonale | | | | | |
| 6100 Contributions du canton de domicile | 82'490 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6110 Contributions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6120 Contributions des répondants ou des parents | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6130 Contributions des bénéficiaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6140 Allocation pour impotent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6150 Autres contributions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6190 Revenus provenant des compléments d'investissements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 82'490 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 Revenus découlant des mesures professionnelles | | | | | |
| 6200 Contributions à la formation | 1'153'680 | 1'140'000 | 1'399'350 | 1'442'100 | 1'442'100 |
| 6201 Contributions aux frais de pension | 40'480 | 40'000 | 49'100 | 50'600 | 50'600 |
| Sous-total | 1'194'160 | 1'180'000 | 1'448'450 | 1'492'700 | 1'492'700 |
| 63 Revenus provenant de prestations de services, commerce et production | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 6'080 | 5'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 6310 Revenus de production | 28'006 | 25'000 | 40'000 | 40'000 | 40'000 |
| 6313 Revenus de prestations propres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 632 Revenus de prestations de services | | | | | |
| 6320 Nettoyage | 2'208 | 21'000 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 6321 Lingerie | 49'027 | 50'000 | 53'000 | 53'000 | 53'000 |
| 6322 Couture | 16'093 | 12'000 | 19'000 | 19'000 | 19'000 |
| 6323 Repassage | 55'832 | 55'000 | 59'000 | 59'000 | 59'000 |
| 6324 Conciergerie | 22'275 | 30'900 | 29'700 | 29'700 | 29'700 |
| 6325 Activité vidéo | 54'714 | 16'000 | 15'000 | 15'000 | 15'000 |
| 6326 Ergo | 125'020 | 47'000 | 190'000 | 190'000 | 190'000 |
| 6329 Autres revenus | 0 | 1'500 | 51'500 | 51'500 | 51'500 |
| 6360 Manque à gagner | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 359'255 | 263'400 | 469'200 | 469'200 | 469'200 |
| 65 Revenus provenant d'autres prestations de services aux bénéficiaires | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6560 Coiffeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Défalcatons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION (suite) | | Comptes 2009 | Budget 2010 | Budget 2011 | Projet 2012 | Projet 2013 |
|--|--------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 66 Revenus des loyers | | | | | | |
| 6600 Revenus locatifs | 142'601 | 107'848 | 102'168 | 102'168 | 102'168 | |
| Sous-total | 142'601 | 107'848 | 102'168 | 102'168 | 102'168 | |
| 67 Revenus d'exploitation annexes | | | | | | |
| 6700 Restaurant, cafétéria | 427'071 | 400'000 | 538'750 | 538'750 | 538'750 | |
| 6790 Prestations administratives de la direction générale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 427'071 | 400'000 | 538'750 | 538'750 | 538'750 | |
| 68 Revenus provenant de prestations au personnel et à des tiers | | | | | | |
| 6800 Repas du personnel | 297'236 | 344'662 | 396'500 | 397'754 | 397'754 | |
| 6810 Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6830 Vente au personnel et à des tiers | 30'796 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6890 Autres recettes | 148'315 | 94'000 | 142'500 | 142'500 | 142'500 | |
| Sous-total | 476'348 | 438'662 | 539'000 | 540'254 | 540'254 | |
| 69 Contributions à l'exploitation et dons | | | | | | |
| 6900 Contributions des communes | 10'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 | |
| 6910 Contributions du DIP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6911 Contributions du DSE | 4'133'269 | 6'094'042 | 6'114'292 | 6'409'355 | 6'568'355 | |
| 6920 Contributions d'autres cantons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6930 Contributions de la Confédération | 12'211'891 | 12'407'666 | 12'079'846 | 12'282'383 | 12'416'383 | |
| 6940 Subvention non-matériel du DIP | 534'504 | 4'079 | 507'127 | 503'347 | 501'639 | |
| 6941 Subvention non-matériel du DSE | 205'092 | 205'000 | 205'092 | 205'092 | 205'092 | |
| 6950 Autres contributions | 126'812 | 136'360 | 123'840 | 116'100 | 108'360 | |
| 6970 Dons de corporations, fondations et particuliers | 10'446 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 6975 Participation cantonale aux emplois de solidarité | 0 | 0 | 35'760 | 33'525 | 31'290 | |
| 6990 Produits différés sur subv d'invest. (DIP) | 36'000 | 36'000 | 36'000 | 36'000 | 36'000 | |
| 6991 Produits différés sur subv d'invest. (DSE) | 287'574 | 0 | 196'490 | 193'401 | 192'709 | |
| 6999 Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 17'555'688 | 18'893'147 | 19'310'447 | 19'789'203 | 20'099'827 | |
| Total des produits d'exploitation | 26'680'316 | 28'407'057 | 29'681'641 | 30'222'901 | 30'528'525 | |
| Résultat d'exploitation | (1'777'724) | (275'838) | (989'661) | (961'134) | (1'091'842) | |
| Charges et produits financiers | | | | | | |
| 6650 Produits des intérêts du capital | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 4420 Banque : intérêts passifs et frais bancaires | (34) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 4440 Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Résultat des charges et produits financiers | (34) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Charges et produits exceptionnels | | | | | | |
| 7000 Charges exceptionnelles | (157'098) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7010 Charges sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7050 Produits exceptionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 7060 Produits sur exercices antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Résultat des charges et produits exceptionnels | (157'098) | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Produits et charges des fonds | | | | | | |
| 90 Fonds de produits | | | | | | |
| 9000 Entrées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 9050 Utilisation | 279'363 | 0 | 443'853 | 483'370 | 481'533 | |
| 9080 Produits internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 9090 Attribution au capital des fonds | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Sous-total | 279'363 | 0 | 443'853 | 483'370 | 481'533 | |
| Résultat des produits et charges de fonds | 279'363 | 0 | 443'853 | 483'370 | 481'533 | |
| Résultat de l'exercice (avant répartition) | (1'655'494) | (275'838) | (545'808) | (477'763) | (610'309) | |



Annexes 3

**RAPPORT
DE L'ORGANE DE REVISION**

avec
COMPTES ANNUELS
au 31 Décembre 2009
de

**FONDATION CLAIR BOIS,
Lancy**

SFG Société Fiduciaire et de Gérance SA

10, bd du Rhône CP 5225 CH-1211 Genève 11 Tél. +41 (0)22 322 93 93 Fax +41 (0)22 322 93 00
E-mail: sgf@sfgsa.ch TVA N° 290 638 UBS SA Cpte N° IBAN CH59 0024 0210 4482 6230 0

 Association de la Chambre Fédérale



RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION

A l'attention du Conseil de Fondation de
FONDATION CLAIR BOIS, Lancy

En notre qualité d'organe de contrôle, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **FONDATION CLAIR BOIS, Lancy**, comprenant le bilan, le décompte d'exploitation par foyer, le compte de pertes et profits, le tableau de flux de trésorerie, le tableau des immobilisations, les tableaux de variation du capital, l'annexe et le rapport de performance pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009. Conformément à la norme Swiss GAAP RPC 21, les informations relatives au rapport de performance ne font pas l'objet de notre contrôle.

Responsabilité du Conseil de Fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil de Fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de Fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de contrôle

Notre responsabilité consiste sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les Swiss GAAP RPC (en particulier la norme 21). En outre, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi suisse, aux statuts, aux articles de loi traitant de l'établissement et de la présentation des comptes annuels contenus dans les dispositions légales de la République et Canton de Genève (LGAF, LSGAF, LIAF, LIPH, RIPH) et aux autres directives étatiques.

J.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (article 728 du Code des Obligations) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a alinéa 1 chiffre 3 du Code des Obligations et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 29 mars 2010

SFG Société Fiduciaire et de Gérance SA



B. Legast
Expert-réviseur agréé



Ph. Schmuz
Expert-réviseur agréé
(Responsable de la révision)

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, décompte d'exploitation par foyer, compte de pertes et profits, tableau de flux de trésorerie, tableau des immobilisations, tableaux de variation du capital, annexe et rapport de performance)

FONDATION CLAIR BOIS

| BILAN AU 31 DECEMBRE | N o t e | 2009 | 2008 |
|--|------------------|-------------------|-------------------|
| | | CHF | CHF |
| ACTIF | | | |
| <i>Actif circulant</i> | | | |
| Liquidités | | | |
| Caisses | | 99'061 | 73'164 |
| Comptes de chèques postaux | | 2'705'535 | 1'229'418 |
| Banques | 2.1 | 3'396'254 | 3'523'149 |
| | | <u>6'200'850</u> | <u>4'825'731</u> |
| Dépôts à terme | 2.2 | 3'000'000 | 6'400'000 |
| Titres | 2.3 | 1'682'390 | 1'613'414 |
| Créances | | | |
| Débiteurs | 2.4 | 2'843'537 | 3'162'886 |
| .J. provision pour débiteurs douteux | 2.5 | -306'420 | -399'153 |
| Débiteur organisme subventionneur - Etat de Genève | 2.6 | 18'980 | 1'381'794 |
| | | <u>2'556'097</u> | <u>4'145'527</u> |
| Comptes de régularisation actif | 2.7 | <u>349'503</u> | <u>549'962</u> |
| <i>Total de l'actif circulant</i> | | <i>13'788'840</i> | <i>17'534'634</i> |
| <i>Actif immobilisé</i> | | | |
| Mobilier, machines et équipements | | 2'116'971 | 1'904'949 |
| Véhicules | | 815'670 | 593'714 |
| Achats avant mise en service | 2.8 | 297'062 | 270'436 |
| Installations fixes | | 4'404'099 | 3'218'398 |
| Terrains | | 598'079 | 598'079 |
| Immeubles | | <u>28'355'363</u> | <u>28'487'639</u> |
| | Λ2 | <u>36'587'244</u> | <u>35'073'215</u> |
| <i>Actif circulant affecté</i> | | | |
| Compte de chèque postal - comité d'action | | <u>44'067</u> | <u>21'310</u> |
| | | <u>44'067</u> | <u>21'310</u> |
| <i>Total de l'actif immobilisé</i> | | <i>36'631'311</i> | <i>35'094'525</i> |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 50'420'151 | 52'629'159 |

FONDATION CLAIR BOIS

| BILAN AU 31 DECEMBRE | N o t e | 2009 | 2008 |
|--|------------------|-------------------|-------------------|
| | | CHF | CHF |
| PASSIF | | | |
| <i>Capitaux étrangers à court terme</i> | | | |
| Créanciers | 2.9 | 1'939'791 | 2'959'767 |
| Créanciers résidents | 2.10 | 243'526 | 196'010 |
| Provisions | 2.11/A3 | 266'346 | 286'900 |
| Comptes de régularisation passif | 2.12 | 91'240 | 95'320 |
| | | <u>2'540'903</u> | <u>3'537'997</u> |
| <i>Capitaux étrangers à long terme</i> | | | |
| Emprunts | 2.13 | 180'000 | 360'000 |
| | | <u>180'000</u> | <u>360'000</u> |
| <i>Subventions d'investissement et dons affectés</i> | | | |
| Mobilier, machines et équipements | | 687'046 | 536'879 |
| Véhicules | | 550'662 | 411'328 |
| Installations fixes | | 3'236'055 | 2'870'989 |
| Immeubles | | 24'106'593 | 25'312'954 |
| | 2.14/A2 | <u>28'580'356</u> | <u>29'132'150</u> |
| <i>Capital des fonds</i> | | | |
| Fonds avec affectation limitée | 2.15/A3 | 3'807'623 | 3'231'843 |
| | | <u>3'807'623</u> | <u>3'231'843</u> |
| <i>Capital de la Fondation</i> | | | |
| Capital versé | | 10'000 | 10'000 |
| Capital libre (général) | 2.16 | 12'267'729 | 13'323'629 |
| Capital lié (général) | | 3'033'540 | 3'033'540 |
| | A3 | <u>15'311'269</u> | <u>16'367'169</u> |
| TOTAL DU PASSIF | | 50'420'151 | 52'629'159 |

FONDATION CLAIR BOIS

DECOMpte D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE PAR FOYER

2008

| DEPENSES | Foyer Lancy | Foyer Pisschat | Foyer Chambéry | Foyer Les Minorettes | Total | Budget 2009 | | Exercice | |
|--|-------------------|-------------------|------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------|-----------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF |
| Salaire, charges sociales et honoraires | 9379400 | 16087529 | 5210729 | 5871732 | 36559290 | 36559293 | 3699213 | 30737286 | 539173 |
| Ecole et formation | 138261 | 280856 | 41165 | 59100 | 519282 | 532650 | 14663 | 1177961 | 14663 |
| Alimentation (y.e. cafeteria Pisschat) | 268339 | 590676 | 65716 | 244338 | 1'169'969 | 1'157'760 | -12'209 | 20'154 | 12'619 |
| Dépenses médicales et soins sanitaires | 8383 | 10972 | 6096 | 6480 | 31'931 | 44250 | -12'319 | 2'110'032 | 313'858 |
| Charges générales d'exploitation | 557415 | 829385 | 448265 | 333653 | 2'169'618 | 1'502'660 | -666'958 | | |
| Bureau et administration | 110923 | 151013 | 56619 | 75263 | 393'918 | 477535 | -83617 | | |
| Frais d'immobilier : | | | | | | | | | |
| - Entretien et assurances | 119558 | 402410 | 145277 | 102223 | 929'968 | 796215 | -133'753 | | |
| - Amortissements * | 387716 | 564175 | 381748 | -228338 | 1'297'277 | 251125 | -1'046'152 | | |
| Frais matériel, mobilier et véhicules : | | | | | | | | | |
| - Entretien et assurances | 48395 | 98049 | 27065 | 17132 | 190'641 | 179700 | -10'941 | | |
| - Achats petit matériel | 42959 | 34396 | 21255 | 60823 | 159'433 | 72500 | -86'933 | | |
| - Amortissements * | 152543 | 194566 | 92555 | 184721 | 624'985 | 336810 | -288'175 | | |
| Total des dépenses d'exploitation | 11'213'982 | 19'247'427 | 6'496'640 | 7'386'745 | 44'344'794 | 42'241'906 | -2'102'788 | | |
| Total amortissements | 540759 | 788541 | 618203 | 668319 | 2'617'822 | | | | |
| | | | | | | | | | 2'787'188 |
| | | | | | | | | | 5,0% |

* Le budget 2009 a été établi à fin 2008 et ne tient pas compte de l'introduction de la méthode des produits différés. Ainsi, les amortissements du budget 2009 présentés ci-dessus apparaissent pour leurs montants nets.

FONDATION CLAIR BOIS

DECOMPTE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE PAR FOYER

2009

2008

RECETTES

Pensions, ecologies et transports payés
par l'assurance invalidité
Pensions payées par les parents ou répondants
Autres pensions
Repas du personnel
Loyers emménés
Recettes des activités maison (caldésois - lingerie)
Autres recettes
Versements de l'OFAS pour couvrir les
coûts d'exploitation et les frais d'équipement
Produits dérivés sur subventions d'investissement
et dons affectés *
Subventions de l'Etat de Genève pour couvrir les
coûts d'exploitation
Subventions communales et autres subventions
Subventions non monétaires
Total des recettes d'exploitation

| | Foyer Lausy | | Foyer Pichat | | Foyer Chambéry | | Foyer Les Moineries | | Total | | Ecart | | Total |
|--|------------------|------------|--------------|------------|----------------|-----|------------------------|------------|------------|------------|-------|------|------------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | |
| | 1'566829 | 9887 | 1'040747 | 10884 | 2'628'347 | | | 2'514'500 | -113'847 | 2'514'500 | | | 2'514'500 |
| | 101'595 | 5'002'277 | 75'200 | 1'684'921 | 6'862'083 | | | 7'059'873 | 197'790 | 7'059'873 | | | 5'946'869 |
| | 1'004'129 | 213'643 | 1'187'559 | 0 | 1'435'493 | | | 1'770'000 | 334'507 | 1'770'000 | | | 1'570'804 |
| | 97073 | 213'643 | 1'263'8 | 705'666 | 3'953'920 | | | 436'400 | 42'480 | 436'400 | | | 3'781'147 |
| | 18349 | 73'940 | 51'40 | 68'661 | 166'590 | | | 196'538 | 25'938 | 196'538 | | | 172'100 |
| | 31'134 | 399'790 | 0 | 147'649 | 571'373 | | | 627'000 | 55'627 | 627'000 | | | 586'068 |
| | 85389 | 188154 | 11628 | 136290 | 421'961 | | | 105'500 | -316'461 | 105'500 | | | 171'784 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 | 0 | | | 23'445 |
| | 359853 | 570'006 | 348'989 | 479'322 | 1'758'170 | | | 0 | -1'758'170 | 0 | | | 2'161'768 |
| | 7708570 | 12211891 | 5097985 | 3684719 | 28'703'185 | | | 28'889753 | 186'567 | 28'889753 | | | 27'071'041 |
| | 97498 | 77245 | 107697 | 10'646 | 202'886 | | | 96000 | -166'886 | 96000 | | | 289'228 |
| | 14721 | 203'092 | 0 | 0 | 219'813 | | | 14721 | -203'092 | 14721 | | | 219'813 |
| | 11'086'140 | 19'267'330 | 6'819'973 | 6'286'278 | 43'463'821 | | | 41'704'274 | -1'759'547 | 41'704'274 | | | 41'104'307 |
| | 127'752 | 14'903 | 322'433 | -1'100'467 | -890'883 | | | -637'632 | 353'251 | -637'632 | | | -627'201 |
| | En % du budget : | | | | | | | | | | | 4.2% | |
| | En % du budget : | | | | | | | | | | | 0.8% | |

* Le budget 2009 a été établi à fin 2008 et ne tient pas compte de l'introduction de la méthode des produits différenciés. Aussi, les produits différenciés sur subventions d'investissement et dons affectés du budget 2009 présentés ci-dessus apparaissent pour un montant nul.

FONDATION CLAIR BOIS

| COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE | 2009 CHF | 2008 CHF |
|--|-------------------|------------------|
| Résultat net d'exploitation de l'exercice - (Déficit) | -890'883 | -627'201 |
| Autres charges d'exploitation couvertes par les Fonds affectés | -99'712 | -232'385 |
| Dons et legs reçus | 1'674'793 | 1'207'666 |
| Produit manifestations comité d'action | 227'757 | 255'000 |
| | <u>1'902'550</u> | <u>1'462'666</u> |
| Subventions de construction | | |
| Subventions de construction reçues | 0 | 4'029'135 |
| Attribution des subventions de construction reçues aux immobilisations | 0 | -4'029'135 |
| | <u>0</u> | <u>0</u> |
| Subventions d'équipement | | |
| Subventions d'équipement reçues | 18'980 | 0 |
| Attribution des subventions d'équipements reçues aux immobilisations | -18'980 | 0 |
| | <u>0</u> | <u>0</u> |
| Investissements couverts par les Fonds affectés | -1'211'330 | -270'178 |
| Résultat financier | | |
| Intérêts sur emprunt | 0 | -12'344 |
| Frais divers portefeuille | -10'759 | -11'129 |
| Pertes sur titres | -10'970 | -192'102 |
| Produits des placements | 133'712 | 220'021 |
| | <u>111'983</u> | <u>4'446</u> |
| Autres résultats | | |
| Publicité et rapport annuel | -14'299 | -13'971 |
| Autres frais | -4'028 | -16'223 |
| Produits divers | 5'600 | 5'600 |
| | <u>-12'727</u> | <u>-24'594</u> |
| Résultat annuel avant résultat des fonds | -200'119 | 312'754 |
| Résultat des fonds | | |
| Attribution au Fonds création nouveaux foyers | -50'000 | -361'433 |
| Attribution au Fonds de transformation atelier de Clair Bois Pinchat | -1'257'788 | -719'551 |
| Attribution au Fonds de transformation Clair Bois Lancy | 0 | -74'072 |
| Attribution au Fonds Dons affectés pour foyers | -426'963 | -291'707 |
| Attribution au Fonds comité d'action | -22'757 | 0 |
| Utilisation de Fonds - acquisition d'immobilisations | 1'211'330 | 270'178 |
| Utilisation de Fonds - exploitation | 99'712 | 232'385 |
| | <u>-446'466</u> | <u>-944'200</u> |
| Déficit avant attribution aux Fonds par le Conseil | -646'585 | -631'446 |
| Attribution au Fonds de transformation atelier de Clair Bois Pinchat | 0 | -15'903 |
| Attribution au Fonds grands travaux | -129'314 | 0 |
| Déficit après attributions | -775'899 | -647'349 |
| Restitution de subventions - thésaurisation du passé (antérieure à 2008) | -280'000 | 0 |
| Variation nette du capital de la Fondation | -1'055'899 | -647'349 |

| FONDATION CLAIR BOIS | Annexe (A1) | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE | 2009 | 2008 |
| <u>Résultat net de l'exercice</u> | <u>-1'055'899</u> | <u>-647'349</u> |
| Amortissements totaux | 2'381'362 | 2'787'188 |
| Produits différés sur subventions d'invest. et dons affectés | <u>-1'758'170</u> | <u>-2'161'768</u> |
| J. Amortissements nets | 623'192 | 625'420 |
| <u>Résultat de l'exercice (avant variation du fonds de roulement)</u> | <u>-432'707</u> | <u>-21'929</u> |
| Variation des créances | 1'789'889 | 6'882'128 |
| Variation des engagements courants | <u>-997'094</u> | <u>919'573</u> |
| <u>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</u> | <u>360'088</u> | <u>7'779'772</u> |
| ACTIVITES D'INVESTISSEMENT | | |
| Investissement dans les bâtiments | 1'251'604 | 2'441'535 |
| Investissement dans les installations fixes | 1'585'724 | 1'615'067 |
| Acquisition de mobiliers-machines et équipements | 732'659 | 504'457 |
| Acquisition véhicules | 325'407 | 167'017 |
| Fonds comité d'action | <u>22'757</u> | <u>-19'466</u> |
| <u>Flux de trésorerie des activités d'investissement</u> | <u>-3'918'151</u> | <u>-4'708'610</u> |
| ACTIVITES DE FINANCEMENT | | |
| Remboursement d'emprunts | -180'000 | -1'180'000 |
| Financement provenant | | |
| - de fonds | 575'780 | 960'103 |
| - de dons | 1'187'397 | 243'399 |
| - de subventions | <u>18'980</u> | <u>4'029'135</u> |
| <u>Flux de trésorerie des activités de financement</u> | <u>1'602'157</u> | <u>4'052'637</u> |
| <u>Variation de la trésorerie durant l'exercice</u> | <u>-1'955'906</u> | <u>7'123'799</u> |
| Liquidités au début de l'exercice | 12'839'146 | 5'715'347 |
| Liquidités à la fin de l'exercice | <u>10'883'240</u> | <u>12'839'146</u> |
| <u>Variation de la trésorerie durant l'exercice</u> | <u>-1'955'906</u> | <u>7'123'799</u> |

FONDATION CLAIR BOIS

Annexe (A2)

Tableau des immobilisations

| Actif immobilisé | Adressé aux dons en service | Terrain | Immobilis. | Immobilisation fixe | Equipement longue durée | Mobilier, matériel, bureaux | Informations et logiciels | Livres et vouteuse | Total équipements | Véhicules | Total |
|---|--------------------------------|---------|------------|---------------------|----------------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------|----------|
| | | 3% | 5% | 10% | 20% | 23% | 33% | | | 10% | |
| Taux d'amortissement | | | | | | | | | | | |
| Moins de 3 ans | | | | | | | | | | | |
| 3 à 5 ans | | | | | | | | | | | |
| 5 à 10 ans | | | | | | | | | | | |
| 10 à 15 ans | | | | | | | | | | | |
| 15 à 20 ans | | | | | | | | | | | |
| 20 à 25 ans | | | | | | | | | | | |
| 25 à 30 ans | | | | | | | | | | | |
| 30 à 35 ans | | | | | | | | | | | |
| 35 à 40 ans | | | | | | | | | | | |
| 40 à 45 ans | | | | | | | | | | | |
| 45 à 50 ans | | | | | | | | | | | |
| 50 à 55 ans | | | | | | | | | | | |
| 55 à 60 ans | | | | | | | | | | | |
| 60 à 65 ans | | | | | | | | | | | |
| 65 à 70 ans | | | | | | | | | | | |
| 70 à 75 ans | | | | | | | | | | | |
| 75 à 80 ans | | | | | | | | | | | |
| 80 à 85 ans | | | | | | | | | | | |
| 85 à 90 ans | | | | | | | | | | | |
| 90 à 95 ans | | | | | | | | | | | |
| 95 à 100 ans | | | | | | | | | | | |
| 100 ans et plus | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations | | | | | | | | | | | |
| Valeur brute au 1er janvier 2009 | 270436 | 568079 | 5703353 | 4910789 | 2847612 | 538300 | 169786 | 478231 | 446929 | 1121737 | 7640202 |
| Acquisitions 2009 | 0 | 937640 | 313764 | 135908 | 637680 | 11937 | 35269 | 77277 | 732483 | 346407 | 1389728 |
| Constructions 2009 | 92456 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 407220 |
| Sorties 2009 | -66830 | 0 | -3734 | 0 | -84760 | 0 | -62016 | 0 | -146776 | -34417 | -351937 |
| Reclassifications 2009 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Valeur brute au 31.12.2009 | 297062 | 568079 | 62305237 | 6264062 | 3740232 | 851497 | 143139 | 532308 | 3332836 | 1427627 | 74142023 |
| Fonds d'amortissement au 1er janvier 2009 | 0 | 0 | 30746714 | 1992500 | 1381054 | 732542 | 119162 | 309702 | 2541980 | 538023 | 37338317 |
| Amortissements 2009 | 0 | 373296 | 1381981 | 373296 | 263402 | 107306 | 24738 | 137169 | 320633 | 103450 | 2381362 |
| Sorties 2009 | 0 | 0 | 0 | -3734 | -69384 | 0 | -69268 | 0 | -120932 | -19237 | -132403 |
| Fonds d'amortissement au 31. décembre 2009 | 297062 | 373296 | 31908795 | 2059962 | 1964456 | 724464 | 83272 | 434771 | 2933663 | 617956 | 37337776 |
| Valeur nette des immobilisations au 01.01.2009 | 270436 | 568079 | 26266819 | 3718289 | 1466358 | 225758 | 58604 | 167929 | 1904949 | 897714 | 38902215 |
| Valeur nette des immobilisations au 31.12.2009 | 297062 | 568079 | 28335263 | 4004099 | 1823836 | 112903 | 59967 | 119137 | 2116971 | 815670 | 36587244 |
| Dons et subventions | | | | | | | | | | | |
| Valeur brute au 1er janvier 2009 | 0 | 0 | 51254673 | 4269568 | 864378 | 139412 | 79203 | 162293 | 1297388 | 632880 | 57619709 |
| Dons 2009 | 0 | 0 | 688119 | 39732 | 29732 | 8700 | 8700 | 8700 | 300332 | 216643 | 1721330 |
| Subventions 2009 | 0 | 0 | 0 | -3212 | 14193 | 4785 | 0 | 0 | 18280 | 18280 | 18280 |
| Sorties 2009 | 0 | 0 | 0 | -3212 | -13643 | -364 | -30966 | -100 | -47709 | -14900 | -41724 |
| Reclassifications 2009 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -64 | 0 | -64 |
| Valeur brute au 31. décembre 2009 | 0 | 0 | 51254673 | 4235208 | 1262635 | 128225 | 49139 | 171093 | 1649897 | 837623 | 58788401 |
| Fonds d'amortissement au 1er janvier 2009 | 0 | 0 | 20941719 | 1984379 | 549831 | 108624 | 55463 | 108791 | 822769 | 224532 | 26497539 |
| Amortissements dons 2009 | 0 | 0 | 356647 | 35292 | 9264 | 80 | 901 | 10263 | 2500 | 464724 | 464724 |
| Amortissements subventions 2009 | 0 | 0 | 849714 | 387997 | 83036 | 12326 | 8772 | 42493 | 150227 | 59909 | 1332447 |
| Sorties 2009 | 0 | 0 | 0 | -2515 | 0 | -5217 | -20654 | 0 | -35171 | 0 | -37686 |
| Fonds d'amortissement au 31. décembre 2009 | 0 | 0 | 27248380 | 1719153 | 632171 | 112513 | 31981 | 157185 | 933850 | 206961 | 30208044 |
| Valeur nette des dons et subventions au 01.01.2009 | 0 | 0 | 25127954 | 2270989 | 444747 | 30798 | 17742 | 53602 | 566879 | 411228 | 29127180 |
| Valeur nette des dons et subventions au 31.12.2009 | 0 | 0 | 24706393 | 3266855 | 644334 | 9862 | 9158 | 18908 | 682261 | 556662 | 28355371 |

FONDATION CLAIR BOIS

Annexe (A3)

TABLEAU DE VARIATION DU CAPITAL DE LA FONDATION, DES FONDS AVEC AFFECTATION LIMITEE ET DES PROVISIONS POUR 2009

| | 1er janv. 2009 | Attributions | Transfert de fonds internes | Utilisation Immobilisations | Utilisation Exploitation | 31 déc. 2009 |
|---|-------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------|
| Capital de la Fondation | | | | | | |
| Capital versé | 10'000 | | | | | 10'000 |
| Capital libre généré | | | | | | |
| Réserve pour grands travaux | 1'850'000 | | -129'314 | | | 1'720'686 |
| Réserve générale | 3'300'000 | | | | | 3'300'000 |
| Résultat reporté exercices 2007 et antérieurs | 8'820'977 | | | | -280'000 | 8'540'977 |
| Résultat 2008 | -647'349 | | | | | -647'349 |
| Résultat 2009 | - | | | | -646'585 | -646'585 |
| | <u>13'323'628</u> | | | | | <u>12'267'729</u> |
| Capital lié généré | | | | | | |
| Apport Chambésy | 3'033'540 | | | | | 3'033'540 |
| Capital de la Fondation | <u>16'367'168</u> | <u>0</u> | <u>-129'314</u> | <u>0</u> | <u>-926'585</u> | <u>15'311'269</u> |
| Fonds avec affectation limitée | | | | | | |
| Fonds de transformation Atelier Clair Bois Pinchat | 744'109 | 1'257'788 | | | | 2'001'897 |
| Fonds de transformation Clair Bois Lancy | 438'042 | | | -438'042 | | 0 |
| Fonds de transformation Clair Bois Pinchat | 550'341 | | | -204'853 | | 345'488 |
| Fonds création nouveaux foyers | 1'260'831 | 50'000 | | | | 1'310'831 |
| Dons affectés pour foyers | 217'210 | 426'963 | | -439'121 | -99'712 | 1'053'40 |
| Fonds grands travaux | 0 | | 129'314 | -129'314 | | 0 |
| Fonds comité d'action | 21'310 | 22'757 | | | | 44'067 |
| | <u>3'231'843</u> | <u>1'757'508</u> | <u>129'314</u> | <u>-1'211'330</u> | <u>-99'712</u> | <u>3'807'623</u> |
| Variation nette des provisions | | | | | | |
| Provision heures dues | 230'048 | | | | -5'024 | 225'024 |
| Provision charges sociales à payer | 34'507 | | | | -9'754 | 24'753 |
| Provision TVA sur repas personnel | 22'345 | | | | -5'776 | 16'569 |
| | <u>286'900</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>-20'554</u> | <u>266'346</u> |

FONDATION CLAIR BOIS

Annexe (A4)

TABLEAU DE VARIATION DU CAPITAL DE LA FONDATION, DES FONDS AVEC AFFECTATION LIMITEE ET DES PROVISIONS POUR 2008

| | 1er janv. 2008 | Attributions | Transfert de fonds internes | Utilisation Immobilisations | Utilisation Exploitation | 31 déc. 2008 |
|---|-------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------|
| Capital de la Fondation | | | | | | |
| <i>Capital versé</i> | 10'000 | | | | | 10'000 |
| <i>Capital libre généré</i> | | | | | | |
| Réserve pour grands travaux | 1'850'000 | | | | | 1'850'000 |
| Provision nouvelle structure | 2'796 | | -2'796 | | | 0 |
| Dons pour foyers | 101'316 | | -101'316 | | | 0 |
| Réserve générale | 3'300'000 | | | | | 3'300'000 |
| Résultat reporté années 2005 et antérieures | 995'062 | | | | | 995'062 |
| Résultat 2006 | -45'822 | | | | | -45'822 |
| Résultat 2007 | 7'871'737 | | | | | 7'871'738 |
| Résultat 2008 | - | | -15'903 | | -631'446 | -647'349 |
| | <u>14'075'089</u> | | | | | <u>13'323'629</u> |
| <i>Capital lié généré</i> | | | | | | |
| Apport Chambésy | 3'033'540 | | | | | 3'033'540 |
| Capital de la Fondation | <u>17'118'629</u> | <u>0</u> | <u>-120'015</u> | <u>0</u> | <u>-631'446</u> | <u>16'367'169</u> |
| Fonds avec affectation limitée | | | | | | |
| Fonds de transformation Atelier Clair Bois Pinchat | 8'655 | 719'551 | 15'903 | | | 744'109 |
| Fonds de transformation Clair Bois Chambésy | 41'996 | | | | -41'996 | 0 |
| Fonds de transformation Clair Bois Lancy | 749'597 | 74'072 | | -385'627 | | 438'042 |
| Fonds de transformation Clair Bois Pinchat | 208'826 | | | 341'515 * | | 550'341 |
| Fonds création nouveaux foyers | 1'117'778 | 361'433 | | -141'970 | -76'410 | 1'260'831 |
| Provision nouvelle structure | 0 | | 2'796 | -2'796 | | 0 |
| Dons affectés pour foyers | 0 | 291'707 | 101'316 | -81'300 | -94'513 | 217'210 |
| Fonds comité d'action | 40'776 | | | | -19'466 | 21'310 |
| | <u>2'167'628</u> | <u>1'446'763</u> | <u>120'015</u> | <u>-270'178</u> | <u>-232'385</u> | <u>3'231'843</u> |
| Variation nette des provisions | | | | | | |
| Provision heures dues | 232'613 | | | | -2'565 | 230'048 |
| Provision charges sociales à payer | 34'892 | | | | -385 | 34'507 |
| Provision TVA sur repas personnel | 33'062 | | | | -10'717 | 22'345 |
| | <u>300'567</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>-13'667</u> | <u>286'900</u> |

* Rectification partielle utilisation 2007

FONDATION CLAIR BOIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

1 Principes comptables

1.1 Swiss GAAP RPC

Les comptes annuels de la Fondation ont été établis en conformité avec les normes Swiss GAAP RPC (Recommandations relatives à la présentation des comptes).

1.2 Plan comptable

Les comptes de l'exercice 2009 ont été établis selon le plan comptable OFAS (IPH). Le plan comptable Curaviva 2008 sera mis en place dès l'exercice 2010.

1.3 Prestations non monétaires

Un droit de superficie pour l'école Clair Bois Lancy de CHF 14'721 a été comptabilisé pour l'exercice 2009 (2008 : CHF 14'721). S'agissant du droit de superficie du foyer Pinchat, le montant du loyer a été comptabilisé pour une valeur de CHF 205'092 pour les exercices 2008 et 2009 selon les instructions du contrat de prestations 2008-2009.

1.4 Refacturation

L'entier des charges de l'administration générale est ventilé sur les différents centres selon une clé de répartition basée sur le budget des charges de l'année de chaque centre.

1.5 Immobilisations

Le seuil d'activation des immobilisations a été fixé à CHF 3'000 depuis le 1er janvier 2009 (précédemment à CHF 1'000). La valeur résiduelle des immobilisations dont la valeur d'acquisition est comprise entre CHF 1'000 et 3'000, acquises au cours des exercices précédents, s'élève à CHF 364'100 (dont CHF 89'300 de subventions différées).

Conformément aux directives de bouclage émises par le Département de la solidarité et de l'emploi, les immobilisations ont été comptabilisées selon la méthode dite des "produits différés". Les comptes de l'exercice 2008 ont été retraités en conséquence afin d'assurer la comparabilité des exercices.

Un inventaire de toutes les immobilisations existe et est régulièrement tenu à jour.

1.6 Stocks

Compte tenu de leur faible volume et d'une politique d'achat à flux tendu, la valeur des stocks n'a pas été établie, celle-ci étant jugée immatérielle.

2 Informations sur certains postes du bilan

| | 2009 | 2008 |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| | CHF | CHF |
| 2.1 Banques | | |
| Banque cantonale de Genève, c/c | 3'136'457 | 2'668'294 |
| Crédit Suisse | 258'146 | 854'142 |
| Pictet & Cie | 1'651 | 713 |
| | <u>3'396'254</u> | <u>3'523'149</u> |

Les comptes bancaires sont évalués à leur valeur nominale. Les éventuels montants en monnaies étrangères sont évalués au 31 décembre aux cours fiscaux en vigueur à cette date.

FONDATION CLAIR BOIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

| | 2009 | 2008 |
|--|------------------|------------------|
| | CHF | CHF |
| 2.2 Dépôts à terme | | |
| Banque cantonale de Genève, placement à préavis 48 heures | 3'000'000 | 6'400'000 |
| | <u>3'000'000</u> | <u>6'400'000</u> |
| Les dépôts à terme sont évalués à leur valeur nominale. Ces dépôts sont effectués en francs suisses. | | |
| 2.3 Titres | | |
| Crédit Suisse | 428'871 | 405'973 |
| Pictet & Cie | 1'253'519 | 1'207'441 |
| | <u>1'682'390</u> | <u>1'613'414</u> |
| Au 31 décembre de chaque année, les titres sont évalués au bilan à leur valeur de marché (cours boursier). | | |
| 2.4 Débiteurs | | |
| Débiteurs - répondants légaux | 1'513'651 | 1'496'849 |
| Débiteurs - Assurance Invalidité | 695'751 | 927'307 |
| Débiteurs - Secrétariat à la Formation Scolaire Spéciale | 448'314 | 551'118 |
| Débiteurs divers | 185'821 | 187'612 |
| | <u>2'843'537</u> | <u>3'162'886</u> |
| Les débiteurs sont évalués à leur valeur nominale. Se référer au point 2.5 ci-dessous pour le traitement des débiteurs douteux. | | |
| 2.5 Provision pour débiteurs douteux | | |
| Solde au 1er janvier | 399'153 | 587'889 |
| Dissolution pour pertes sur débiteurs | -5'925 | -437'949 |
| Variation provision - (dissolution) / dotation | -86'808 | 249'213 |
| Solde au 31 décembre | <u>306'420</u> | <u>399'153</u> |
| L'analyse des débiteurs est réalisée trimestriellement (pour la dernière fois au 31 décembre 2009). Dans le but de déterminer le risque de pertes sur débiteurs, l'analyse de ceux-ci, et la détermination du montant provisionné sur chacun de ces débiteurs, est réalisée débiteur par débiteur. | | |
| 2.6 Débiteurs organisme subventionneur - Etat de Genève | | |
| - Département de l'instruction publique | | |
| - Clair Bois Chambésy et Lancy | 18'980 | 0 |
| - Département des constructions et des technologies de l'information | | |
| - Clair Bois Lancy | 0 | 418'500 |
| - Clair Bois Pinchat | 0 | 45'500 |
| - Clair Bois Minoteries | 0 | 520'000 |
| - Subvention complément prime fidélité | | |
| - Département de la solidarité et de l'emploi | 0 | 261'844 |
| - Département de l'instruction publique | 0 | 135'950 |
| | <u>18'980</u> | <u>1'381'794</u> |

FONDATION CLAIR BOIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

| | 2009 | 2008 |
|--|------------------|------------------|
| | CHF | CHF |
| 2.7 Comptes de régularisation actif | | |
| - Charges payées d'avance | 283'393 | 439'783 |
| - Produits à recevoir | 64'960 | 105'995 |
| - Avances sur salaire | 1'150 | 4'184 |
| | <u>349'503</u> | <u>549'962</u> |
| Ces comptes de régularisation sont utilisés pour assurer la délimitation périodique correcte des charges et produits du compte d'exploitation. | | |
| 2.8 Achats avant mise en service | | |
| Clair Bois Minoteries : Achat véhicule immatriculé en 2009 | 0 | 66'830 |
| Clair Bois Minoteries : Tea Room en construction | 0 | 135'549 |
| Clair Bois Pinchat : Pavillon des ateliers, frais d'étude | 280'959 | 68'057 |
| Clair Bois Lancy : Surélévation | 16'103 | 0 |
| | <u>297'062</u> | <u>270'436</u> |
| Cette rubrique regroupe les immobilisations qui ont été activées à la date de clôture mais dont l'amortissement n'a pas débuté car les immobilisations en question n'ont pas encore été mises en service. | | |
| 2.9 Créanciers | | |
| Fournisseurs | 852'711 | 967'739 |
| Créancier Etat de Genève - rétrocession CHIS | 180'675 | 0 |
| Salaires à payer | 86'493 | 367'922 |
| Charges sociales à payer | 576'863 | 1'555'658 |
| Créanciers construction | 228'087 | 57'580 |
| TVA à payer | 14'962 | 10'868 |
| | <u>1'939'791</u> | <u>2'959'767</u> |
| 2.10 Créanciers résidents | | |
| Foyers pour mineurs - fonds déposés par les parents | 36'050 | 31'697 |
| Foyers pour majeurs - fonds pour dépenses personnelles | 207'476 | 164'313 |
| | <u>243'526</u> | <u>196'010</u> |
| 2.11 Provisions | | |
| Les provisions ainsi que leur variation sur l'exercice sont présentées à l'annexe (A3). Le taux utilisé pour calculer et provisionner les charges sociales à payer sur les heures dues au 31 décembre 2009 (vacances et heures supplémentaires) a été abaissé de 15% à 11%. La détermination précise de ce taux a ainsi permis une dissolution de l'ordre de CHF 9'000 de cette provision. | | |
| 2.12 Comptes de régularisation passif | | |
| - Charges à payer | 47'104 | 53'743 |
| - Produits reçus d'avance | 44'136 | 41'577 |
| | <u>91'240</u> | <u>95'320</u> |
| Ces comptes de régularisation sont utilisés pour assurer la délimitation périodique correcte des charges et produits du compte d'exploitation. | | |
| 2.13 Emprunt | | |
| Dette financière Les Minoteries (solde prix d'achat) | 180'000 | 360'000 |
| | <u>180'000</u> | <u>360'000</u> |

FONDATION CLAIR BOIS**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009****2.14 Subventions d'investissement et dons affectés**

Comme mentionné au point 1.5 ci-dessus et conformément aux directives de boucllement émises par le Département de la solidarité et de l'emploi, les subventions d'investissement et les dons affectés ont été présentés selon la méthode dite des "produits différés". Toutefois, il n'a pas été possible de distinguer les subventions d'investissement des dons affectés. Un travail important destiné à réaliser cette distinction va être entrepris par le service comptabilité de la Fondation au cours de l'exercice 2010 et devrait être finalisé lors du prochain boucllement annuel.

2.15 Fonds avec affectation limitée

Les fonds avec affectation limitée sont répertoriés, avec leurs variations annuelles, sur l'annexe (A3). La date de création ainsi que le but de chacun de ces fonds est présenté ci-dessous :

Fonds de transformation Ateliers Clair Bois-Pinchat :

Créé en janvier 2008 par le Conseil de Fondation pour financer la reconstruction du pavillon des Ateliers de Clair Bois Pinchat.

Fonds de transformation Clair Bois Lancy :

Créé en janvier 2006 par le Conseil de Fondation pour la rénovation de la cuisine et l'agrandissement de Clair Bois Lancy.

Fonds de transformation Clair Bois Pinchat :

Créé en 2003 par le Conseil de Fondation pour assurer l'augmentation de la capacité d'accueil de Clair Bois-Pinchat et la mise aux normes de sécurité incendie du bâtiment.

Fonds création nouveaux foyers :

Créé en janvier 2002 par le Conseil de Fondation pour financer les projets de construction des nouveaux Foyers pour adultes : Clair Bois Minoteriers et le projet Nouveau Prieuré.

Fonds grands travaux

Ce fonds a été créé au cours de l'exercice sous revue. Il a servi à recueillir les fonds provenant de la réserve pour grands travaux, classifiée dans la rubrique capital libre généré, destinés à être utilisés conformément aux décisions du Conseil de Fondation.

La gestion de l'ensemble des fonds destinés à financer des constructions est placée sous la responsabilité du Conseil de Fondation qui peut la déléguer au Bureau du Conseil et de sa Commission des constructions.

Fonds comité d'action :

Créé en 2002, le fonds Comité d'action sert à financer l'organisation d'événements destinés à recueillir des fonds pour financer certains grands projets de Clair Bois. Ce fonds est géré par le comité d'action sous la surveillance du Conseil de Fondation.

2.16 Restitution de subventions à l'Etat

Le déficit de la Fondation avant attribution aux Fonds par le Conseil de Fondation s'élève à CHF 646'585 pour l'exercice 2009 (2008 : CHF 631'446). Compte tenu des déficits enregistrés pour les exercices 2008 et 2009, aucune restitution n'est à reverser à l'Etat au titre du contrat de prestations couvrant la période 2008-2009.

Cependant, une somme de CHF 280'000 a été versée au cours de l'exercice 2009 à l'Etat de Genève au titre de remboursement partiel de subventions concernant les périodes antérieures à 2008. Voir également point 3.1 ci-dessous.

FONDATION CLAIR BOIS**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009****3 Informations complémentaires****3.1 Rapport ICF**

Un audit de l'ICF a été réalisé sur les comptes de la Fondation au 31 décembre 2007. Le rapport final a été transmis le 29 juillet 2009 à la Fondation.

La plupart des remarques et recommandations émises par l'ICF avaient été prises en compte dans l'établissement des comptes 2008 et tous les suivis demandés ont été effectués depuis lors.

Par ailleurs, en regard d'une remarque de l'ICF concernant le niveau des salaires des cadres dirigeants, une nouvelle demande d'avis a été soumise au service d'évaluation des fonctions de l'Etat de Genève (SEF) qui a entièrement validé les niveaux de rémunération retenus par la Fondation.

La question de la "thésaurisation dite du passé" a été définitivement réglée par la restitution en 2009 à l'Etat de Genève d'une somme de CHF 280'000. Voir également point 2.16 ci-dessus.

3.2 Caisse de retraite - Déficit technique de l'employeur

Le personnel est assuré en prévoyance professionnelle auprès de la CEH : Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du Canton de Genève. En vertu des dispositions statutaires et réglementaires de cette caisse, respectivement du contrat d'affiliation, les entreprises affiliées sont engagées conditionnellement à couvrir la part du déficit technique de la caisse ayant trait aux capitaux de prévoyance des assurés actifs et des rentiers de l'entité.

Le montant de cet engagement, communiqué par la CEH, s'élève, pour la Fondation, à CHF 11'651'911 au 31 décembre 2009 (2008 : CHF 12'368'944).

3.3 Indemnités complémentaires versées et prestations en nature

Ces indemnités complémentaires et prestations en nature accordées au personnel se répartissent de la manière suivante au 31 décembre 2009, pour l'entier du personnel :

- Repas pris sur le lieu de travail : CHF 393'920 (2008 : CHF 378'247) ;
- Frais de représentation : CHF 22'140 (2008 : CHF 21'240) ;
- Frais de transport : CHF 30'300 (2008 : CHF 29'400).

3.4 Indemnités aux membres du Conseil de fondation

Les indemnités pour l'exercice 2009 s'élèvent globalement à CHF 2'000 (2008 : CHF 2'000).

3.5 Indemnités aux membres de la Direction

La direction se compose du directeur général, de l'administrateur et des quatre directeurs de centre. Rémunération brute globale : CHF 899'150 (2008 : CHF 876 881).

FONDATION CLAIR BOIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

3.6 Politique de gestion et placement de la fortune

Le mandat de gestion confié au Crédit Suisse a été modifié suite à la perte enregistrée lors de l'exercice 2008 en un mandat plus défensif, conservateur du patrimoine (dès le 1er janvier 2010).

Concernant le portefeuille titres administré par Pictet & Cie, une vérification a été effectuée par cette banque qui nous a certifié que la gestion de ce portefeuille était particulièrement "prudente".

La Commission des Finances a édicté la règle suivante concernant la gestion des portefeuilles titres : "Les capitaux sont gérés de manière conservatrice en visant la préservation du capital et en particulier, il n'est pas fait usage de produits dérivés." Ces directives ont été transmises aux établissements bancaires en charge de nos portefeuilles.

| | 2009 | 2008 |
|---|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| 3.7 Valeur d'assurance-incendie | | |
| Bâtiments | 50'177'600 | 50'177'600 |
| Bâtiment - Les Minoteries | 8'400'000 | 8'400'000 |
| Marchandises et installations | 6'523'000 | 6'523'000 |
| Perte d'exploitation | 8'000'000 | 8'000'000 |
| | | |
| 3.8 Détail masse salariale 2009 - 2008 | | |
| Salaires, charges sociales et honoraires selon décompte d'exploitation | 36'549'390 | 33'737'286 |
| + remboursement APG | 1'406'135 | 1'220'220 |
| | <u>37'955'525</u> | <u>34'957'506</u> |
| - charges sociales | -5'235'844 | -5'135'710 |
| - honoraires | -1'338'634 | -1'397'947 |
| | <u>31'381'047</u> | <u>28'423'849</u> |
| + charges sociales | 5'235'844 | 5'135'710 |
| | <u>36'616'891</u> | <u>33'559'559</u> |
| - masse salariale personnes handicapées (yc ch. sociales) | -1'024'041 | -960'487 |
| - masse salariale personnes non soumises à indexation (yc ch. sociales) | -911'070 | -687'943 |
| Total | <u>34'681'780</u> | <u>31'911'129</u> |

FONDATION CLAIR BOIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2009

| | 2009 | 2008 |
|--|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| 3.9 Subventions reçues | | |
| 1) Subventions aux frais d'exploitation | | |
| - Département Emploi et Solidarité | 16'345'160 | 14'964'401 |
| - Département Instruction Publique | 12'358'025 | 12'106'640 |
| - Office Fédéral Assurances Sociales | 0 | 23'445 |
| | <u>28'703'185</u> | <u>27'094'486</u> |
| 2) Subventions à l'investissement | | |
| - Subventions aux frais d'équipement DIP | 18'980 | 79'135 |
| - Subventions de construction | | |
| - DCTI | | |
| Clair Bois Minoteries | 0 | 1'720'000 |
| Clair Bois Pinchat | 0 | 476'000 |
| Clair Bois Lancy | 0 | 450'000 |
| - OFAS | | |
| Clair Bois Minoteries | 0 | 894'000 |
| Clair Bois Pinchat | 0 | 250'000 |
| Clair Bois Lancy | 0 | 160'000 |
| | <u>18'980</u> | <u>4'029'135</u> |

4 Indications sur la réalisation d'une évaluation du risque

L'analyse des risques présentée pour l'exercice 2008 au Conseil de Fondation a fait l'objet d'un audit par le cabinet Price Waterhouse Coopers. Suite à cet audit, une cartographie des risques a été établie, qui a formellement été approuvée par le Conseil de Fondation dans sa séance du 7 décembre 2009.

FONDATION CLAIR BOIS

RAPPORT DE PERFORMANCE DE L'EXERCICE 2009

1 Organisation de la Fondation

1.1 But de la Fondation

La Fondation Clair Bois est régie par les articles 80 et suivants du Code civil suisse, par ses statuts, ainsi que par le règlement général, édicté en application de l'article 11 desdits statuts. La Fondation a pour but l'accueil et l'éducation en externat ou internat, temporairement ou à long terme, d'enfants, d'adolescents et d'adultes infirmes moteurs-cérébraux ou de polyhandicapés ayant notamment besoin d'une scolarité spéciale et de mesures médico-thérapeutiques.

Elle peut également offrir à des personnes en situation de handicap plus léger des prestations de formation ou d'emploi.

Pour atteindre ces buts, la Fondation construit (ou acquiert) et exploite des maisons d'accueil et d'éducation ainsi que, le cas échéant, des centres de vacances et de loisirs.

1.2 Date des statuts

Les statuts ont été établis en date du 25 juin 1971, modifiés le 26 octobre 2007 et ratifiés le 10 janvier 2008 par le Service de Surveillance des Fondations et des Institutions de Prévoyance.

1.3 Composition du Conseil de Fondation

| | |
|--------------------------|----------------|
| Mme Nathalie CANONICA* | Présidente |
| M. André MAGNENAT* | Vice-président |
| Mme Valérie ARCHETTO | Membre |
| Mme Geneviève ARNOLD | " |
| Me Edouard BALSER | " |
| Me Vincent BERNASCONI | " |
| M. François BAERTSCHI | " |
| Me Horace GAUTIER* | " |
| M. Estienne HENRY | " |
| Dr. André KÄELIN | " |
| M. René KAMERZIN* | " |
| Mme Anne PERRIER | " |
| M. Daniel MERMOD | " |
| M. Jean-François MONNIN | " |
| M. Jean-Marc MOTTET* | " |
| Mme Nathalie VAN BERCHEM | " |
| M. Jean-Paul VUILLEMIN* | " |
| Mme Diane ZOELLY | " |

* membre du bureau avec signature collective à deux

La durée du mandat des membres du Conseil est de 4 ans. Ils sont immédiatement rééligibles (statuts art. 9).

FONDATION CLAIR BOIS

RAPPORT DE PERFORMANCE DE L'EXERCICE 2009

1.4 Personnes habilitées à signer (signature collective à deux)

| | |
|------------------------|-------------------|
| M. Christian FREY | directeur général |
| M. Alain COLLARD* | directeur |
| M. Marc GANCE* | directeur |
| Mme Françoise MUGNIER* | chef comptable |
| M. Gianni GOZZOLI* | administrateur |
| M. René DUPERTUIS* | directeur |
| M. Jacques ROUGE* | directeur |

* ne signe qu'avec le directeur général ou avec un membre du bureau

1.5 Organe de révision

SFG Société Fiduciaire et de Gérance SA
Boulevard du Théâtre 10 - CP 5225 - 1211 Genève 11
dès l'exercice 2008.

1.6 Exonération fiscale cantonale et fédérale

Impôt fédéral direct : exonération à durée indéterminée selon lettre du 25 avril 1997.
Impôts cantonaux et communaux : exonération renouvelée par décision du Conseiller d'Etat responsable du Département des finances le 16 juin 2008 pour une période de 10 ans.

1.7 Liens avec des organisations liées

Aucun.

1.8 Prestations fournies

| | Clair Bois Chambésy | | Clair Bois Lancy | | Clair Bois Pinchat | | Clair Bois Minoteries | | Administration centrale | | Total Fondation | |
|---|------------------------|-------|---------------------|-------|-----------------------|--------|--------------------------|-------|----------------------------|-------|--------------------|--------|
| | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 |
| Places exploitées | | | | | | | | | | | | |
| Ecoles | 30 | 30 | 40 | 40 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 70 | 70 |
| Home | --- | --- | --- | --- | 51 | 51 | 18 | 24 | --- | --- | 69 | 75 |
| Centre de Jour | --- | --- | --- | --- | 12 | 12 | 0 | 5 | --- | --- | 12 | 17 |
| Ateliers | --- | --- | 10 | 10 | 30 | 30 | 4 | 7 | --- | --- | 44 | 47 |
| Les bénéficiaires de prestations | | | | | | | | | | | | |
| Elèves des écoles | 36 | 35 | 46 | 41 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 82 | 76 |
| Résidents du Home | --- | --- | --- | --- | 51 | 51 | 17 | 24 | --- | --- | 68 | 75 |
| Bénéficiaires Centre de Jour | --- | --- | --- | --- | 20 | 20 | 0 | 5 | --- | --- | 20 | 25 |
| Travailleurs en poste protégé | --- | --- | 12 | 12 | 41 | 35 | 4 | 7 | --- | --- | 57 | 54 |
| Formations initiales | --- | --- | 16 | 18 | 6 | 7 | --- | --- | --- | --- | 22 | 25 |
| Les journées d'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| Externat Ecole et CdJ | 4'529 | 4'514 | 4'435 | 4'450 | 2'584 | 2'500 | 0 | 384 | --- | --- | 11'548 | 11'848 |
| Internat Ecole et Home | 1'963 | 2'051 | 5'080 | 4'337 | 16'001 | 16'257 | 4'028 | 5'930 | --- | --- | 27'072 | 28'575 |
| Total | 6'492 | 6'565 | 9'515 | 8'787 | 18'585 | 18'757 | 4'028 | 6'314 | --- | --- | 38'620 | 40'423 |
| Le personnel (nombre de postes par secteur) | | | | | | | | | | | | |
| Administratif | 2.00 | 2.00 | 4.07 | 4.04 | 2.70 | 2.70 | 3.20 | 3.50 | 12.00 | 13.15 | 23.97 | 25.39 |
| Socio-éducatif | 31.58 | 34.03 | 63.37 | 60.64 | 114.74 | 107.83 | 33.21 | 44.10 | --- | --- | 242.90 | 246.60 |
| Hôtelier et Entretien | 6.00 | 6.00 | 9.48 | 10.98 | 22.35 | 20.85 | 7.12 | 12.88 | 0.25 | 0.25 | 45.20 | 50.96 |
| Emplois de solidarité | --- | --- | --- | --- | 1.00 | 4.00 | --- | --- | --- | --- | 1.00 | 4.00 |
| Sous-traitance entretien | 0.46 | 0.46 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 0.46 | 0.46 |
| Stagiaires, apprentis | 9.00 | 9.00 | 12.00 | 12.00 | 25.00 | 25.00 | 8.00 | 10.00 | 1.00 | 1.00 | 55.00 | 57.00 |
| Remplaçants et vacataires | 3.55 | 4.93 | 5.34 | 6.18 | 0.67 | 2.15 | 1.13 | 0.00 | --- | --- | 10.69 | 13.26 |
| Total (postes) | 52.59 | 56.42 | 94.26 | 93.84 | 166.46 | 162.53 | 44.66 | 60.48 | 12.25 | 13.40 | 379.22 | 397.67 |

FONDATION CLAIR BOIS

RAPPORT DE PERFORMANCE DE L'EXERCICE 2009

1.9 Indicateurs du contrat de prestations 2008-2009

| Indicateurs | Cible | Résultat 2008 | Résultat 2009 |
|--|---------|---------------|---------------|
| Taux d'occupation du home * | 80% | 78% | 80% |
| Taux d'occupation ateliers * | 80% | 92% | 94% |
| Taux d'occupation centre de jour * | 80% | 98% | 82% |
| Nombre de journées de présence en home | >19'512 | 20'029 | 22'187 |
| Nombre de journées d'école | >10'584 | 11'850 | 11'593 |
| Nombre d'heures rémunérées en atelier | >62'000 | 78'944 | 80'362 |
| Nombre de bénéficiaires ayant un projet personnalisé | >187 | 194 | 207 |
| Nombre de réclamations fondées | 0 | 0 | 0 |
| Etats financiers 2008 | | | |
| Nombre de réserves majeures de l'organe de révision | 0 | 0 | 0 |
| Nombre de jours de retard dans la remise des comptes | 0 | 0 | 0 |

* Taux d'occupation calculés selon les directives OFAS

Annexe 4

**Utilisation du logo de l'Etat de Genève par
les entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi**

Principes généraux

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous le logo de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation du logo par des entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi

Les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté. Cette référence peut se faire de deux manières :

1. logo de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul : "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (logo).

Emplacement du logo ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite;
- pour les brochures, rapports et autres : quatrième de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en deuxième de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques du logo et valide les bons à tirer des documents sur lesquels le logo de l'Etat est inséré.

Pour toute question ou renseignement complémentaire, prière de s'adresser à la cellule communication du secrétariat général : Madame Catherine Santoru (022 388 24 36).

Annexe 5

Liste d'adresses des personnes de contact

| | |
|--|---|
| Présidence et secrétariat général du département de la solidarité et de l'emploi | M. François Longchamp, conseiller d'Etat Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.54.00 Fax : 022.546.54.41 |
| Présidence et secrétariat général du département de l'instruction publique, de la culture et du sport | M. Charles Beer, conseiller d'Etat Case postale 3925 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.69.00 Fax : 022.546.69.49 |
| Direction générale de l'action sociale | M. Marc Maugué, Directeur général Boulevard Georges-Favon 26 Case postale 5684 1211 Genève 11 Tél. : 022.546.51.45 Fax : 022.546.51.29 |
| Office médico-pédagogique | M. Stephan Eliez Rue David-Dufour 1 Case postale 50 1211 Genève 8 Tél. : 022.388.67.00 Fax : 022.388.67.69 |
| Service du contrôle interne du département de la solidarité et de l'emploi | M. Benedikt Cordt-Møller, Directeur Rue du Vieux-Marché 4 Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.69.30 Fax : 022.388.69.39 |
| Direction générale de l'office de la jeunesse | M. Laurent Barbaresco, Directeur administratif et financier Rue Ami-Lullin 4 1207 Genève Tél. : 022 388 55 84 Fax : 022 388 55 99 |
| Inspection cantonale des finances | M. Charles Pict, Directeur Route de Meyrin 49 Case postale 3937 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.66.00 Fax : 022 388.66.11 |
| Fondation Clair Bois | Mme Nathalie Canonica, Présidente Chemin de Vers 1 1228 Plan-les-Ouates Tél. : 022.884.38.80 Fax : 022.884.38.99 |



Contrat de prestations 2011-2013

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**
représentée par
Monsieur François Longchamp,
Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de
l'emploi
Monsieur Charles Beer,
Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique,
de la culture et du sport
d'une part

et

- **La Fondation Ensemble**
représentée par
Madame Claude Bretton-Chevallier et Monsieur Christian Studer,
Membres du Conseil de Fondation et co-Présidents
Monsieur Jérôme Laederach, Directeur
d'autre part

TITRE I - Préambule*Introduction*

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF - D 1 11), le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, par voie du département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF. Les contrats de prestations permettent de clarifier les relations de partenariat dans un domaine où les organismes à but non lucratif assurent un rôle essentiel dans les réponses à apporter à des besoins sociaux.
2. Créée en 1986, la Fondation Ensemble a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation. Elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes. Pour atteindre ses objectifs, la fondation gère des établissements. A l'origine des moyens humains et financiers nécessaires à cette mission, on retrouve des citoyens genevois, qui, de par leur investissement personnel et leur détermination, ont mis en place la structure et réussi, au fil des années, à susciter et à pérenniser l'engagement financier des autorités.

But des contrats

3. Les contrats de prestations ont pour but de :
 - déterminer les objectifs visés par l'indemnité;
 - préciser le montant et l'affectation de l'indemnité consentie par l'Etat ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
 - définir les prestations offertes par la Fondation Ensemble ainsi que les conditions de modifications éventuelles de celle-ci;
 - fixer les obligations contractuelles et les indicateurs relatifs à la réalisation des prestations.

Principe de proportionnalité

4. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :
 - le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de la Fondation Ensemble découlant de son statut de droit privé;
 - l'importance de l'indemnité octroyée par l'Etat;
 - les relations avec les autres instances publiques et privées.

Principe de bonne foi

5. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales**Article 1***Bases légales et conventionnelles*

Les bases légales et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF - D 1 11) et son règlement d'application du 31 mai 2006;
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993 (LGAF - D 1 05);
- la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995 (LSGAF - D 1 10);
- la loi sur l'intégration des personnes handicapées du 16 mai 2003 (LIPH - K 1 36) et son règlement d'application du 26 novembre 2003;
- la loi sur l'instruction publique (C 1 10) du 6 novembre 1940;
- la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés du 14 novembre 2008 (C 1 12);
- le règlement relatif à la reprise des mesures de formation scolaire spéciale de l'assurance-invalidité (C 1 12.03) du 10 décembre 2007; remplacé par le règlement de la loi C 1 12 dès son entrée en vigueur;
- la Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS - K 1 37) du 13 décembre 2002;
- la directive sur la présentation et la révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités para-étatiques;
- la directive de l'Etat sur le traitement des bénéficiaires et des pertes des entités subventionnées;
- la Convention sur la Caisse centralisée;
- les dispositions statutaires et réglementaires régissant la Fondation Ensemble, notamment ses statuts et sa charte des valeurs.

Article 2*Cadre du contrat*

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du soutien aux établissements œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé par la prise en charge des personnes handicapées dans les homes, les ateliers et les structures d'accueil de jour et les écoles spéciales. Pour la partie mineurs (DIP), il s'inscrit dans le cadre du programme public "intégration, suivi éducatif et soutien aux familles" et comprend l'éducation précoce.

CK CS
||

- 4 -

Article 3*Statut juridique et
mission du bénéficiaire*

Forme juridique : fondation de droit privé au sens des articles 80 et suivants du code civil suisse, constituée en 1986.

But statutaire :

- la Fondation Ensemble a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation;
- elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes;
- pour atteindre ses objectifs et en fonction des besoins, la Fondation Ensemble gère des établissements dans le respect de sa charte des valeurs.

CS
NP

TITRE III - Engagement des parties**Article 4***Prestations attendues
du bénéficiaire*

1. La Fondation Ensemble s'engage à fournir les prestations suivantes :
 - a) Assurer les mesures d'éducation précoce spécialisées et la prise en charge pédagogique des personnes handicapées mineures en matière d'enseignement spécialisé par la mise à disposition de :
 - 12 places au Jardin d'Enfants Ensemble;
 - 31 places à l'Ecole La Petite Arche;
 - 27 places à L'Atelier.
 - b) Assurer la finalisation de la politique publique d'intégration des personnes handicapées adultes au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité par la mise à disposition, à Claire Fontaine et à l'Essarde, de :
 - 51 places de type home sans occupation (H);
 - 74 places de type atelier (A).
 - c) Réaliser le projet institutionnel pour lequel le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), pour lui la direction générale de l'action sociale (DGAS), a délivré une autorisation d'exploiter au sens de l'article 11 de la loi sur l'intégration des personnes handicapées (LIPH - K 1 36), ainsi que le projet institutionnel découlant de la loi sur l'intégration des mineurs handicapés ou à besoins spéciaux (C 1 12).

Article 5*Engagements financiers
de l'Etat*

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), s'engage à verser à la Fondation Ensemble une indemnité, sous réserve de l'accord du Grand Conseil, dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.
2. Les montants engagés pour la période 2011-2013 sont les suivants :

Département de la solidarité et de l'emploi, pour les personnes handicapées majeures :

- 2011-2013 : F 9'362'764.--.

- 6 -

Le montant annuel de la subvention non monétaire s'élève à F 30'544.--.

Le supplément pour les nouvelles places sera calculé selon l'ouverture effective des places et selon la planification validée par la direction générale de l'action sociale (DGAS).

Les places ouvertes dès le 1^{er} janvier 2011 seront financées selon les modalités prévues ci-dessous.

Le coût mensuel d'une nouvelle place est fixé à :

- H : F 5'700.--
- A : F 3'500.--

Département de l'instruction publique, de la culture et du sport, pour les personnes handicapées mineures :

- 2011 : F 6'913'345.--
- 2012 : F 7'129'005.--
- 2013 : F 7'129'005.--

3. Dans le cadre de l'accueil de bénéficiaires extra-cantonaux majeurs, l'institution s'engage à facturer le prix de séjour forfaitaire déterminé par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), ou en ce qui concerne les mineurs, par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les standards de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIIS) ainsi que des directives d'application y relatives.
4. Il est accordé au titre des mécanismes salariaux annuels décidés par le Conseil d'Etat, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.
5. L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.
6. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de financement à laquelle se rapporte le présent contrat est exécutoire.

Article 6

*Plan financier
pluriannuel*

Un plan financier pour l'ensemble des activités/prestations de la Fondation Ensemble figure à l'annexe 3.

CDC CS

- 7 -

Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type d'activités/prestations, en distinguant les structures mineurs et adultes.

Article 7

Rythme de versement de l'indemnité

1. L'indemnité est versée mensuellement conformément à la convention sur l'optimisation de la gestion de la trésorerie, signée le 2 février 2010 entre l'Etat de Genève et la Fondation Ensemble. Des modalités de versements différentes telles que mentionnées à l'article 4 de ladite convention peuvent s'appliquer.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les échéances de paiement sont respectées en conformité avec la loi autorisant le Conseil d'Etat à pourvoir aux charges du budget de fonctionnement ainsi qu'aux dépenses du budget d'investissement jusqu'à promulgation du budget administratif de l'Etat de Genève (loi dite des "douzièmes provisoires").

Article 8

Conditions de travail

1. La Fondation Ensemble est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. La Fondation Ensemble tient à la disposition des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi qu'une description de ses conditions salariales et de travail, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9

Développement durable

La Fondation Ensemble s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'Agenda 21, du 23 mars 2001.

- 8 -

Article 10*Système de contrôle interne*

La Fondation Ensemble s'engage à mettre en place ou à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect des articles 1 et 2 de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Article 11*Reddition des comptes et rapports*

La Fondation Ensemble, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les directives émises :

- ses états financiers révisés conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes Swiss GAAP RPC et à la directive transversale de l'Etat. Ses états financiers comprennent un bilan, un compte d'exploitation, un tableau de financement, un tableau de variation des fonds propres, l'annexe et le rapport de performance;
- le rapport de l'organe de contrôle.

Au plus tard 6 mois après la date de clôture du dernier exercice, la Fondation Ensemble fournit :

- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'organe qui approuve les comptes;
- le rapport d'exécution du contrat de prestations reprenant notamment ses objectifs, ses indicateurs, ses cibles et qui est intégré dans le rapport de performance.

Article 12*Traitement des bénéficiaires et des pertes*

1. Au terme de l'exercice comptable 2013 et pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le résultat annuel établi conformément à l'article 11 est réparti entre l'Etat de Genève et la fondation Ensemble selon la formule figurant à l'alinéa 4 du présent article.
2. Une créance reflétant la part restituable à l'Etat est constituée dans les fonds étrangers de la fondation. Elle s'intitule "subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat". La part conservée par la fondation est comptabilisée dans un compte de réserve spécifique intitulé "Part de subvention non dépensée" figurant dans ses fonds propres.

CR CS

- 9 -

3. Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article et sont déduites de la créance jusqu'à concurrence du solde disponible et du compte de réserve spécifique.
4. La Fondation Ensemble ayant la possibilité de développer ses revenus, le pourcentage de résultat annuel qu'elle conserve est égal au taux de couverture des revenus selon la formule : $[(\text{total des revenus} - \text{subvention Etat})/\text{total des revenus}]$.
5. A l'échéance du contrat, la fondation conserve l'éventuel solde du compte de réserve spécifique, tandis que l'éventuel solde de créance est restitué à l'Etat.
6. La Fondation assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 13

Bénéficiaire direct


Conformément à l'article 14 alinéa 3 de la LIAF (D 1 11), la Fondation Ensemble s'engage à être le bénéficiaire direct de l'indemnité. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers.

Article 14

Communication

1. Hormis les appels de fonds, toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par la Fondation Ensemble auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur. L'annexe 4 précise les conditions d'utilisation du logo.
2. Les départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) auront été informés au préalable des actions d'envergure envisagées.

cae < S



TITRE IV - Suivi et évaluation du contrat**Article 15***Objectifs, indicateurs,
tableau de bord*

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'un tableau de bord des objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain de la Fondation Ensemble.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat et doit être introduit dans le rapport de performance annuel prévu dans les Swiss GAAP RPC.

Article 16*Modifications*

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de la loi de financement qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de la Fondation Ensemble ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Article 17*Suivi du contrat*

1. Conformément à l'article 12 du règlement d'application de la LIAF (D 111), les parties au présent contrat mettent en place un dispositif de suivi du contrat afin de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport de performance annuel établi par la Fondation Ensemble;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.
2. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'art. 22 de la LIAF.

CS
KS

TITRE V - Dispositions finales**Article 18**

- Règlement des litiges*
1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
 2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
 3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant le tribunal administratif du canton de Genève par la voie de l'action contractuelle.

Article 19

- Résiliation du contrat*
1. Le Conseil d'Etat peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) la Fondation Ensemble n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.

La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.
 2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
 3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 20

- Entrée en vigueur, durée du contrat et renouvellement*
1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2011 dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2013.
 2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

- 12 -

Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Statuts de la Fondation Ensemble, organigramme et liste des membres du Conseil de Fondation
- 3 - Plan financier pluriannuel 2011 - 2013 (avec comptes 2009)
- 4 - Directive sur l'utilisation du logo de l'Etat par les entités subventionnées
- 5 - Liste d'adresses des personnes de contact



- 13 -

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

François Longchamp

Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de l'emploi

Date :

4 janvier 2011

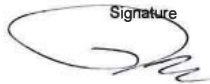
Signature

**Charles Beer**Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique,
de la culture et du sport

Date :

9 janvier 2011

Signature

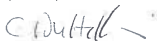


Pour la Fondation Ensemble

représentée par

Madame Claude Bretton-Chevallier
Monsieur Christian Studer
co-PrésidentsDate :
22.12.2010

Signature

**Jérôme Laederach**

Directeur

Date :
22.12.2010

Signature



Annexe 1

Tableau de bord des objectifs et indicateurs pour le suivi des prestations

Objectifs liés à la prestation

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2011 |
|-----------|--|--|-----------|--------|
| 1 | Mise à disposition effective du nombre de places prévues dans le contrat : | | | |
| | Accueil scolaire, dont : | | | |
| | Jardin d'Enfants Ensemble (12 places) | Places disponibles | 70 places | 70 |
| | Ecole La Petite Arche (31 places) | Places disponibles | 12 places | 12 |
| | L'Atelier (27 places) | Places disponibles | 31 places | 31 |
| | Accueil en résidence, dont : | | | |
| | Claire Fontaine (26 places) | Places disponibles | 27 places | 27 |
| | L'Essarde (25 places) | Places disponibles | 51 places | 51 |
| | Accueil en atelier, dont : | | | |
| | Claire Fontaine (31 places) | Places disponibles | 26 | 26 |
| | L'Essarde (43 places) | Places disponibles | 25 | 25 |
| | Taux d'occupation | | 74 places | 74 |
| 2 | Accueil scolaire, dont : | | | |
| | Jardin d'Enfants Ensemble | Fréquentation annuel | 31 | 31 |
| | Ecole La Petite Arche | Fréquentation annuel | 43 | 43 |
| | L'Atelier | Fréquentation annuel | | |
| | Accueil en résidence, dont | | | |
| | Claire Fontaine | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 65 % | > 65 % |
| | L'Essarde | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80 % | > 80 % |
| | Accueil en atelier, dont | | | |
| | Claire Fontaine | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80 % | > 80 % |
| | L'Essarde | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80 % | > 80 % |

Objectifs liés aux exigences légales

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2011 |
|--|---------------------------|---|-------|------|
| 1 Respecter l'ensemble des exigences du DSE contenu dans le mémorandum relatif aux établissements accueillant des personnes handicapées | Nombre de réclamations | Nombre de réclamations relatives au non-respect des principes reconnues comme fondées | 0 | 0 |
| 2 Remettre les comptes et les états financiers révisés conformes aux RPC | Nombre de réserves | Nombre de réserves de l'organe de révision | 0 | 0 |
| Remettre les comptes et les états financiers révisés conformément au délai stipulés dans le contrat de prestations (article <i>Reddition des comptes</i>) | Nombre de jours de retard | Nombre de jours de retard pour la remise des états financiers | 0 | 0 |

Objectifs prestations

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2011 |
|---|--|-------------------------------------|--------------------------------|-----------|
| 1 Garantir un projet individuel | Existence d'un projet par usager avec des objectifs à atteindre durant la période considérée | Projet existant et adaptation | Au minimum 1 projet par usager | Oui |
| 2 S'assurer une participation active des représentants légaux | Nombre de séances parents sur une période | Liste et type de rencontre proposée | Minimum 3 séances par année | 3 séances |

Annexe 2

Statuts de la Fondation Ensemble

Article premier : Nom

Sous la dénomination de « Fondation Ensemble, en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle », est constituée une fondation au sens des articles 80 et suivants du Code Civil Suisse.

Article deuxième : Siège, durée

Le siège de la fondation est dans le canton de Genève. Sa durée est indéterminée. Elle est inscrite au Registre du Commerce.

Article troisième : But

La fondation a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation. Elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes. Pour atteindre ses objectifs et en fonction des besoins, la fondation gère des établissements.

0. Fortune et ressources

Article quatrième : Fortune

L'Association genevoise de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées apporte à la fondation les actifs et passifs des institutions de La Petite Enfance, de La Petite Arche, de Claire Fontaine y compris de L'Essarde et de l'English Language Special Education Association (ELSEA) pour un montant de HUIT CENT VINGT NEUF MILLE SEPT CENT CINQUANTE-TROIS FRANCS ET SEPTANTE-ET-UN CENTIMES (Frs. 829.753,71), valeur ressortant du bilan consolidé des institutions établi au trente-et-un décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatre et qui restera annexé aux présents. Les opérations concernant ces institutions, survenues entre le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-cinq et la date de création de la fondation, seront attribuées à la fondation.

Article cinquième : Ressources

Les ressources de la fondation sont notamment constituées par :

- les revenus de sa fortune,
- les dons, legs et autres libéralités,
- les subventions,
- les prestations des assurances sociales,
- les contributions des pensionnaires ou de leurs représentants,

Article sixième : Responsabilité

La fondation répond de ses engagements uniquement sur sa fortune propre.

1. Organisation

Article septième : Organes

Les organes de la fondation sont :

- le conseil de fondation,
- l'organe de révision.

Article huitième : Conseil de fondation - composition

Le conseil de fondation est composé d'au moins 12 membres nommés pour quatre ans et rééligibles au terme de leur mandat. La majorité d'entre eux est membre d'insieme-Genève (anciennement Association genevoise de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées).

Sont membres du conseil de fondation :

- un représentant du département de l'action sociale et santé,
- un représentant du département de l'instruction publique,
- un représentant de la Ville de Genève,
- un délégué d'Insieme-Genève (anciennement Association genevoise de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées), désigné par cette association,

Le directeur/la directrice de la Fondation Ensemble.

Les présidents des commissions d'institutions sont membres de droit du conseil de fondation.

Article neuvième : Conseil de fondation – structure, réunion, convocation

Le conseil de fondation nomme son président et se constitue lui-même.

Il se réunit au moins quatre fois par an. Il est convoqué par le président lorsque cela est nécessaire ou lorsqu'un tiers des membres du conseil de fondation en fait la demande écrite.

Le conseil de fondation est convoqué par écrit, au moins dix jours à l'avance, avec indication de l'ordre du jour.

Article dixième : Conseil de fondation - décisions

Pour que les délibérations du conseil de fondation soient valables et sous réserve de l'article 19, la présence d'au moins la moitié de ses membres est requise.

Sous réserve de l'article 19, les décisions du conseil de fondation sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur/ la directrice de la fondation a une voix consultative au sein du conseil.

Il est tenu procès-verbal des décisions du conseil de fondation, procès-verbal signé par le président et le secrétaire ou leurs remplaçants.

Article onzième : Conseil de fondation - compétences

Le conseil de fondation est le pouvoir suprême de la fondation. Il a les compétences suivantes :

- il représente la fondation auprès des autorités et des tiers ;
- il prend les décisions fondamentales concernant la fondation ;
- il nomme les présidents des commissions d'institutions ;
- il nomme pour deux ans un organe de contrôle, lequel est rééligible ;
- il décide des modifications à apporter à l'acte de fondation avec l'accord de l'autorité de surveillance ;
- il approuve les règlements nécessaires à la bonne marche de la fondation ainsi que leurs modifications éventuelles, et les soumet à l'approbation de l'autorité de surveillance ;
- il réalise les arbitrages et règle les conflits, au sein de la fondation ;
- il vote les budgets et approuve les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion ;
- il procède aux opérations immobilières et recourt à l'emprunt si nécessaire ;

et d'une manière générale, il prend les mesures nécessaires en vue de réaliser le but de la fondation.

Article douzième : Bureau du conseil de fondation

Le conseil de fondation délègue le suivi et/ou l'exécution de tout ou partie de ses décisions à un bureau composé de 5 de ses membres, dont le président du conseil de fondation et la directrice/le directeur de la fondation.

L'organisation des séances et le mode de fonctionnement du bureau font l'objet d'un règlement particulier.

Article treizième : Administration centrale

Pour l'exécution de ses tâches, le conseil de fondation, et cas échéant le bureau, s'appuie sur une administration centrale dirigée par la directrice/le directeur de la fondation.

Les attributions de l'administration centrale font l'objet d'un document particulier.

Article quatorzième : Commissions d'institutions

La commission d'institution se compose d'au moins cinq membres dont un président, membre du conseil de fondation, le directeur de l'institution, un représentant du personnel de l'institution, un représentant des parents ou répondants des personnes handicapées de l'institution et la directrice/le directeur de la fondation. Elle peut s'adjoindre des membres supplémentaires.

Cette commission a un rôle consultatif.

L'organisation des séances, le mode de décision ainsi que l'énumération de ses attributions font l'objet d'un règlement particulier.

Article quinzième : Organe de révision

L'organe de révision vérifie les comptes annuels de la fondation. Il présente un rapport écrit au conseil de fondation faisant état du résultat de ses vérifications.

Le ou les membres qui le composent doivent être qualifiés et ils ne peuvent pas appartenir à un autre organe de la fondation.

Article seizième : Autorité de surveillance

L'autorité de surveillance est le service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance.

2. Comptes

Article dix-septième : Durée de l'exercice

L'exercice annuel de la fondation correspond à l'année civile.

Article dix-huitième : Comptabilité

Les dispositions des articles 957 et suivants du Code des Obligations s'appliquent à la tenue de la comptabilité et à l'établissement des comptes annuels de la fondation.

Il est tenu une comptabilité séparée pour chacune des institutions.

Les comptes annuels « consolidés » de la fondation sont soumis au conseil de fondation dans les quatre mois qui suivent la fin de l'exercice.

3. Modification de l'acte de fondation - Dissolution

Article dix-neuvième : Modification de l'acte de fondation

Toute décision modifiant l'acte de fondation ne peut être prise qu'en présence des deux tiers des membres du conseil de fondation et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents. De plus, pour être valable, elle doit être approuvée par l'autorité de surveillance.

Article vingtième : Dissolution

Au cas où la fondation ne pourrait plus continuer son activité ou si les événements ou les circonstances le justifient, la fondation est dissoute, conformément aux articles 88 et 89 du Code Civil Suisse.

Dans une telle éventualité, aucune mesure, en particulier aucune mesure de liquidation, ne peut être prise sans l'accord exprès de l'autorité de surveillance qui se prononce sur la base d'un rapport motivé écrit présenté par le conseil de fondation.

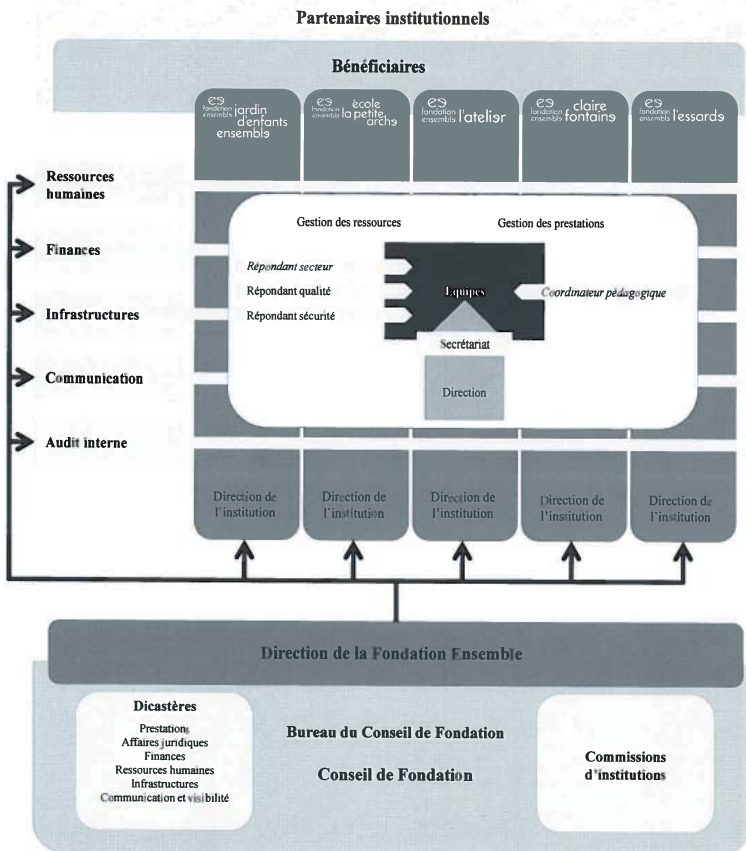
Article vingt-et-unième : Destination des biens

En cas de dissolution de la fondation, ses biens sont remis à une institution poursuivant un but analogue. Ils ne peuvent en aucun cas faire retour au fondateur ni être utilisés de quelque manière que ce soit à son profit.

Dispositions statutaires de la «Fondation Ensemble, en faveur des personnes mentalement handicapées» modifiées conformément à l'arrêté du 13 mai 2005 de l'Autorité de Surveillance des Fondations et des Institutions de Prévoyance du Département des Finances de la République et du Canton de Genève.

Annexe 2

Organigramme



Annexe 2

Conseil de Fondation

Liste des membres du Conseil de Fondation

| | |
|---------------------------|----------------------------|
| Claude Bretton-Chevallier | Co-présidente |
| Christian Studer | Co-président |
| Davide Riatsch | Vice-président |
| Olivier Antille | Membre |
| Eric Bohler | Membre |
| Françoise Cinter | Membre |
| Anne Duruz | Membre |
| Anne-Marie Oberson | Déléguée de insieme-Genève |
| Patrizia Riccio Colombo | Membre |
| Marilou Thorel | Membre |

Jérôme Laederach, directeur de la Fondation Ensemble, assiste aux séances avec voix consultative.

Genève, le 17 décembre 2010

Annexe 3

COMPTE D'EXPLOITATION

| CHARGES D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 3 Charges du personnel | | | | | |
| 30 Enseignants | 2'794'110 | 3'200'954 | 3'410'342 | 3'441'045 | 3'494'980 |
| 31 Educateurs | 3'993'312 | 3'994'160 | 3'975'709 | 4'019'710 | 4'068'259 |
| 32 Thérapeutes | 716'918 | 951'863 | 863'502 | 805'509 | 782'796 |
| 33 Direction et administration | 2'266'124 | 2'402'963 | 2'371'100 | 2'419'942 | 2'455'622 |
| 34 Economat et service de maison | 790'342 | 815'787 | 874'019 | 892'240 | 901'849 |
| 35 Technique et maintenance | 275'180 | 319'060 | 272'556 | 240'117 | 241'349 |
| 36 Ateliers protégés et d'occupation | 2'681'242 | 2'647'221 | 2'862'865 | 2'903'069 | 2'945'654 |
| 37 Charges sociales | 2'100'644 | 2'100'597 | 2'287'755 | 2'302'067 | 2'328'374 |
| 38 Autres charges du personnel | 229'017 | 344'640 | 264'951 | 266'324 | 268'858 |
| 39 Honoraires pour prestations de tiers (Stagiaires) | 75'512 | 0 | 90'000 | 90'000 | 90'000 |
| (Vacataires) | 244'224 | 406'587 | 340'141 | 345'601 | 345'601 |
| | 930'070 | 656'160 | 672'539 | 672'539 | 672'539 |
| Total des charges de personnel | 15'922'400 | 16'777'245 | 17'272'799 | 17'380'023 | 17'577'741 |
| 40 Matériel médical | | | | | |
| 4000 Produits pharmaceutiques | 7'575 | 3'800 | 3'800 | 3'800 | 3'800 |
| 4010 Médicaments | 23 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 4020 Matériel médical, etc. | 9'849 | 8'950 | 8'950 | 8'950 | 8'950 |
| 4050 Prestations fournies par des tiers | 50'213 | 52'370 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 67'660 | 65'220 | 12'850 | 12'850 | 12'850 |
| 41 Produits alimentaires et boissons | | | | | |
| 4100 Viande, charcuterie, poissons | 108'621 | 120'000 | 120'000 | 120'000 | 120'000 |
| 4110 Boulangerie | 23'816 | 28'700 | 29'300 | 29'300 | 29'300 |
| 4120 Produits laitiers et fromage | 52'179 | 49'250 | 49'150 | 49'150 | 49'150 |
| 4130 Epicerie et autres produits alimentaires | 76'050 | 67'500 | 68'936 | 68'936 | 68'936 |
| 4140 Légumes et fruits | 105'230 | 117'200 | 118'500 | 118'500 | 118'500 |
| 4150 Boissons | 14'340 | 17'850 | 17'850 | 17'650 | 17'650 |
| 4160 Produits diététiques | 5'853 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| 4172 Service des repas | 98'265 | 104'149 | 100'112 | 100'112 | 100'112 |
| 4190 Vives et boissons divers | 6'262 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| Sous-total | 490'616 | 516'649 | 515'648 | 515'648 | 515'648 |
| 42 Ménage | | | | | |
| 4200 Textiles | 20'004 | 10'650 | 10'900 | 10'900 | 10'900 |
| 4210 Articles ménagers | 52'693 | 34'200 | 40'700 | 40'700 | 40'700 |
| 4220 Produits de lessive et nettoyage | 38'284 | 31'700 | 31'750 | 31'750 | 31'750 |
| 4250 Blanchisserie, linge en leasing | 0 | 1'000 | 1'000 | 1'000 | 1'000 |
| 4251 Sous-traitance lingerie | 6'346 | 6'500 | 7'500 | 7'500 | 7'500 |
| 4255 Sous-traitance partielle « Entretien » | 109 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4256 Sous-traitance nettoyage | 246'013 | 221'583 | 228'189 | 229'709 | 231'265 |
| Sous-total | 363'447 | 306'633 | 320'039 | 321'559 | 323'115 |
| 43 Entretien Immeubles, mobilier et véhicules | | | | | |
| 430 Entretien et réparations des immeubles | 693'158 | 87'500 | 102'500 | 102'500 | 102'500 |
| 431 Entretien et réparations des équipements | 43'733 | 64'500 | 70'000 | 70'000 | 70'000 |
| 432 Entretien et réparations des véhicules | 50'667 | 54'500 | 56'000 | 56'000 | 56'000 |
| 438 Outillage et matériel pour l'entretien de la propriété | 13'884 | 10'500 | 14'000 | 14'000 | 14'000 |
| 439 Autres entretiens et réparations | 9'082 | 11'500 | 11'500 | 11'500 | 11'500 |
| Sous-total | 810'524 | 228'500 | 254'000 | 254'000 | 254'000 |
| 44 Charges d'investissements | | | | | |
| 440 Investissements non activés (jusqu'à 3'000 CHF) | 101'309 | 48'500 | 63'500 | 63'500 | 63'500 |
| 443 Loyers | 807'995 | 853'518 | 851'327 | 851'327 | 851'327 |
| 444 Leasing (sans le linge en leasing : 4250) | 4'421 | 4'356 | 3'564 | 3'564 | 3'564 |
| Sous-total | 913'724 | 906'374 | 918'391 | 918'391 | 918'391 |

| Charges d'exploitation (suite) | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 45 Energie et eau | | | | | |
| 4500 Electricité | 74'075 | 73'700 | 74'800 | 74'800 | 74'800 |
| 4510 Gaz | 31'884 | 28'650 | 28'650 | 28'650 | 28'650 |
| 4520 Combustibles liquides | 14'728 | 15'200 | 15'200 | 15'200 | 15'200 |
| 4530 Combustibles solides | 0 | 1'500 | 1'500 | 1'500 | 1'500 |
| 4550 Eau | 19'567 | 23'800 | 23'800 | 23'800 | 23'800 |
| 4580 Chauffage et eau chaude | 63'413 | 65'330 | 65'610 | 65'610 | 65'610 |
| Sous-total | 203'667 | 208'180 | 209'560 | 209'560 | 209'560 |
| 46 Ecole et formation | | | | | |
| 4600 Matériel scolaire et éducatif | 52'515 | 29'500 | 21'850 | 21'850 | 21'850 |
| 4610 Matériel de bricolage | 6'071 | 4'300 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 4620 Bibliothèque | 789 | 200 | 1'080 | 1'080 | 1'080 |
| 4630 Organisation de loisirs | 6'188 | 14'100 | 40'740 | 40'740 | 40'740 |
| 4640 Excursion et visites | 25'968 | 53'500 | 21'100 | 21'100 | 21'100 |
| 4650 Camps | 60'311 | 80'000 | 74'770 | 74'770 | 74'770 |
| 4660 Contribution aux frais d'écolage externe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 151'843 | 181'800 | 161'540 | 161'540 | 161'540 |
| 47 Bureau et d'administration | | | | | |
| 4700 Fournitures de bureau | 43'470 | 21'500 | 23'500 | 23'500 | 23'500 |
| 4710 Téléphones, ports, taxes CCP | 127'386 | 128'000 | 131'500 | 131'500 | 131'500 |
| 4720 Journaux et documentation professionnels | 4'167 | 3'550 | 3'550 | 3'550 | 3'550 |
| 4740 Débours | 5'232 | 4'900 | 8'000 | 8'000 | 8'000 |
| 4750 Frais informatiques | 158'507 | 96'000 | 153'000 | 153'000 | 153'000 |
| 4760 Qualité, environnement et sécurité | 4'431 | 4'240 | 4'240 | 4'240 | 4'240 |
| 4770 Prestations de tiers | 87'160 | 50'500 | 50'500 | 50'500 | 50'500 |
| 4771 <i>imputation du coût du siège</i> | 1'568'770 | 1'502'616 | 1'541'756 | 1'556'634 | 1'573'072 |
| 4780 Engagement de conseillers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4790 Autres frais d'administration | 22'507 | 17'250 | 17'250 | 17'250 | 17'250 |
| Sous-total | 450'869 | 325'940 | 391'540 | 391'540 | 391'540 |
| 48 Outillage et matériel pour ateliers d'occupation | | | | | |
| 4810 Achat de produits manufacturés | 1'679 | 2'500 | 2'500 | 2'500 | 2'500 |
| 4820 Achat de matière brute | 0 | 6'500 | 60'846 | 91'808 | 91'808 |
| 4830 Matériel de consommation | 212 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 Matériel pour les ateliers | 2'612 | 15'000 | 16'200 | 16'200 | 16'200 |
| 4850 Outillage (lié à la production) | 151'090 | 130'700 | 130'700 | 130'700 | 130'700 |
| 4860 Produits traités par des tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4870 Charges des boutiques | 11'153 | 14'500 | 14'500 | 14'500 | 14'500 |
| 4890 Autres dépenses pour les ateliers | 688 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| Sous-total | 167'433 | 169'700 | 225'246 | 256'208 | 256'208 |
| 49 Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 Primes d'assurances choses, RC et immeuble | 43'594 | 46'559 | 48'022 | 48'022 | 48'022 |
| 4910 Taxes et cotisations | 55'313 | 48'900 | 54'089 | 54'089 | 54'089 |
| 4920 Service de voirie | 612 | 612 | 612 | 612 | 612 |
| 4930 Transports effectués par des tiers | 1'066'606 | 1'068'928 | 1'178'900 | 1'208'900 | 1'208'900 |
| 4940 Communication | 77'877 | 81'000 | 64'500 | 64'500 | 64'500 |
| 4950 Autres charges concernant les personnes handicapées | 67'627 | 62'000 | 61'500 | 61'500 | 61'500 |
| 4990 Autres charges d'exploitation | 38'683 | 21'500 | 26'500 | 26'500 | 26'500 |
| Sous-total | 1'350'310 | 1'329'499 | 1'434'124 | 1'464'124 | 1'464'124 |
| Total des dépenses générales | 6'538'865 | 5'739'911 | 5'984'693 | 6'062'054 | 6'080'049 |
| Dotations et dissolutions | | | | | |
| 496 Pertes sur débiteurs | 300 | 13'500 | 3'200 | 3'200 | 3'200 |
| 497 Dotation aux provisions et réserves | 62'694 | 35'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 |
| 447 Amortissement | 307'595 | 278'200 | 335'000 | 335'000 | 335'000 |
| 667 Dissolution de provisions et de réserves | (34'014) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 336'576 | 326'700 | 363'200 | 363'200 | 363'200 |
| Total des charges d'exploitation | 21'229'070 | 21'341'240 | 22'078'937 | 22'248'643 | 22'447'918 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 60 Revenus de la formation scolaire spéciale | | | | | |
| 6000 Prestations individuelles SFSS - Camps | 9'128 | 11'088 | 11'491 | 11'693 | 11'693 |
| 6001 Prestations individuelles SFSS - Ecolage | 508'068 | 520'419 | 0 | 0 | 0 |
| 6003 Repas | 60'523 | 60'190 | 67'536 | 68'229 | 68'229 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 59'507 | 45'000 | 166'646 | 166'646 | 166'646 |
| 6007 Transport des élèves | 769'333 | 627'069 | 819'200 | 819'200 | 819'200 |
| 601 Autres prestations de tiers pour cas SFSS | 124'600 | 115'160 | 102'552 | 64'391 | 64'391 |
| 602 Prestations de tiers pour cas non-SFSS | 58'473 | 61'336 | 19'020 | 18'810 | 18'810 |
| Sous-total | 1'589'631 | 1'202'063 | 1'186'445 | 1'148'968 | 1'148'968 |
| 62 Contributions des personnes handicapées | | | | | |
| 6200 Prix de pension - Internes / Semi-internes | 2'890'331 | 3'008'745 | 3'045'975 | 3'045'975 | 3'045'975 |
| 6201 Prix de pension - Externes | 211'725 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6203 Repas des externes | 70'260 | 85'500 | 82'650 | 82'650 | 82'650 |
| 6205 Rente impotence | 334'441 | 347'663 | 346'163 | 346'163 | 346'163 |
| 6207 Transports | 153'240 | 298'800 | 288'000 | 288'000 | 288'000 |
| 6209 Autres revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 3'659'997 | 3'740'708 | 3'762'788 | 3'762'788 | 3'762'788 |
| 63 Revenus de la fabrication | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 19'701 | 19'700 | 19'700 | 19'700 | 19'700 |
| 6320 Revenus des prestations de service | 229'804 | 233'200 | 313'126 | 361'426 | 361'426 |
| 6330 Revenus des prestations de service interne | 1'373 | 4'000 | 46'408 | 46'408 | 46'408 |
| Sous-total | 250'878 | 256'900 | 379'234 | 427'534 | 427'534 |
| 65 Autres revenus des prestations pour personnes handicapées | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 8'072 | 2'600 | 2'600 | 2'600 | 2'600 |
| 6560 Coiffeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Défalcons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 8'072 | 2'600 | 2'600 | 2'600 | 2'600 |
| 66 Revenus locations | | | | | |
| 6600 Locations | 493 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 493 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 Revenus des prestations au personnel et à des tiers | | | | | |
| 6800 Repas du personnel | 113'576 | 108'000 | 108'000 | 108'000 | 108'000 |
| 6810 Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6830 Vente au personnel et à des tiers | 5'780 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6850 Téléphone, radio, TV | 7 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| 6860 <i>imputation du coût du siège</i> | 1'568'771 | 1'502'616 | 1'541'756 | 1'556'634 | 1'573'072 |
| 6897 Autres recettes | 55'753 | 28'300 | 28'300 | 28'300 | 28'300 |
| Sous-total | 1'75'116 | 137'050 | 137'050 | 137'050 | 137'050 |
| 69 Contributions et Subventions | | | | | |
| 6900 Subventions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6951 Subvention du DSE | 8'567'785 | 9'196'336 | 9'541'764 | 9'541'764 | 9'541'764 |
| 6952 Subvention du DIP | 5'573'312 | 6'332'312 | 6'984'459 | 7'200'119 | 7'200'119 |
| 6955 Subvention non-monétaire | 29'788 | 30'544 | 30'544 | 30'544 | 30'544 |
| 6956 Produits différés sur subv d'invest. (DIP) | 6'751 | 0 | 10'349 | 10'349 | 10'349 |
| 6957 Produits différés sur subv d'invest. (DSE) | 5'084 | 0 | 5'098 | 5'098 | 5'098 |
| 6960 Autres Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6970 Dons | 4'713 | 1'000 | 0 | 0 | 0 |
| 6990 Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 14'187'432 | 15'930'185 | 16'572'214 | 16'787'874 | 16'787'874 |
| Total des produits d'exploitation | 19'871'620 | 21'137'712 | 22'040'331 | 22'266'814 | 22'266'814 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | (1'357'450) | (203'529) | (38'606) | 18'171 | (181'104) |

| Produits et charges financiers | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 6650 Produits des intérêts du capital | 16'373 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 4450 Banque : intérêts passifs et frais bancaires | (7'997) | (1'750) | (5'350) | (5'350) | (5'350) |
| 4451 Intérêts sur emprunts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4460 Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges financiers | 8'376 | (1'250) | (4'850) | (4'850) | (4'850) |
| Produits et charges exceptionnels | | | | | |
| 7101 Produits sur exercice antérieur | 104'599 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7102 Recettes manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7100 Produits exceptionnels | 299 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7001 Charges sur exercice antérieur | (50'408) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7002 Charges manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7000 Charges exceptionnelles | (331) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges exceptionnels | 54'159 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits et charges des fonds | | | | | |
| Produits des fonds | | | | | |
| 7600 Dons et legs affectés | 246'225 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes affectés | 44'481 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dissolution de fonds affectés | 335'206 | 0 | 62'063 | 62'063 | 62'063 |
| Utilisation de fonds | 70'990 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 696'902 | 0 | 62'063 | 62'063 | 62'063 |
| Charges des fonds | | | | | |
| 7500 Attribution dons affectés | 246'225 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attribution recettes affectés | 44'481 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Utilisation fonds affectés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 290'706 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges de fonds | 406'196 | 0 | 62'063 | 62'063 | 62'063 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | (888'718) | (204'779) | 18'607 | 75'385 | (123'891) |

COMPTE D'EXPLOITATION

Secteur Mineur

| CHARGES D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 3 Charges du personnel | | | | | |
| 30 Enseignants | 2'794'110 | 3'200'954 | 3'410'342 | 3'441'045 | 3'494'980 |
| 31 Educateurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32 Thérapeutes | 545'212 | 727'648 | 657'379 | 643'535 | 641'753 |
| 33 Direction et administration | 637'695 | 696'004 | 670'279 | 681'538 | 690'893 |
| 34 Economat et service de maison | 10'540 | 14'022 | 83'765 | 92'963 | 93'706 |
| 35 Technique et maintenance | 4'7214 | 49'603 | 25'067 | 0 | 0 |
| 36 Ateliers protégés et d'occupation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 37 Charges sociales | 624'430 | 730'263 | 755'927 | 757'852 | 767'484 |
| 38 Autres charges du personnel | 76'906 | 108'285 | 85'702 | 85'886 | 86'820 |
| 39 Honoraires pour prestations de tiers | 7'909 | 0 | 39'000 | 39'000 | 39'000 |
| (Stagiaires) | 119'379 | 195'012 | 182'041 | 187'501 | 187'501 |
| (Vacataires) | 217'086 | 178'850 | 184'784 | 184'784 | 184'784 |
| Total des charges de personnel | 4'744'015 | 5'526'760 | 5'727'463 | 5'741'820 | 5'814'635 |
| 40 Besoins médicaux | | | | | |
| 4000 Produits pharmaceutiques | 2'099 | 1'800 | 1'800 | 1'800 | 1'800 |
| 4010 Médicaments | 0 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 4020 Matériel médical, etc. | 8'714 | 6'200 | 6'200 | 6'200 | 6'200 |
| 4050 Prestations fournies par des tiers | 20'680 | 22'470 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 31'492 | 30'570 | 8'100 | 8'100 | 8'100 |
| 41 Alimentation | | | | | |
| 4100 Viande, charcuterie, poissons | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4110 Boulangerie | 2'964 | 2'700 | 3'300 | 3'300 | 3'300 |
| 4120 Produits laitiers et fromage | 1'882 | 2'250 | 2'150 | 2'150 | 2'150 |
| 4130 Epicerie et autres produits alimentaires | 6'118 | 5'200 | 6'636 | 6'636 | 6'636 |
| 4140 Légumes et fruits | 3'254 | 2'200 | 3'500 | 3'500 | 3'500 |
| 4150 Boissons | 608 | 1'350 | 1'150 | 1'150 | 1'150 |
| 4160 Produits diététiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4172 Service des repas | 95'207 | 101'849 | 97'812 | 97'812 | 97'812 |
| 4190 Vivres et boissons divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 110'084 | 115'549 | 114'548 | 114'548 | 114'548 |
| 42 Entretien ménage | | | | | |
| 4200 Textiles | 4'261 | 4'450 | 4'700 | 4'700 | 4'700 |
| 4210 Articles ménagers | 15'293 | 10'000 | 16'500 | 16'500 | 16'500 |
| 4220 Produits de lessive et nettoyage | 780 | 1'600 | 1'650 | 1'650 | 1'650 |
| 4250 Blanchisserie, linge en leasing | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4251 Sous-traitance lingerie | 6'346 | 5'500 | 6'500 | 6'500 | 6'500 |
| 4255 Sous-traitance partielle « Entretien » | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4256 Sous-traitance nettoyage | 134'971 | 117'136 | 145'621 | 147'141 | 148'698 |
| Sous-total | 161'651 | 138'686 | 174'971 | 175'491 | 178'048 |
| 43 Entretien Immeubles, mobilier et véhicules | | | | | |
| 430 Entretien et réparations des immeubles | 510'478 | 17'500 | 32'500 | 32'500 | 32'500 |
| 431 Entretien et réparations des équipements | 10'103 | 16'500 | 22'000 | 22'000 | 22'000 |
| 432 Entretien et réparations des véhicules | 11'229 | 11'500 | 13'000 | 13'000 | 13'000 |
| 438 Outillage et matériel pour l'entretien de la propriété | 5'345 | 2'500 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| 439 Autres entretiens et réparations | 440 | 1'500 | 1'500 | 1'500 | 1'500 |
| Sous-total | 537'595 | 49'500 | 75'000 | 75'000 | 75'000 |
| 44 Frais d'utilisation des installations | | | | | |
| 440 Investissements non activés (jusqu'à 3'000 CHF) | 38'674 | 18'500 | 33'500 | 33'500 | 33'500 |
| 443 Loyers | 307'330 | 322'423 | 342'420 | 342'420 | 342'420 |
| 444 Leasing (sans le linge en leasing : 4250) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 346'004 | 340'923 | 375'920 | 375'920 | 375'920 |

| Charges d'exploitation (suite) | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 45 Eau et énergie | | | | | |
| 4500 Electricité | 6'243 | 7'000 | 8'100 | 8'100 | 8'100 |
| 4510 Gaz | 4'482 | 4'000 | 4'000 | 4'000 | 4'000 |
| 4520 Combustibles liquides | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4530 Combustibles solides | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4550 Eau | 1'419 | 3'300 | 3'300 | 3'300 | 3'300 |
| 4580 Chauffage et eau chaude | 22'704 | 23'434 | 23'714 | 23'714 | 23'714 |
| Sous-total | 34'849 | 37'734 | 39'114 | 39'114 | 39'114 |
| 46 Ecole et formation | | | | | |
| 4600 Matériel scolaire et éducatif | 32'336 | 25'000 | 15'600 | 15'600 | 15'600 |
| 4610 Matériel de bricolage | 2'126 | 2'300 | 0 | 0 | 0 |
| 4620 Bibliothèque | 789 | 200 | 1'080 | 1'080 | 1'080 |
| 4630 Organisation de loisirs | 3'384 | 4'100 | 13'400 | 13'400 | 13'400 |
| 4640 Excursion et visites | 2'237 | 3'500 | 5'800 | 5'800 | 5'800 |
| 4650 Camps | 27'202 | 30'000 | 38'770 | 38'770 | 38'770 |
| 4660 Contribution aux frais d'écolage externe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 68'075 | 65'100 | 74'650 | 74'650 | 74'650 |
| 47 Frais de bureau et d'administration | | | | | |
| 4700 Fournitures de bureau | 9'967 | 7'000 | 8'500 | 8'500 | 8'500 |
| 4710 Téléphones, ports, taxes CCP | 37'964 | 35'000 | 38'500 | 38'500 | 38'500 |
| 4720 Journaux et documentation professionnels | 715 | 950 | 950 | 950 | 950 |
| 4740 Débours | 2'483 | 2'500 | 3'000 | 3'000 | 3'000 |
| 4750 Frais informatiques | 22'066 | 21'000 | 23'000 | 23'000 | 23'000 |
| 4760 Qualité, environnement et sécurité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4770 Prestations de tiers | 10'672 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 4771 Imputation du coût du siège | 817'815 | 783'329 | 651'591 | 669'456 | 676'525 |
| 4780 Engagement de conseillers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4790 Autres frais d'administration | 294 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| Sous-total | 901'975 | 851'029 | 726'791 | 744'656 | 751'725 |
| 48 Outillage et matériel pour ateliers d'occupation | | | | | |
| 4810 Achat de produits manufacturés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4820 Achat de matière brute | 0 | 0 | 54'346 | 85'308 | 85'308 |
| 4830 Matériel de consommation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 Matériel pour les ateliers | 0 | 5'000 | 6'200 | 6'200 | 6'200 |
| 4850 Outillage (lié à la production) | 0 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 4860 Produits traités par des tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4870 Charges des boutiques | 11'153 | 13'500 | 13'500 | 13'500 | 13'500 |
| 4890 Autres dépenses pour les ateliers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 11'153 | 18'700 | 74'246 | 105'208 | 105'208 |
| 49 Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 Primes d'assurances choses, RC et immeuble | 12'053 | 12'155 | 13'618 | 13'618 | 13'618 |
| 4910 Taxes et cotisations | 10'924 | 9'400 | 14'589 | 14'589 | 14'589 |
| 4920 Service de voirie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4930 Transports effectués par des tiers | 775'511 | 737'728 | 839'200 | 869'200 | 869'200 |
| 4940 Communication | 2'802 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| 4950 Autres charges concernant les personnes handicapées | 4'566 | 5'000 | 4'500 | 4'500 | 4'500 |
| 4990 Autres charges d'exploitation | 15'288 | 4'500 | 4'500 | 4'500 | 4'500 |
| Sous-total | 821'144 | 774'783 | 882'407 | 912'407 | 912'407 |
| Total des dépenses générales | 3'024'021 | 2'422'573 | 2'545'747 | 2'626'094 | 2'634'720 |
| Dotations et dissolutions | | | | | |
| 496 Pertes sur débiteurs | 300 | 3'500 | 3'200 | 3'200 | 3'200 |
| 497 Dotation aux provisions et réserves | 50'762 | 10'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 447 Amortissement | 110'977 | 96'100 | 127'000 | 127'000 | 127'000 |
| 667 Dissolution de provisions et de réserves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 162'039 | 109'600 | 140'200 | 140'200 | 140'200 |
| Total des charges d'exploitation | 7'930'075 | 8'058'933 | 8'413'409 | 8'508'114 | 8'589'555 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 60 Revenus de la formation scolaire spéciale | | | | | |
| 6000 Prestations individuelles SFSS - Camps | 9'128 | 11'088 | 11'491 | 11'693 | 11'693 |
| 6001 Prestations individuelles SFSS - Ecolage | 508'068 | 520'419 | 0 | 0 | 0 |
| 6003 Repas | 60'523 | 60'190 | 67'536 | 68'229 | 68'229 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 59'507 | 45'000 | 166'646 | 166'646 | 166'646 |
| 6007 Transport des élèves | 769'333 | 627'069 | 819'200 | 819'200 | 819'200 |
| 601 Autres prestations de tiers pour cas SFSS | 124'600 | 115'160 | 102'552 | 64'391 | 64'391 |
| 602 Prestations de tiers pour cas non-SFSS | 58'473 | 61'336 | 19'020 | 18'810 | 18'810 |
| Sous-total | 1'589'631 | 1'202'063 | 1'186'445 | 1'148'968 | 1'148'968 |
| 62 Contributions des personnes handicapées | | | | | |
| 6200 Prix de pension - Internes / Semi-internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6201 Prix de pension - Externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6202 Prix de pension - Semi-Internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6203 Repas des externes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6205 Rente impotence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6207 Transports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6209 Autres revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 63 Revenus de la fabrication | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 0 | 1'200 | 1'200 | 1'200 | 1'200 |
| 6320 Revenus des prestations de service | 0 | 0 | 67'100 | 115'400 | 115'400 |
| 6330 Revenus des prestations de service interne | 0 | 0 | 42'408 | 42'408 | 42'408 |
| Sous-total | 0 | 1'200 | 110'708 | 159'008 | 159'008 |
| 65 Autres revenus des prestations pour personnes handicapées | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 3'677 | 2'600 | 2'600 | 2'600 | 2'600 |
| 6560 Coiffeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Défalcatons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 3'677 | 2'600 | 2'600 | 2'600 | 2'600 |
| 66 Revenus locations | | | | | |
| 6600 Locations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 Revenus des prestations au personnel et à des tiers | | | | | |
| 6800 Repas du personnel | 22'582 | 20'000 | 20'000 | 20'000 | 20'000 |
| 6810 Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6830 Vente au personnel et à des tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6850 Téléphone, radio, TV | 0 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 6860 Imputation du coût du siège | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6897 Autres recettes | 36'072 | 15'475 | 15'475 | 15'475 | 15'475 |
| Sous-total | 58'654 | 35'525 | 35'525 | 35'525 | 35'525 |
| 69 Contributions et Subventions | | | | | |
| 6900 Subventions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6951 Subvention du DSE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6952 Subvention du DIP | 5'573'312 | 6'332'312 | 6'984'459 | 7'200'119 | 7'200'119 |
| 6955 Subvention non-monnaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6956 Produits différés sur subv d'invest. (DIP) | 6'751 | 0 | 10'349 | 10'349 | 10'349 |
| 6957 Produits différés sur subv d'invest. (DSE) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6960 Autres Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6970 Dons | 488 | 500 | 0 | 0 | 0 |
| 6990 Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 5'580'551 | 6'702'805 | 6'994'808 | 7'210'468 | 7'210'468 |
| Total des produits d'exploitation | 7'232'513 | 7'812'399 | 8'330'086 | 8'556'569 | 8'556'569 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | (697'562) | (246'533) | (83'324) | 48'455 | (32'986) |

| | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|------------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| Produits et charges financiers | | | | | |
| 6650 Produits des intérêts du capital | 123 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4450 Banque : intérêts passifs et frais bancaires | (967) | (350) | (1'050) | (1'050) | (1'050) |
| 4451 Intérêts sur emprunts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4460 Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges financiers | (845) | (350) | (1'050) | (1'050) | (1'050) |
| Produits et charges exceptionnels | | | | | |
| 7101 Produits sur exercice antérieur | 81'273 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7102 Recettes manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7100 Produits exceptionnels | 299 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7001 Charges sur exercice antérieur | (6'460) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7002 Charges manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7000 Charges exceptionnelles | (19) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges exceptionnels | 75'094 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits et charges des fonds | | | | | |
| Produits des fonds | | | | | |
| 7600 Dons et legs affectés | 107'400 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes affectés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dissolution de fonds affectés | 284'996 | 0 | 23'009 | 23'009 | 23'009 |
| Utilisation de fonds | 35'200 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 427'596 | 0 | 23'009 | 23'009 | 23'009 |
| Charges des fonds | | | | | |
| 7500 Attribution dons affectés | 107'400 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attribution recettes affectés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Utilisation fonds affectés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 107'400 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges de fonds | 320'196 | 0 | 23'009 | 23'009 | 23'009 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | (303'117) | (245'883) | (61'365) | 70'414 | (11'028) |

COMPTE D'EXPLOITATION

Secteur Majeur

| CHARGES D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 3 Charges du personnel | | | | | |
| 30 Enseignants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 Educateurs | 3'993'312 | 3'994'160 | 3'975'709 | 4'019'710 | 4'068'259 |
| 32 Thérapeutes | 171'706 | 224'215 | 206'123 | 161'974 | 141'043 |
| 33 Direction et administration | 747'137 | 748'876 | 736'063 | 760'880 | 773'102 |
| 34 Economat et service de maison | 779'801 | 801'766 | 790'254 | 799'277 | 808'144 |
| 35 Technique et maintenance | 227'967 | 269'457 | 247'488 | 240'117 | 241'349 |
| 36 Ateliers protégés et d'occupation | 2'681'242 | 2'647'221 | 2'862'865 | 2'903'069 | 2'945'654 |
| 37 Charges sociales | 1'343'710 | 1'227'107 | 1'386'631 | 1'397'097 | 1'411'651 |
| 38 Autres charges du personnel | 87'263 | 196'714 | 155'278 | 156'275 | 157'663 |
| 39 Honoraires pour prestations de tiers (Stagiaires) | 41'980 | 0 | 51'000 | 51'000 | 51'000 |
| (Vacataires) | 124'846 | 211'575 | 158'100 | 158'100 | 158'100 |
| Total des charges de personnel | 10'074'118 | 10'109'515 | 10'411'411 | 10'489'399 | 10'597'864 |
| 40 Besoins médicaux | | | | | |
| 4000 Produits pharmaceutiques | 5'477 | 2'000 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 4010 Médicaments | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4020 Matériel médical, etc. | 1'134 | 2'750 | 2'750 | 2'750 | 2'750 |
| 4050 Prestations fournies par des tiers | 29'533 | 29'900 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 36'168 | 34'650 | 4'750 | 4'750 | 4'750 |
| 41 Alimentation | | | | | |
| 4100 Viande, charcuterie, poissons | 108'571 | 120'000 | 120'000 | 120'000 | 120'000 |
| 4110 Boulangerie | 20'852 | 26'000 | 26'000 | 26'000 | 26'000 |
| 4120 Produits laitiers et fromage | 50'297 | 47'000 | 47'000 | 47'000 | 47'000 |
| 4130 Epicerie et autres produits alimentaires | 69'783 | 62'000 | 62'000 | 62'000 | 62'000 |
| 4140 Légumes et fruits | 101'976 | 115'000 | 115'000 | 115'000 | 115'000 |
| 4150 Boissons | 13'337 | 16'000 | 16'000 | 16'000 | 16'000 |
| 4160 Produits diététiques | 5'853 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| 4172 Service des repas | 3'058 | 2'300 | 2'300 | 2'300 | 2'300 |
| 4190 Vivres et boissons divers | 5'960 | 5'000 | 5'000 | 5'000 | 5'000 |
| Sous-total | 379'687 | 399'300 | 399'300 | 399'300 | 399'300 |
| 42 Entretien ménager | | | | | |
| 4200 Textiles | 14'454 | 6'200 | 6'200 | 6'200 | 6'200 |
| 4210 Articles ménagers | 37'262 | 24'000 | 24'000 | 24'000 | 24'000 |
| 4220 Produits de lessive et nettoyage | 37'457 | 30'000 | 30'000 | 30'000 | 30'000 |
| 4250 Blanchisserie, linge en leasing | 0 | 1'000 | 1'000 | 1'000 | 1'000 |
| 4251 Sous-traitance lingerie | 0 | 1'000 | 1'000 | 1'000 | 1'000 |
| 4255 Sous-traitance partielle « Entretien » | 109 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4256 Sous-traitance nettoyage | 102'480 | 99'596 | 70'732 | 70'732 | 70'732 |
| Sous-total | 191'762 | 161'796 | 132'932 | 132'932 | 132'932 |
| 43 Entretien Immeubles, mobilier et véhicules | | | | | |
| 430 Entretien et réparations des immeubles | 169'640 | 65'000 | 65'000 | 65'000 | 65'000 |
| 431 Entretien et réparations des équipements | 30'744 | 45'000 | 45'000 | 45'000 | 45'000 |
| 432 Entretien et réparations des véhicules | 39'438 | 43'000 | 43'000 | 43'000 | 43'000 |
| 438 Outillage et matériel pour l'entretien de la propriété | 8'432 | 8'000 | 8'000 | 8'000 | 8'000 |
| 439 Autres entretiens et réparations | 8'642 | 10'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| Sous-total | 256'897 | 171'000 | 171'000 | 171'000 | 171'000 |
| 44 Frais d'utilisation des installations | | | | | |
| 440 Investissements non activés (jusqu'à 3'000 CHF) | 32'504 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 |
| 443 Loyers | 436'483 | 466'223 | 444'035 | 444'035 | 444'035 |
| 444 Leasing (sans le linge en leasing : 4250) | 4'421 | 4'356 | 3'564 | 3'564 | 3'564 |
| Sous-total | 473'408 | 495'579 | 472'599 | 472'599 | 472'599 |

| Charges d'exploitation (suite) | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 45 Eau et énergie | | | | | |
| 4500 Electricité | 63'330 | 62'200 | 62'200 | 62'200 | 62'200 |
| 4510 Gaz | 27'402 | 24'650 | 24'650 | 24'650 | 24'650 |
| 4520 Combustibles liquides | 14'728 | 15'200 | 15'200 | 15'200 | 15'200 |
| 4530 Combustibles solides | 0 | 1'500 | 1'500 | 1'500 | 1'500 |
| 4550 Eau | 18'147 | 20'500 | 20'500 | 20'500 | 20'500 |
| 4580 Chauffage et eau chaude | 37'349 | 38'536 | 38'536 | 38'536 | 38'536 |
| Sous-total | 160'956 | 162'586 | 162'586 | 162'586 | 162'586 |
| 46 Ecole et formation | | | | | |
| 4600 Matériel scolaire et éducatif | 20'179 | 4'500 | 6'250 | 6'250 | 6'250 |
| 4610 Matériel de bricolage | 3'945 | 2'000 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 4620 Bibliothèque | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4630 Organisation de loisirs | 2'804 | 10'000 | 27'340 | 27'340 | 27'340 |
| 4640 Excursion et visites | 23'731 | 50'000 | 15'300 | 15'300 | 15'300 |
| 4650 Camps | 33'109 | 50'000 | 36'000 | 36'000 | 36'000 |
| 4660 Contribution aux frais d'écolage externe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 83'768 | 116'500 | 86'890 | 86'890 | 86'890 |
| 47 Frais de bureau et d'administration | | | | | |
| 4700 Fournitures de bureau | 13'268 | 9'500 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 4710 Téléphones, ports, taxes CCP | 39'484 | 43'000 | 43'000 | 43'000 | 43'000 |
| 4720 Journaux et documentation professionnels | 1'477 | 1'300 | 1'300 | 1'300 | 1'300 |
| 4740 Débour | 2'078 | 2'200 | 2'000 | 2'000 | 2'000 |
| 4750 Frais informatiques | 40'906 | 25'000 | 30'000 | 30'000 | 30'000 |
| 4760 Qualité, environnement et sécurité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4770 Prestations de tiers | 6'631 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4771 Imputation du coût du siège | 750'955 | 719'287 | 890'165 | 887'178 | 896'547 |
| 4780 Engagement de conseillers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4790 Autres frais d'administration | 3'014 | 1'500 | 1'500 | 1'500 | 1'500 |
| Sous-total | 857'813 | 801'787 | 977'965 | 974'978 | 984'347 |
| 48 Outillage et matériel pour ateliers d'occupation | | | | | |
| 4810 Achat de produits manufacturés | 1'679 | 2'500 | 2'500 | 2'500 | 2'500 |
| 4820 Achat de matière brute | 0 | 6'500 | 6'500 | 6'500 | 6'500 |
| 4830 Matériel de consommation | 212 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4840 Matériel pour les ateliers | 2'612 | 10'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 4850 Outillage (lié à la production) | 151'090 | 130'500 | 130'500 | 130'500 | 130'500 |
| 4860 Produits traités par des tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4870 Charges des boutiques | 0 | 1'000 | 1'000 | 1'000 | 1'000 |
| 4890 Autres dépenses pour les ateliers | 688 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| Sous-total | 156'280 | 151'000 | 151'000 | 151'000 | 151'000 |
| 49 Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 4900 Primes d'assurances choses, RC et immeuble | 31'155 | 33'394 | 33'394 | 33'394 | 33'394 |
| 4910 Taxes et cotisations | 37'621 | 33'500 | 33'500 | 33'500 | 33'500 |
| 4920 Service de voirie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4930 Transports effectués par des tiers | 291'095 | 331'200 | 339'700 | 339'700 | 339'700 |
| 4940 Communication | 23'802 | 13'500 | 13'500 | 13'500 | 13'500 |
| 4950 Autres charges concernant les personnes handicapées | 63'061 | 57'000 | 57'000 | 57'000 | 57'000 |
| 4990 Autres charges d'exploitation | 18'427 | 15'000 | 20'000 | 20'000 | 20'000 |
| Sous-total | 465'161 | 483'594 | 497'094 | 497'094 | 497'094 |
| Total des dépenses générales | 3'061'901 | 2'977'793 | 3'056'117 | 3'063'129 | 3'062'498 |
| Dotations et dissolutions | | | | | |
| 496 Pertes sur débiteurs | 0 | 10'000 | 0 | 0 | 0 |
| 497 Dotation aux provisions et réserves | 11'932 | 20'000 | 10'000 | 10'000 | 10'000 |
| 447 Amortissement | 185'289 | 165'000 | 190'000 | 190'000 | 190'000 |
| 667 Dissolution de provisions et de réserves | (28'448) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 168'773 | 195'000 | 200'000 | 200'000 | 200'000 |
| Total des charges d'exploitation | 13'304'792 | 13'282'308 | 13'667'528 | 13'742'528 | 13'860'362 |

| PRODUITS D'EXPLOITATION | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 60 Revenus de la formation scolaire spéciale | | | | | |
| 6000 Prestations individuelles SFSS - Camps | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6001 Prestations individuelles SFSS - Ecolage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6003 Repas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6004 Mesures médico-thérapeutiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6007 Transport des élèves | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 601 Autres prestations de tiers pour cas SFSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 602 Prestations de tiers pour cas non-SFSS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 Contributions des personnes handicapées | | | | | |
| 6200 Prix de pension - Internes / Semi-internes | 2'890'331 | 3'008'745 | 3'045'975 | 3'045'975 | 3'045'975 |
| 6201 Prix de pension - Externes | 211'725 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6203 Repas des externes | 70'260 | 85'500 | 82'650 | 82'650 | 82'650 |
| 6205 Rente impotence | 334'441 | 347'663 | 346'163 | 346'163 | 346'163 |
| 6207 Transports | 153'240 | 298'800 | 288'000 | 288'000 | 288'000 |
| 6209 Autres revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 3'659'997 | 3'740'708 | 3'762'788 | 3'762'788 | 3'762'788 |
| 63 Revenus de la fabrication | | | | | |
| 6300 Vente de produits finis | 19'701 | 18'500 | 18'500 | 18'500 | 18'500 |
| 6320 Revenus des prestations de service | 229'804 | 233'200 | 246'026 | 246'026 | 246'026 |
| 6330 Revenus des prestations de service interne | 1'373 | 4'000 | 4'000 | 4'000 | 4'000 |
| Sous-total | 250'878 | 255'700 | 268'526 | 268'526 | 268'526 |
| 65 Autres revenus des prestations pour personnes handicapées | | | | | |
| 6500 Cuisine | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6510 Téléphone, radio, TV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6520 Assurance-accident | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6550 Camps | 4'395 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6560 Coiffeur | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6580 Autres recettes des prestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6590 Défaucations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 4'395 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66 Revenus locations | | | | | |
| 6600 Locations | 493 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 493 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 68 Revenus des prestations au personnel et à des tiers | | | | | |
| 6800 Repas du personnel | 90'994 | 88'000 | 88'000 | 88'000 | 88'000 |
| 6810 Logement du personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6830 Vente au personnel et à des tiers | 5'634 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6850 Téléphone, radio, TV | 7 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 6860 Imputation du coût du siège | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6897 Autres recettes | 17'344 | 12'825 | 12'825 | 12'825 | 12'825 |
| Sous-total | 113'979 | 101'525 | 101'525 | 101'525 | 101'525 |
| 69 Contributions et Subventions | | | | | |
| 6900 Subventions des communes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6951 Subvention du DSE | 8'567'785 | 9'196'336 | 9'541'764 | 9'541'764 | 9'541'764 |
| 6952 Subvention du DIP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6955 Subvention non-monnaire | 29'788 | 30'544 | 30'544 | 30'544 | 30'544 |
| 6956 Produits différés sur subv d'invest. (DIP) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6957 Produits différés sur subv d'invest. (DSE) | 5'084 | 0 | 5'098 | 5'098 | 5'098 |
| 6960 Autres Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6970 Dons | 1'070 | 500 | 0 | 0 | 0 |
| 6990 Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 8'603'727 | 9'227'380 | 9'577'406 | 9'577'406 | 9'577'406 |
| Total des produits d'exploitation | 12'633'469 | 13'325'313 | 13'710'245 | 13'710'245 | 13'710'245 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | (671'323) | 43'005 | 42'717 | (32'283) | (150'117) |

| | 2009 | 2010 (v.1) | 2011 (v.7) | 2012 (v.7) | 2013 (v.7) |
|---|------------------|---------------|----------------|----------------|------------------|
| Produits et charges financiers | | | | | |
| 6650 Produits des intérêts du capital | 211 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4450 Banque : intérêts passifs et frais bancaires | (3'662) | (900) | (1'800) | (1'800) | (1'800) |
| 4451 Intérêts sur emprunts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4460 Intérêts hypothécaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges financiers | (3'451) | (900) | (1'800) | (1'800) | (1'800) |
| Produits et charges exceptionnels | | | | | |
| 7101 Produits sur exercice antérieur | 14'348 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7102 Recettes manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7100 Produits exceptionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7001 Charges sur exercice antérieur | (1'655) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7002 Charges manifestations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7000 Charges exceptionnelles | (3) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges exceptionnels | 12'690 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits et charges des fonds | | | | | |
| Produits des fonds | | | | | |
| 7600 Dons et legs affectés | 88'000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes affectés | 44'481 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dissolution de fonds affectés | 40'693 | 0 | 39'054 | 39'054 | 39'054 |
| Utilisation de fonds | 35'790 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 208'964 | 0 | 39'054 | 39'054 | 39'054 |
| Charges des fonds | | | | | |
| 7600 Attribution dons affectés | 88'000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Attribution recettes affectés | 44'481 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Utilisation fonds affectés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 132'481 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat des produits et charges de fonds | 76'483 | 0 | 39'054 | 39'054 | 39'054 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | (585'601) | 42'105 | 79'972 | 4'971 | (112'863) |

Annexe 3

FONDATION ENSEMBLE

Genève

rapport de l'organe de révision sur
l'exercice 2009 au conseil de fondation



Berney & Associés S.A.

8, rue du nant
case postale 6266
1211 Genève 6

t. +41 22 787 09 09
f. +41 22 787 09 10
www.groupeberney.com

Genève, Lausanne, Vouvry, Fribourg, Lugano
société fiduciaire depuis 1993

Genève, le 25 mars 2010

RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION SUR L'EXERCICE 2009 AU CONSEIL DE FONDATION DE LA FONDATION ENSEMBLE, EN FAVEUR DES PERSONNES AVEC UNE DEFICIENCE INTELLECTUELLE, Genève

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil de fondation,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, tableau de financement, tableau de variation des fonds propres et annexe) de la FONDATION ENSEMBLE, EN FAVEUR DES PERSONNES AVEC UNE DEFICIENCE INTELLECTUELLE, Genève pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux normes Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion d'audit sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en accord avec les normes Swiss GAAP RPC (en particulier la norme RPC 21).

En outre, ils sont conformes à la loi suisse, aux articles de lois traitant de l'établissement et de la présentation des comptes annuels contenus dans les dispositions légales de la République et Canton de Genève (LGAF, LSGAF, LIAF, LIPH, RIPH), aux directives étatiques et aux statuts.

J.



Berney & Associés S.A.

2

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Dans le cadre de l'audit que nous avons mené, conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous avons constaté qu'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation, n'était pas intégralement documenté pour certains processus importants.

Selon notre appréciation, il existe, à l'exception des faits présentés au paragraphe précédent, un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis présentant des capitaux propres au bilan de CHF 7'637'473.14, après comptabilisation de la perte de l'exercice de CHF 740'985.05.

Veillez croire, Mesdames, Messieurs les membres du Conseil de fondation, à l'expression de nos meilleurs sentiments.

BERNEY & ASSOCIES SA
Société fiduciaire

Sébastien BRON
Expert-réviseur agréé

Philippe JOERG
Expert-réviseur, agréé
Réviseur responsable

- Annexes :
- rapport de gestion comprenant bilan, compte d'exploitation, tableau de financement, tableau de variation des fonds propres et annexe
 - rapport de performance (non audité)

es
fondation
ensembles

2009

Rapport de gestion



es Photographie - Patrice Lécuyer

David Cuchelet
Fondation Ensemble

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| TABLE DES MATIÈRES | 2 |
| TABLE DES ILLUSTRATIONS ET TABLEAUX FIGURANT DANS LES ANNEXES | 3 |
| BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009 | 4 |
| COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 DÉCEMBRE 2009 | 6 |
| TABLEAU DE FINANCEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2009 | 9 |
| TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2009 | 10 |
| ANNEXE 2009 | 11 |
| 1. PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES 2009 | 11 |
| 1.1. PRINCIPES LÉGAUX ET ORGANISATIONNELS | 11 |
| 1.2. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE | 13 |
| 1.3. LIQUIDITÉS, DETTES BANCAIRES ET HYPOTHÉCAIRES | 14 |
| 1.4. DÉBITEURS-PENSIONNAIRES, ASSURANCES ET ASSIMILÉS | 14 |
| 1.5. COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF ET PASSIF | 14 |
| 1.6. ACTIF IMMOBILISÉ ET MOBILISÉ..... | 14 |
| 1.7. FOURNISSEURS ET CRÉANCIERS DIVERS..... | 15 |
| 1.8. ANALYSE SECTORIELLE | 15 |
| 1.9. RISQUES | 15 |
| 2. GESTION ET PLACEMENT DE LA FORTUNE | 16 |
| 2.1. CAPITAL DE DOTATION (DATE DE LIBÉRATION) | 16 |
| 2.2. FORTUNE DE LA FONDATION (COMPOSITION ET ÉVOLUTION)..... | 16 |
| 2.3. PLACEMENT DES EXCÉDENTS DE TRÉSORERIE | 16 |
| 2.4. SURENDETTEMENT..... | 17 |
| 3. EXPLICATIONS DES RUBRIQUES DU BILAN | 17 |
| 3.1. AVOIRS RÉALISABLES À COURT TERME..... | 17 |
| 3.2. DÉBITEURS USAGERS ET PROVISION POUR RISQUES SUR DÉBITEURS..... | 17 |
| 3.3. SUBVENTIONS À RECEVOIR | 18 |
| 3.4. STOCKS..... | 18 |
| 3.5. COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF | 19 |
| 3.6. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 19 |
| 3.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES..... | 19 |
| 3.8. ACTIF IMMOBILISÉ À AFFECTATION LIMITÉE | 23 |
| 3.9. DETTES RÉSULTANT D'ACHATS OU DE PRESTATIONS..... | 23 |
| 3.10. DETTES RELATIVES AUX SUBVENTIONS | 23 |
| 3.11. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 24 |
| 3.12. COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF | 25 |
| 3.13. HYPOTHÈQUES | 25 |
| 3.14. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 26 |
| 3.15. FONDS AVEC AFFECTATION LIMITÉE | 27 |
| 3.16. CAPITAUX PROPRES | 37 |
| 4. EXPLICATIONS DES RUBRIQUES DU COMPTE D'EXPLOITATION | 38 |

Rapport de gestion

3

| | |
|--|-----------|
| 4.1. PRODUITS D'EXPLOITATION | 38 |
| 4.2. SUBVENTIONNEMENT | 39 |
| 4.3. EXPLICATIONS SUR LA MASSE SALARIALE | 41 |
| 4.4. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS | 41 |
| 4.5. PRODUITS ET CHARGES DES FONDS | 42 |
| 4.6. TRAITEMENT DES BÉNÉFICIAIRES OU DES PERTES | 42 |
| 5. AUTRES INFORMATIONS | 43 |
| 5.1. CAUTIONNEMENT | 43 |
| 5.2. ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS | 43 |
| 5.3. LEASING / CONTRAT DE LOCATION | 43 |
| 5.4. ENGAGEMENTS DE PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE SELON SWISS GAAP RPC 16 | 43 |
| 5.5. CAISSE CENTRALISÉE | 44 |
| 5.6. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE | 45 |
| 5.7. ÉVALUATION DES RISQUES | 45 |
| 5.8. RAPPORT DE L'INSPECTION CANTONALE DES FINANCES (ICF) | 45 |
| 5.9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN | 47 |
| 5.10. RÉPARTITION SECTORIELLE DES PRODUITS ET DES CHARGES 2009 | 48 |

| |
|--|
| Table des illustrations et tableaux figurant dans les annexes |
|--|

| | |
|---|----|
| <i>Tableau I – Inventorisation</i> | 15 |
| <i>Tableau II – Fortune de la Fondation Ensemble</i> | 16 |
| <i>Tableau III – Débiteurs usagers et provision pour risques sur débiteurs</i> | 18 |
| <i>Tableau IV – Compte de régularisation actif</i> | 19 |
| <i>Tableau V – Titres et dépôts de garantie</i> | 19 |
| <i>Tableau VI – Tableau des immobilisations</i> | 21 |
| <i>Tableau VII – Principales créances fournisseurs</i> | 23 |
| <i>Tableau VIII – Tableau de suivi des résultats avant et après répartition</i> | 24 |
| <i>Tableau IX – Provisions pour risques et charges</i> | 24 |
| <i>Tableau X – Compte de régularisation passif</i> | 25 |
| <i>Tableau XI – Produits différés sur subventions d'investissement</i> | 26 |
| <i>Tableau XII – Etat des fonds affectés non-investis</i> | 31 |
| <i>Tableau XIII – Etat des fonds affectés investis (FAI)</i> | 35 |
| <i>Tableau XIV – Revenus de la formation scolaire spéciale</i> | 38 |
| <i>Tableau XV – Revenus de pension</i> | 39 |
| <i>Tableau XVI – Revenus de la fabrication</i> | 39 |
| <i>Tableau XVII – Répartition des subventions</i> | 39 |
| <i>Tableau XVIII – Tableau des remboursements d'assurance</i> | 41 |

Rapport de gestion

4

Bilan au 31 décembre 2009

| A C T I F | | | |
|----------------------------------|--------|----------------------|----------------------|
| | Renvoi | 2009 CHF | 2008 CHF |
| ACTIF CIRCULANT | | <u>4'297'953.54</u> | <u>5'515'551.36</u> |
| Liquidités | | | |
| Caisses | | 19'004.74 | 20'198.18 |
| CCP | | 614'266.71 | 245'401.04 |
| Banques | 2.3. | 1'800'577.24 | 832'003.77 |
| Avoirs réalisables à court terme | 3.1. | 0.00 | 3'050'000.00 |
| Sous-total I | | <u>2'433'848.69</u> | <u>4'147'602.99</u> |
| Débiteurs | | | |
| Débiteurs usagers | 3.2. | 1'231'335.94 | 713'692.14 |
| Autres débiteurs | | 64'959.27 | 87'378.91 |
| Impôt anticipé | | 59'123.17 | 50'479.47 |
| Subventions à recevoir | 3.3. | 248'630.00 | 241'964.00 |
| Stocks | 3.4. | 0.00 | 0.00 |
| Compte de régularisation actif | 3.5. | 260'056.47 | 274'433.85 |
| Sous-total II | | <u>1'864'104.85</u> | <u>1'367'948.37</u> |
| ACTIF IMMOBILISE | | <u>6'298'060.78</u> | <u>6'518'011.01</u> |
| Immobilisations financières | | | |
| Titres et dépôts de garantie | 3.6. | 165'245.50 | 123'423.75 |
| Sous-total III | | <u>165'245.50</u> | <u>123'423.75</u> |
| Immobilisations corporelles | 3.7. | | |
| Immeubles | | 3'603'065.53 | 3'633'224.88 |
| Installations fixes | | 227'303.43 | 205'841.38 |
| Equipements de longue durée | | 833'573.94 | 659'776.28 |
| Machines de bureau | | 80'862.55 | 109'419.60 |
| Matériel informatique | | 0.00 | 0.00 |
| Literie et vaisselle | | 1'603.20 | 3'624.30 |
| Véhicules adaptés | | 164'946.67 | 187'509.22 |
| Véhicules légers | | 0.00 | 3.00 |
| Sous-total IV | | <u>4'911'355.32</u> | <u>4'799'398.66</u> |
| Immobilisations affectées | 3.8. | 1'221'459.96 | 1'595'188.60 |
| Sous-total V | | <u>1'221'459.96</u> | <u>1'595'188.60</u> |
| TOTAL DE L'ACTIF | | <u>10'596'014.32</u> | <u>12'033'562.37</u> |

Rapport de gestion

5

PASSIF

| | Renvol | 2009 CHF | 2008 CHF |
|--|--------|-----------------------------|-----------------------------|
| <u>CAPITAUX ETRANGERS COURT TERME</u> | | <u>740'025.52</u> | <u>1'389'724.09</u> |
| Fournisseurs | 3.9. | 587'005.33 | 925'544.78 |
| Créanciers résidants | | 0.00 | 0.00 |
| Subv. non dépensées à restituer | 3.10. | 0.00 | 147'734.07 |
| Provision pour risques et charges | 3.11. | 117'280.03 | 80'966.25 |
| Compte de régularisation de passif | 3.12. | 35'740.16 | 235'478.99 |
| <u>CAPITAUX ETRANGERS LONG TERME</u> | | <u>0.00</u> | <u>0.00</u> |
| Banques et hypothèques | 3.13. | 0.00 | 0.00 |
| <u>CAPITAL DES FONDS AFFECTES</u> | | <u>2'218'515.66</u> | <u>2'265'380.09</u> |
| Subventions d'investissement | 3.14. | 140'752.35 | 75'126.30 |
| Fonds affectés non investis | 3.15. | 799'625.71 | 987'454.60 |
| Fonds affectés investis | 3.15. | 1'278'137.60 | 1'202'799.19 |
| <u>CAPITAUX PROPRES</u> | 3.16. | <u>7'637'473.14</u> | <u>8'378'458.19</u> |
| Capital de dotation | | 829'753.71 | 829'753.71 |
| Part de subvention non dépensée | | 53'912.52 | 0.00 |
| Réserves particulières | | 0.00 | 0.00 |
| Résultat des exercices 2007 et antérieurs | | 7'494'791.96 | 7'494'791.96 |
| Résultat de l'exercice (solde après répartition) | | (740'985.05) | 53'912.52 |
| <u>TOTAL DU PASSIF</u> | | <u>10'596'014.32</u> | <u>12'033'562.37</u> |

Compte d'exploitation au 31 décembre 2009

PRODUITS D'EXPLOITATION

| <u>Produits d'exploitation</u> | <u>Renvol</u> | <u>Budget 2009</u> | <u>Comptes 2009</u> | <u>Comptes 2008</u> |
|--|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Revenus de la formation scolaire spéciale | | 940'248.25 | 1'589'631.46 | 953'288.70 |
| Contributions personnes handicapées | | 3'585'538.00 | 3'659'996.85 | 3'434'275.50 |
| Rev. des prestations aux pers. handicapées | | 2'600.00 | 8'072.10 | 9'570.00 |
| Revenus de la fabrication | | 256'500.00 | 250'878.00 | 258'752.70 |
| Revenus locations | | 0.00 | 493.10 | 546.25 |
| Rev. prestations au personnel et à des tiers | | 134'575.00 | 175'116.05 | 158'517.50 |
| Total des produits d'exploitation | 4.1. | 4'919'461.25 | 5'684'187.56 | 4'814'950.65 |
| Contributions & subventions | | | | |
| Subvention Cantonale | 4.2. | 13'138'832.53 | 14'141'097.00 | 13'452'616.00 |
| Produits différés sur subv. d'investissement | 3.14. | 0.00 | 11'834.05 | 1'400.70 |
| Subvention Fédérale (OFAS) | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Subvention non monétaire | 4.2. | 0.00 | 29'788.00 | 30'544.00 |
| Dons non affectés | | 2'500.00 | 4'713.00 | 4'262.10 |
| Total des contributions & subventions | | 13'141'332.53 | 14'187'432.05 | 13'468'822.80 |
| Total des produits | | 18'060'793.78 | 19'871'619.61 | 18'303'773.45 |

CHARGES D'EXPLOITATION

| <u>Charges de personnel</u> | <u>Renvol</u> | <u>Budget 2009</u> | <u>Comptes 2009</u> | <u>Comptes 2008</u> |
|--|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Salaires enseignants | | 2'611'153.51 | 2'794'109.50 | 2'478'515.00 |
| Salaires éducateurs | | 3'591'182.53 | 3'993'312.42 | 3'822'763.00 |
| Salaires thérapeutes | | 785'298.06 | 716'917.90 | 698'892.05 |
| Salaires direction du home et administration | | 2'126'117.38 | 2'266'123.85 | 2'122'969.50 |
| Salaires économat et services de maison | | 910'033.17 | 790'341.59 | 857'511.65 |
| Salaires personnel technique et maintenance | | 207'422.59 | 275'180.30 | 205'517.90 |
| Salaires éducateurs ateliers | | 2'361'436.35 | 2'681'241.75 | 2'200'920.55 |
| Charges sociales | | 1'884'671.78 | 2'100'643.65 | 1'882'636.76 |
| Autres charges de personnel | | 313'852.87 | 229'017.40 | 219'411.65 |
| Honoraires pour prestations de tiers | | 44'000.00 | 75'511.91 | 57'747.48 |
| Total des charges de personnel | 4.3. | 14'835'168.24 | 15'922'400.27 | 14'546'885.54 |

Rapport de gestion

7

CHARGES D'EXPLOITATION (SUITE)

| Dépenses générales | Renvoi | Budget 2009 | Comptes 2009 | Comptes 2008 |
|--|---------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Besoins médicaux | | 64'930.00 | 67'660.28 | 56'873.40 |
| Alimentation | | 508'602.40 | 490'616.10 | 479'403.15 |
| Entretien & travaux ménagers | | 297'921.03 | 363'447.33 | 284'449.43 |
| Entretien & réparation des actifs | | 248'500.00 | 810'523.61 | 260'411.17 |
| Loyer & location | | 726'248.40 | 812'415.90 | 728'832.55 |
| Autres frais d'utilisation des investissements | | 29'000.00 | 101'308.55 | 43'745.85 |
| Eau & énergie | | 191'571.00 | 203'666.58 | 176'945.25 |
| Ecole & formation | | 140'600.00 | 151'879.34 | 140'851.77 |
| Frais de bureau & d'administration | | 369'490.00 | 450'869.38 | 363'126.24 |
| Outilage & matériel pour ateliers | | 145'950.00 | 167'433.41 | 147'692.78 |
| Primes d'assurances | | 40'686.21 | 43'593.78 | 42'845.92 |
| Transports & charges pour pers. handicapées | | 1'075'840.00 | 1'134'196.20 | 957'812.93 |
| Autres charges d'exploitation | | 113'612.00 | 172'484.07 | 128'917.84 |
| Total des dépenses générales | 4.4. | 3'952'951.04 | 4'970'094.53 | 3'811'908.28 |
| Autres charges d'exploitation | Renvoi | Budget 2009 | Comptes 2009 | Comptes 2008 |
| Dissolution des provisions & réserves | | 0.00 | (34'014.34) | (471'995.15) |
| Dotations aux provisions & réserves | | 37'000.00 | 62'694.17 | 89'264.20 |
| Pertes sur débiteurs | | 14'000.00 | 300.00 | 8'106.20 |
| Amortissements | | 225'000.00 | 307'595.49 | 228'886.01 |
| Total des autres charges d'exploitation | 4.5. | 276'000.00 | 336'575.32 | (145'738.74) |
| Total des charges d'exploitation | | 19'064'119.28 | 21'229'070.12 | 18'213'055.08 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (1'003'325.50) | (1'357'450.51) | 907'18.37 |

PRODUITS & CHARGES FINANCIERS

| Produits & charges financiers | Renvoi | Budget 2009 | Comptes 2009 | Comptes 2008 |
|--|---------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| Produits des intérêts bancaires & postaux | | 20'000.00 | 16'373.01 | 86'455.06 |
| Intérêts hypothécaires et emprunt long terme | | (2'750.00) | 0.00 | (72'687.40) |
| Intérêts et frais bancaires & postaux | | 0.00 | (7'996.94) | (2'417.45) |
| RESULTAT FINANCIER | 4.6. | 17'250.00 | 8'376.07 | 11'350.21 |

Rapport de gestion

8

PRODUITS & CHARGES HORS EXPLOITATION

| <u>Produits hors exploitation</u> | <u>Renvoi</u> | <u>Budget 2009</u> | <u>Comptes 2009</u> | <u>Comptes 2008</u> |
|---|---------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| Produits sur exercices antérieurs | | 750.00 | 104'598.57 | 59'983.84 |
| Autres produits hors exploitation | | 700.00 | 299.40 | 23'391.50 |
| Total des produits hors exploitation | | 1'450.00 | 104'897.97 | 83'375.34 |
| Charges hors exploitation | | | | |
| Charges sur exercices antérieurs | | 8'400.00 | 50'407.87 | 36'626.83 |
| Autres charges hors exploitation | | 0.00 | 330.86 | 0.00 |
| Total des charges hors exploitation | | 8'400.00 | 50'738.73 | 36'626.83 |
| RESULTAT HORS EXPLOITATION | | (6'950.00) | 54'159.24 | 46'748.51 |

PRODUITS & CHARGES DES FONDS

| <u>Produits des fonds</u> | <u>Renvoi</u> | <u>Budget 2009</u> | <u>Comptes 2009</u> | <u>Comptes 2008</u> |
|---|---------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Dons et fonds affectés | | 0.00 | 246'225.00 | 344'662.10 |
| Bénéfices de manifestations | | 0.00 | 44'480.60 | 49'849.35 |
| Dissolution de fonds | | 0.00 | 406'196.08 | 56'467.40 |
| Total des produits des fonds | | 0.00 | 696'901.68 | 450'978.85 |
| Charges des fonds | | | | |
| Attribution dons et fonds affectés | | 0.00 | 246'225.00 | 344'662.10 |
| Attribution de recettes de manifestations | | 0.00 | 44'480.60 | 53'487.25 |
| Utilisation fonds | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total des charges des fonds | | 0.00 | 290'705.60 | 398'149.35 |
| RESULTAT DES FONDS | 4.5. | 0.00 | 406'196.08 | 52'829.50 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | | |
| (avant répartition) | 4.6. | (993'025.50) | (888'719.12) | 201'646.59 |
| Répartition de la part revenant aux subventionneurs | | | (147'734.07) | 147'734.07 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | | | |
| (après répartition) | | (993'025.50) | (740'985.05) | 53'912.52 |

Rapport de gestion

9

Tableau de financement au 31 décembre 2009

| | 2009 CHF | 2008 CHF |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Résultat de l'exercice (avant répartition) | 888'719.12 | 201'646.59 |
| Amortissement sur immobilisations | 307'595.49 | 228'886.01 |
| Dissolution des provisions & réserves | (34'014.34) | (471'995.15) |
| Dotations aux provisions & réserves | 62'694.17 | 89'264.20 |
| Produits différés sur subventions d'investissement | (11'834.05) | (11'400.70) |
| Dotations aux fonds affectés | 548'737.60 | 398'149.35 |
| Dissolution des fonds affectés | (590'238.39) | (12'251.81) |
| Utilisation des fonds affectés déjà investis | (70'989.69) | (44'215.59) |
| Cash flow | (676'768.33) | 388'082.90 |
| Variation des débiteurs | (510'009.85) | (3'854.86) |
| Variation des autres débiteurs | 22'419.64 | (42'859.98) |
| Variation des impôts anticipé | (8'643.70) | (28'559.76) |
| Variation des subventions à recevoir | (6'666.00) | 5'617'271.66 |
| Variation du compte de régularisation actif | 14'377.38 | (246'876.48) |
| Variation des fournisseurs | (338'539.45) | 523'165.07 |
| Variation du compte de régularisation passif | (199'738.83) | 167'013.20 |
| Reclassification de la variation des fonds affectés | 112'490.48 | (372'953.68) |
| Reclassification des intérêts sur dettes à courte terme et emprunts hypothécaires | 0.00 | 72'687.40 |
| I Flux de fonds relatifs à l'exploitation | (1'591'078.66) | 6'073'115.47 |
| <i>Investissements dans les immobilisations:</i> | | |
| Variation des immobilisations financières | (41'821.75) | (7'942.00) |
| Variation des immeubles, équipements et installations | (419'552.15) | (672'227.17) |
| Variation des immobilisations affectées | 373'728.64 | (553'892.25) |
| II Flux de fonds relatifs aux investissements | (87'645.26) | (1'234'061.42) |
| Variation des dettes à court terme | 0.00 | (68'000.00) |
| Variation des emprunts hypothécaires | 0.00 | (2'602'500.00) |
| Intérêts sur dettes à courte terme et emprunts hypothécaires | 0.00 | (72'687.40) |
| Variation des subventions d'investissement | 77'460.10 | 76'527.00 |
| Variation des fonds affectés | (112'490.48) | 372'953.68 |
| III Flux de fonds relatifs aux opérations financières | (35'030.38) | (2'293'706.72) |
| Total des flux de fonds (I+II+III) | (1'713'754.30) | 2'545'347.33 |
| Liquidités en début d'exercice | 4'147'602.99 | 1'602'255.66 |
| Liquidités en fin d'exercice | 2'433'848.69 | 4'147'602.99 |
| Variation des liquidités en cours d'exercice | (1'713'754.30) | 2'545'347.33 |

Tableau de variation des Fonds Propres au 31 décembre 2009

| | Au 31.12.2008 | Dotation (externes) | Ajustements | Transferts de fonds internes | Utilisation (externe) | Au 31.12.2009 |
|--|---------------------|------------------------|-------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------|
| Tableau de variation des Fonds propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | | | | | | |
| Capital de dotation | 829'753.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 829'753.71 |
| Fonds d'investissement | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Part de subvention non dépensée | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 53'912.52 | 0.00 | 53'912.52 |
| Résultats exercice 2007 et antérieurs | 7'494'791.96 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 7'494'791.96 |
| Résultat de l'exercice | 53'912.52 | (740'985.05) | 0.00 | (53'912.52) | 0.00 | (740'985.05) |
| Financement propre | 8'378'458.19 | (740'985.05) | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 7'637'473.14 |

| | Au 31.12.2007 | Dotation (externes) | Ajustements | Transferts de fonds internes | Utilisation (externe) | Au 31.12.2008 |
|--|---------------------|------------------------|------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------|
| Tableau de variation des Fonds propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 | | | | | | |
| Capital de dotation | 876'004.41 | 0.00 | 0.00 | (46'250.70) | 0.00 | 829'753.71 |
| Fonds d'investissement | 2'383.25 | 0.00 | 0.00 | (2'383.25) | 0.00 | 0.00 |
| Part de subvention non dépensée | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Résultats exercice 2007 et antérieurs | 6'194'271.85 | 0.00 | 87'440.08 | 1'213'080.03 | 0.00 | 7'494'791.96 |
| Résultat de l'exercice | 1'164'446.08 | 53'912.52 | 0.00 | (1'164'446.08) | 0.00 | 53'912.52 |
| Financement propre | 8'237'105.59 | 53'912.52 | 87'440.08 | 0.00 | 0.00 | 8'378'458.19 |

Pour les moyens provenant des fonds affectés, voir la note 3.15 page 27. Pour la variation des provisions, voir la note 3.11 page 24.

Annexe 2009

1. Principes d'évaluation et de présentation des comptes 2009

1.1. Principes légaux et organisationnels

1.1.1. But et organisation de la Fondation Ensemble

La Fondation Ensemble a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation. Elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes.

Pour atteindre ses objectifs et en fonction de ses besoins, la Fondation Ensemble gère, avec l'appui de son siège administratif, cinq structures distinctes qui offrent des prestations de la petite enfance à l'âge adulte.

1.1.2. Forme juridique et siège social

Sous la dénomination « Fondation Ensemble, en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle » (ci-après Fondation Ensemble) une fondation de droit privé a été constituée le 20 janvier 1986 dont le siège social est à la route des Jeunes 9 à Genève.

La Fondation Ensemble est inscrite au Registre du Commerce sous le numéro CH-660-0068986-6 depuis le 31 janvier 1986.

La Fondation Ensemble est inscrite dans le registre du Service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance du canton de Genève sous le n° 1446.

1.1.3. Organe de révision

Depuis l'exercice 2008, le Conseil de Fondation a mandaté l'organe de révision *Berney et Associés SA Société Fiduciaire* enregistrée sous le numéro CH-660-066993-1 au Registre du Commerce pour la vérification des comptes de la Fondation Ensemble.

Adresse de correspondance : Berney & Associés SA
Rue du Nant, 8
1207 Genève

Cet organe est indépendant de la Fondation Ensemble et agréé en qualité d'expert-réviseur au sens de la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs.

Rapport de gestion

12

1.1.4. Organes dirigeants, durée de leur fonction et rémunérations

Liste des personnes composant le Conseil de Fondation

| | |
|-------------------------------------|--|
| RAKOTOARIMANANA Georges, Genève | Président du Conseil de Fondation |
| BRUCKNER Jean-Claude, Genève | Vice-président (a quitté sa fonction de vice-président au cours de l'année 2009) |
| GRAND Philippe, Genève | Vice-président (a quitté ses fonctions de membre et de vice-président le 31.12.2009) |
| BOHLER Eric, Vernier | Membre |
| BONVALLAT Françoise Romaine, Genève | Membre |
| BRETTON-CHEVALIER Claude, Veyrier | Membre |
| CHATELANAT Gisela, Jussy | Membre |
| CINTER Françoise, Vandoeuvres | Membre |
| DETTWILER Pierre-André, Genève | Membre |
| GRIVEL Pascale, Genève | Membre |
| MOREROD Etienne, Burtigny | Membre |
| OBERSON Anne-Marie, Lancy | Membre |
| RIATSCH Davide, Vernier | Vice-président (fonction prise en 2009) |
| STUDER Christian, Genève | Membre |
| THOREL Marie-Louise, Vernier | Membre |
| LAEDERACH Jérôme, Versoix | Membre et directeur de la Fondation |

Liste des personnes composant le Bureau du Conseil de Fondation

| | |
|-------------------------|---|
| RAKOTOARIMANANA Georges | Président du Conseil de Fondation |
| RIATSCH Davide, Vernier | Vice-président (fonction prise en 2009) |
| LAEDERACH Jérôme | Membre et directeur de la Fondation |

Liste des personnes composant la Commission Finances

| | |
|----------------------|--|
| BRUCKNER Jean-Claude | Président de la Commission (a quitté sa fonction de membre et de président de la Commission au cours de l'exercice 2009) |
| GRAND Philippe | Membre de la Commission (a quitté sa fonction de membre de la Commission le 31.12.2009) |
| LAEDERACH Jérôme | Membre et directeur de la Fondation |
| CUCHELET David | Responsable finances de la Fondation |

Liste des personnes composant la direction de la Fondation Ensemble

| | |
|------------------|---|
| LAEDERACH Jérôme | Directeur de la Fondation Ensemble |
| VILLARRUBIA Olga | Directrice du Jardin d'Enfants Ensemble |
| BLUNIER Daniel | Directeur de l'Ecole La Petite Arche |
| BERNARD Cédric | Directeur de L'Atelier |
| HINNEN Daniel | Directeur de Claire Fontaine |
| GIROUD Vincent | Directeur de L'Essarde |

Rémunération du Conseil de Fondation, du Bureau et de la Commission Finances

Des indemnités de CHF **10'367.50** ont été versées en 2009 (en 2008 : CHF 0.00) aux membres du Conseil de Fondation, du Bureau ou de la Commission Finances pour leurs participations à des commissions et des groupes de travaux.

Rémunération de la direction et des cadres dirigeants

La rémunération de la direction (directeur de la Fondation Ensemble) et des cadres dirigeants (directrice et directeurs des cinq institutions) se monte pour l'année 2009 à CHF **820'235.85** (en 2008 : CHF 779'907.30).

1.1.5. Organe chargé de la tenue de la comptabilité

Le siège administratif de la Fondation Ensemble assure la tenue de la comptabilité et de l'établissement des états financiers.

Adresse de correspondance : Fondation Ensemble
Route des Jeunes 9
Case postale 1050
1211 Genève 26

1.1.6. Personnes habilitées à signer et mode de signature

| | |
|---------------------------------|-------------------------------------|
| RAKOTOARIMANANA Georges, Genève | Président du Conseil de Fondation |
| BRUCKNER Jean-Claude, Genève | Vice-président |
| GRAND Philippe, Genève | Vice-président |
| LAEDERACH Jérôme, Versoix | Membre et directeur de la Fondation |

Toutes les signatures sont collectives à deux. En raison des modifications intervenues dans la composition du Conseil de Fondation au cours de l'année 2009, les autorisations de signature sont en cours de changement.

1.1.7. Statut fiscal

La Fondation Ensemble est exonérée des impôts cantonaux, communaux et fédéraux sur le revenu et la fortune pour une durée indéterminée selon l'Arrêté du Conseil d'Etat du 23 juillet 1986.

1.2. Documents de référence

La comptabilité, le bilan et les principes d'évaluation de la Fondation Ensemble sont établis conformément aux documents et directives suivants :

- Statuts de la Fondation Ensemble,
- Code Civil Suisse et Code des Obligations,
- Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève (LGAF),
- Loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques (LSGAF),
- Loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF),

- f) Règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF),
- g) Loi sur l'intégration des personnes handicapées et son règlement d'application (LIPH et RIPH),
- h) Swiss GAAP RPC,
- i) Directive transversale « Traitement des bénéficiaires et des pertes des entités subventionnées »,
- j) Directive transversale « Présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et des autres entités para-étatiques »,
- k) Directive transversale « Subventions non monétaires »,
- l) Directive de bouclage 2009 et ses compléments du Département de la solidarité et de l'emploi pour les entités dont la subvention annuelle est supérieure à CHF 200'000.

Les états financiers, qui se composent du bilan, du compte d'exploitation, du tableau de financement, du tableau de variation des fonds propres et de l'annexe, donnent une image fidèle de la situation financière. Dans les états financiers, figure la comparaison avec le précédent exercice et avec les montants budgétisés de l'exercice. Les états financiers et le budget sont établis selon les mêmes conventions comptables.

Les états financiers sont établis sur la base de la délimitation périodique (comptabilité d'engagement).

1.3. Liquidités, dettes bancaires et hypothécaires

Les liquidités sont portées au bilan à leur valeur nominale. Les dettes bancaires et hypothécaires figurent pour leur montant dû en capital et en intérêts.

1.4. Débiteurs-pensionnaires, assurances et assimilés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale sur la base des prestations réalisées à la date de clôture.

1.5. Comptes de régularisation actif et passif

Les postes transitoires sont déterminés en fonction du principe de la délimitation des charges et des produits sur l'exercice concerné. Les montants des comptes de régularisation actif et passif sont globaux, le détail figure en annexe.

1.6. Actif immobilisé et mobilisé

Le parc immobilier de la Fondation Ensemble est composé de plusieurs bâtiments en nom. Ils sont évalués selon la méthode des coûts historiques.

Depuis 2002, les actifs immobilisés sont comptabilisés au coût d'acquisition et les amortissements sont enregistrés selon la méthode indirecte dans les fonds d'amortissement. Ils sont amortis linéairement sur la base de la durée de vie estimée des actifs immobilisés. Les actifs mobilisés sont comptabilisés au coût d'acquisition et les amortissements sont enregistrés selon la méthode indirecte dans les fonds d'amortissement.

Rapport de gestion 15

Les actifs mobilisés comprennent du mobilier et du matériel pour l'équipement des institutions. Ils sont amortis linéairement sur la base de la durée de vie estimée des actifs mobilisés.

Le bilan indique les valeurs nettes, c'est-à-dire les valeurs brutes déductions faites des dépréciations et des amortissements. Les dépréciations et les amortissements sont expliqués dans l'annexe.

Depuis 2009, la méthode dite des « produits différés » est appliquée sur les subventions d'investissement (immobilier et équipements de longue durée).

Le seuil d'activation d'un actif corporel, ou d'un lot de même nature mais de valeur unitaire inférieure, s'élève à CHF 3'000.00.

Un inventaire physique tournant est effectué au moins une fois par année par chaque institution pour contrôler l'inventaire.

Tableau I – Inventorisation

| Institution | Date / période d'inventorisation |
|---------------------------|----------------------------------|
| Jardin d'Enfants Ensemble | Octobre 2009 |
| Ecole La Petite Arche | Novembre 2009 |
| L'Atelier | Novembre 2009 |
| Claire Fontaine | Novembre 2009 |
| L'Essarde | Octobre 2009 |
| Siège administratif | Décembre 2009 |

1.7. Fournisseurs et créanciers divers

Les dettes sont portées au bilan à leur valeur nominale. La comptabilisation implique l'enregistrement des factures correspondant à des livraisons ou à des prestations réalisées à la date de clôture.

1.8. Analyse sectorielle

La totalité de l'activité est exercée sur le canton de Genève. Des comptes distincts par institution sont tenus pour le compte d'exploitation.

Pour plus de précisions sur la répartition sectorielle des produits et des charges d'exploitation 2009, se reporter à la section 5.10, page 48.

1.9. Risques

Les provisions enregistrées au 31 décembre sont suffisantes pour couvrir les risques connus à cette date.

Pour plus de précisions sur l'évaluation des risques, se reporter à la section 5.7, page 45.

2. Gestion et placement de la fortune

La fortune de la Fondation Ensemble est administrée de manière prudente et utilisée conformément au but de la Fondation.

2.1. Capital de dotation (date de libération)

Capital libéré le 21 janvier 1986 par l'apport des actifs et passifs des institutions de La Petite Enfance (Jardin d'Enfants Ensemble), de La Petite Arche, de Claire Fontaine, de L'Essarde et de l'English Language Special Education Association (ELSEA) pour le montant de CHF 829'753.71.

2.2. Fortune de la Fondation (composition et évolution)

Tableau II – Fortune de la Fondation Ensemble

| Catégories de placements | 31.12.2009 | % | 31.12.2008 | % | Limites OPP 2 |
|-----------------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| | CHF | Fortune | CHF | Fortune | |
| Espèces | 2'433'849 | 30.52% | 4'147'603 | 49.39% | 100.00% |
| Créances débiteur | 1'296'295 | 16.26% | 801'071 | 9.54% | 100.00% |
| Créances sur subventions | 248'630 | 3.12% | 241'964 | 2.88% | 100.00% |
| Immeubles et installations | 3'830'369 | 48.03% | 3'083'602 | 36.72% | 50.00% |
| Immobilisations financières | 165'246 | 2.07% | 123'424 | 1.47% | 75.00% |
| Total | 7'974'388 | 100.00% | 8'397'664 | 100.00% | |

2.3. Placement des excédents de trésorerie

La Fondation Ensemble place ses excédents de trésorerie sur des comptes à terme. Le compte à terme est une formule par laquelle la Fondation demande à sa banque de bloquer une certaine somme pour un certain temps, moyennant rémunération. Les dépôts à termes les plus utilisés par la Fondation étaient les placements à préavis :

- 48 heures (les sommes peuvent être débloquées après 48 heures),
- 1 mois (les sommes sont débloquées au terme d'un mois),
- 3 mois (les sommes sont débloquées au terme de trois mois).

Le risque de placement de ces dépôts à terme est fortement limité. Toutefois, le risque de défaut de contrepartie ne peut pas être totalement écarté.

La Fondation Ensemble dispose de plusieurs comptes à son nom auprès de la Banque Cantonale de Genève (ci-après BCGe) et depuis la mise en place de la « Convention argent » entre l'Etat de Genève et la Fondation Ensemble portant sur l'optimisation de la gestion de la trésorerie (se reporter également à la section 5.5, page 44 pour plus de détails sur la Caisse centralisée), la direction de la trésorerie générale de l'Etat a créé, dans la Caisse centralisée, un compte « vostro » au nom de la Fondation Ensemble.

Rapport de gestion

17

Les soldes de liquidités disponibles sur les comptes bancaires dont la Fondation Ensemble est titulaire et qui sont en lien avec l'activité de fonctionnement, sont virés périodiquement et automatiquement sur le compte vostro par la BCGe.

| Trésorerie | 2009 | 2008 |
|----------------------|---------------------|-------------------|
| Compte Vostro | 1'601'895.58 | 0.00 |
| Comptes bancaires | 198'681.66 | 832'003.77 |
| Total Banques | 1'800'577.24 | 832'003.77 |

2.4. Surendettement

Sur la base de son bilan au 31 décembre 2009, la Fondation Ensemble n'est pas surendettée au sens de l'article 725 al. 2 du Code des Obligations Suisse et n'est dès lors pas soumise aux dispositions de l'article 84a du Code Civil suisse.

3. Explications des rubriques du bilan

3.1. Avoirs réalisables à court terme

Les avoirs réalisables à court terme sont composés de comptes à terme à préavis 48 heures et 3 mois. Au 31 décembre 2009, la Fondation Ensemble ne dispose plus de comptes à terme.

3.2. Débiteurs usagers et provision pour risques sur débiteurs

La personne bénéficiant des prestations de la Fondation Ensemble reçoit une facture avec un délai de paiement allant jusqu'à 30 jours. Certaines situations se révèlent financièrement difficiles voire litigieuses et nécessitent la constitution de provisions pour risques de pertes sur débiteurs. Ces provisions sont déterminées pour chaque débiteur individuellement et sur la base des risques connus à la date de l'établissement des comptes. Seules les créances qui sont jugées irrécouvrables sur la base d'éléments objectifs sont provisionnées à 100%.

Le tableau suivant fait état de la variation des provisions pour risques débiteurs (risque de non encaissement des postes débiteurs ouverts au 31 décembre).

Tableau III – Débiteurs usagers et provision pour risques sur débiteurs

| | |
|--|---------------------|
| Valeur brute des créances au 31.12.2009 | 1'344'907.19 |
| Montant des provisions | |
| Situation au 01.01.2009 | 121'205.20 |
| Dotations aux provisions | 10'813.80 |
| Reprises de provisions | (18'447.75) |
| Situation au 31.12.2009 | 113'571.25 |
| Valeur comptable nette au 31.12.2009 | 1'231'335.94 |
| Valeur brute des créances au 31.12.2008 | 834'897.34 |
| Montant des provisions | |
| Situation au 01.01.2008 | 147'477.00 |
| Dotations aux provisions | 8'297.95 |
| Reprises de provisions | (34'569.75) |
| Situation au 31.12.2008 | 121'205.20 |
| Valeur comptable nette au 31.12.2008 | 713'692.14 |

Conformément aux normes Swiss GAAP RPC, le poste « Provision pour risques sur débiteurs » est classé à l'actif du bilan en déduction du poste « Débiteurs usagers ».

3.3. Subventions à recevoir

Le montant de CHF 248'630.00 correspond aux subventions attendues pour :

- Les octrois de subventions d'investissement :
 - o de la part du DIP pour les investissements 2008 : CHF 24'307.00
 - o de la part du DIP pour les investissements 2009 : CHF 74'323.00
- Solde de CHF 150'000.00 dans le paiement de l'indemnité financière de décembre 2009 versé par le DSE.

Les montants à recevoir au 31 décembre 2008 ont été intégralement reçus dans le courant du mois de février 2009.

3.4. Stocks

La Fondation Ensemble assure des prestations de prise en charge de personne avec une déficience intellectuelle. Elle n'a donc pas de vocation commerciale nécessitant la valorisation de stock de biens intervenant dans le cycle d'exploitation. Cependant, le succès grandissant d'ateliers ouverts sur l'extérieur et ayant pour objectif l'intégration de personnes handicapées dans le tissu économique genevois, amène la Fondation Ensemble à développer ces projets dont l'activité économique devient significative. La question de la valorisation des stocks présents dans ces ateliers d'occupation sera de nouveau étudiée au cours de l'exercice 2010.

3.5. Compte de régularisation actif

Tableau IV – Compte de régularisation actif

| Actif de régularisation | 2009 | 2008 |
|-------------------------|-------------------|-------------------|
| Charges payées d'avance | 183'750.60 | 3'508.80 |
| Produits à recevoir | 76'084.39 | 258'731.85 |
| Divers | 221.48 | 12'193.20 |
| Total | 260'056.47 | 274'433.85 |

Parmi les charges payées d'avance en 2009 figurent CHF 161'627.70 (en 2008 : CHF 0.00) concernant des acomptes sur les contrats de prévoyance professionnelle et parmi les produits à recevoir figurent CHF 73'314.84 (en 2008 : CHF 247'575.75) concernant des factures en attente de décision du Secrétariat à la formation scolaire spéciale (SFSS).

3.6. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées de titres et de dépôts de garantie :

Tableau V – Titres et dépôts de garantie

| Titres et dépôts de garantie | 2009 | 2008 |
|---|-------------------|-------------------|
| Garantie loyers | 124'245.50 | 82'423.75 |
| Parts sociales (Société coop. d'hab. de Sauvigny) | 41'000.00 | 41'000.00 |
| Total des titres et dépôts de garantie | 165'245.50 | 123'423.75 |

Les parts sociales de la Société Coopérative d'Habitation de Sauvigny sont estimées à leur coût d'acquisition (lors de la souscription de ces parts sociales).

De nouvelles garanties de loyers ont été prises en 2009 pour de nouveaux appartements pour Claire Fontaine et L'Essarde et une nouvelle arcade pour L'Atelier.

3.7. Immobilisations corporelles

Durant l'exercice 2006, une liste comptable des immobilisations a été établie de manière à préparer un inventaire physique. Cet inventaire physique a été effectué en décembre 2007. Depuis, la mise à jour de l'inventaire se fait sur le principe de l'inventaire tournant essentiellement en période de fin d'année.

Les amortissements sont comptabilisés selon la méthode indirecte. Les taux d'amortissement s'élèvent selon le règlement sur les taux et les catégories d'amortissement de l'Etat de Genève (D 1 05.03) à :

- 2% pour les immeubles,
- 5% pour les installations fixes,
- 10% pour les équipements de longue durée,
- 10% pour les véhicules utilitaires ou adaptés,
- 20% pour les machines de bureau,
- 20% pour les véhicules légers,
- 33% pour la literie et la vaisselle,
- 33% pour le matériel informatique.

Le détail des valeurs brutes et nettes comptables, ainsi que les amortissements sont indiqués dans le *Tableau VI – Tableau des immobilisations* (page 21).

Les équipements et mobiliers sont assurés contre l'incendie, les dégâts naturels et les dégâts d'eau pour un montant total de CHF **4'240'000.00** (en 2008 : CHF 4'270'000.00). La valeur totale d'assurance incendie et dégâts d'eau des immeubles s'élève à CHF **11'021'300.00** (en 2008 : CHF 10'620'700.00).

Tableau VI – Tableau des immobilisations

Immobilisations Corporelles 2009

| | Immeubles et travaux | Installations fixes | Eqpts de longue durée | Véhicules adaptés | Machines de bureau | Véhicules légers | Literte et vaisselle | Matériel Informatique | Total |
|---|----------------------|---------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|------------------|----------------------|-----------------------|----------------|
| Valeur comptable nette au 1er janvier 2009 | 3'633'224.88 | 205'841.38 | 659'776.28 | 187'509.22 | 109'419.60 | 3.00 | 3'624.30 | 0.00 | 4'798'398.66 |
| Valeur brute d'acquisition | | | | | | | | | |
| Situation au 01.01.2009 | 4'337'011.44 | 324'820.74 | 1'443'345.08 | 224'869.88 | 265'267.13 | 174'19.00 | 8'420.77 | 0.00 | 6'621'154.14 |
| Entrées | 58'621.00 | 40'525.60 | 320'408.55 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 419'555.15 |
| Sorties | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | (3.00) | 0.00 | 0.00 | (3.00) |
| Situation au 31.12.2009 | 4'395'632.44 | 365'346.34 | 1'763'753.63 | 224'869.88 | 265'267.13 | 174'16.00 | 8'420.77 | 0.00 | 7'040'706.29 |
| Amortissements cumulés | | | | | | | | | |
| Situation au 01.01.2009 | (703'786.56) | (118'979.36) | (783'568.80) | (37'360.76) | (155'847.53) | (174'16.00) | (4'796.47) | 0.00 | (1'821'755.48) |
| Amortissements | (88'780.35) | (19'063.55) | (146'910.89) | (22'562.55) | (28'557.05) | 0.00 | (2'021.10) | 0.00 | (307'595.49) |
| Sorties | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Situation au 31.12.2009 | (792'566.91) | (138'042.91) | (930'479.69) | (59'923.31) | (184'404.58) | (174'16.00) | (6'817.57) | 0.00 | (2'129'350.97) |
| Valeur comptable nette au 31 décembre 2009 | 3'603'065.53 | 227'303.43 | 833'273.94 | 164'946.67 | 80'862.55 | 0.00 | 1'603.20 | 0.00 | 4'911'355.32 |

Fondation Ensemble en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle, Genève

Immobilisations Corporelles 2008

| | Immeubles et travaux | Installations fixes | Eqpts de longue durée | Véhicules adaptés | Machines de bureau | Véhicules légers | Literie et vaisselle | Matériel informatique | Total |
|---|-------------------------|------------------------|--------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------|----------------|
| Valeur comptable nette au 1er janvier 2008 | 2714'668.49 | 219'390.94 | 374'902.70 | 66'669.33 | 72'134.68 | 3.00 | 5'645.40 | 0.00 | 3'453'414.54 |
| Valeur brute d'acquisition | | | | | | | | | |
| Situation au 01.01.2008 | 3'165'004.58 | 317'826.74 | 981'109.74 | 87'206.53 | 207'787.23 | 17'419.00 | 8'420.77 | 0.00 | 4'784'774.59 |
| Entrées | 140'375.68 | 6'994.00 | 329'714.14 | 137'663.45 | 57'479.90 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 672'227.17 |
| Retraitement d'actif (*) | 1'031'631.18 | 0.00 | 132'521.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 1'164'152.38 |
| Sorties | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Situation au 31.12.2008 | 4'337'011.44 | 324'820.74 | 1'443'345.08 | 224'869.98 | 265'267.13 | 17'419.00 | 8'420.77 | 0.00 | 6'821'154.14 |
| Amortissements cumulés | | | | | | | | | |
| Situation au 01.01.2008 | (450'336.09) | (98'435.80) | (606'207.04) | (20'537.20) | (135'652.55) | (17'416.00) | (2'775.37) | 0.00 | (1'331'360.05) |
| Amortissements | (67'176.88) | (18'090.56) | (73'307.20) | (16'823.58) | (20'194.98) | 0.00 | (2'021.10) | 0.00 | (197'614.28) |
| Retraitement d'amortis. (**) | (186'273.59) | (2'453.00) | (104'054.56) | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | (292'781.15) |
| Sorties | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Situation au 31.12.2008 | (703'786.56) | (118'979.36) | (783'568.80) | (37'360.76) | (155'847.53) | (17'416.00) | (4'796.47) | 0.00 | (1'821'755.48) |
| Valeur comptable nette au 31 décembre 2008 | 3'633'224.88 | 205'841.38 | 659'776.28 | 187'509.22 | 109'419.60 | 3.00 | 3'624.30 | 0.00 | 4'799'398.66 |

(*) : Correction de valeur consécutive aux retraitements des subventions d'investissement et fonds affectés investis intervenus en 2009.

(**) : Correction d'amortissement consécutive aux retraitements des subventions d'investissement et fonds affectés investis intervenus en 2009.

Fondation Ensemble en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle, Genève

3.8. Actif immobilisé à affectation limitée

De manière à avoir la contrepartie financière des fonds affectés non investis présentés au passif du bilan, la Fondation Ensemble a ouvert un compte bancaire spécifique et sur lequel elle vire les différents dons qu'elle reçoit. Au 31 décembre 2009, le montant des liquidités issues des dons s'élève à CHF 1'221'459.96 (en 2008 : CHF 1'595'188.60) tandis que les fonds affectés non investis se montent à CHF 799'625.71 (en 2008 : CHF 987'454.60). La régularisation de l'écart entre les liquidités et ces fonds affectés intervient après la clôture d'exercice et la dissolution comptable des fonds affectés.

3.9. Dettes résultant d'achats ou de prestations

Les créances des principaux fournisseurs au 31 décembre 2009 se regroupent dans les catégories suivantes :

Tableau VII – Principales créances fournisseurs

| Fournisseurs | 2009 | 2008 |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| Charges sociales | 97'313.64 | 271'879.97 |
| Assurances | 137'708.30 | 131'402.02 |
| Alimentation | 35'504.00 | 35'304.40 |
| Nettoyages | 19'171.50 | 15'086.20 |
| Transports | 94'897.25 | 89'508.48 |
| Mobiliers | 0.00 | 29'582.80 |
| Equipements | 6'026.95 | 133'403.55 |
| Communications | 10'988.68 | 11'059.80 |
| Sécurité | 2'949.70 | 8'308.50 |
| Eau et énergie | 15'379.40 | 11'630.30 |
| Informatique | 13'380.05 | 0.00 |
| Fournisseurs divers | 153'685.86 | 188'378.76 |
| Total | 587'005.33 | 925'544.78 |

3.10. Dettes relatives aux subventions

La part du bénéfice restituable aux subventionneurs est comptabilisée dans les fonds étrangers dans le compte intitulé « *Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat* », la part que la Fondation Ensemble conserve est comptabilisée sous « *Résultat de l'exercice (après répartition)* » dans ses fonds propres au 31 décembre 2009, puis sera, l'année suivante, présentée dans le compte intitulé « *Part de subvention non dépensée* ».

En cas de perte, la part des subventionneurs est déduite de leur éventuelle créance, jusqu'à concurrence du solde disponible. La Fondation Ensemble assume le solde d'éventuelles pertes.

En vertu du principe de l'importance relative, la dette inscrite en fonds étrangers ne porte pas intérêt (*Arrêté du Conseil d'Etat relatif à la politique de l'Etat en matière de thésaurisation des subventions du 28 janvier 2009*).

Le tableau suivant porte sur la période couverte par le contrat de prestation 2008-2009 en vigueur et montre le cumul et la variation des résultats avant et après répartition.

Tableau VIII – Tableau de suivi des résultats avant et après répartition

| | Exercice 2008 | Exercice 2009 | Cumul |
|---------------------------------------|------------------|------------------|--------------|
| Résultat avant répartition | 201'646.59 | (888'719.12) | (687'072.53) |
| Part revenant à : | | | |
| - Confédération | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| - Canton | 147'734.07 | (147'734.07) | 0.00 |
| - Commune | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total (1) | 147'734.07 | (147'734.07) | 0.00 |
| Résultat après répartition (2) | 53'912.52 | (740'985.05) | (687'072.53) |

(1) soit le solde du compte "Part de la subvention non dépensée à restituer à l'échéance du contrat" figurant dans les fonds étrangers.

(2) soit le solde de la réserve "Part des subventions non dépensées" qui figurera dans les fonds propres 2009

3.11. Provisions pour risques et charges

Tableau IX – Provisions pour risques et charges

| | Provision Veilleurs | Provision LPP | Provision Litiges | Provision Salaires | Total des Provisions |
|----------------------------------|------------------------|------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------|
| Solde au 31 décembre 2007 | 311'737.90 | 93'992.00 | 34'575.45 | 0.00 | 440'305.35 |
| Dotations aux provisions | 10'000.00 | 0.00 | 0.00 | 70'966.25 | 80'966.25 |
| Reprises de provisions | (31'1737.90) | (93'992.00) | (34'575.45) | 0.00 | (440'305.35) |
| Solde au 31 décembre 2008 | 10'000.00 | 0.00 | 0.00 | 70'966.25 | 80'966.25 |
| Dotations aux provisions | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 51'880.37 | 51'880.37 |
| Reprises de provisions | (10'000.00) | 0.00 | 0.00 | (5'566.59) | (15'566.59) |
| Solde au 31 décembre 2009 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 117'280.03 | 117'280.03 |

Toutes les situations qui ont donné lieu à la constitution d'une provision pour veilles et gardes de nuit ont été solutionnées en 2009.

La provision « Salaires » tient compte de réajustement possible du statut de certains collaborateurs de la Fondation Ensemble, de rattrapage financier d'heures supplémentaires et de soldes vacances.

Il n'existe aucun litige en cours au 31 décembre 2009.

3.12. Compte de régularisation passif

Tableau X – Compte de régularisation passif

| Passif de régularisation | 2009 | 2008 |
|--------------------------|------------------|-------------------|
| Charges à payer | 28'275.15 | 219'197.99 |
| Produits reçus d'avance | 0.00 | 12'911.05 |
| Divers | 7'465.01 | 3'369.95 |
| Total | 35'740.16 | 235'478.99 |

3.13. Hypothèques

| Prêt hypothèque BCGe U 3245.04.21 pour L'Essarde | 2009 | 2008 |
|--|------|----------------|
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 1'159'000.00 |
| J. Amortissement ordinaire | 0.00 | 0.00 |
| J. Amortissement extraordinaire | 0.00 | (1'159'000.00) |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 |

| Prêt hypothèque BCGe E 3261.63.53 pour L'Essarde | 2009 | 2008 |
|--|------|----------------|
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 1'115'000.00 |
| J. Amortissement ordinaire | 0.00 | (17'000.00) |
| J. Amortissement extraordinaire | 0.00 | (1'098'000.00) |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 |

Prêt hypothécaire en premier rang grevant la parcelle 1556, feuille 3, Genthod (L'Essarde) : cédule hypothécaire en 1^{er} rang de CHF 3'000'000.00 remise en garantie du prêt.

Un amortissement extraordinaire de l'hypothèque U 3245.04.21 et de l'hypothèque E 3261.63.53 a été effectué le 30 septembre 2008. La cédule hypothécaire en 1^{er} rang de CHF 3'000'000.00 est désormais déposée dans un coffre.

| Prêt hypothèque BCGe U 3250.88.83 pour L'Atelier | 2009 | 2008 |
|--|------|--------------|
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 396'500.00 |
| J. Amortissement ordinaire | 0.00 | 0.00 |
| J. Amortissement extraordinaire | 0.00 | (396'500.00) |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 |

Prêt hypothécaire en premier rang grevant la parcelle 4229, Plan-les-Ouates (L'Atelier) :

1. cédule hypothécaire en 1^{er} rang de CHF 713'000.00 remise en garantie du prêt ;
2. cédule hypothécaire en 2^{ème} rang de CHF 107'000.00 déposée dans un coffre.

Un amortissement extraordinaire de l'hypothèque U 3250.88.83 a été effectué le 30 septembre 2008. La cédule hypothécaire en 1^{er} rang de CHF 713'000.00 est désormais déposée dans un coffre.

3.14. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement concernent le financement obtenu du canton pour l'acquisition et/ou la construction d'actifs immobilisés et sont comptabilisées initialement au passif à leur valeur nominale.

Conformément aux directives de bouclage 2009 pour les EPH la méthode dite des « produits différés » est appliquée sur les subventions d'investissement (immobilier et équipements de longue durée). Cette méthode consiste à reconnaître ces subventions d'investissements en produits dans le compte d'exploitation sur une base systématique et rationnelle en fonction de la durée d'utilité de l'actif concerné, c'est-à-dire selon la durée d'amortissement de cet actif.

Certaines subventions d'investissement peuvent être sujettes à une clause de restitution, notamment lorsque l'entité cesse son activité, change de destination, lorsque le nombre de places d'accueil se réduit de manière significative ou encore en cas de vente du bien ayant fait l'objet de la subvention. Dans ce cas un engagement conditionnel correspondant à la valeur de la subvention, déduction faite des amortissements calculés sur la durée de la clause de remboursement, est mentionné en annexe.

Conformément au nouvel article 24 alinéa 2 de la LIPH et la directive de bouclage 2009 du DSE du 17 novembre 2009, ce montant est réduit de 2% par année d'activité, soit sur 50 ans, pour les biens immobiliers et de 6.6%, soit sur 15 ans, pour les autres actifs immobilisés. Dans le cas d'un bien avec une durée de vie inférieure à 15 ans, par exemple 5 ans, l'amortissement de l'engagement conditionnel y relatif sera ajusté sur la durée de vie économique effective du bien concerné, à savoir un amortissement de 20% par an dans le cas de notre exemple. Au 31 décembre 2009, la clause de restitution se monte à CHF 140'752.35 (en 2008 : CHF 75'126.40).

La comptabilisation est effectuée de la manière suivante :

1) Les produits différés 2009 dans le compte d'exploitation 2009 :

Les subventions d'investissement sont mentionnées dans les capitaux étrangers pour CHF 140'752.35 qui correspondent aux subventions d'investissement de CHF 153'987.00 octroyées par le DIP et le DSE en 2009 au titre des acquisitions d'équipements réalisées en 2008 et en 2009 desquelles les produits différés ont été soustraits pour un montant total de CHF 13'234.65.

Tableau XI – Produits différés sur subventions d'investissement

| | Jardin d'Enfants Ensemble | Ecole La Petite Arche | L'Atelier | L'Essarde | Total |
|-------------------------|------------------------------|--------------------------|------------|------------|-------------|
| Situation au 01.01.2008 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Octrois de subvention | 5'185.00 | 2'511.00 | 16'611.00 | 52'220.00 | 76'527.00 |
| Produits différés | (264.58) | (104.63) | (823.02) | (208.37) | (1'400.60) |
| Situation au 31.12.2009 | 4'920.42 | 2'406.37 | 15'787.98 | 52'011.63 | 75'126.40 |
| Situation au 01.01.2009 | 4'920.42 | 2'406.37 | 15'787.98 | 52'011.63 | 75'126.40 |
| Octrois de subvention | 4'837.00 | 11'856.00 | 57'630.00 | 3'137.00 | 77'460.00 |
| Produits différés | (799.29) | (1'063.11) | (4'888.10) | (5'083.55) | (11'834.05) |
| Situation au 31.12.2009 | 8'958.13 | 13'199.26 | 66'529.88 | 50'065.08 | 140'752.35 |

2) Les produits différés 2008 dans le compte d'exploitation 2008 présenté en comparatif (application de la méthode rétrospective)

L'application de la méthode rétrospective a amené le retraitement :

- du montant des produits différés sur subvention d'investissement 2008,
- du résultat de l'exercice 2008 (sans modification de la clé de répartition),
- du montant de la subvention non dépensée à restituer à l'échéance du contrat 2008,
- du montant de la subvention d'investissement 2008.

3) Les produits différés au 1^{er} janvier 2008 :

La comptabilisation des subventions d'investissement selon les directives de l'OFAS se faisait selon la méthode directe. Seul le solde de l'actif subventionné était amorti selon la méthode indirecte. Effectuer le retraitement des produits différés comme s'ils avaient toujours été appliqués n'a ainsi aucune incidence sur les exercices antérieurs car cela reviendrait à constituer une charge d'amortissement supplémentaire équivalente aux produits différés sur la subvention d'investissement. Par conséquent, le « Résultat des exercices 2007 et antérieurs » reste inchangé.

Par ailleurs, le montant des subventions d'équipement reçu entre 2000 et 2007 s'élève à CHF 43'373.00 soit à peine plus de CHF 1'000.00 de subventions d'équipement par an et par institution. Représentant moins de 1% de la valeur des actifs nets et conformément au principe de l'importance relative, les subventions d'investissement antérieures à 2008 n'ont donc pas été retraitées.

3.15. Fonds avec affectation limitée

3.15.1. Règlement général des fonds

Le « Règlement des fonds affectés – Cadre général » régit la constitution et l'utilisation des fonds affectés dans le but d'assurer la répartition des soutiens financiers destinés à financer les projets de la Fondation Ensemble tout en respectant la volonté des partenaires financiers et donateurs.

Les fonds avec affectation limitée renseignent sur les disponibilités qui sont liées à un but clairement déterminé par le tiers. L'usage exclusif se détermine en fonction d'un projet particulier, d'un investissement particulier ou d'une institution particulière. Le seuil minimal de constitution préconisé est de CHF 1'000.00. L'utilisation du montant attribué se fait exclusivement dans le cadre pour lequel le soutien a été requis et affecté. Tout changement de destination doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable. Le soutien attribué devra être totalement ou partiellement restitué si le projet n'a pas été mené à son terme ou si le montant octroyé a été affecté à d'autres destinations sans autorisation préalable. Les fonds non dépensés doivent être retournés au donateur sauf s'il approuve la réaffectation de ce solde.

Chaque fonds affecté est associé à un ou plusieurs donateurs et à un ou plusieurs projets. La Fondation Ensemble établit les rapports descriptifs et financiers de l'utilisation des fonds affectés et les fait parvenir à qui de droit. Le but de ces rapports consiste à informer sur le respect de l'affectation et de l'utilisation des fonds reçus.

Depuis 2009, le Conseil de Fondation peut se déterminer sur l'affectation des dons à recevoir qui ne seraient pas attribués par le donateur à un projet spécifique. En sa séance du 3 décembre 2009, le

Conseil de Fondation a décidé que les dons 2010 sans affectation seraient attribués au projet Baschet (dont le but est de financer l'acquisition d'instruments de musique Baschet). Quant aux bénéfices de la soirée événementielle 2010, ils seront attribués au projet Sport (dont le but est de financer des prestations sportives supplémentaires aux usagers de la Fondation Ensemble).

3.15.2. Règlement spécifique des fonds

Chaque fonds est au bénéfice d'un règlement spécifique indiquant l'objectif du fonds, les conditions d'affectation et les limites autorisées d'affectation et d'utilisation.

3.15.3. Descriptif des projets

De manière à assurer un meilleur suivi et une plus grande transparence des fonds affectés, chaque nouveau don est spécifiquement attribué à un projet. Voici la liste exhaustive des fonds affectés disponibles :

Les fonds affectés du Jardin d'Enfants Ensemble :

- Le fonds général (créé en 2005) : la constitution historique de ce fonds ne permettait pas d'attribuer le solde existant de ce fonds à un projet particulier. En revanche, plus aucun don ne sera attribué à ce fonds jusqu'à sa dissolution totale. Il est utilisé en fonction des besoins de fonctionnement et d'investissement du Jardin d'Enfants Ensemble. Au cours de l'exercice 2009 il a permis de financer la rénovation et le réaménagement des locaux (rue de la Servette à Genève).

Les fonds affectés de l'Ecole La Petite Arche :

- Le fonds général (créé en 2005) : de la même manière que le fonds général du Jardin d'Enfants Ensemble, la constitution historique de ce fonds ne permettait pas d'attribuer le solde existant de ce fonds à un projet particulier. En revanche, plus aucun don ne sera attribué à ce fonds jusqu'à sa dissolution totale. Il est utilisé en fonction des besoins de fonctionnement et d'investissement de l'institution. Au cours de l'exercice 2009 il a permis de financer la rénovation et le réaménagement des locaux (rue Ernest-Pictet à Genève).
- Le fonds de rénovation du préau (créé en 2009) : le préau de l'Ecole La Petite Arche a plus de 25 ans. Après plusieurs réparations, il nécessite aujourd'hui un réaménagement complet afin de le remettre aux normes de sécurité actuelles. Le préau est utilisé comme espace de pause et de jeux mais également comme outil pédagogique dans les activités éducatives et thérapeutiques.
- Le fonds pour le projet « Défi voile » (créé en 2008) : des enfants de l'Ecole La Petite Arche ont participé pour la première fois en 2008 à la 14^{ème} édition du Défi Voile Bretagne initiée par quelques éducateurs de l'Association des Paralysés de France férus de voile. C'est depuis devenu un rendez-vous annuel très attendu qui a pu être renouvelé et pourra être renouvelé grâce à ce fonds en 2009 et en 2010.
- Le fonds pour l'acquisition d'instruments Baschet (créé en 2009) : les particularités et la richesse sonore des structures sonores Baschet offrent aux enfants et adultes un nouveau champ de découverte, d'improvisation et d'échange. La démarche pédagogique des instruments est de développer l'imaginaire, la curiosité, l'expression musicale dans différents domaines tels que l'action sociale, l'éducation et la thérapie.
- Le fonds pour l'acquisition d'équipements pédago-thérapeutiques (créé en 2007) : ce fonds contribue à l'achat de matériel adapté à la prise en charge pédago-thérapeutique des enfants dans les domaines moteur et sensoriel.

Les fonds affectés de L'Atelier :

- Le fonds général (créé en 2008) : de la même manière que le fonds général du Jardin d'Enfants Ensemble, la constitution historique de ce fonds ne permettait pas d'attribuer le solde existant de ce fonds à un projet particulier. En revanche, plus aucun don ne sera attribué à ce fonds jusqu'à sa dissolution totale. Il est utilisé en fonction des besoins de fonctionnement et d'investissement de L'Atelier. Au cours de l'exercice 2009 il a permis de financer la rénovation et le réaménagement des locaux (rue des Maraîchers à Genève).
- Le fonds de rénovation de la salle de gymnastique (créé en 2009) : ce fonds contribue à la rénovation et à l'achat de matériel pour la salle de gymnastique de L'Atelier Côté Cour (rue des Maraîchers à Genève).
- Le fonds pour le projet Carl-Vogt (créé en 2009) : le projet Carl-Vogt a pour but d'aménager une nouvelle arcade pour accueillir des adolescents supplémentaires de 15 à 18 ans. L'objectif est de préparer les élèves aux exigences d'un atelier d'occupation pour majeurs et de créer un espace de travail « alimentaire » dans l'arcade avec un petit point de vente destiné à la clientèle extérieure.
- Le fonds pour l'équithérapie (créé en 2009) : ce fonds permet de financer des séances d'équithérapie pour certains des adolescents de L'Atelier. La thérapie équestre est une pratique globale qui prend en compte les aspects physiques, sensoriels et psychologiques de la personne. Le rapport au cheval aide l'être humain à se développer, que ce dernier soit valide ou handicapé.
- Le fonds pour l'acquisition d'équipements pédao-thérapeutiques (créé en 2008) : ce fonds contribue à l'achat de matériel adapté à la prise en charge pédao-thérapeutique des enfants dans les domaines moteur et sensoriel.

Les fonds affectés de Claire Fontaine :

- Le fonds général (créé en 2007) : de la même manière que le fonds général du Jardin d'Enfants Ensemble, la constitution historique de ce fonds ne permettait pas d'attribuer le solde existant de ce fonds à un projet particulier. En revanche, plus aucun don ne sera attribué à ce fonds jusqu'à sa dissolution totale. Il est utilisé en fonction des besoins de fonctionnement et d'investissement de Claire Fontaine.
- Le fonds pour le projet Pelletier (créé en 2009) : l'objectif de ce projet est de créer de nouvelles places pour majeurs en ateliers (rue Pelletier) afin d'améliorer les prestations offertes actuellement aux personnes prises en charge, de contourner certaines barrières architecturales dans le secteur adultes de la fondation et de permettre des rocadés à l'interne.
- Le fonds pour les loisirs / camps (créé en 2008) : ce fonds contribue au financement de loisirs et de camps supplémentaires à l'intention des usagers de Claire Fontaine.

Les fonds affectés de L'Essarde :

- Le fonds général (créé en 2005) : de la même manière que le fonds général du Jardin d'Enfants Ensemble, la constitution historique de ce fonds ne permettait pas d'attribuer le solde existant de ce fonds à un projet particulier. En revanche, plus aucun don ne sera attribué à ce fonds jusqu'à sa dissolution totale. Il est utilisé en fonction des besoins de fonctionnement et d'investissement de L'Essarde. Au cours de l'exercice 2009 il a permis de financer la rénovation et le réaménagement des locaux (route de Malagny à Genthod et route de Sauverny à Versoix).
- Le fonds de rénovation des locaux de l'Essarde (créé en 2009) : ce fonds contribue à la réfection, au réaménagement et à l'optimisation des locaux principaux de L'Essarde (route de Malagny à Genthod).

- Le fonds de rénovation de la Mansarde (créé en 2009) : ce fonds contribue à la réfection et au réaménagement d'une chambre de La Mansarde (route de Malagny à Genthod).
- Le fonds pour le projet UAT (créé en 2009) : L'Essarde, comme bon nombre d'institutions genevoises, doit faire face à des situations ponctuelles et/ou individuelles complexes en lien avec les troubles de comportement soit en termes de violence, d'humeur, de rythme de vie ou encore de motivation. Pour faire face à ces situations, la Fondation Ensemble et en particulier L'Essarde œuvrent dans le développement d'une Unité d'Accueil Temporaire de crise, véritable structure autonome au sein de son organisation et ceci pour offrir aux usagers des prises en charge médico-thérapeutiques en institution dans la continuité de l'accompagnement social et éducatif.

Les fonds affectés de la Fondation Ensemble :

- Le fonds pour les nouveaux projets (créé en 2006) : pour répondre à son objectif premier, c'est-à-dire financer de nouveaux projets, le montant de ce fonds a été réparti entre le projet de mobilité douce, le projet Pelletier et le projet Carl-Vogt.
- Le fonds pour le projet de mobilité douce (créé en 2009) : à travers ce fonds la Fondation Ensemble encourage la mobilité douce en investissant dans des systèmes de mobilité non polluante tels que les vélos électriques.
- Le fonds pour le projet vieillissement (créé en 2005) : l'avancée en âge des personnes vivant avec une déficience intellectuelle génère des problèmes inédits : des parents de plus en plus âgés, incapables d'assumer indéfiniment la charge qui leur incombe, des institutions dont les formules de prise en charge et le cadre architectural ne conviennent plus aux personnes vieillissantes, le désarroi des équipes éducatives sans formation dans le domaine de la vieillesse, etc. Ce fonds sert donc à financer tous les projets permettant d'améliorer l'accueil et l'accompagnement des personnes vivant avec une déficience intellectuelle vieillissantes.
- Le fonds pour le projet visibilité (créé en 2005) : afin d'optimiser la communication interne et externe de la Fondation Ensemble, pratiquement inexistante, la constitution de ce fonds a permis la création d'un nouveau logotype de la Fondation Ensemble et de ses différentes institutions, la création d'une plaquette, le lancement du « Journal de la Fondation Ensemble », de l'actualisation du site internet de la Fondation et la mise en place d'une signalétique des lieux de la Fondation Ensemble. Ce fonds sert actuellement à financer les différents supports de communication tels que le journal.

3.15.4. Contrepartie financière des fonds

La contrepartie financière de ces fonds se trouve à l'actif du bilan sous la rubrique « Actif immobilisé avec affectation limitée » et comprend uniquement des avoirs bancaires (voir point 3.8).

Les fonds affectés sont traités selon la méthode des « produits différés » lorsqu'il s'agit de financer un investissement (activé au bilan). Pour en assurer le suivi, le montant investi est viré dans le fonds affecté investi correspondant, fonds à partir duquel est pratiqué l'amortissement du fonds affecté (le produit différé). Ils sont imputés sans amortissement différé lorsqu'il s'agit de compenser une charge d'exploitation.

Le détail des différents fonds affectés encore disponibles est présenté dans le tableau XII (page 31). Le détail des différents fonds affectés utilisés et/ou investis est présenté dans le tableau XIII (page 35).

Rapport de gestion 31

Tableau XII – Etat des fonds affectés non-investis

| Libellé | 31.12.2009 | 31.12.2008 | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF |
| JE - Fonds général | | | | |
| Solde au 1er janvier | 169'979.70 | 169'979.70 | 169'379.70 | 164'379.70 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 600.00 | 5'000.00 |
| Utilisation fonds | (56'019.80) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | (9'675.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 104'284.90 | 169'979.70 | 169'979.70 | 169'379.70 |
| JE - Fonds Equipements | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 11'350.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | (11'350.00) | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| PA - Fonds général | | | | |
| Solde au 1er janvier | 161'442.01 | 111'442.01 | 61'442.01 | 37'222.30 |
| Attribution don | 0.00 | 50'000.00 | 50'000.00 | 100'119.80 |
| Utilisation fonds | (109'811.20) | 0.00 | 0.00 | (43'307.02) |
| Investissement de fonds | (23'710.85) | 0.00 | 0.00 | (32'593.07) |
| Solde au 31 décembre | 27'919.96 | 161'442.01 | 111'442.01 | 61'442.01 |
| PA - Fonds de rénovation du réseau | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 40'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 40'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| PA - Fonds pour le projet "Défi Volle" | | | | |
| Solde au 1er janvier | 2'350.49 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 10'000.00 | 11'000.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (2'350.49) | (8'649.51) | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 10'000.00 | 2'350.49 | 0.00 | 0.00 |
| PA - Fonds pour l'acquisition d'instruments Bancard | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 6'982.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | (6'982.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| PA - Fonds pour l'acquisition d'équipements | | | | |
| Solde au 1er janvier | 4'032.00 | 1'127.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 5'000.00 | 2'905.00 | 9'400.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (4'032.00) | 0.00 | (1'904.20) | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | (6'368.80) | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 5'000.00 | 4'032.00 | 1'127.00 | 0.00 |

Rapport de gestion 32

| <u>Libellé</u> | <u>31.12.2009</u> | <u>31.12.2008</u> | <u>31.12.2007</u> | <u>31.12.2006</u> |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> |
| PA - Fonds pour l'acquisition de véhicules | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 20'000.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 20'000.00 | 32'000.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | (20'000.00) | 0.00 | (32'000.00) |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 20'000.00 | 0.00 |
| AT - Fonds généraux | | | | |
| Solde au 1er janvier | 105'444.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 105'444.35 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (105'444.35) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 105'444.35 | 0.00 | 0.00 |
| AT - Fonds de rénovation de la salle de gymnastique | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 4'450.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (4'450.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AT - Fonds pour le projet Carl-Vogt | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 222'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | (40'000.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 182'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AT - Fonds pour l'équithérapie | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 8'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (1'920.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 6'080.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AT - Fonds pour l'acquisition d'équipements | | | | |
| Solde au 1er janvier | 5'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 5'000.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (5'000.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 5'000.00 | 0.00 | 0.00 |
| CP - Fonds restés | | | | |
| Solde au 1er janvier | 104'610.25 | 104'610.25 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 104'610.25 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 104'610.25 | 104'610.25 | 104'610.25 | 0.00 |

Rapport de gestion 33

| Libellé | 31.12.2009 | 31.12.2008 | 31.12.2007 | 31.12.2006 |
|--|------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF |
| CF - Fonds pour le projet Bellefleur | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 89'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (35'693.30) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | (25'590.65) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 27'716.05 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| CF - Restes pour les autres / autres | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 5'000.00 | 1'800.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | (5'000.00) | (1'800.00) | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| CF - Fonds Vahpoula adaptée | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 42'722.30 | 30'000.00 | 30'000.00 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 12'722.30 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | (42'722.30) | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 0.00 | 42'722.30 | 30'000.00 |
| BR - Fonds général | | | | |
| Solde au 1er janvier | 51'072.25 | 220'000.00 | 100'000.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 131'000.00 | 120'000.00 | 100'000.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | (40'369.60) | (299'927.75) | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 10'702.65 | 51'072.25 | 220'000.00 | 100'000.00 |
| BS - Fonds de rénovation des locaux | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 80'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 80'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BS - Fonds de rénovation de la Mairie | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 3'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 3'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| BS - Fonds pour le projet UAT | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 44'480.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 44'480.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Rapport de gestion

34

| <u>Libellé</u> | <u>31.12.2009</u> | <u>31.12.2008</u> | <u>31.12.2007</u> | <u>31.12.2006</u> |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF |
| Fonds - Nouveaux projets | | | | |
| Solde au 1er janvier | 251'000.00 | 160'000.00 | 70'000.00 | 0.00 |
| Attribution don | 0.00 | 91'000.00 | 90'000.00 | 70'000.00 |
| Utilisation fonds | (251'000.00) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 0.00 | 251'000.00 | 160'000.00 | 70'000.00 |
| Fonds - Projets de mobilité douce | | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Attribution don | 30'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 30'000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Fonds - Projets vieillissement | | | | |
| Solde au 1er janvier | 109'431.85 | 109'431.85 | 609'431.85 | 609'431.85 |
| Attribution don | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Utilisation fonds | 0.00 | 0.00 | (500'000.00) | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 109'431.85 | 109'431.85 | 109'431.85 | 609'431.85 |
| Fonds - Projets visibilité | | | | |
| Solde au 1er janvier | 23'091.70 | 24'894.00 | 103'074.95 | 10'000.00 |
| Attribution don | 825.00 | 0.00 | 0.00 | 95'000.00 |
| Utilisation fonds | (9'517.25) | (1'802.30) | (78'180.95) | (1'925.05) |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Solde au 31 décembre | 14'399.45 | 23'091.70 | 24'894.00 | 103'074.95 |
| Fonds Fondation Ensemble | | | | |
| Solde au 1er janvier | 987'454.60 | 964'207.11 | 1'143'328.51 | 851'033.85 |
| Attribution don | 548'737.60 | 398'149.35 | 418'682.55 | 402'119.80 |
| Utilisation fonds | (590'238.39) | (12'251.81) | (580'085.15) | (45'232.07) |
| Investissement de fonds | (146'328.10) | (362'650.05) | (177'18.80) | (64'593.07) |
| Solde au 31 décembre | 799'625.71 | 987'454.60 | 964'207.11 | 1'143'328.51 |

Parmi l'utilisation des fonds en 2009, CHF 255'302.00 correspondent à des virements de fonds affectés vers d'autres :

- CHF 251'000.00 du fonds affectés « Nouveaux projets – FE » vers les fonds
 - o « Projet Carl-Vogt » (CHF 182'000.00),
 - o « Projet Pelletier » (CHF 39'000.00),
 - o « Projet Mobilité douce » (CHF 30'000.00)
- CHF 4'302.00 du fonds affectés « PA - Fonds Equipements » vers le fonds « PA – Instruments Baschet ».

Tableau XIII – Etat des fonds affectés investis (FAI)

| Libellé | 31.12.2009 | 31.12.2008 | 31.12.2007 |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF | CHF |
| JE - Fonds général | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 9'675.00 | 0.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (310.64) | 0.00 | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>9'364.36</u> | <u>0.00</u> | <u>0.00</u> |
| JE - FAI Equipement | | | |
| Solde au 1er janvier | 10'036.67 | 11'171.67 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 11'350.00 |
| Dissolution de fonds | (1'135.00) | (1'135.00) | (178.33) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>8'901.67</u> | <u>10'036.67</u> | <u>11'171.67</u> |
| RA - FAI Instrumente Blanchet | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 6'982.00 | 0.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (29.09) | 0.00 | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>6'952.91</u> | <u>0.00</u> | <u>0.00</u> |
| RA - Fonds général | | | |
| Solde au 1er janvier | 22'815.14 | 26'074.45 | 29'333.76 |
| Investissement de fonds | 23'710.85 | 0.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (4'381.07) | (3'259.31) | (3'259.31) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>42'144.92</u> | <u>22'815.14</u> | <u>26'074.45</u> |
| RA - FAI Equipement | | | |
| Solde au 1er janvier | 31'692.49 | 45'336.19 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 136'437.00 |
| Dissolution de fonds | (13'643.70) | (13'643.70) | (91'100.81) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>18'048.79</u> | <u>31'692.49</u> | <u>45'336.19</u> |
| RA - FAI Véhicules | | | |
| Solde au 1er janvier | 41'233.33 | 25'600.00 | 28'800.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 20'000.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (5'200.00) | (4'366.67) | (3'200.00) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>36'033.33</u> | <u>41'233.33</u> | <u>25'600.00</u> |
| AT - FAI Villa | | | |
| Solde au 1er janvier | 341'333.33 | 349'333.33 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 400'000.00 |
| Dissolution de fonds | (8'000.00) | (8'000.00) | (50'666.67) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>333'333.33</u> | <u>341'333.33</u> | <u>349'333.33</u> |
| AT - Fonds Général | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 40'000.00 | 0.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (2'500.00) | 0.00 | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>37'500.00</u> | <u>0.00</u> | <u>0.00</u> |

Rapport de gestion 36

| Libellé | 31.12.2009 | 31.12.2008 | 31.12.2007 |
|--|---------------------|---------------------|-------------------|
| | CHF | CHF | CHF |
| CF - FAI Projet Palliative | | | |
| Solde au 1er janvier | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 25'590.65 | 0.00 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (3'19.88) | 0.00 | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>25'270.77</u> | <u>0.00</u> | <u>0.00</u> |
| CF - FAI Vétro-club | | | |
| Solde au 1er janvier | 40'230.17 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 42'722.30 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (4'272.23) | (2'492.13) | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>35'957.94</u> | <u>40'230.17</u> | <u>0.00</u> |
| ES - FAI Transformation ES | | | |
| Solde au 1er janvier | 416'584.18 | 426'849.09 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 0.00 | 0.00 | 513'245.40 |
| Dissolution de fonds | (10'264.91) | (10'264.91) | (86'396.31) |
| (correspondant au % amortissement) | <u>406'319.27</u> | <u>416'584.18</u> | <u>426'849.09</u> |
| ES - Fonds général | | | |
| Solde au 1er janvier | 298'873.88 | 0.00 | 0.00 |
| Investissement de fonds | 40'369.60 | 299'927.75 | 0.00 |
| Dissolution de fonds | (20'933.17) | (1'053.87) | 0.00 |
| (correspondant au % amortissement) | <u>318'310.31</u> | <u>298'873.88</u> | <u>0.00</u> |
| Total des fonds affectés Investis | | | |
| Solde au 1er janvier | 1'202'799.19 | 884'364.73 | 58'133.76 |
| Investissement de fonds | 146'328.10 | 362'650.05 | 1'061'032.40 |
| Dissolution de fonds | (70'989.69) | (44'215.59) | (234'801.43) |
| Solde au 31 décembre | 1'278'137.60 | 1'202'799.19 | 884'364.73 |

3.15.5. Retraitements des fonds affectés selon la méthode des « produits différés »

De manière similaire aux traitements des produits différés sur subventions d'investissement, la méthode dite des « produits différés » a été appliquée sur les fonds affectés dès 2005 et a donné lieu à la distinction des fonds affectés non investis et des fonds affectés investis (fonds qui ont permis le financement d'un actif et dont le produit est différé sur la même période que l'amortissement de l'actif).

Suite à quelques précisions et compléments à la directive de bouclage 2009, le retraitement de certains actifs et fonds affectés des années antérieures comptabilisés selon la méthode de l'amortissement direct a été nécessaire. C'est le cas des situations suivantes :

- La villa de L'Atelier à Plan-Les-Ouates avait été acquise en 2001 avec le soutien d'un tiers à hauteur de CHF 400'000.00 ;
- La transformation de L'Essarde à Genthod soutenue par un partenaire pour un montant de CHF 513'245.40 ;
- Soutien pour l'acquisition d'équipement par l'Ecole La Petite Arche pour CHF 130'068.20.

Ces montants ont été retraités au cours de l'exercice 2009 en ayant pour impact d'augmenter la valeur des actifs et des fonds affectés. Ces retraitements n'ont en revanche aucune incidence sur les résultats reportés du fait de la constitution de charges d'amortissement équivalentes aux produits différés sur fonds affectés.

3.16. Capitaux propres

Avant retraitement, les états financiers 2008 de la Fondation Ensemble indiquaient au 31 décembre 2008 CHF 8.377 millions de fonds propres décomposés comme suit :

| | | | |
|---|------------|---------------------|--|
| • Capital de dotation | CHF | 829'753.71 | |
| • Part de subvention non dépensée | CHF | 0.00 | |
| • Réserves particulières | CHF | 0.00 | |
| • Résultat des exercices 2007 et antérieurs | CHF | 7'494'791.96 | |
| • Résultat de l'exercice 2008 (après répartition) | CHF | 52'726.91 | |
| • Fonds propres au bilan | CHF | 8'377'272.58 | |

Suite aux retraitements des comptes pour appliquer la méthode des produits différés sur subventions d'investissement et/ou fonds affectés et de manière à avoir un comparatif avec 2008, la présentation des comptes 2008 a été modifiée en conséquence. Ainsi, au 31 décembre 2008, les états financiers de la Fondation Ensemble indiquent CHF 8.378 millions de fonds propres décomposés comme suit :

| | | | |
|---|------------|---------------------|-------------|
| • Capital de dotation | CHF | 829'753.71 | |
| • Part de subvention non dépensée | CHF | 0.00 | |
| • Réserves particulières | CHF | 0.00 | |
| • Résultat des exercices 2007 et antérieurs | CHF | 7'494'791.96 | |
| • Résultat de l'exercice 2008 (après répartition) | CHF | 53'912.52 | (+1'185.61) |
| • Fonds propres au bilan | CHF | 8'378'458.19 | |

Rapport de gestion 38

Cette augmentation résulte du retraitement des subventions d'équipement 2008 ainsi que de la modification de la clé de répartition du résultat 2008 entre le canton et la Fondation Ensemble (voir aussi le paragraphe 4.6 - Traitement des bénéficiaires ou des pertes, page 42).

Au 31 décembre 2009, les états financiers de la Fondation Ensemble indiquent CHF 7.64 millions de fonds propres décomposés comme suit :

| | | |
|---|------------|---------------------|
| • Capital de dotation | CHF | 829'753.71 |
| • Part de subvention non dépensée | CHF | 53'912.52 |
| • Réserves particulières | CHF | 0.00 |
| • Résultat des exercices 2007 et antérieurs | CHF | 7'494'791.96 |
| • Résultat de l'exercice 2009 (après répartition) | CHF | (740'985.05) |
| • Fonds propres au bilan | CHF | 7'637'473.14 |

4. Explications des rubriques du compte d'exploitation

4.1. Produits d'exploitation

4.1.1. Revenus de la formation scolaire spéciale

Les revenus de la formation scolaire spéciale proviennent de la prise en charge financière par le Secrétariat à la formation scolaire spéciale (SFSS) des frais d'écolage (interne et externe), de l'éducation précoce spécialisée (pour les enfants de moins de 4 ans), des frais de transport et des frais de repas. Ils proviennent également de la prise en charge financière par l'Assurance-invalidité des mesures médico-thérapeutique et des autres situations non reconnues par le SFSS.

Tableau XIV – Revenus de la formation scolaire spéciale

| Prestations individuelles (SFSS) | 2009 | 2008 |
|--|---------------------|-------------------|
| Ecolage externe | 508'068.00 | 472'208.00 |
| Ecolage interne | 9'128.00 | 8'176.00 |
| Repas | 60'523.00 | 51'044.00 |
| Transports | 769'332.86 | 175'358.30 |
| Mesures médico-thérapeutiques | 59'506.60 | 63'517.40 |
| Contribution des parents | 124'600.00 | 113'760.00 |
| Total prestations individuelles | 1'531'158.46 | 884'063.70 |
| Prestations pour non-SFSS | 58'473.00 | 69'225.00 |
| Total des prestations ind. | 1'589'631.46 | 953'288.70 |

4.1.2. Contributions personnes handicapées

Les contributions de personnes handicapées correspondent aux revenus des pensions des résidents en homes et des usagers en ateliers.

Tableau XV – Revenus de pension

| Revenus de pension | 2009 | 2008 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Pensions en résidence | 2'890'331.00 | 2'780'278.75 |
| Pensions en atelier | 211'725.00 | 171'817.50 |
| Repas | 70'260.00 | 56'055.00 |
| Transport | 153'240.00 | 123'820.00 |
| Rente impotence | 334'440.85 | 302'304.25 |
| Total des revenus de pension | 3'659'996.85 | 3'434'275.50 |

4.1.3. Revenus de la fabrication

Ce poste comprend principalement les recettes du tea-room « Au fil de l'eau » et de l'épicerie « Au coin de ma rue » à Versoix.

Tableau XVI – Revenus de la fabrication

| Revenus de la fabrication | 2009 | 2008 |
|---|-------------------|-------------------|
| "Au fil de l'eau" | 135'454.65 | 135'644.80 |
| "Au coin de ma rue" | 94'349.05 | 103'390.90 |
| Autres | 21'074.30 | 19'717.00 |
| Total des revenus de fabrication | 250'878.00 | 258'752.70 |

4.2. Subventionnement

La Fondation Ensemble perçoit une indemnité par l'intermédiaire du département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et du département de l'instruction publique (DIP) pour couvrir tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues dans le contrat de prestations.

4.2.1. Subventions

Tableau XVII – Répartition des subventions

| Subventions 2009 | DIP | DSE | Total |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Subvention cantonale | 5'399'754.00 | 7'995'648.00 | 13'395'402.00 |
| Complément 13ème salaire | 173'558.00 | 290'789.00 | 464'347.00 |
| Ouverture de places | 0.00 | 281'348.00 | 281'348.00 |
| Subvention non monétaire | 0.00 | 29'788.00 | 29'788.00 |
| Subvention d'investissement | 6'750.50 | 5'083.55 | 11'834.05 |
| Total | 5'580'062.50 | 8'602'656.55 | 14'182'719.05 |

Rapport de gestion

40

| Subventions 2008 | DIP | DSE | Total |
|-----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| Subvention cantonale | 3'656'000.00 | 3'085'482.00 | 6'741'482.00 |
| Ex-part OFAS | 1'670'000.00 | 4'759'450.00 | 6'429'450.00 |
| Indexation 2007 | 8'000.00 | 36'271.00 | 44'271.00 |
| Indexation 2008 | 27'725.00 | 44'251.00 | 71'976.00 |
| Prime de fidélité 2008 | 66'300.00 | 99'137.00 | 165'437.00 |
| Subvention non monétaire | 0.00 | 30'544.00 | 30'544.00 |
| Subvention d'investissement | 1'192.33 | 208.37 | 1'400.70 |
| Total | 5'429'217.33 | 8'055'343.37 | 13'484'560.70 |

Le montant de l'indemnité cantonale de base a fait l'objet d'un complément déterminé sur la base du coût réel de l'introduction du nouveau système de rémunération (13^{ème} salaire).

Les places supplémentaires ouvertes au cours de l'exercice (6 places d'atelier à L'Essarde depuis le début de l'année et 1 place de résidence et d'atelier à L'Essarde depuis le 1^{er} août) ont donné lieu à des compléments de subvention.

Concernant les subventions d'investissement mentionnées dans le tableau ci-dessus, il s'agit des produits différés sur les subventions d'investissement figurant dans les capitaux étrangers (voir le point 3.14).

4.2.2. Subvention non monétaire

Tous les biens et services mis à disposition gratuitement par l'Etat sont comptabilisés dans les charges de la Fondation Ensemble au coût indiqué par l'Etat. En contrepartie, la Fondation Ensemble inscrit en revenu une subvention non monétaire du même montant.

Dans le cas présent, la subvention non monétaire concerne la villa de Claire Fontaine sise 80 route de Chêne. Le loyer a été déterminé sur la base du nombre de pièces de la villa, 14 à CHF 5'000.00, soit CHF 70'000.00. La subvention non monétaire est la différence entre le montant payé par Claire Fontaine et les CHF 70'000.00, soit CHF 29'788.00.

Pour l'exercice 2008, la subvention non monétaire s'élevait à CHF 30'544.00 du fait que figure dans la liste LIAF un loyer de CHF 39'456.00 correspondant au précédent loyer.

4.2.3. Autres subventions

La Fondation Ensemble n'a pas reçu d'autres subventions.

Rapport de gestion 41

4.3. Explications sur la masse salariale

Tableau XVIII – Tableau des remboursements d'assurance

| | 2009 | 2008 |
|--|----------------------|----------------------|
| Groupe 30 Salaires enseignants | 2'794'109.50 | 2'478'515.00 |
| Groupe 31 Salaires éducateurs | 3'993'312.42 | 3'822'763.00 |
| Groupe 32 Salaires thérapeutes | 716'917.90 | 698'892.05 |
| Groupe 33 Salaires direction du home et administration | 2'266'123.85 | 2'122'969.50 |
| Groupe 34 Salaires économat et services de maison | 790'341.59 | 857'511.65 |
| Groupe 35 Salaires personnel technique et maintenance | 275'180.30 | 205'517.90 |
| Groupe 36 Salaires éducateurs ateliers | 2'681'241.75 | 2'185'477.20 |
| + Remboursement APG | 45'246.70 | 164'208.40 |
| = Sous-total 1 | 13'562'474.01 | 12'535'854.70 |
| Groupe 37 + Charges sociales | 2'100'643.65 | 1'882'636.76 |
| = Sous-total 2 | 15'663'117.66 | 14'418'491.46 |
| J. Masse salariale pers. handicapées | 20'567.15 | 15'443.35 |
| J. Masse salariale autres catégories | 0.00 | 0.00 |
| Total | 15'683'684.81 | 14'433'934.81 |

Les remboursements APG sont comptabilisés en déduction de charge salariale de la catégorie de personnel concernée.

Mécanismes salariaux 2009 :

- Les salaires 2009 ont été indexés de 1.3% ;
- L'annuité est accordée dès le 1^{er} janvier aux ayants droits ;
- L'allocation unique de vie chère est versée en janvier 2009 aux membres du personnel en activité. Le taux s'élève à 1.39%.

Suite à la promulgation des nouvelles dispositions de la Loi sur les traitements B5 15, les nouveaux mécanismes salariaux suivants sont entrés en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 :

- Suppression de la prime de fidélité qui est remplacée par un 13^{ème} salaire versé à hauteur de 50% en juin et 50% en décembre pour les années 2009 et 2010.
- Nouvelle échelle des traitements avec 22 positions, au lieu de 15 précédemment.

La Fondation Ensemble a reçu de ses départements subventionneurs des compléments d'indemnité liés à l'introduction du 13^{ème} salaire (voir aussi la section 4.2, page 39).

Les effectifs en équivalent plein temps au 31 décembre 2009, comprenant le personnel fixe, les stagiaires, les assistants sociaux-éducatifs, les veilleurs et des postes à repourvoir sont de 165 emplois (158 emplois en 2008).

Il y a un contrat RMCAS en cours au 31 décembre 2009 de 12 mois à 40%.

4.4. Produits et charges financiers

Les produits financiers de la Fondation Ensemble, fruit du placement de ses excédents de liquidités, ont fortement diminué du fait de l'effondrement des taux d'intérêt des comptes à terme, ainsi qu'à

l'adhésion à la Caisse centralisée de l'Etat de Genève depuis décembre 2009 dont le compte bancaire ne rapporte aucune rémunération à la Fondation Ensemble.

Les charges financières ont fortement diminué du fait que la Fondation a remboursé toutes ses dettes hypothécaires en 2008.

4.5. Produits et charges des fonds

Les dons reçus et les bénéfices nets des spectacles ont été affectés aux fonds correspondants (voir l'état des fonds affectés non-investis page 31).

4.6. Traitement des bénéfices ou des pertes

En vertu du contrat de prestations, le résultat annuel (bénéfice ou perte) est réparti chaque année entre l'Etat et la Fondation Ensemble. Il s'agit d'une répartition comptable découlant de la LIAF, il n'y a pas de mouvement de trésorerie.

En conséquence, le résultat de la Fondation Ensemble est déterminé en deux étapes : **avant** répartition et **après** répartition.

Le *Résultat avant répartition* est un calcul extracomptable effectué (cf. tableau de suivi des résultats avant et après répartition) afin de définir la répartition du résultat entre les subventionneurs et la Fondation. La Fondation Ensemble ayant la possibilité de développer ses revenus, le pourcentage du résultat annuel qu'elle conserve est égal au taux de couverture des revenus selon la formule :

$$\frac{\text{Total des produits} - \text{Total des Subventions}}{\text{Total des produits}} = \frac{(19'871'619.61 - 29'788 + 8'376.07 + 54'159.24 + 406'196.08) - (14'141'097.00)}{(19'871'619.61 - 29'788 + 8'376.07 + 54'159.24 + 406'196.08)} = 30.38\%$$

Le montant à restituer, c'est-à-dire le *Résultat de l'exercice avant répartition* multiplié par le pourcentage de répartition, est comptabilisé comme une dette dans le compte *Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat*.

La part du résultat restant dans la fondation est comptabilisée au bilan sous la rubrique *Résultat de l'exercice après répartition*.

A l'échéance du contrat en 2009, la Fondation Ensemble conservera définitivement l'éventuel solde du compte de réserve spécifique, tandis que l'éventuel solde de la créance sera restitué aux subventionneurs. La Fondation Ensemble assume ses éventuelles pertes reportées.

Du fait des directives de bouclage 2009 et des précisions du traitement des résultats, le calcul de la répartition du résultat 2008 a été corrigé en conséquence en passant de 26.33% à 26.69% impactant ainsi le montant 2008 de subventions non dépensées à restituer, le résultat 2008 et les résultats cumulés 2008-2009.

5. Autres informations

5.1. Cautionnement

La Fondation Ensemble a constitué des garanties de loyer pour les appartements qu'elle occupe sous forme de compte bancaire faiblement rémunéré. Le compte est bloqué tant que la Fondation occupe les lieux et l'argent ne peut être débloqué qu'avec l'accord de la Fondation et de la gérance ou du propriétaire.

Le montant des garanties de loyers s'élève à CHF **124'245.50** (en 2008 : CHF 82'423.75). Voir aussi le point 3.6, page 19.

Il n'y a ce jour pas d'autres cautionnements, obligations de garantie ou de constitutions de gages en faveur de tiers.

5.2. Actifs mis en gage ou cédés

Montant global des actifs mis en gage ou cédés pour garantir des engagements de la fondation, ainsi que des actifs sous réserve de propriété : CHF **0.00**.

5.3. Leasing / Contrat de location

La Fondation Ensemble détient en location du matériel multimédia pour un montant de CHF **347.00** par mois. Ce montant est réajusté périodiquement en fonction de l'obsolescence / remplacement du matériel loué.

5.4. Engagements de prévoyance professionnelle selon Swiss Gaap RPC 16

Etant donné que la Fondation Ensemble s'est affiliée depuis 1992 à la « Fondation collective LPP de la Vaudoise Assurances », un plan de prévoyance à primauté de cotisations, un certain nombre de risques actuariels sont délégués directement à l'assureur et ne touchent donc aucunement la caisse de pensions ou par ricochet la Fondation Ensemble elle-même. Swiss Life couvre intégralement les risques liés à la prévoyance professionnelle des salariés de la Fondation Ensemble. Il s'agit notamment de tous les risques liés à la mortalité, à l'invalidité ou à la longévité des assurés. Le versement des rentes est effectué par Swiss Life qui assume intégralement la constitution des réserves mathématiques y relatives.

Pour les avoirs de vieillesse correspondant au minimum fixé par la loi, Swiss Life garantit la rémunération minimale fixée par le Conseil fédéral (2.50% depuis le 1^{er} janvier 2005, 2.75% en 2008 et 2.0% depuis 2009) ainsi que le taux de conversion fixé dans la loi.

Les seuls risques objectifs que pourrait courir l'œuvre de prévoyance de la Fondation Ensemble sont les suivants :

- **Primes liées à la prévoyance professionnelle non réglées à ce jour**

Les primes dues au 31 décembre 2009 ont été couvertes par la Fondation Ensemble. L'œuvre de prévoyance apparaît parfaitement saine du point de vue du règlement des cotisations employés et employeur. Aucune provision n'est donc à constituer par la Fondation.

- **Degré de couverture de l'œuvre de prévoyance**

La Fondation Ensemble ayant renoncé à constituer sa propre fondation de prévoyance, l'affiliation auprès de la fondation collective LPP de la Vaudoise Assurances garantit à l'œuvre de prévoyance une couverture intégrale des prestations assurées.

L'œuvre de prévoyance de la Fondation Ensemble n'a aucune existence juridique. Les engagements que la fondation collective LPP de Swiss Life a envers l'ensemble des assurés sont garantis par Swiss Life au moyen de normes appropriées (constitution d'un fonds de sûreté, constitution obligatoire d'une marge de solvabilité, etc.).

En pratique, une insuffisance de couverture peut faire l'objet d'une comptabilisation dans les comptes de la Fondation Ensemble selon les normes internationales mais cette insuffisance ne peut exister dans le présent cas compte tenu du principe du « contrat complet ».

- **Réserves de fluctuation nécessaires**

Les réserves de fluctuation ne sont pas du ressort de la Fondation mais de Swiss Life directement, laquelle doit posséder en tout temps une marge de solvabilité suffisante pour faire face entre autres à des risques de fluctuations boursières.

Conclusion

Le contrat complet tel qu'il existe actuellement permet théoriquement de dispenser la Fondation Ensemble d'une dotation dans ses propres comptes au titre de sa caisse de pension. Selon la politique suivie par le groupe Swiss Life, le contrat complet reste au centre de leur stratégie. Il n'est donc pas envisagé de faire supporter au client une charge financière supplémentaire pour couvrir un risque dévolu jusqu'à présent à l'assureur.

5.5. Caisse centralisée

Toutes les entités au bénéfice d'une indemnité annuelle supérieure à CHF 8 millions doivent adhérer à la caisse centralisée. Une disposition du contrat de prestations le prévoit explicitement.

La Fondation Ensemble adhère depuis le 17 décembre 2009 à la Caisse centralisée de l'Etat par le biais d'une convention argent. Cette dernière s'inscrit dans la démarche d'efficacité et d'optimisation des flux de liquidités initiée à l'Etat de Genève tant pour ses propres services que pour les entités qui y sont liées.

La signature de la convention argent a comme conséquence l'intégration du compte principal de la Fondation dans le cash-pooling de l'Etat de Genève. Cette convention permet la centralisation des liquidités de la Fondation Ensemble au sein de la Caisse centralisée de l'Etat de Genève, gérée par la direction de la trésorerie générale.

Les fonds affectés ainsi que les comptes de garantie sont exclus du périmètre d'application de cette convention.

5.6. Système de contrôle interne

Des procédures et contrôles, adaptés à ses missions et à sa structure, sont en place et appliqués pour les principaux processus au sein de la Fondation Ensemble. Ceux-ci ne sont néanmoins pas encore intégralement documentés. (X)

Afin de remédier à cet état de fait, la Fondation a débuté en 2008 une mise à jour et un développement de ses procédures, afin qu'elles puissent être formalisées, documentées, maintenues et développées. Ces travaux ont significativement avancé au cours de l'exercice 2009 avec notamment la formalisation d'une matrice des risques financiers (voir le paragraphe suivant), un manuel de contrôle interne et la formalisation de plusieurs procédures essentielles au bon fonctionnement opérationnel et financier de la Fondation Ensemble.

5.7. Evaluation des risques

Les risques opérationnels et stratégiques auxquels la Fondation est exposée sont connus du Conseil de Fondation. Ces risques qui doivent être supportés par la Fondation sont surveillés de manière conséquente mais de manière informelle. Sur la base de ces évaluations, les provisions pour risques et charges nécessaires ont été prises en considération dans les comptes annuels au 31 décembre 2009.

Depuis 2009, la direction de la Fondation dispose d'une cartographie des risques opérationnels et financiers qui permet de les présenter et les évaluer de manière systématique, sur la base de leur probabilité de survenance et leur conséquence financière. Cette matrice des risques présente, outre les causes possibles des risques et leur probabilité de survenance, le niveau de gravité ou de conséquence, les contrôles existants, des commentaires sur l'existant, les contrôles appropriés, les propositions d'améliorations, les conséquences collatérales et les indicateurs en place ou à mettre en place.

Cette matrice sera présentée au Conseil de Fondation pour une validation formelle au cours de l'exercice 2010.

5.8. Rapport de l'Inspection cantonale des finances (ICF)

La Fondation Ensemble a été auditée par l'ICF entre le 23 juin 2008 et le 11 juillet 2008. Le contrôle de l'ICF a été complémentaire à celui de l'organe de révision et a porté sur les comptes 2007.

Les observations et recommandations formulées par l'ICF portent sur 6 points :

1. La thésaurisation de la subvention : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

Selon l'ICF et les principes de subsidiarité et de non-thésaurisation des subventions, les fonds propres de la Fondation Ensemble au 31 décembre 2007 semblent laisser apparaître un montant de subventions versées en trop par l'Etat.

Position des départements : *la thésaurisation dite du passé sera traitée selon les principes énoncés dans la directive approuvée par le Conseil d'Etat le 28 janvier 2009, intitulée « Traitement des bénéfiques et des pertes des entités subventionnées »*. En outre, compte tenu des projets prioritaires de la Fondation Ensemble, le département de la solidarité et de l'emploi a informé la Fondation

Ensemble qu'aucune demande de restitution complémentaire ne sera émise sous réserve de la réalisation de tout ou partie de ces projets.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

2. La comptabilisation des fonds alloués par des tiers avec conditions : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

L'ICF relève qu'une immobilisation a été financée en partie par des fonds affectés qui n'ont pas été présentés au passif, mais en diminution de la valeur de l'immobilisation corporelle.

Position de la Fondation : cette pratique de l'amortissement direct issue des règles comptables de l'OFAS mis en place en 1998 a été corrigée dès l'exercice 2008. La Fondation Ensemble applique désormais systématiquement la méthode des produits différés pour ses fonds affectés ainsi que pour ses subventions d'investissement.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

3. La présentation des états financiers : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

L'ICF constate que les états financiers 2007 adoptés par le Conseil de fondation sont complets, mais que les états financiers à usage général n'incluent pas le tableau de variation des capitaux propres et l'annexe contenant les méthodes comptables et les notes explicatives.

Position de la Fondation : depuis 2008, le rapport de gestion de la Fondation Ensemble qui présente ses états financiers complets est accessible sur le site internet de la Fondation Ensemble et est disponible sur papier sur simple demande.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

4. Le règlement des fonds : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

L'ICF indique que la Fondation dispose d'une instruction générale fixant les règles à suivre dans le cadre de l'attribution de soutiens financiers par des tiers et les conditions d'utilisation de ces soutiens. Cette instruction présente largement les caractéristiques requises. Toutefois, il relève l'absence de règlement spécifique à chaque fonds.

Position de la Fondation : depuis 2008, un règlement spécifique a été établi et validé par le Conseil de fondation pour chaque fonds affectés.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

5. L'absence de formalisation des compétences financières : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

La maîtrise des risques financiers nécessite de définir et de formaliser les compétences financières déléguées par la direction en matière d'engagement de dépenses et d'autorisation de paiement. L'ICF constate que la Fondation a formalisé un document qui recense les signatures des collaborateurs

autorisés à engager une dépense et à autoriser un paiement. Toutefois, ce document ne précise pas les montants pour lesquels ceux-ci sont habilités à le faire.

Position de la Fondation : la politique d'achat fixe désormais les compétences financières des d'institutions.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

6. Les signatures autorisées sur les comptes postaux et les comptes bancaires : ce problème est relevé pour la première fois par l'ICF

La Fondation Ensemble est composée de plusieurs structures organisées de manière décentralisée. Ainsi, chaque structure dispose d'un compte postal sur lequel les liquidités nécessaires à certains frais sont versées par le siège administratif. L'ICF constate que chaque responsable de structure possède la signature individuelle sur le compte postal de sa structure, qu'un membre du conseil de fondation dispose de la signature individuelle sur le compte postal du siège administratif et qu'un tiers externe à la Fondation Ensemble dispose de la signature individuelle sur un compte bancaire de la Fondation.

Position de la Fondation : la Fondation Ensemble a suivi les recommandations de l'ICF en supprimant toutes les signatures individuelles pour les remplacer par des signatures collectives sur tous les comptes postaux et bancaires de la Fondation Ensemble. Il demeure une exception, un compte bancaire mis à la disposition de l'un de nos partenaires mandaté pour l'organisation de nos manifestations exceptionnelles. En effet dans le cadre de son mandat, ce compte lui permet d'assurer la gestion financière des événements. Ce compte bancaire, spécifique aux événements exceptionnels de la Fondation Ensemble, centralise les versements des partenaires, sponsors et donateurs ainsi que les paiements des fournisseurs afférents à chaque événement. Toutefois, pour prévenir tout risque comptable et financier, tout engagement financier supérieur à CHF 10'000 par opération et CHF 25'000 par engagement global mensuel doit obtenir l'approbation de la Fondation Ensemble.

Etat de la mise en œuvre : résolu.

5.9. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant.

5.10. Répartition sectorielle des produits et des charges 2009

| Produits d'exploitation | Jardin d'Enfants | | Ecole La Petite Arche | | L'Atelier | Claire Fontaine | | L'Esarde | Siège administratif | | Fondation Ensemble |
|--|------------------|------------------|-----------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|---------------------|----------|--------------------|
| | Opé. | Int. | Opé. | Int. | | Opé. | Int. | | Opé. | Int. | |
| Revenus de la formation scolaire spéciale | 375'365 | 0 | 688'521 | 0 | 525'746 | 0 | 0 | 0 | 1'589'632 | 0 | 1'589'632 |
| Contributions personnes handicapées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'780'621 | 0 | 1'879'376 | 3'659'997 | 0 | 3'659'997 |
| Rev. des prestations au pers. handicapés | 0 | 2'600 | 0 | 1'077 | 4'395 | 0 | 0 | 8'072 | 8'072 | 0 | 8'072 |
| Revenus de la fabrication | 0 | 0 | 0 | 0 | 1'831 | 0 | 0 | 249'047 | 250'878 | 0 | 250'878 |
| Revenus locations | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 | 433 | 483 | 0 | 483 |
| Rev. prestations au personnel et à des tiers | 8'120 | 17'527 | 33'008 | 52'934 | 61'045 | 172'634 | 2'483 | 1'568'770 | 1'568'770 | 0 | 1'568'770 |
| Imputation du coût du siège | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention Cantonale (D.S.E.) | 1'436'290 | 2'299'461 | 1'837'561 | 4'184'543 | 4'383'242 | 8'567'785 | 0 | 55'73'312 | 55'73'312 | 0 | 8'567'785 |
| Subvention non monétaire | 0 | 0 | 0 | 28'788 | 0 | 0 | 0 | 29'788 | 29'788 | 0 | 29'788 |
| Produits différés sur subv. d'invest. (D.S.E.) | 0 | 0 | 0 | 0 | 5'084 | 0 | 0 | 5'084 | 5'084 | 0 | 5'084 |
| Produits différés sur subv. d'invest. (D.L.P.) | 799 | 1'063 | 4'888 | 6'750 | 6'750 | 6'750 | 0 | 6'750 | 6'750 | 0 | 6'750 |
| Dons non affectés | 0 | 70 | 418 | 500 | 570 | 1'568 | 3'155 | 0 | 4'713 | 0 | 4'713 |
| Divers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des produits d'exploitation | 1'820'574 | 3'009'242 | 2'402'698 | 6'054'672 | 6'576'797 | 19'865'983 | 1'574'408 | (1'568'770) | 19'871'621 | 0 | 19'871'621 |

Fondation Ensemble en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle, Genève

| Charges d'exploitation | Jardin d'Enfants | | Ecole La Petite Arche | | L'Atelier | Ciaire Fontaine | L'Esplanade | Siège | | Fondation Ensemble |
|---|------------------|------------------|-----------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|
| | | | | | | | | Sous-total administratif | Opé. Interne | |
| Charges du personnel | 924062 | 2 263 741 | 1 556 213 | 4 925 018 | 5 149 101 | 14 818 135 | 1 104 267 | 0 | 15 922 402 | |
| Besoins médicaux | 11 072 | 17 750 | 2 671 | 31 406 | 4 762 | 67 661 | 0 | 0 | 67 661 | |
| Alimentation | 2 657 | 48 726 | 58 701 | 189 429 | 190 258 | 489 771 | 846 | 846 | 490 617 | |
| Entretien & travaux ménagers | 16 713 | 92 826 | 52 112 | 46 964 | 144 799 | 353 414 | 10 034 | 10 034 | 363 448 | |
| Entretien & réparation des actifs | 64 710 | 135 680 | 337 206 | 1 163 319 | 140 577 | 794 492 | 16 032 | 16 032 | 810 524 | |
| Loyer & location | 57 300 | 109 824 | 140 208 | 293 713 | 147 191 | 748 234 | 64 182 | 64 182 | 812 416 | |
| Autres frais d'utilisation des investissements | 7 599 | 5 739 | 25 335 | 55 24 | 26 980 | 71 177 | 30 131 | 30 131 | 101 308 | |
| Eau & énergie | 3 813 | 10 681 | 20 355 | 65 025 | 95 932 | 195 806 | 7 862 | 7 862 | 203 668 | |
| Ecole & formation | 9 651 | 38 049 | 20 375 | 65 341 | 18 427 | 151 843 | 0 | 0 | 151 843 | |
| Frais de bureau & d'administration | 20 328 | 28 912 | 34 923 | 51 769 | 55 089 | 191 019 | 259 851 | 259 851 | 450 870 | |
| Imputation du coût du siège | 237 048 | 331 867 | 248 900 | 363 340 | 387 615 | 1 568 770 | 0 | (1 568 770) | 0 | |
| Outils & matériel pour ateliers | 0 | 856 | 10 298 | 2 270 | 154 010 | 167 434 | 0 | 0 | 167 434 | |
| Primes d'assurances | 882 | 5 606 | 5 565 | 11 129 | 20 027 | 43 209 | 386 | 386 | 43 595 | |
| Transports & charges pour pers. handicapées | 21 0450 | 300 926 | 268 701 | 1 065 45 | 247 510 | 1 134 232 | 0 | 0 | 1 134 232 | |
| Autres charges d'exploitation | 4 368 | 7 675 | 16 969 | 31 281 | 48 569 | 108 962 | 63 618 | 63 618 | 172 480 | |
| Dissolution des provisions & réserves | 0 | 0 | 0 | (25 236) | (31 633) | (84 448) | (5 567) | (5 567) | (34 015) | |
| Dotations aux provisions & réserves | 17 012 | 24 058 | 9 692 | 6 069 | 5 843 | 62 694 | 0 | 0 | 62 694 | |
| Pertes sur débiteurs | 20 | 280 | 0 | 0 | 0 | 300 | 0 | 0 | 300 | |
| Amortissements | 5 199 | 39 527 | 66 250 | 381 75 | 147 113 | 296 264 | 11 330 | 11 330 | 307 594 | |
| Total des charges d'exploitation | 1 992 881 | 3 462 723 | 2 874 472 | 6 324 142 | 6 980 650 | 21 234 668 | 1 562 972 | (1 568 770) | 21 229 070 | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 227 693 | (453 481) | (471 774) | (269 470) | (401 653) | (1 366 895) | 11 436 | 0 | (1 357 449) | |
| RESULTAT FINANCIER | (46) | (119) | (680) | (711) | (2 739) | (4 295) | 12 671 | (33 624) | 8 376 | |
| RESULTAT HORS EXPLOITATION | 9 402 | 20 994 | 44 697 | 11 010 | 1 680 | 87 783 | 31 198 | 386 678 | 54 159 | |
| RESULTATS DES FONDS | 57 465 | 135 416 | 127 314 | 45 285 | 3 1198 | 386 678 | 9 517 | 0 | 406 195 | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (avant répartition) | 294 514 | (297 190) | (300 443) | (213 886) | (371 174) | (688 719) | 0 | 0 | (688 719) | |

Fondation Ensemble en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle, Genève

es
fondation
ensembles

2009

Rapport de performance



© Photographie - Patrice Maulet

David Cuchelet
Fondation Ensemble

Rapport de performance

2

Table des matières

| | |
|--|----------|
| TABLE DES MATIÈRES | 2 |
| 1. PRINCIPES LÉGAUX ET ORGANISATIONNELS | 3 |
| 1.1. BUT ET ORGANISATION DE LA FONDATION ENSEMBLE..... | 3 |
| 1.2. FORME JURIDIQUE ET SIÈGE SOCIAL..... | 3 |
| 1.3. ORGANE DE RÉVISION..... | 3 |
| 1.4. ORGANE DIRIGEANTS, DURÉE DE LEUR FONCTION ET RÉMUNÉRATIONS..... | 4 |
| 1.4.1. LISTE DES PERSONNES COMPOSANT LE CONSEIL DE FONDATION..... | 4 |
| 1.4.2. LISTE DES PERSONNES COMPOSANT LE BUREAU DU CONSEIL DE FONDATION..... | 4 |
| 1.4.3. LISTE DES PERSONNES COMPOSANT LA COMMISSION FINANCES..... | 4 |
| 1.4.4. LISTE DES PERSONNES COMPOSANT LA DIRECTION DE LA FONDATION ENSEMBLE..... | 4 |
| 1.4.5. RÉMUNÉRATION DU CONSEIL DE FONDATION, DU BUREAU ET DE LA COMMISSION FINANCES..... | 5 |
| 1.4.6. RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION ET DES CADRES DIRIGEANTS..... | 5 |
| 1.5. ORGANE CHARGÉ DE LA TENUE DE LA COMPTABILITÉ..... | 5 |
| 1.6. PERSONNES HABILITÉES À SIGNER ET MODE DE SIGNATURE..... | 5 |
| 1.7. STATUT FISCAL..... | 5 |
| 1.8. SERVICE DE SURVEILLANCE DES FONDATIONS (SSF)..... | 5 |
| 2. TABLEAU DE BORD DES OBJECTIFS ET INDICATEURS POUR LE SUIVI DES PRESTATIONS | 6 |
| 2.1. OBJECTIFS ET INDICATEURS DE FRÉQUENTATION..... | 6 |
| 2.2. OBJECTIFS ET INDICATEURS LIÉS AUX EXIGENCES LÉGALES..... | 8 |
| 2.3. OBJECTIFS ET INDICATEURS FINANCIERS..... | 8 |
| 2.4. OBJECTIFS ET INDICATEURS RESSOURCES HUMAINES..... | 9 |
| 2.5. OBJECTIFS ET INDICATEURS INFRASTRUCTURES..... | 9 |
| 2.6. OBJECTIFS ET INDICATEURS PRESTATIONS..... | 9 |

Rapport de performance

3

Le rapport de performance renseigne de manière appropriée sur la capacité de rendement (efficacité) et la rentabilité (efficience) de la Fondation Ensemble.

Le rapport de performance est soumis aux principes et aux bases de l'établissement régulier des comptes et des rapports dont celui de permanence des méthodes.

Le rapport de performance est établi sous la responsabilité de la Fondation Ensemble et est indépendant du rapport d'activité.

1. Principes légaux et organisationnels

1.1. But et organisation de la Fondation Ensemble

La Fondation Ensemble a pour but la prise en charge de personnes avec une déficience intellectuelle associée ou non à d'autres troubles. Elle leur assure notamment l'accueil, l'hébergement, l'éducation et la formation. Elle s'intéresse à toute activité touchant à la vie de ces personnes.

Pour atteindre ses objectifs et en fonction de ses besoins, la Fondation Ensemble gère, avec l'appui de son siège administratif, cinq structures distinctes qui offrent des prestations de la petite enfance à l'âge adulte.

1.2. Forme juridique et siège social

Sous la dénomination « Fondation Ensemble, en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle » (ci-après Fondation Ensemble) une fondation de droit privé a été constituée le 20 janvier 1986 dont le siège social est à la route des Jeunes 9 à Genève.

La Fondation Ensemble est inscrite au Registre du Commerce sous le numéro CH-660-0068986-6 depuis le 31 janvier 1986.

La Fondation Ensemble est inscrite dans le registre du Service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance du canton de Genève sous le n° 1446.

1.3. Organe de révision

Depuis l'exercice 2008, le Conseil de Fondation a mandaté l'organe de révision *Berney et Associés SA Société Fiduciaire* enregistrée sous le numéro CH-660-066993-1 au Registre du Commerce pour la vérification des comptes de la Fondation Ensemble.

Adresse de correspondance : Berney & Associés SA
Rue du Nant, 8
1207 Genève

Cet organe est indépendant de la Fondation et agréé en qualité d'expert-réviseur au sens de la loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs.

Rapport de performance

4

1.4. Organe dirigeants, durée de leur fonction et rémunérations

1.4.1. Liste des personnes composant le Conseil de Fondation

| | |
|-------------------------------------|--|
| RAKOTOARIMANANA Georges, Genève | Président du Conseil de Fondation |
| BRUCKNER Jean-Claude, Genève | Vice-président (a quitté sa fonction de vice-président au cours de l'année 2009) |
| GRAND Philippe, Genève | Vice-président (a quitté ses fonctions de membre et de vice-président le 31.12.2009) |
| BOHLER Eric, Vernier | Membre |
| BONVALLAT Françoise Romaine, Genève | Membre |
| BRETTON-CHEVALIER Claude, Veyrier | Membre |
| CHATELANAT Gisela, Jussy | Membre |
| CINTER Françoise, Vandoeuvres | Membre |
| DETTWILER Pierre-André, Genève | Membre |
| GRIVEL Pascale, Genève | Membre |
| MOREROD Etienne, Burtigny | Membre |
| OBERSON Anne-Marie, Lancy | Membre |
| RIATSCH Davide, Vernier | Vice-président (fonction prise en 2009) |
| STUDER Christian, Genève | Membre |
| THOREL Marie-Louise, Vernier | Membre |
| LAEDERACH Jérôme, Versoix | Membre et directeur de la Fondation |

1.4.2. Liste des personnes composant le Bureau du Conseil de Fondation

| | |
|-------------------------|---|
| RAKOTOARIMANANA Georges | Président du Conseil de Fondation |
| RIATSCH Davide, Vernier | Vice-président (fonction prise en 2009) |
| LAEDERACH Jérôme | Membre et directeur de la Fondation |

1.4.3. Liste des personnes composant la Commission Finances

| | |
|----------------------|--|
| BRUCKNER Jean-Claude | Président de la Commission (a quitté sa fonction de membre et de président de la Commission au cours de l'exercice 2009) |
| GRAND Philippe | Membre de la Commission (a quitté sa fonction de membre de la Commission le 31.12.2009) |
| LAEDERACH Jérôme | Membre et directeur de la Fondation |
| CUCHELET David | Responsable finances de la Fondation |

1.4.4. Liste des personnes composant la direction de la Fondation Ensemble

| | |
|------------------|---|
| LAEDERACH Jérôme | Directeur de la Fondation Ensemble |
| VILLARRUBIA Olga | Directrice du Jardin d'Enfants Ensemble |
| BLUNIER Daniel | Directeur de l'Ecole La Petite Arche |

Rapport de performance

5

BERNARD Cédric
HINNEN Daniel
GIROUD Vincent

Directeur de L'Atelier
Directeur de Claire Fontaine
Directeur de L'Essarde

1.4.5. Rémunération du Conseil de Fondation, du Bureau et de la Commission Finances

Des indemnités de CHF **10'367.50** ont été versées en 2009 aux membres du Conseil de Fondation, du Bureau ou de la Commission Finances pour leurs participations à des commissions et des groupes de travaux.

1.4.6. Rémunération de la direction et des cadres dirigeants

La rémunération de la direction (directeur de la Fondation Ensemble) et des cadres dirigeants (directrice et directeurs des cinq institutions) se monte pour l'année 2009 à CHF **820'235.85**.

1.5. Organe chargé de la tenue de la comptabilité

Le siège administratif de la Fondation Ensemble assure la tenue de la comptabilité et de l'établissement des états financiers.

Adresse de correspondance : Fondation Ensemble
Route des Jeunes 9
Case postale 1050
1211 Genève 26

1.6. Personnes habilitées à signer et mode de signature

| | |
|---------------------------------|-------------------------------------|
| RAKOTOARIMANANA Georges, Genève | Président du Conseil de Fondation |
| BRUCKNER Jean-Claude, Genève | Vice-président |
| GRAND Philippe, Genève | Vice-président |
| LAEDERACH Jérôme, Versoix | Membre et directeur de la Fondation |

Toutes les signatures sont collectives à deux. En raison des modifications intervenues dans la composition du Conseil de Fondation au cours de l'année 2009, les autorisations de signature sont en cours de changement.

1.7. Statut fiscal

La Fondation Ensemble est exonérée des impôts cantonaux, communaux et fédéraux sur le revenu et la fortune pour une durée indéterminée selon l'Arrêté du Conseil d'Etat du 23 juillet 1986.

1.8. Service de surveillance des fondations (SSF)

La Fondation Ensemble est inscrite dans le registre du Service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance du canton de Genève sous le n° 1446.

2. Tableau de bord des objectifs et indicateurs pour le suivi des prestations

Les objectifs et indicateurs présentés ici sont en partie issus du « tableau de bord des objectifs et indicateurs pour le suivi des prestations » en annexe du contrat de prestations 2008-2009.

2.1. Objectifs et indicateurs de fréquentation

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 | |
|-----------------------|--|-----------------------------------|--|-----------|------|--|
| 1 | Mise à disposition effective du nombre de places prévues dans le contrat de prestations et taux d'occupation des places | | | | | |
| | Accueil scolaire, dont | | | | | |
| | Jardin d'Érifiants Ensemble | | | | | |
| | | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 20 places | 20 | |
| | | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | 23 | 20 | |
| | | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | 11 | 7 | |
| | | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | 10 | 10 | |
| | | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 90% | 100% | |
| | | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 28 places | 28 | |
| | | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | 29 | 29 | |
| Ecole La Petite Arche | | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | 5 | 5 | |
| | | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | 4 | 5 | |
| | | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 90% | 100% | |
| | | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 21 places | 27 | |
| | | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | 23 | 25 | |
| | | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | 7 | 9 | |
| | | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | 4 | 7 | |
| | | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 90% | 83% | |
| | L'Atelier | Accueil en résidence, dont | | | | |
| | | Claire Fontaine | | | | |
| | | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 26 places | 26 | |
| | | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | 26 | 25 | |
| | | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | 0 | 0 | |
| | | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | 0 | 1 | |
| | | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 100% | 96% | |
| | | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 24 places | 25 | |
| | | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | 22 | 24 | |
| | | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | 0 | 2 | |
| L'Essarde | | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 92% | 96% | |

Rapport de performance

| | | | | | |
|--|--|--|-----------|-------|-------|
| Accueil en atelier, dont Claire Fontaine | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 26 places | 26 | 26 |
| | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | | 26 | 25 |
| | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | | 1 | 0 |
| | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | | 0 | 1 |
| | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 90% | 100% | 96% |
| | Places disponibles | Au 31 décembre de l'année | 36 places | 35 | 43 |
| | Nombre d'usagers | Au 31 décembre de l'année | | 35 | 44 |
| | Nombre d'entrées | Entrées au cours de l'année | | 0 | 9 |
| | Nombre de sorties | Sorties au cours de l'année | | 1 | 0 |
| | Taux d'occupation annuel | Ratio places occupées / places disponibles | 90% | 97% | 102% |
| 2 | Taux de fréquentation des usagers | | | | |
| Accueil scolaire, dont | | | | | |
| Jardin d'Enfants Ensemble | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 2'892 | 3'014 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 65% | 76.1% | 79.3% |
| Ecole La Petite Arche | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 4'868 | 4'865 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 91.5% | 91.4% |
| L'Atelier | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 3'809 | 4'058 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 95.5% | 79.1% |
| Accueil en résidence, dont | | | | | |
| Claire Fontaine | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 7'901 | 7'782 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 83.3% | 82.0% |
| L'Essarde | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 6'472 | 6'710 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 73.9% | 76.6% |
| Accueil en atelier, dont | | | | | |
| Claire Fontaine | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 7'611 | 7'668 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 88.3% | 87.5% |
| L'Essarde | | | | | |
| | Fréquentation annuelle (jours) | Nombre de journées réalisées | | 9'184 | 9'989 |
| | Fréquentation annuelle (%) | Ratio journées réalisées / journées d'exploitation | > 80% | 80.5% | 76.3% |

2.2. Objectifs et indicateurs liés aux exigences légales

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 |
|---|--------------------------------------|---|-------|------|------------|
| 3 Respecter l'ensemble des exigences du DSE relatif au mémento relatif aux EPH | Nombre de réclamations | Nombre de réclamations relatives au non-respect des principes reconnues fondées | 0 | 0 | |
| 4 Remettre les comptes et les états financiers révisés conformes aux RPC | Nombre de réserves | Nombre de réserves de l'organe de révision | 0 | 0 | |
| Remettre les comptes et les états financiers révisés conformes au délai stipulés dans le contrat de prestations | Nombre de jours de retard financiers | Nombre de jours de retard pour la remise des états financiers | 0 | 0 | |
| 5 Proposer des objectifs et indicateurs complémentaires en vue de la prochaine période quadriennale | Nombre d'objectifs présentés | Nombre d'objectifs présentés (avec indicateurs et cibles) | 3 | | Non validé |
| 6 Présenter dans le rapport de performance 2009 au moins un objectif / indicateur cible validé par les parties | | | 1 | | Non validé |

2.3. Objectifs et indicateurs financiers

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 |
|---|--------------------------------------|--|--------|-------------|-----------------|
| 7 Respecter ses obligations à court terme et survivre à des conditions économiques défavorables | Réserve de trésorerie d'exploitation | Trésorerie équivalent à 3 mois de charges salariales | 3 mois | 3 mois et + | Moins de 2 mois |
| 8 Garantir la solvabilité de la Fondation Ensemble | Ratio d'endettement | Part des dettes / total des actifs | < 80% | 0% | 0% |
| 9 Garantir un cadre de travail, de vie et de prestation optimale | Investissement | Ratio Montant des investissements / Actifs immobilisés | > 10% | 14.0% | 2.3% |
| 10 Assurer la pérennité de la Fondation Ensemble | Contrôle des débiteurs "douteux" | Ratio Provisions pour débiteurs douteux / total des créances débiteurs | < 15% | 14.5% | 8.4% |

2.4. Objectifs et indicateurs ressources humaines

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 |
|-----------|---|--|---------------|------|--------|
| 11 | Garantir une prise en charge par un personnel qualifié Ratios de personnel formé / Qualité de la formation | Personnel formé / personnel total Types et niveaux de diplômes reconnus dans la branche | > 90% 100% | | |
| 12 | Nombre d'EPT Selon la nature du poste | Dotations ordinaires (soumis aux mécanismes salariaux) EPT sous-traitance Dotations non soumis aux mécanismes salariaux (stagiaires, apprentis, emplois de solidarité) | | | 134,86 |
| | | Personnel socio-éducatif | | | 30,2 |
| | | Personnel socio-hôtelier | | | 130,19 |
| | | Personnel administratif | | | 15,13 |
| | | | | | 19,75 |

2.5. Objectifs et indicateurs infrastructures

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 |
|-----------|-------------|-----------------|-------|------|------|
| - | | | | | |

2.6. Objectifs et indicateurs prestations

| Objectifs | Indicateurs | Outil de mesure | Cible | 2008 | 2009 |
|-----------|---|-------------------------------------|--------------------------------|------|------|
| 13 | Garantir un projet individuel Existence d'un projet par usager avec des objectifs à atteindre durant la période considérée | Projet existant et adaptation | Au minimum 1 projet par usager | oui | |
| 14 | S'assurer une participation active des représentants légaux Nombre de séances parents sur une période | Liste et type de rencontre proposée | Minimum 3 séances par année | | |

Annexe 4

**Utilisation du logo de l'Etat de Genève par
les entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi****Principes généraux**

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous le logo de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation du logo par des entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi

Les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté. Cette référence peut se faire de deux manières :

1. logo de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul : "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (logo).

Emplacement du logo ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite;
- pour les brochures, rapports et autres : quatrième de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en deuxième de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques du logo et valide les bons à tirer des documents sur lesquels le logo de l'Etat est inséré.

Pour toute question ou renseignement complémentaire, prière de s'adresser à la cellule communication du secrétariat général : Madame Catherine Santoru (022 388 24 38).

Annexe 5

Liste d'adresses des personnes de contact

| | |
|--|--|
| Présidence et secrétariat général du département de la solidarité et de l'emploi | M. François Longchamp, conseiller d'Etat Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.54.00 Fax : 022.546.54.41 |
| Présidence et secrétariat général du département de l'instruction publique, de la culture et du sport | M. Charles Beer, conseiller d'Etat Case postale 3925 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.69.00 Fax : 022.546.69.49 |
| Direction générale de l'action sociale | M. Marc Mangué, Directeur général Boulevard Georges-Favon Case postale 5684 1211 Genève 11 Tél. : 022.546.51.45 Fax : 022.546.51.29 |
| Office médico-pédagogique | M. Stephan Eliez, Directeur Rue David-Dufour 1 Case postale 50 1211 Genève 8 Tél. : 022.388.67.00 Fax : 022.388.67.69 |
| Service du contrôle interne du département de la solidarité et de l'emploi | M. Benedikt Cordt-Møller, Directeur Rue du Vieux-Marché 4 Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.69.30 Fax : 022.388.69.39 |
| Direction générale de l'office de la jeunesse | M. Laurent Barbaresco, Directeur administratif et financier Rue Ami-Lullin 4 1207 Genève Tél. : 022 388 55 84 Fax : 022 388 55 99 |
| Inspection cantonale des finances | M. Charles Pict, Directeur Route de Meyrin 49 Case postale 3937 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.66.00 Fax : 022 388.66.11 |
| Fondation Ensemble | Mme Claude Bretton-Chevallier M. Christian Studer Membres du Conseil de Fondation et co-Présidents Route des Jeunes 9, case postale 1050 1211 Genève 26 Tél. : 022.343.17.26 Fax : 022.301.49.11 |



Contrat de prestations 2011-2013

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**
représentée par
Monsieur François Longchamp,
Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de
l'emploi
Monsieur Charles Beer
Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique,
de la culture et du sport

d'une part

et

- **La Fondation SGIPA**
représentée par
Monsieur Christian Bavarel, Président
Monsieur Angelo Pronini, Directeur

d'autre part

TITRE I - Préambule

- Introduction*
1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF), le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, par voie du département de la solidarité et de l'emploi (DSE) et du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.
- But des contrats*
2. Les contrats de prestations ont pour but de :
- déterminer les objectifs visés par l'indemnité;
 - préciser le montant et l'affectation de l'indemnité consentie par l'Etat ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
 - définir les prestations offertes par la Fondation SGIPA ainsi que les conditions de modifications éventuelles de celles-ci;
 - fixer les obligations contractuelles et les indicateurs relatifs à la réalisation des prestations.
- Principe de proportionnalité*
3. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :
- le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de la Fondation SGIPA découlant de son statut de droit privé;
 - l'importance de l'indemnité octroyée par l'Etat;
 - les relations avec les autres instances publiques et privées.
- Principe de bonne foi*
4. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

Bases légales et conventionnelles

Les bases légales et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 (LIAF - D 1 11) et son règlement d'application du 31 mai 2006;
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993 (LGAF - D 1 05);
- la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995 (LSGAF - D 1 10);
- la loi sur l'intégration des personnes handicapées du 16 mai 2003 (LIPH - K 1 36) et son règlement d'application du 26 novembre 2003;
- la loi sur l'instruction publique (C 1 10) du 6 novembre 1940;
- la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés du 14 novembre 2008 (C 1 12);
- le règlement relatif à la reprise des mesures de formation scolaire spéciale de l'assurance-invalidité (C 1 12.03) du 10 décembre 2007; remplacé par le règlement de la loi C 1 12 dès son entrée en vigueur;
- la loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002;
- la Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIS - K 1 37) du 13 décembre 2002;
- les dispositions statutaires et réglementaires régissant la Fondation SGIPA, notamment ses statuts et sa charte;
- la directive sur la présentation et la révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités para-étatiques;
- la directive de l'Etat sur le traitement des bénéficiaires et des pertes des entités subventionnées;
- la Convention "Argent" du 8 juin 2009 entre l'Etat de Genève et la Fondation SGIPA portant sur une optimisation de la gestion de la trésorerie.

Article 2

Cadre du contrat

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du soutien aux établissements œuvrant dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé par la prise en charge des personnes handicapées dans les homes, les ateliers et les structures de jour; pour la partie mineurs (DIP), il s'inscrit dans le cadre du programme public "intégration, suivi éducatif et soutien aux familles".

Article 3*Statut juridique et mission du bénéficiaire*

Forme juridique : fondation de droit privé au sens des articles 80 et suivants du code civil suisse.

But statuaire :

La Fondation SGIPA a pour but :

- de contribuer par tous les moyens appropriés à la formation et à l'intégration professionnelle et sociale des personnes adolescents-es qui, au terme de leur scolarité obligatoire, ne peuvent entreprendre immédiatement un apprentissage ou exercer un emploi;
- d'assurer la prise en charge des personnes adultes mentalement handicapées, atteintes d'une invalidité au sens de l'AI;
- de veiller au respect des différences et à l'épanouissement de ces personnes, en contribuant à les rendre aussi autonomes et responsables que possible.

A cet effet, la Fondation SGIPA :

- crée, gère et développe les moyens adéquats de formation, d'enseignement et d'intégration, tels que des classes-ateliers de préformation et d'intégration socio-professionnelle, ainsi que des ateliers protégés;
- crée, gère et développe des foyers d'accueil destinés, en principe, aux bénéficiaires de ses prestations qui en manifestent la volonté ou qui en requièrent le besoin;
- offre des prestations d'accompagnement à domicile pour des personnes en situation de handicap mental vivant dans un logement indépendant, ayant besoin d'un suivi régulier pour faire face à certaines problématiques de la vie quotidienne.

Pour réaliser ces buts, la Fondation est à l'écoute des bénéficiaires et collabore étroitement avec eux, leurs parents ou répondants, les autorités publiques compétentes, les milieux socio-professionnels et économiques.

La prise en charge des bénéficiaires, l'organisation des secteurs d'activités et la mise en œuvre des moyens font l'objet de règlements spécifiques, édictés par le Conseil de Fondation.

TITRE III - Engagement des parties**Article 4***Prestations attendues
du bénéficiaire*

1. La Fondation SGIPA s'engage à fournir les prestations suivantes :
- a) Assurer la prise en charge pédagogique en matière d'enseignement spécialisé à des mineurs, libérés de la scolarité obligatoire, par la mise à disposition de :
 - 63 places en Centre éducatif de formation initiale (CEFI); destinées à des jeunes qui, pour des raisons scolaires, socio-éducatives et ou psychologiques ne peuvent entreprendre immédiatement une formation professionnelle ou entrer directement dans la vie active;
 - 7 places supplémentaires à ouvrir en septembre 2011;
 - 7 places supplémentaires à ouvrir en septembre 2013;
 - 42 places en Centre d'intégration socio-professionnel (CISP); destinées à des jeunes présentant un handicap mental ou souffrant d'un retard important dans leur développement intellectuel;
 - b) Assurer la finalisation de la politique publique d'intégration des personnes handicapées adultes au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité par la mise à disposition de:
 - 12 places de type home avec occupation (HO);
 - 65 places de type home sans occupation (H);
 - 224 places de type atelier (A);
 - places supplémentaires de type atelier au Bois-des-Frères :
 - 30 places en 2011
 - 10 places en 2012
 - 10 places en 2013
 - prestations d'accompagnement à domicile (ADom).
 - c) Réaliser le projet institutionnel pour lequel le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), pour lui la direction générale de l'action sociale (DGAS), a délivré une autorisation d'exploiter au sens de l'article 11 de la loi sur l'intégration des personnes handicapées (LIPH - K 1 36), ainsi que le projet institutionnel découlant de la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés.
2. Afin de mesurer si les prestations définies ci-dessus sont conformes aux attentes des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), des objectifs et des indicateurs ont été préalablement définis et figurent dans le tableau de bord annexé au présent contrat.

Article 5

Engagements financiers de l'Etat

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), s'engage à verser à la Fondation SGIPA une indemnité, sous réserve de l'accord du Grand Conseil, dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.

2. Les montants annuels engagés pour la période 2011-2013 sont les suivants :

Département de la solidarité et de l'emploi, pour les personnes handicapées majeures :

- 2011-2013 : F 16'378'075.--

Le montant annuel de la subvention non monétaire s'élève à F 325'772.--.

Le supplément pour les nouvelles places sera calculé selon l'ouverture effective des places et selon la planification validée par la direction générale de l'action sociale (DGAS).

Les places ouvertes dès le 1^{er} janvier 2011 seront financées selon les modalités prévues ci-dessous.

Le coût mensuel d'une nouvelle place est fixé à :

- HO : F 7'700.--
- H : F 4'600.--
- A : F 3'200.--

Département de l'instruction publique, pour les personnes handicapées mineures :

- 2011 : F 4'599'141.--
- 2012 : F 4'656'473.--
- 2013 : F 4'705'473.--

Ces montants incluent les prestations d'écolage du Secrétariat à la pédagogie spécialisée - SPS et sont adaptés en fonction des nouvelles places prévues pour le secteur mineurs, soit :

- 2011 : annualisation 7 places CEFI / 7 places CISP, septembre 2010;
- 2011 : 7 places CEFI, septembre 2011;
- 2013 : 7 places CEFI, septembre 2013.

3. Dans le cadre de l'accueil de bénéficiaires extra-cantonaux majeurs, l'institution s'engage à facturer le prix de séjour forfaitaire déterminé par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE), ou en ce qui concerne les mineurs, par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les standards de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CHS) ainsi que des directives d'application y relatives.

7

4. Il est accordé au titre des mécanismes salariaux annuels décidés par le Conseil d'Etat, un complément d'indemnité calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.
5. L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat (subvention d'exploitation et prix de pension) à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.
6. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de financement à laquelle se rapporte le présent contrat est exécutoire.

Article 6

Plan financier pluriannuel

Un plan financier pour l'ensemble des activités/prestations de la Fondation SGIPA figure à l'annexe 3. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type d'activités/prestations, en distinguant les structures mineurs et adultes.

Article 7

Rythme de versement de l'indemnité

1. L'indemnité est versée mensuellement selon les modalités fixées dans la convention "argent" du 8 juin 2009 entre l'Etat de Genève et la Fondation SGIPA portant sur une optimisation de la gestion de la trésorerie. Des modalités de versements différentes telles que mentionnées à l'article 4 de ladite convention peuvent s'appliquer.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les échéances de paiement sont respectées en conformité avec la loi autorisant le Conseil d'Etat à pourvoir aux charges du budget de fonctionnement ainsi qu'aux dépenses du budget d'investissement jusqu'à promulgation du budget administratif de l'Etat de Genève (loi dite des "douzièmes provisoires").

8

Article 8*Conditions de travail*

1. La Fondation SGIPA est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. La Fondation SGIPA tient à la disposition des départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) son organigramme, le cahier des charges du personnel ainsi qu'une description de ses conditions salariales et de travail, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9*Développement durable*

La Fondation SGIPA s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'Agenda 21, du 23 mars 2001.

Article 10*Système de contrôle interne*

La Fondation SGIPA s'engage à mettre en place ou à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect des articles 1 et 2 de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Article 11*Reddition des comptes et rapports*

La Fondation SGIPA, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), selon les directives émises :

- ses états financiers révisés conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes Swiss GAAP RPC et la directive transversale de l'Etat. Ces états financiers comprennent un bilan, un compte d'exploitation, un tableau de financement, un tableau de variation des fonds propres, l'annexe et le rapport de performance;
- le rapport de l'organe de contrôle.

Au plus tard 6 mois après la date de clôture du dernier exercice, la Fondation SGIPA fournit :

- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'organe qui approuve les comptes;

9

- le rapport d'exécution du contrat de prestations reprenant notamment ses objectifs, ses indicateurs, ses cibles et qui est intégré dans le rapport de performance.

Article 12

Traitement des bénéfices et des pertes

1. Au terme de l'exercice comptable 2013 et pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le résultat annuel établi conformément à l'article 11 est réparti entre l'Etat de Genève et la fondation SGIPA selon la formule figurant à l'alinéa 4 du présent article.
2. Une créance reflétant la part restituable à l'Etat est constituée dans les fonds étrangers de la fondation. Elle s'intitule "subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat". La part conservée par la fondation est comptabilisée dans un compte de réserve spécifique intitulé "Part de subvention non dépensée" figurant dans ses fonds propres.
3. Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article et sont déduites de la créance jusqu'à concurrence du solde disponible et du compte de réserve spécifique.
4. La Fondation Sgipa ayant la possibilité de développer ses revenus, le pourcentage de résultat annuel qu'elle conserve est égal au taux de couverture des revenus selon la formule : $[(\text{total des revenus} - \text{subvention Etat}) / \text{total des revenus}]$.
5. A l'échéance du contrat, la fondation conserve l'éventuel solde du compte de réserve spécifique, tandis que l'éventuel solde de créance est restitué à l'Etat.
6. La Fondation assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 13

Bénéficiaire direct

Conformément à l'article 14 alinéa 3 de la LIAF, la Fondation SGIPA s'engage à être le bénéficiaire direct de l'indemnité. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers.

Article 14*Communication*

1. Hormis les appels de fonds, toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par la Fondation SGIPA auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur. L'annexe 4 précise les conditions d'utilisation du logo.
2. Les départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) auront été informés au préalable des actions d'envergure envisagées.

TITRE IV - Suivi et évaluation du contrat**Article 15***Objectifs, indicateurs, tableau de bord*

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'un tableau de bord des objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain de la Fondation SGIPA.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat et doit être introduit dans le rapport de performance annuel prévu dans les Swiss GAAP RPC. Il est réactualisé chaque année.

Article 16*Modifications*

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de la loi de financement qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de la Fondation SGIPA ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais aux départements de la solidarité et de l'emploi (DSE) et de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Article 17*Suivi du contrat*

1. Conformément à l'article 12 du règlement d'application de la LIAF, les parties au présent contrat mettent en place un dispositif de suivi du contrat afin de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport de performance annuel établi par la Fondation SGIPA;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.
2. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'art. 22 de la LIAF.

TITRE V - Dispositions finales**Article 18***Règlement des litiges*

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant le tribunal administratif du canton de Genève par la voie de l'action contractuelle.

Article 19*Résiliation du contrat*

1. Le Conseil d'Etat peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) la Fondation SGIPA n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet.La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.
2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 20*Entrée en vigueur, durée du contrat et renouvellement*

1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2011, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2013.
2. Les parties conviennent d'étudier, les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Statuts de la Fondation SGIPA, organigramme et liste des membres du Conseil de Fondation
- 3 - Plan financier pluriannuel 2011 - 2013 (avec comptes 2009)
- 4 - Directive sur l'utilisation du logo de l'Etat par les entités subventionnées
- 5 - Liste d'adresses des personnes de contact



Pour la République et canton de Genève :

représentée par

François Longchamp

Conseiller d'Etat chargé du département de la solidarité et de l'emploi

Date :

Signature

9.12.2010

Charles Beer

Conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique
de la culture et du sport

Date :

Signature

14.12.2010

Pour la Fondation SGIPA

représentée par

Christian Bavarel
Président

Date : Signature

29.11.2010

Angelo Pronini
Directeur

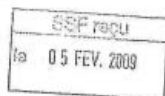
Date : Signature

29.11.2010

Tableau de bord des objectifs et indicateurs pour le suivi des prestations

| Objectif | Applicabilité | Indicateur | Cible | Remarques |
|--|--|--|------------------|-----------|
| 1. Garantir un taux d'occupation suffisant de l'infrastructure par secteur. <ul style="list-style-type: none"> o homme o ateliers o Centre d'intégration socio-professionnel (CISP) o Centre éducatif de formation initiale (CEFI) | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | Taux d'occupation calculé selon une méthode établie par le département de la solidarité et de l'emploi (DSE). | 80 % | |
| 2. Respecter l'ensemble des exigences du DSE contenu dans le mémento relatif aux établissements accueillant des personnes handicapées. | <input type="checkbox"/> | Nombre de réclamations relatives au non-respect des principes pour autant qu'elles soient reconnues comme fondées. | 0 | |
| 3. Remettre les comptes annuels et les états financiers révisés respectant : <ul style="list-style-type: none"> o pleinement les RPC | <input type="checkbox"/> | a) Nombre de réserves majeures de l'organe de contrôle. b) Nombre de jours de retard par rapport à la date fixée pour la remise des documents au département de la solidarité et de l'emploi (DSE) (30 avril au plus tard pour les comptes de l'exercice précédent - 30 juin pour le rapport d'activité). | a) 0 b) 0 | |
| 4. Garantir un taux de satisfaction raisonnable aux bénéficiaires des prestations d'accueil de l'institution. | <input type="checkbox"/> | Taux de satisfaction exprimé par les personnes accueillies lors des revues effectuées selon le manuel qualité de l'institution. | 90 % | |
| 5. Garantir un taux de satisfaction raisonnable des familles des personnes accueillies. | <input type="checkbox"/> | Nombre de plaintes réclamations déposées par les familles à l'encontre de l'institution. | 0 | |
| 6. Maintien de la certification qualité au sein de l'institution. | <input type="checkbox"/> | Renouvellement de la certification qualité durant l'exercice 2010. | Atteint | |

Annexe 2



STATUTS DE LA FONDATION SGIPA

CHAPITRE I

Dénomination, siège, durée

Article 1

1. Sous le nom « Fondation SGIPA », il est institué une Fondation de droit privé, régie par les présents statuts et par les dispositions des articles 80 et ss du code civil suisse.
2. Son siège est à Genève. Elle est placée sous la surveillance de l'autorité compétente.
3. La durée de la Fondation est indéterminée
4. La Fondation poursuit exclusivement un but d'utilité publique

CHAPITRE II

But, fortune, ressources

Article 2

1. La Fondation a pour but :
 - a. de contribuer par tous les moyens appropriés à la formation et à l'intégration professionnelle et sociale d'adolescents-e-s qui, au terme de leur scolarité obligatoire, ne peuvent entreprendre un apprentissage ou exercer un emploi ;
 - b. d'assurer une prise en charge de personnes adultes en situation de handicap mental, atteintes d'une invalidité au sens de l'AI ;
 - c. de veiller au respect des différences et à l'épanouissement de ces personnes, en contribuant à les rendre aussi autonomes et responsables que possible.
2. A cet effet, la Fondation :
 - a. crée, gère et développe les moyens adéquats de formation, d'enseignement et d'intégration, tels que des classes-ateliers de préformation et d'intégration socio-professionnelle, ainsi que des ateliers protégés.
 - b. crée, gère et développe des foyers d'accueil destinés, en principe, aux bénéficiaires de ses prestations qui en manifestent la volonté ou en requièrent le besoin.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 3 page(s).

16 MAR. 2009

Chantal Dupuy 20 - Case postale 19 - 1221 Conches - Tél. (022) 346 53 88 - Fax (022) 346 63 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

3. Pour réaliser ces buts, la Fondation est à l'écoute des bénéficiaires et collabore étroitement avec eux, leurs parents ou répondants, les autorités publiques compétentes, les milieux socio-professionnels et économiques.
4. La prise en charge des bénéficiaires, l'organisation des secteurs d'activités et la mise en œuvre des moyens font l'objet de décisions ou de règlements spécifiques, édictés par le Conseil de Fondation.

Article 3

1. L'Association (SGIPA) a apporté à la Fondation les actifs et passifs de tous ses secteurs d'activité, soit :
 - Classes-Ateliers de préapprentissage (ces classes ont été transférées au DIP en date du 1.01.2006 conformément à la Convention de transfert entre la Fondation SGIPA et l'Etat de Genève signée en date du 13 septembre 2006)
 - Centre éducatif de formation initiale (CEFI)
 - Centre d'intégration socio-professionnelle (CISP)
 - Ateliers protégés
 - Foyers
 - Service d'accompagnement (SDA)
 - La direction, les services administratifs et techniques
2. Le montant total de l'apport s'est élevé à CHF 12'184'538 (douze millions cent quatre-vingt quatre mille cinq cent trente-huit francs) valeur ressortant du bilan consolidé de la SGIPA établi au 31 décembre 1998, dont une copie certifiée est annexée aux présents statuts.

Article 4

Les ressources de la Fondation sont constituées par :

- ses recettes propres ;
- les revenus de sa fortune ;
- les subventions et les prestations directes des pouvoirs publics ;
- les prestations des assurances sociales ;
- les dons et legs, pour autant que les fonds recueillis ne soient pas grevés d'une charge ou d'une condition incompatible avec le but de la Fondation ;
- les contributions des bénéficiaires ou de leurs représentants.

Article 5

La Fondation ne répond de ses engagements que sur sa fortune propre.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 2 page(s).

16 MAR. 2009

Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 88 - Fax (022) 346 83 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

CHAPITRE III Organes

Article 6

Les organes de la Fondation sont :

- a. le Conseil de Fondation
- b. le Bureau du Conseil
- c. la direction
- d. l'organe de révision

Article 7

1. Le Conseil de Fondation compte 9 à 11 membres cooptés à la majorité simple des membres présents.

Ces membres doivent représenter les différents milieux avec lesquels la SGIPA collabore, soit notamment celui des parents et des bénéficiaires (et en particulier l'AGEPA), celui des entreprises partenaires de la Fondation et celui des milieux politiques, économiques ou de la formation.

Ils sont choisis en raison de leur connaissance du milieu des personnes vivant en situation de handicap et/ou de leurs compétences en matière économique, juridique ou de formation.

2. Deux représentants du personnel, élus par l'ensemble du personnel de la SGIPA, participent aux séances du Conseil de Fondation avec voix consultative.
3. Un représentant d'Insieme-Genève, association de parents et d'amis de personnes mentalement handicapées, désigné par les membres de son comité, participe aux séances du Conseil de Fondation avec voix consultative.
4. Le Conseil de Fondation peut décider d'inviter d'autres personnes à assister à ses séances

Article 8

1. Les membres du Conseil de Fondation sont nommés pour un mandat de quatre ans renouvelable deux fois. La limite d'âge est fixée à 75 ans.
2. En cas de décès, de démission, d'empêchement durable ou d'exclusion d'un membre du Conseil de Fondation, il est pourvu à son remplacement, conformément à l'article 7 ci-dessus.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 5 page(s).

16 MAR. 2009

Chemin Dujoy 20 - Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 88 - Fax (022) 346 53 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

Article 9

1. Le Conseil de Fondation se réunit aussi souvent que la gestion des affaires de la fondation le nécessite, mais au moins quatre fois par an.
2. Il est convoqué par le-la Président-e du Conseil, par courrier postal ou électronique adressé à ses membres au moins dix jours à l'avance, avec indication de l'ordre du jour.
3. Le Conseil de Fondation doit être convoqué si trois de ses membres ou l'organe de contrôle en font la demande écrite au bureau du Conseil.

Article 10

1. Le Conseil peut valablement délibérer lorsque au moins la moitié de ses membres est présente.
2. Sous réserve de l'alinéa 3, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du-de la Président-e est prépondérante.
3. Une majorité qualifiée de deux tiers des voix des membres présents est nécessaire pour toute décision relative à la modification des statuts de la Fondation et au renouvellement ou à la modification de la convention de collaboration et/ou du contrat de prestations liant la Fondation à l'Etat de Genève.
4. Il est tenu un procès-verbal des décisions du Conseil, signé par le-la Président-e, le-la Vice-Président-e ou un autre membre du Conseil.

Article 11

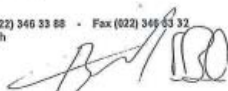
1. Le Conseil de Fondation est le pouvoir suprême de la Fondation.
2. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la SGIPA et a notamment les attributions suivantes :
 - a. Il désigne en son sein le-la Président-e et le-la Vice-Président-e pour un mandat de quatre ans, renouvelable deux fois, et fixe par règlement son mode de fonctionnement et l'exercice de sa surveillance générale sur la Fondation. La durée du mandat ne peut excéder celle du mandat en tant que membre du Conseil, selon l'article 8 ci-dessus.
En cas d'élection à la Présidence d'un membre siégeant déjà dans le Conseil, celui-ci peut octroyer au Président une dérogation lui permettant de siéger pour un mandat supplémentaire de 4 ans.
 - b. D'une manière générale, il prend toute disposition pour réaliser le but de la Fondation, tel qu'il est défini à l'article 2, et ordonne toute étude et tout acte que requiert la bonne gestion de la Fondation.
 - c. Il édicte les règlements prévus par les présents statuts.
 - d. Il définit la politique, l'administration et la gestion générales de la Fondation ;

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 8 page(s).

16 MAR 2009

Chemin du Puy 20 • Case postale 19 • 1231 Conches • Tél. (022) 346 33 88 • Fax (022) 346 33 32
www.sgipa.ch • fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des législations
et des institutions de prévoyance.



- e. Il négocie le renouvellement ou la modification du contrat de prestations avec l'Etat de Genève, le ratifie et veille à son application ;
 - f. Il représente la Fondation auprès des autorités et des tiers.
 - g. Il fixe les compétences du bureau et de la direction ;
 - h. Il nomme et révoque les membres de la direction dont il détermine le cahier des charges ;
 - i. Il soutient la direction dans ses choix et démarches pédagogiques et éducatives.
 - j. Il adopte le statut du personnel sous contrat de droit privé, après négociation avec les organisations représentatives du personnel ;
 - k. Il veille à la tenue régulière de la comptabilité et à son contrôle ;
 - l. Il décide et adopte chaque année :
 - les budgets de fonctionnement et d'investissements ;
 - les comptes de clôture, bilans et comptes de pertes et profits ;
 - le rapport d'activités du Conseil
 - m. Il décide des opérations immobilières et du recours à l'emprunt si nécessaire ;
 - n. Il décide des moyens de financement des activités de la Fondation ;
 - o. Il nomme l'organe de révision pour un mandat d'un an, renouvelable au maximum quatre fois, et se prononce sur son rapport ;
 - p. Il peut constituer des commissions, dont il détermine le nombre de membres et le mandat ;
 - q. Il fonctionne comme autorité de recours pour toute décision de la direction ;
 - r. Il peut décider de l'octroi de jetons de présence pour les membres du Conseil, du Bureau et pour les personnes assistant aux séances et en fixe le montant.
3. Le Conseil de Fondation décide, avec l'approbation de l'autorité de surveillance, des modifications à apporter à l'acte de fondation et aux présents statuts. Les articles 85 et 86 du Code Civil suisse restent réservés.
4. Le (la) Président(e) veille à ce que les membres du Conseil, soient informés, notamment par le Bureau du conseil.
5. La Fondation est valablement engagée par la signature collective à deux du-de la Président-e et/ou du-de la Vice-Président-e et d'un membre du bureau, . Le Conseil peut déléguer le pouvoir de signature collective à un ou plusieurs de ses membres, à un ou plusieurs membres de la direction ou à des tiers. Il fixe les modalités de la délégation dans un règlement.

Article 12

1. Le Bureau du conseil se compose de trois à cinq membres.
2. Font partie du Bureau, le-la Président-e, le-la Vice-président-e, ainsi que un à trois autres membres du Conseil de Fondation, nommés par celui-ci.
3. Le Bureau est présidé par le(la) Président(e) du Conseil de Fondation, ou en cas d'absence de ce dernier, par le(la) Vice-président-e.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 2 pages.

16 MAR 2009

Chemin Dujuy 20 - Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 80 - Fax (022) 346 63 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

Handwritten signature and a circular stamp.

Article 13

1. Le Bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire.
2. Il prend ses décisions à la majorité.
3. En cas d'urgence, il peut également prendre ses décisions par voie écrite.
4. Il est tenu un procès-verbal des décisions du Bureau qui peut être consulté par tous les membres du Conseil de Fondation.

Article 14

1. Le Bureau est l'organe exécutif du Conseil de Fondation et à les attributions suivantes :
 - a. Il pourvoit à l'exécution des décisions du Conseil ;
 - b. Il contrôle et supervise la direction pour la gestion courante ;
 - c. Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil ;
 - d. Il prépare les délibérations du Conseil, les rapports et les propositions à présenter ;
 - e. Il rend compte au Conseil de ses activités ;
 - f. D'une manière générale, il prend toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer le bon fonctionnement de la Fondation.
2. Pour l'exécution de ses tâches, le Bureau du Conseil s'appuie sur la direction de la Fondation.

Article 15

1. La direction est composée des membres nommés par le Conseil de Fondation.
2. La direction est responsable de la gestion courante de la Fondation.
3. Elle rend compte de ses activités au Bureau du Conseil.
4. Elle participe aux séances du Conseil de Fondation avec voix consultative et lui soumet toutes les propositions nécessitant sa décision ou sa ratification.

CHAPITRE IV*Membres d'honneur***Article 15a**

Le Conseil peut accorder le statut de membre d'honneur à des personnes ayant apporté une contribution personnelle extraordinaire à la SGIPA.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 2 page(s).

16 MAR. 2009

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

Chemin Dupuy 20 - Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 88 - Fax (022) 346 63 32
www.sgipa.ch - fendsgipa@sgipa.ch

CHAPITRE V

Personnel

Article 16

1. Le personnel nommé par le Conseil d'Etat et détaché pour être mis à disposition de la Fondation reste sous contrat de droit public, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.
2. Le statut du personnel sous contrat de droit privé est négocié avec les syndicats représentatifs, par analogie avec le statut du personnel de la fonction publique.
3. Les membres du personnel sont libres de s'affilier au syndicat de leur choix et leurs droits syndicaux fondamentaux sont garantis.

CHAPITRE VI

Comptes et Organe de Contrôle

Article 17

1. L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.
2. Les comptes de la Fondation sont arrêtés annuellement au 31 décembre. Ils sont établis à la date de clôture des comptes.
3. Le Conseil de Fondation mandate un organe de contrôle indépendant, membre de la Chambre Fiduciaire Suisse, chargé du contrôle des comptes et des tâches que lui confie le Conseil de Fondation ou le Bureau du conseil. Cet organe de contrôle peut vérifier en tout temps les disponibilités, les livres, les fiches comptables, documents et dossiers auxquels il a accès de droit.
4. Demeurent réservés, en tout temps, les contrôles que peut prescrire l'autorité de surveillance, notamment dans le cadre de l'article 4 du règlement sur la surveillance des fondations de droit civil et des institutions de prévoyance, du 16 janvier 1985 (E 1 1603).

Article 18

1. A la fin de chaque exercice, l'organe de contrôle des comptes soumet au Conseil de Fondation un rapport écrit.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 3 page(s).

16 MAR. 2009

Recein Duhuy 20 - Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 88 - Fax (022) 346 83 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.



CHAPITRE VII

Exclusion, dissolution

Article 19

L'exclusion d'un membre du Conseil de Fondation peut être prononcée par l'autorité de surveillance des fondations, conformément aux dispositions légales ou réglementaires.

L'exclusion d'un membre du Conseil de Fondation peut également être prononcée par le Conseil de Fondation à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents.

Article 20

1. En cas de dissolution de la Fondation, l'actif net sera remis à une institution poursuivant le même but ou un but analogue.
2. A défaut, l'actif net sera utilisé à un but de pure utilité publique. En aucun cas, les biens de la fondation ne peuvent faire retour aux fondateurs, ni être utilisés à leur profit.
3. En cas de dissolution, aucune mesure, en particulier aucune mesure de liquidation, ne peut être prise sans l'accord exprès de l'autorité de surveillance des fondations qui se prononce sur la base d'un rapport motivé et écrit du Conseil de Fondation.

Genève, le 24 novembre 2008

Les présents statuts ont été adoptés par le Conseil de Fondation de la SGIPA le 24 novembre 2008 et ratifiés par le Service de surveillance de fondation et des institutions de prévoyance le 16 mars 2009. Ils remplacent les statuts adoptés le 16 juin 1999 et modifiés le 12 décembre 2006.

Photocopie certifiée conforme à l'original
d'un document comportant 2 page(s).

16 MAR. 2009

Service de surveillance des fondations
et des institutions de prévoyance.

Case postale 19 - 1231 Conches - Tél. (022) 346 33 88 - Fax (022) 346 83 32
www.sgipa.ch - fondsgipa@sgipa.ch



(Situation mars 2011)

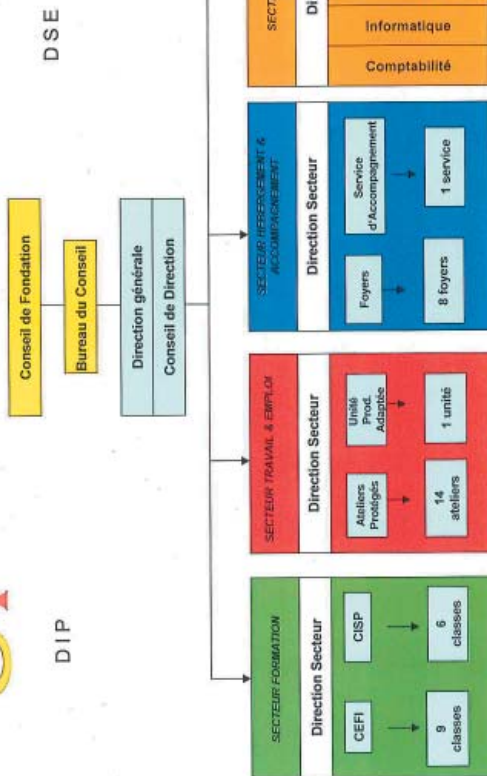
MEMBRES DU BUREAU ET DU CONSEIL

M. Christian BAVAREL, Président
Mme Irène BUCHE, Vice-présidente
Monsieur Charly GALLEY
M. Jean-Charles RIELLE

MEMBRES

M. Conrad AEBY
M. Gabriel BARRILLIER
M. Jean-Paul BIFFIGER
Mme Martine BRUNSCHWIG GRAF
M. Daniel CAVIOLI
M. Freddy SARFATI
M. Thomas von AARBURG
M. Francis WALPEN

SGIPA - Direction/reds - 10.3.2011



Fondation SGIPA

Annexe 3

BUDGETS PREVISIONNELS CONSOLIDES DES EXERCICES 2011 - 2012 - 2013

| CONSOLIDE MAJEURS (DSE) - MINEURS (DIP) | | | | | | |
|---|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| No | Libellé | COMPTES 2009 | BUDGET 2010 | BUDGET 2011 | BUDGET 2012 | BUDGET 2013 |
| 3-4 | Charges d'exploitation | | | | | |
| 3 | Salaires, honoraires et charges sociales | | | | | |
| 30 | Enseignants | 1'911'329 | 2'136'224 | 2'382'344 | 2'500'696 | 2'554'872 |
| | Suppléances | | 36'000 | 0 | 0 | 0 |
| | Remplaçants et suppléances enseignants | | | 0 | 0 | 0 |
| 31 | Educateurs et ASE | 6'532'733 | 5'593'263 | 5'927'664 | 5'927'664 | 5'927'664 |
| | Remplaçants éducateurs secteur | | 61'500 | 0 | 0 | 0 |
| 32 | Psychologues | 556'198 | 515'856 | 601'926 | 668'899 | 695'588 |
| | Ens. Gym | 378'682 | 432'639 | 502'979 | 533'949 | 546'338 |
| | Remplaçants gym | | | 0 | 0 | 0 |
| 33 | Direction des homes | 1'024'234 | 1'038'888 | 916'129 | 916'129 | 916'129 |
| | Direction et administration | 962'921 | 996'768 | 1'168'251 | 1'188'677 | 1'197'128 |
| | Jetons de présence | | 27'300 | 21'300 | 21'300 | 21'300 |
| 34 | Economat et services de maison | 736'480 | 744'553 | 774'573 | 790'769 | 797'247 |
| 35 | Apprentis / stagiaires | 32'247 | 62'285 | 40'840 | 40'840 | 40'840 |
| 36 | Maîtres d'ateliers protégés et MSP | 3'782'274 | 3'791'703 | 3'813'224 | 4'194'701 | 4'347'291 |
| | Remplaçants maîtres d'atelier et MSP | | 73'000 | 0 | 0 | 0 |
| | Chauffeur, stagiaires, temporaires | 118'727 | 117'788 | 163'084 | 163'084 | 153'084 |
| | Ouvriers | 1'470'706 | 1'300'000 | 1'575'795 | 1'768'916 | 1'612'998 |
| 3 | Total des salaires | 16'506'529 | 16'917'867 | 17'878'109 | 18'706'824 | 19'010'679 |
| 37 | Charges sociales | 3'024'613 | 3'274'673 | 3'327'524 | 3'451'477 | 3'606'218 |
| 3 | Total des salaires et charges sociales | 19'531'142 | 20'192'541 | 21'205'633 | 22'158'301 | 22'616'897 |
| 38 | Autres charges de personnel (y.c. système quali) | 64'917 | 69'690 | 107'850 | 148'650 | 153'650 |
| 39 | Honoraires | 38'823 | 27'000 | 25'500 | 25'500 | 25'500 |
| 3 | Total des charges de personnel | 19'664'982 | 20'309'491 | 21'338'983 | 22'331'651 | 22'696'147 |
| 4 | Autres charges d'exploitation | | | | | |
| 40 | Besoins médicaux | 6'089 | 3'800 | 4'850 | 6'850 | 6'850 |
| 41 | Alimentation | 1'002'966 | 1'009'000 | 1'035'000 | 1'196'000 | 1'238'000 |
| 42 | Entretien et ménage | 216'999 | 213'320 | 232'670 | 234'170 | 235'170 |
| 43 | Entretien/rép. immeuble/mobilier/véhicules | 293'108 | 279'200 | 287'250 | 265'250 | 296'250 |
| 44 | Frais d'utilisation des installations | 1'988'593 | 76'250 | 98'300 | 116'300 | 115'300 |
| | Loyers | | 1'355'277 | 1'449'885 | 1'506'885 | 1'505'885 |
| | Loyers pavillons Florissant | | 575'670 | 731'906 | 731'906 | 731'906 |
| 45 | Eau et énergie | 310'895 | 309'414 | 351'470 | 356'470 | 356'470 |
| 46 | Ecole et formation | 478'780 | 542'750 | 443'600 | 471'800 | 473'800 |
| 47 | Frais de bureau et d'administration | 312'821 | 247'900 | 281'650 | 273'150 | 273'150 |
| | Frais informatique soft et développement | | 63'200 | 88'100 | 88'100 | 88'100 |

Fondation SGIPA

BUDGETS PREVISIONNELS CONSOLIDES DES EXERCICES 2011 - 2012 - 2013

| | | CONSOLIDE MAJEURS (DSE) - MINEURS (DIP) | | | | |
|-------|--|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| No | Libellé | COMPTES 2009 | BUDGET 2010 | BUDGET 2011 | BUDGET 2012 | BUDGET 2013 |
| 48 | Outilage et matériel pour ateliers | 142'990 | 125'200 | 170'200 | 220'200 | 170'200 |
| 49 | Primes d'assurances et impôts véhicules | 472'627 | 89'360 | 73'720 | 78'220 | 78'220 |
| | Transports | | | 0 | 0 | 0 |
| | Forfaits frais personnel (foyers) | | 280'500 | | 0 | 0 |
| | Divers | | 67'620 | 114'351 | 119'851 | 115'851 |
| 40-49 | Total autres charges | 5'225'898 | 5'267'661 | 5'340'152 | 5'694'152 | 5'686'152 |
| 3-4 | Total des charges d'exploitation | 24'890'880 | 26'577'151 | 26'679'135 | 28'026'803 | 28'382'299 |
| No | Libellé | COMPTES 2009 | BUDGET 2010 | BUDGET 2011 | BUDGET 2012 | BUDGET 2013 |
| 8 | Produits d'exploitation | | | | | |
| 60 | Revenus de la formation scolaire spéciale | -573'047 | -793'300 | -301'000 | -304'000 | -305'700 |
| 62 | Contributions personnes handicapées | -3'475'433 | -3'401'850 | -3'422'460 | -3'472'460 | -3'485'460 |
| 63 | Revenus de la fabrication | -1'573'770 | -1'541'500 | -1'400'000 | -1'490'000 | -1'500'000 |
| 60-63 | Sous-total I | -5'622'250 | -5'736'650 | -5'123'460 | -5'266'460 | -5'291'160 |
| 66 | Revenus location et intérêts | -69'531 | -62'460 | -48'295 | -48'295 | -48'295 |
| 68 | Revenus des prest. au personnel et tiers | -35'095 | -34'890 | -28'550 | -28'550 | -28'550 |
| 69 | Subventions cantonales : | -19'279'961 | | | | |
| | DSE | | -16'060'732 | -16'762'075 | -17'914'075 | -18'042'075 |
| | En nature | | -325'572 | -315'044 | -315'044 | -315'044 |
| | DIP | | -3'440'219 | -4'599'141 | -4'685'473 | -4'705'473 |
| | Part. cantonale emplois (solidarité-retour emploi) | | -48'804 | -131'330 | -131'330 | -131'330 |
| | Autres produits | | | 0 | 0 | 0 |
| 65-69 | Sous-total II | -19'381'578 | -19'972'677 | -21'884'436 | -23'063'768 | -23'270'768 |
| 6 | Total produits d'exploitation | -25'003'828 | -25'709'327 | -27'007'896 | -28'360'228 | -28'561'928 |
| No | Libellé | COMPTES 2009 | BUDGET 2010 | BUDGET 2011 | BUDGET 2012 | BUDGET 2013 |
| 3-4 | Total des charges d'exploitation | 24'890'880 | 26'577'151 | 26'679'135 | 28'026'803 | 28'382'299 |
| 6-7 | Total des produits d'exploitation | -25'003'828 | -25'709'327 | -27'007'896 | -28'360'228 | -28'561'928 |
| | Résultat d'exercice avant amortissements | -112'947 | -132'176 | -328'761 | -334'425 | -179'629 |
| | Amortissements | 201'781 | 157'975 | 193'000 | 203'000 | 203'000 |
| | Résultat d'exploitation - Bénéfice/(Perte) | 88'833 | 26'799 | -135'761 | -131'425 | 23'371 |
| | Charges et produits extraord. ou ex. précédent | -154'309 | | | | |
| | Bénéfice de l'exercice | -65'495 | | | | |

Fondation SGIPA

BUDGETS PREVISIONNELS PAR SECTEURS DES EXERCICES 2011 - 2012 - 2013

| No | Libellé | BUDGET 2011 | | | BUDGET 2012 | | | BUDGET 2013 | | | | | |
|-----|---|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
| | | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | | | |
| | | Foyers +Emilage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Emilage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Emilage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) |
| 3-4 | Charges d'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| 3 | Salaires, honoraires et charges sociales | | | | | | | | | | | | 2'554'872 |
| 30 | Enseignants | | | | | | | | | | | | 0 |
| | Suppléants | | | | | | | | | | | | 0 |
| | Remplacants et suppléances enseignants | | | | | | | | | | | | 0 |
| 31 | Éducateurs et ASE | 5'773'345 | 154'320 | 5'927'664 | | | | | 5'773'345 | 154'320 | 5'927'664 | | 0 |
| | Remplacants éducateurs secteur | | | | | | | | | | | | 0 |
| 32 | Psychologues | | | | | | | | | | | | 249'611 |
| | Ens. Gym | | | | | | | | | | | | 200'997 |
| | Remplacants gym | | | | | | | | | | | | 0 |
| 33 | Direction des homes | 916'129 | | 916'129 | | | | | 916'129 | | 916'129 | | 0 |
| | Direction et administration | 2'19'632 | | 2'19'632 | 284'842 | | | | 2'19'632 | | 2'19'632 | | 0 |
| | Jetons de présence | 6'300 | | 6'300 | | | | | 6'300 | | 6'300 | | 0 |
| 34 | Economat et services de maison | 718'449 | | 718'449 | | | | | 718'449 | | 718'449 | | 0 |
| 35 | Apprentis / stagiaires | 34'240,00 | | 34'240,00 | | | | | 34'240,00 | | 34'240,00 | | 0 |
| 36 | Maîtres d'ateliers protégés et MSP | | | | | | | | | | | | 294'342 |
| | Remplacants maîtres d'atelier et MSP | | | | | | | | | | | | 0 |
| | Chaufleur, stagiaires, temporaires | | | | | | | | | | | | 0 |
| | Ouvriers | | | | | | | | | | | | 0 |
| 3 | Total des salaires | 7'668'094 | 7'092'221 | 14'760'316 | 3'117'794 | | | | 7'668'094 | 7'801'584 | 15'469'679 | 3'235'146 | 3'290'322 |
| 37 | Charges sociales | 1'515'526 | | 1'515'526 | 640'337 | | | | 1'515'526 | 1'286'860 | 2'782'386 | 669'091 | 660'468 |
| 3 | Total des salaires et charges sociales | 9'183'620 | 8'297'883 | 17'441'503 | 3'764'130 | | | | 9'183'620 | 9'068'445 | 18'252'065 | 3'905'236 | 3'950'790 |
| 38 | Autres charges de personnel (y.c. systèmes qual | 31'850 | | 31'850 | 34'500 | | | | 31'850 | 77'500 | 109'350 | 39'500 | 39'500 |
| 39 | Honoraires | 5'000 | | 5'000 | 12'000 | | | | 5'000 | 8'500 | 13'500 | 12'000 | 12'000 |
| 3 | Total des charges de personnel | 9'220'470 | 8'307'883 | 17'528'353 | 3'810'630 | | | | 9'220'470 | 9'154'445 | 18'374'915 | 3'956'736 | 4'022'298 |

Fondation SGIPA

BUDGETS PREVISIONNELS PAR SECTEURS DES EXERCICES 2011 - 2012 - 2013

| No | Libellé | BUDGET 2011 | | | | BUDGET 2012 | | | | BUDGET 2013 | | | |
|------|--|----------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| | | SECTEUR MAJEURS | | | MINEURS | SECTEUR MAJEURS | | | MINEURS | SECTEUR MAJEURS | | | MINEURS |
| | | Foyers +Emtage + SDA | Astiers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEF (DIP) | Foyers +Emtage + SDA | Astiers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEF (DIP) | Foyers +Emtage + SDA | Astiers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEF (DIP) |
| 4 | Autres charges d'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| 40 | Besoins médicaux | 2600 | 2000 | 4600 | 250 | | 6600 | 250 | 2600 | 4000 | 6600 | | 250 |
| 41 | Alimentation | 270000 | 637000 | 907000 | 120000 | | 1048000 | 150000 | 270000 | 818000 | 1088000 | | 150000 |
| 42 | Entretien et ménage | 56020 | 110250,0 | 166270 | 66400 | | 187870 | 66600 | 56020 | 112550,0 | 168570 | | 66600 |
| 43 | Entretien/rep. Immeubles/mobilités/véhicules | 144750 | 104200 | 248950 | 38300 | | 286950 | 38300 | 144750 | 113200 | 257950 | | 38300 |
| 44 | Frais d'utilisation des installations | 41000 | 41000 | 82000 | 18300 | | 97000 | 18300 | 41000 | 56000 | 97000 | | 18300 |
| | Loyers | 759384 | 498371 | 1257765 | 189120 | | 1317765 | 189120 | 759384 | 538371 | 1317765 | | 189120 |
| | Loyers pavillons Florissant | 40000 | 491306 | 531306 | 200600 | | 531306 | 200600 | 40000 | 491306 | 531306 | | 200600 |
| 45 | Eau et énergie | 159500 | 135200 | 294700 | 55770 | | 299700 | 55770 | 159500 | 140200 | 299700 | | 55770 |
| 46 | Ecole et formation | 204900 | 97000 | 301900 | 141900 | | 300900 | 150900 | 204900 | 116000 | 320900 | | 150900 |
| 47 | Frais de bureau et d'administration | 84750 | 119800 | 204050 | 57600 | | 213550 | 59600 | 84250 | 129300 | 213550 | | 59600 |
| | Frais informatique soft et développement | 18100 | 55000 | 73100 | 19000 | | 73100 | 15000 | 18100 | 55000 | 73100 | | 15000 |
| 48 | Outillage et matériel pour ateliers | | 170200 | 170200 | | | 220200 | | | 170200 | 170200 | | |
| 49 | Primes d'assurances et impôts véhicules | 21770 | 42700 | 64470 | 9280 | | 68770 | 9450 | 21770 | 47000 | 68770 | | 9450 |
| | Transports | | | 0 | | | 0 | | | | 0 | | 0 |
| | Frais frais personnel (foyers) | 67250 | 35650 | 102900 | 11461 | | 108600 | 11461 | 67250 | 37150 | 104400 | | 11461 |
| | Divers | | | | | | | | | | | | |
| 40-1 | Total autres charges | 1869534 | 2538677 | 4409211 | 930941 | | 4727911 | 960341 | 1869534 | 2848277 | 4717811 | | 960341 |
| 5-1 | Total des charges d'exploitation | 11050004 | 19347950 | 21937554 | 4741571 | | 23102726 | 4923077 | 11050004 | 12301865 | 23391669 | | 4950030 |

BUDGETS PREVISIONNELS PAR SECTEURS DES EXERCICES 2011 - 2012 - 2013

| No | Libellé | BUDGET 2011 | | | | BUDGET 2012 | | | | BUDGET 2013 | | | |
|--------------------|--|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
| | | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | | SECTEUR MAJEURS | | MINEURS | |
| | | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) |
| 6 | Produits d'exploitation | | | | | | | | | | | | |
| 60 | Revenus de la formation scolaire spéciale | | -50'000 | -50'000 | -251'000 | | -50'000 | -50'000 | -254'000 | | -50'000 | -50'000 | |
| 62 | Contributions personnes handicapées | -3'067'460 | -340'000 | -3'407'460 | -15'000 | -3'067'460 | -390'000 | -3'457'460 | -15'000 | -3'067'460 | -403'000 | -3'470'460 | |
| 63 | Revenus de la fabrication | | -1'400'000 | -1'400'000 | 0 | | -1'490'000 | -1'490'000 | 0 | | -1'500'000 | -1'500'000 | |
| 60-4-Sous-total I | | -3'067'460 | -1'790'000 | -4'857'460 | -266'000 | -3'067'460 | -1'930'000 | -4'997'460 | -269'000 | -3'067'460 | -1'953'000 | -5'020'460 | |
| 66 | Revenus location et intérêts | -27'296 | -21'000 | -48'296 | 0 | -27'296 | -21'000 | -48'296 | 0 | -27'296 | -21'000 | -48'296 | |
| 68 | Revenus des prest. au personnel et tiers | -22'100 | -2'400 | -24'500 | -4'050 | -22'100 | -2'400 | -24'500 | -4'050 | -22'100 | -2'400 | -24'500 | |
| 69 | Subventions cantonales ; DSE | | -364'000 | -364'000 | -17'762'075 | | -1'536'000 | -1'794'075 | | | -1'564'000 | -18'042'075 | |
| | En nature | -165'000 | -97'429 | -262'429 | -52'616 | -165'000 | -97'429 | -262'429 | -52'616 | -165'000 | -97'429 | -262'429 | |
| | DIP | | | | -4'599'141 | | | | -4'596'473 | | | | |
| | Part. cantonale emploi (solidarités-retour emploi) | | -131'330 | -131'330 | 0 | | -131'330 | -131'330 | 0 | | -131'330 | -131'330 | |
| 65-4-Sous-total II | | -214'396 | 636'159 | -17'228'630 | -4'652'006 | -214'396 | -1'788'159 | -18'380'630 | -4'713'138 | -214'396 | -1'916'159 | -18'588'630 | |
| 6 | Total produits d'exploitation | -3'281'856 | -2'436'159 | -22'085'093 | -4'921'906 | -3'281'856 | -3'718'159 | -23'378'090 | -4'982'138 | -3'281'856 | -3'869'159 | -23'529'090 | |
| No | Libellé | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) | Foyers +Embrage + SDA | Ateliers protégés | TOTAL MAJEURS (DSE) | CISP & CEFI (DIP) |
| 3-4 | Total des charges d'exploitation | 11'030'004 | 10'847'560 | 21'877'564 | 4'741'571 | 11'030'004 | 12'012'722 | 23'042'726 | 4'923'077 | 11'030'004 | 12'301'665 | 23'331'669 | 4'980'539 |
| 6-7 | Total des produits de exploitation | -3'281'856 | -2'436'159 | -22'085'090 | -4'921'906 | -3'281'856 | -3'718'159 | -23'378'090 | -4'982'138 | -3'281'856 | -3'869'159 | -23'529'090 | -5'032'938 |
| | Résultat d'exercice avant amortissements | 7'808'148 | 8'421'401 | -148'526 | -100'236 | 7'808'148 | 8'254'562 | -275'264 | -59'061 | 7'808'148 | 8'432'506 | -137'421 | -42'206 |
| | Amortissements | 45'000 | 105'000 | 150'000 | 42'000 | 45'000 | 116'000 | 161'000 | 42'000 | 45'000 | 116'000 | 161'000 | 42'000 |
| | Résultat d'exploitation - Bénéfice(Perte) | 7'853'148 | 8'527'401 | 2'174 | -138'236 | 7'853'148 | 8'410'562 | -114'264 | -17'061 | 7'853'148 | 8'548'506 | 23'579 | -308 |
| | Charges et produits extrinsec. ou ex. precedent | | | | | | | | | | | | |
| | Bénéfice de l'exercice | | | | | | | | | | | | |

Annexa 3

FIDUCIAIRE WUARIN & CHATTON

Société anonyme

Chemin Frank-Thomas 36
1211 GENÈVE 6**FONDATION SGIPA**

20, Chemin J.-F. Dupuy

1231 Conches

Rapport de l'organe de révision**sur les comptes annuels 2009**

* * *

Membre de la CHAMBRE  FIDUCIAIRE

FONDATION SGIPA - Chêne-Bougeries (commune politique)
20, chemin Dupuy
1231 Conches

-1-

COMPTES ANNUELS 2009

| <u>Table des matières</u> | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels de l'exercice 2009 | 2-3 |
| Bilan - Actif | 4 |
| Bilan - Passif | 5 |
| Compte de profits et pertes - Produits | 6 |
| Compte de profits et pertes - Charges | 7-11 |
| Compte de profits et pertes - Résultat net | 11 |
| Annexe au bilan | 12 |
| Notes sur les comptes annuels : | |
| - Buts et organisation de la Fondation, Dispositif au 31.12.2009 | 13 |
| - Organes de la Fondation, indemnités et salaires versés aux membres du Conseil de Fondation et de la Direction, renseignements généraux | 14 |
| - Principes comptables | 15 |
| - Comptes de bilan | 16-20 |
| - Comptes de profits et pertes | 21-22 |
| Tableau des flux de trésorerie | 23 |
| Tableau des fonds affectés par secteur | |
| Tableau de variation des fonds propres par secteur | 24 |
| Résumé des résultats sectoriels (cash-flow, amortiss., éléments extraord.) | 25 |
| Tableau récapitulatif des immobilisations corporelles | 26 |
| Calcul de répartition du résultat selon contrat de prestations | 27 |

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels au Conseil de Fondation

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la **FONDATION SGIPA**, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, l'annexe et les notes sur les comptes annuels, les tableaux des flux de trésorerie et de variation des fonds propres, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009. Les indications de l'exercice précédent mentionnées dans les comptes annuels ont été vérifiées par un autre organe de révision.

Responsabilité du Conseil de Fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil de Fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de Fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2009 sont conformes à la loi suisse, aux statuts ainsi qu'aux dispositions légales et directives de la République et Canton de Genève.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance¹ (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de Fondation.

En outre, nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 20 avril 2010

FIDUCIAIRE WUARIN & CHATTON S.A.

| | |
|--|---|
|  P. CIOCCO Expert-réviseur agréé Réviseur responsable |  J.-P. LADISA Expert-réviseur agréé |
|--|---|

Annexes

Comptes annuels comprenant :

- Bilan
- Compte de profits et pertes
- Annexe et notes sur les comptes annuels
- Tableau des flux de trésorerie
- Tableau de variation des fonds propres

¹ L'entreprise de révision et l'entreprise soumise à audit assument de la même manière la responsabilité pour que l'indépendance de l'organe de révision à l'égard du client soumis à audit soit préservée. L'entreprise de révision a l'obligation d'identifier et d'évaluer les circonstances et relations qui pourraient représenter une menace pour l'indépendance (independence in appearance), et si celles-ci ne sont pas manifestement insignifiantes, de prendre les mesures de protection qui s'imposent pour supprimer ces menaces ou du moins pour les réduire à un niveau acceptable. De telles circonstances et relations ainsi que les mesures de protection prises doivent être publiées dans le rapport d'audit à l'assemblée générale.

FONDATION SGIPA

-4-

BILAN AU 31 DECEMBRE 2009

| A C T I F | 31.12.2009 CHF | 31.12.2008 CHF |
|---|----------------------|---------------------|
| ACTIF CIRCULANT | | |
| Caisses, Poste, Banques | 1'548'980.76 | 6'878'357.39 |
| Banque cash pooling - Etat de Genève | 7'222'170.96 | 0.00 |
| Total liquidités Note 1 | 8'771'151.72 | 6'878'357.39 |
| Débiteurs-clients | 365'090.95 | 281'593.02 |
| Débiteurs divers | 53'934.95 | 0.00 |
| J. Ducroire s/débiteurs douteux | -30'771.55 | -36'093.00 |
| Impôt anticipé | 7'467.40 | 5'249.39 |
| Total débiteurs divers | 395'721.75 | 250'749.41 |
| Stock-marchandises Ateliers Protégés Note 2 | 8'300.00 | 5'500.00 |
| Subventions DIP | 42'369.00 | 277'031.10 |
| Subventions SFSS (DIP) | 101'888.00 | 355'998.00 |
| Subventions DSE | 29'671.00 | 552'886.40 |
| Subventions AI | 34'630.00 | 119'710.00 |
| Sous-total subventions à recevoir Note 3 | 298'558.00 | 1'305'625.50 |
| Actifs transitoires Note 4 | 181'655.91 | 169'960.18 |
| Comptes de régularisation actifs | 480'213.91 | 1'475'585.68 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 9'655'387.38 | 8'610'192.48 |
| ACTIF IMMOBILISE | | |
| Aménagement de l'environnement | 400.40 | 2'953.55 |
| Aménagement et installations fixes | 204'511.40 | 207'818.40 |
| Installations longue durée | 248'186.46 | 243'633.21 |
| Installations moyenne durée | 107'463.25 | 111'713.15 |
| Mobilier et Machines | 846.85 | 1'510.50 |
| Informatique | 82'946.75 | 33'072.85 |
| Total installations | 644'355.11 | 600'701.66 |
| Minibus & Remorques | 159'455.00 | 35'652.65 |
| Sous-total | 803'810.11 | 636'354.31 |
| J. Subventions d'investissements obtenues Note 5 | -91'572.80 | 0.00 |
| Total immobilisations corporelles Note 6 | 712'237.31 | 636'354.31 |
| Part coopérateur St-Jean Note 7 | 100'000.00 | 100'000.00 |
| Garantie loyer | 32'498.20 | 31'936.10 |
| Total immobilisations financières | 132'498.20 | 131'936.10 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 844'735.51 | 768'290.41 |
| TOTAL ACTIF | 10'500'122.89 | 9'378'482.89 |

FONDATION SGIPA

-5-

BILAN AU 31 DECEMBRE 2009

| P A S S I F | | 31.12.2009 CHF | 31.12.2008 CHF |
|--|---------|----------------------|---------------------|
| FONDS ETRANGERS | | | |
| Etat de Genève c/courants | Note 8 | 1'287'278.40 | 161'457.40 |
| Créanciers | Note 9 | 377'542.20 | 469'954.08 |
| Créanciers résidents | Note 10 | 296'099.08 | 259'840.88 |
| Passifs transitoires | Note 11 | 122'884.55 | 132'827.13 |
| Créanciers Etat de Genève : Traitement du résultat | Note 12 | 209'444.48 | 159'499.09 |
| TOTAL FONDS ETRANGERS | | 2'293'248.71 | 1'183'578.58 |
| FONDS AFFECTES | | | |
| Fonds d'investissements | | 5'000.00 | 10'000.00 |
| Fonds affectés | | 1'440.00 | 0.00 |
| TOTAL FONDS AFFECTES | Note 13 | 6'440.00 | 10'000.00 |
| FONDS PROPRES | | | |
| Capital de dotation | | 5'664'100.26 | 5'664'100.26 |
| Résultat reporté au 1er janvier | | 2'520'804.05 | 1'913'582.28 |
| Produits-charges 2008 d'exercices antérieurs | | 0.00 | 558'460.79 |
| Résultat de l'exercice après répartition | Note 12 | 15'529.87 | 48'760.98 |
| TOTAL FONDS PROPRES | Note 14 | 8'200'434.18 | 8'184'904.31 |
| TOTAL PASSIF | | 10'500'122.89 | 9'378'482.89 |

FONDATION SGIPA

-6-

COMpte DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| PRODUITS D'EXPLOITATION | BUDGET | | |
|--|-------------------|----------------------|----------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| Subventions | | | |
| Département Instruction Publique (DIP) | 3'074'000 | 3'202'219.00 | 3'139'259.00 |
| Département de la Solidarité et de l'Emploi (DSE) | 15'171'788 | 15'589'885.00 | 15'292'533.00 |
| Participation cantonale emplois solidarité | 0 | 41'483.80 | 12'086.30 |
| Participation cantonale allocation retour à l'emploi | 0 | 32'382.00 | 0.00 |
| Produits différés sur subventions d'investissement | Note 5 | 0 | 14'493.20 |
| Subventions monétaires | 18'245'788 | 18'880'463.00 | 18'443'878.30 |
| Etat de Genève, mise à disposition du personnel | | 18'103.00 | 12'063.00 |
| Etat de Genève, loyer | 316'950 | 357'590.00 | 362'200.00 |
| Subventions non-monétaires | 316'950 | 375'693.00 | 374'263.00 |
| TOTAL SUBVENTIONS | Note 15 | 19'256'156.00 | 18'818'141.30 |
| Prestations de l'AI | Note 16 | 540'000 | 116'510.00 |
| Prestations SFSS (DIP) | Note 16 | 0 | 386'181.00 |
| Recettes écolage, finances d'inscriptions et repas élèves | | 72'600 | 63'556.00 |
| Total revenus des écoles | | 612'600 | 542'482.00 |
| Revenus des pensions | | 3'037'000 | 3'002'061.80 |
| Remboursements repas ouvriers | | 289'000 | 309'897.50 |
| Participations bénéficiaires aux camps | | 132'700 | 163'473.40 |
| Total contributions des personnes handicapées | | 3'458'700 | 3'391'868.25 |
| Produit du travail des ouvriers | | 1'650'000 | 1'573'025.45 |
| Produit du travail divers | | 2'000 | 745.00 |
| Total revenus de la fabrication | | 1'652'000 | 1'573'770.45 |
| Recettes loyers SDA | | 26'900 | 27'265.60 |
| Escomptes et Boni TVA | | 29'000 | 30'781.73 |
| Total revenus locations et intérêts | | 55'900 | 58'047.33 |
| Remboursement logement | | 24'000 | 18'000.00 |
| Recettes diverses | | 15'888 | 17'086.00 |
| Total revenus des prestations au personnel et à des tiers | | 39'888 | 35'086.00 |
| Autres dons | | 0 | 3'585.00 |
| Total dons | | 0 | 3'585.00 |
| TOTAL AUTRES RECETTES | | 5'819'088 | 5'744'152.21 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | | 24'381'826 | 24'968'324.48 |

FONDATION SGIPA

-7-

COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| CHARGES D'EXPLOITATION | BUDGET | | |
|---|-------------------|----------------------|----------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| SALAIRES, CHARGES SOCIALES ET HONORAIRES | | | |
| Salaires enseignants | 1'828'989 | 1'964'867.45 | 1'724'464.15 |
| J. Indemnités journalières | -32'150 | -53'538.60 | -63'624.15 |
| Salaires enseignants Gym | 71'411 | 75'437.08 | 74'433.15 |
| Total salaires enseignants | 1'868'250 | 1'986'765.93 | 1'833'957.15 |
| Salaires éducateurs | 4'302'322 | 4'402'325.85 | 4'271'109.25 |
| J. Indemnités journalières | -100'105 | -186'037.80 | -104'676.45 |
| Salaires éducateurs SDA | 121'852 | 125'284.10 | 120'526.65 |
| Salaires éducateurs Ermitage | 942'362 | 930'413.15 | 932'390.25 |
| Indemnités journalières | -42'737 | -30'888.80 | -1'204.50 |
| Salaires assistants socio-éducatifs | 12'870 | 281'175.65 | 48'503.90 |
| Salaires stagiaires et apprentis | 32'754 | 25'281.05 | 29'024.40 |
| J. Indemnités journalières | 0 | -756.70 | 0.00 |
| Total salaires éducateurs | 5'269'318 | 5'546'796.50 | 5'295'673.50 |
| Salaires psychologues | 521'871 | 556'195.45 | 516'353.50 |
| Salaires enseignants gym | 317'402 | 317'500.86 | 306'883.60 |
| J. Indemnités journalières | 0 | -14'255.50 | 0.00 |
| Total salaires thérapeutes | 839'273 | 859'440.81 | 823'237.10 |
| Salaires directeurs des foyers | 1'068'822 | 1'034'085.15 | 1'022'642.75 |
| J. Indemnités journalières | 0 | -9'850.75 | 0.00 |
| Salaires administratifs | 928'954 | 967'704.40 | 914'059.20 |
| J. Indemnités journalières | -9'203 | -17'243.70 | -8'282.95 |
| Jetons de présence | 0 | 12'460.00 | 0.00 |
| Total salaires direction et administration | 1'988'573 | 1'987'155.10 | 1'928'419.00 |
| Salaires personnel de maison et cafétéria | 694'850 | 745'936.55 | 723'577.00 |
| J. Indemnités journalières | -1'000 | -9'456.10 | -33'521.85 |
| Total salaires personnel de maison | 693'850 | 736'480.45 | 690'055.15 |
| Salaires maîtres d'ateliers | 3'950'649 | 3'618'790.40 | 3'843'805.55 |
| J. Indemnités journalières | -51'511 | -12'318.45 | -55'598.90 |
| Salaires maîtres socio-professionnels | 17'146 | 175'801.75 | 0.00 |
| Salaires stagiaires | 20'000 | 18'183.70 | 3'121.50 |
| Salaires temporaires et chauffeur | 87'639 | 118'726.60 | 93'082.45 |
| Total salaires ateliers protégés | 4'023'923 | 3'919'184.00 | 3'884'410.60 |
| TOTAL DES SALAIRES DU PERSONNEL | 14'683'187 | 15'035'822.79 | 14'455'752.50 |
| Charges sociales privées | 3'075'325 | 2'501'016.80 | 2'300'284.00 |
| Charges sociales Etat | 0 | 523'596.35 | 557'623.45 |
| Total charges sociales | 3'075'325 | 3'024'613.15 | 2'857'907.45 |
| Salaires et charges sociales non-matérielles | Note 15 | 0 | 18'103.00 |
| Total personnel mis à disposition par l'Etat | | 0 | 18'103.00 |
| TOTAL SALAIRES ET CHARGES SOCIALES | 17'758'512 | 18'078'538.94 | 17'325'722.95 |

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| CHARGES D'EXPLOITATION | BUDGET | | |
|---|-------------------|----------------------|----------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| Salaires personnes handicapées | 1'303'000 | 1'334'416.10 | 1'326'524.95 |
| J. Indemnités journalières | 0 | -5'144.05 | -10'810.30 |
| Charges sociales personnes handicapées | 147'000 | 141'433.80 | 169'000.40 |
| Total salaires et charges sociales personnes handicapées | 1'450'000 | 1'470'705.85 | 1'484'715.05 |
| Autres charges de personnel | 106'700 | 94'917.35 | 76'730.39 |
| Honoraires pour prestations de tiers | 24'000 | 20'820.00 | 15'348.00 |
| TOTAL SALAIRES, CHARGES SOCIALES ET HONORAIRES | 19'339'212 | 19'664'982.14 | 18'902'516.39 |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| Besoins médicaux | 3'500 | 6'089.33 | 4'165.88 |
| Alimentation | 988'699 | 1'002'996.39 | 990'482.80 |
| Ménage et entretien | 49'900 | 60'019.75 | 57'258.44 |
| Frais d'entretien et de nettoyage Florissant | 165'683 | 156'979.30 | 153'439.60 |
| Total ménage et entretien | 215'583 | 216'999.05 | 210'698.04 |
| Entretien et réparation des immeubles, mobilier et véhicules | 226'998 | 238'859.64 | 215'692.65 |
| Entretien propriété & Jardins Florissant | 41'275 | 54'247.89 | 46'440.65 |
| Total entretien et répar. Immeubles, mobilier, véhicules | 268'273 | 293'107.53 | 262'133.30 |
| Achat installations, équipement et accessoires véhicules | 39'000 | 72'469.00 | 74'134.20 |
| Loyers et parkings | 1'002'515 | 1'012'582.55 | 987'773.80 |
| Loyer Pavillon Florissant | 492'480 | 537'960.00 | 533'350.00 |
| Perte sur caisse, sur vente véhicules, mobiliers, etc | 0 | 1'488.51 | 242.85 |
| Total frais d'utilisation des installations, loyers | 1'533'995 | 1'624'500.06 | 1'595'500.85 |
| Locaux mis à disposition par l'état | | | |
| Loyers non-monétaires | Note 15 | 192'590 | 357'590.00 |
| Services Industriels | 73'000 | 61'136.10 | 73'877.40 |
| Services Industriels Pavillon Florissant | 38'655 | 58'866.55 | 47'931.32 |
| Chauffage et eau chaude | 151'960 | 151'530.30 | 147'798.85 |
| Chauffage et eau chaude Pavillon Florissant | 39'400 | 39'361.95 | 38'579.83 |
| Total eau et énergie | 303'015 | 310'894.90 | 308'187.40 |

COMpte DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| CHARGES D'EXPLOITATION | BUDGET | | |
|--|-------------------|----------------------|----------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| Matériel scolaire et éducatif | 13'100 | 15'914.27 | 10'426.31 |
| Outillage, achat fourniture d'ateliers | 16'549 | 12'435.25 | 18'856.05 |
| Loisirs, matériel d'animation, excursions et visites | 489'349 | 422'299.83 | 492'339.99 |
| Forfait frais ateliers et indemnités stage élèves | 8'500 | 7'170.00 | 7'440.00 |
| Total école et formation | 527'498 | 457'819.35 | 529'062.35 |
| Matériel de bureau, imprimés | 60'525 | 65'122.70 | 63'879.99 |
| Téléphone, taxes postales, affranchissements | 89'500 | 77'591.28 | 81'530.67 |
| Frais repas, indemnités déplacement, sessions | 23'350 | 30'056.70 | 21'594.20 |
| Frais informatique, entretien logiciels | 89'700 | 63'356.40 | 67'332.26 |
| Frais de fiduciaire et tiers | 65'100 | 68'542.50 | 63'763.85 |
| Autres frais de bureau et d'administration | 13'550 | 8'151.40 | 18'095.05 |
| Total bureau et administration | 341'725 | 312'820.98 | 316'196.02 |
| Outillage et matériel | 130'000 | 142'990.45 | 188'677.25 |
| Primes d'assurances choses | 67'020 | 62'296.00 | 73'005.35 |
| Service voirie Pavillon Florissant | 3'600 | 3'709.90 | 3'469.80 |
| Transports personnes handicapées | 20'300 | 397.30 | 90'585.00 |
| Autres charges d'exploitation | 82'972 | 86'004.55 | 60'964.94 |
| Forfait frais personnels pensionnaires | 290'500 | 320'842.00 | 290'998.00 |
| Total autres charges d'exploitation | 464'392 | 473'249.75 | 519'023.09 |
| TOTAL AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 4'969'270 | 5'199'057.79 | 5'286'326.98 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 24'308'482 | 24'864'039.93 | 24'188'843.37 |

FONDATION SGIPA

-10-

COMpte DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| | BUDGET | | |
|---|-----------------|-------------------|-------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| Total produits d'exploitation | 24'381'826 | 24'968'324.48 | 24'562'293.51 |
| Total charges d'exploitation | 24'308'482 | 24'864'039.93 | 24'188'843.37 |
| CASH FLOW D'EXPLOITATION | 73'344 | 104'284.55 | 373'450.14 |
| Amortissement équipement 1/10 ème | 89'660 | 84'397.80 | 83'793.72 |
| Amortissement machines bureau 1/5 ème, informatique 1/4 | 3'810 | 16'869.60 | 5'758.25 |
| Amortissement équipement 1/5 ème | 45'650 | 50'675.00 | 45'138.95 |
| Amortissement véhicules 1/5 ème | 76'900 | 49'818.35 | 41'225.55 |
| TOTAL AMORTISSEMENTS | 216'020 | 201'760.75 | 175'916.47 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -142'676 | -97'476.20 | 197'533.67 |
| Produits d'intérêts bancaires & postaux | 5'860 | 8'483.35 | 8'802.44 |
| Produits financiers | 5'860 | 8'483.35 | 8'802.44 |
| Charges d'intérêts et frais bancaires & postaux | -7'500 | -6'873.85 | -6'536.17 |
| Charges financières | -7'500 | -6'873.85 | -6'536.17 |
| RESULTAT FINANCIER | -1'640 | 1'609.50 | 2'266.27 |
| Pertes s/exercices antérieurs | | 0.00 | -1'023.00 |
| Perte sur ventes véhicules, mobilier, machines | | -238.30 | -842.70 |
| Total autres charges hors exploitation | | -238.30 | -1'865.70 |
| Bénéfice sur ventes véhicules, mobilier, machines | | 3'799.00 | 2'493.55 |
| Total produits en capital | | 3'799.00 | 2'493.55 |
| Autres charges OFAS | | 0.00 | -0.32 |
| Charges diverses d'autres exercices | | -10'415.24 | -70'940.26 |
| Total charges sur exercices antérieurs | | -10'415.24 | -70'940.58 |
| Prestations SFSS d'autres exercices | | 130'988.00 | 0.00 |
| Subventions OFAS d'autres exercices | | 0.00 | 331'894.27 |
| Prestations AI d'autres exercices | | 19'970.00 | 200'772.00 |
| Produits divers d'exercices antérieurs | | 5'877.95 | 97'758.10 |
| Total produits sur exercices antérieurs | | 156'835.95 | 630'424.37 |
| RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS ET HORS EXPLOITATION | 0 | 149'981.41 | 560'111.64 |

FONDATION SGIPA

-11-

COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 2009

| | BUDGET | | |
|--|-----------------|-------------------|--------------------|
| | 2009 CHF | 2009 CHF | 2008 CHF |
| Dons 50ème anniversaire | | 0.00 | 93'050.00 |
| Ville de Genève, mise à disposition de la Promenade des Bastions | | 0.00 | 9'290.00 |
| Subventions indirectes des communes | | 0.00 | 1'158.00 |
| Participation élèves projet Cétacé | | 6'800.00 | 0.00 |
| Dons projet Cétacé | | 15'200.00 | 0.00 |
| Total produits exceptionnels | | 22'000.00 | 103'498.00 |
| Charges liées au 50ème anniversaire | | 0.00 | -103'783.42 |
| Charges liées au projet Cétacé | | -20'960.90 | 0.00 |
| Total charges exceptionnelles | | -20'960.90 | -103'783.42 |
| TOTAL (CHARGES) ET PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0 | 1'039.10 | -285.42 |
| Dissolution de réserves et provisions | | 6'617.45 | 35'000.00 |
| Total dissolutions de réserves et provisions | 0 | 6'617.45 | 35'000.00 |
| Attribution provision du croire s/débiteurs douteux | | -1'296.00 | -32'905.30 |
| Total attribution provisions | 0 | -1'296.00 | -32'905.30 |
| RESULTAT INTERMEDIAIRE | 0 | 60'475.26 | 761'720.86 |
| J. Attribution | | -1'440.00 | 0.00 |
| Utilisation | | 6'440.00 | 5'000.00 |
| RESULTAT SUR FONDS AFFECTES | 0 | 5'000.00 | 5'000.00 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE AVANT REPARTITION | -144'316 | 65'475.26 | 766'720.86 |
| J. PART REVENANT A L'ETAT | | -49'945.39 | -159'499.09 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE APRES REPARTITION | | 15'529.87 | 607'221.77 |

FONDATION SGIPA

-12-

ANNEXE AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2009

| | 31.12.2009 | 31.12.2008 |
|---|------------|------------|
| | CHF | CHF |
| ASSURANCE INCENDIE DES IMMOBILISATIONS | | |
| Valeurs d'assurance-incendie des: | | |
| Immobilisations corporelles | 4'843'000 | 4'843'000 |
| Informatique | 200'000 | 200'000 |

EVALUATION DES RISQUES

La Fondation reconnaît que la gestion des risques fait partie intégrante de ses activités. Une analyse des risques, auxquels la Fondation doit faire face, a été réalisée et formalisée par la Direction.

Ce dernier rapport a été discuté et approuvé lors de la séance du Conseil de Fondation du 15 février 2010.

RAPPORT DE L'INSPECTION CANTONALE DES FINANCES (ICF)

Le dernier rapport ICF est daté du 6 mars 2008.

RAPPORT DE PERFORMANCE

Le rapport de performance complet contenant entre autre les tableaux de bord des objectifs et indicateurs pour le suivi des prestations fait l'objet d'un fascicule séparé.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DU BILAN

Néant.

NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2009

BUTS ET ORGANISATION DE LA FONDATION

Présentation

La SGIPA est une fondation privée, reconnue d'utilité publique, qui exerce sa mission dans le cadre d'un Contrat de prestations avec l'Etat de Genève. Elle est au bénéfice d'une autorisation d'exploiter délivrée par le DSE.

Le Département de l'instruction publique, depuis la création de la SGIPA en 1958, et le Département de la solidarité et de l'emploi, depuis le 1^{er} janvier 2007, subventionnent l'institution.

La Fondation est au bénéfice d'une exonération d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ICC) selon Arrêté du Conseil d'Etat du 18 novembre 1998 et d'une exonération de l'IFD datée du 12 mars 2001, toutes deux de durée indéterminée.

Buts statutaires

- contribuer à la formation et à l'intégration professionnelle et sociale de personnes qui, au terme de leur scolarité obligatoire, ne peuvent entreprendre directement un apprentissage ou exercer un emploi,
- assurer une prise en charge de qualité à des personnes en situation de handicap mental, atteintes d'une invalidité au sens de l'AI,
- veiller au respect des différences et à l'épanouissement de ces personnes, en contribuant à les rendre aussi autonomes et responsables que possible.

DISPOSITIF SGIPA au 31.12.2009**Secteur Formation (« mineurs » - DIP)**

- **2 écoles spécialisées** : CEFI avec 56 places et CISP avec 35 places offrent une formation pré-professionnelle à des adolescents ayant terminé l'école obligatoire, qui, à cause de difficultés diverses, ont besoin d'une prise en charge prolongée avant de pouvoir rejoindre le monde du travail.

Secteur Travail et emploi (« majeurs » - DSE)

- **14 ateliers protégés** de production (indépendants ou intégrés en entreprise) proposent 214 places de travail à des personnes adultes en situation de handicap mental, qui bénéficient d'un contrat de travail et d'un salaire horaire.
- **1 atelier** (Unité de production adaptée - UPA) de 10 places pour l'accueil de personnes en situation de handicap mental qui, à cause de l'âge et/ou d'une diminution de capacités, ne peuvent plus assumer un rythme de production. Objectif : garder le plus longtemps possible leur autonomie et leur vie sociale dans un contexte adapté.

Secteur Hébergement et accompagnement (« majeurs » - DSE)

- **8 foyers**, avec 74 places, offrent un hébergement de vie communautaire et un encadrement par des professionnels de l'éducation. Objectif : favoriser, par une prise en charge personnalisée, l'autonomie et l'épanouissement des résidents;
- **1 service d'accompagnement (SDA)** permettant de suivre à domicile une quinzaine de personnes en situation de handicap mental, capables de vivre dans un logement indépendant, mais nécessitant un soutien régulier pour différents aspects de la vie quotidienne.

Au total, l'institution disposait de 404 places à fin décembre 2009 et l'ensemble des activités se déroule dans 23 endroits différents, tous situés dans le canton de Genève.

FONDATION SGIPA

-14-

NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2009

Composition du Conseil de Fondation au 31 décembre 2009

| | | | |
|----------|--------------|----------------------|-------------------------------|
| Monsieur | Christian | BAVAREL | Président et membre du Bureau |
| Madame | Irène | BUCHE | Membre du Bureau |
| Monsieur | Charly | GALLEY | Membre du Bureau |
| Monsieur | Jean-Charles | RIELLE | Membre du Bureau |
| Monsieur | Conrad | AEBY | Membre |
| Monsieur | Gabriel | BARRILLIER | Membre |
| Monsieur | Jean-Paul | BIFFIGER | Membre |
| Madame | Martine | BRUNTSCHWIG- GRAF | Membre |
| Madame | Carmen | GRELA | Représentante du personnel |
| Monsieur | Fredy | SARFATI | Représentant Insième - Genève |
| Monsieur | Thomas | VON AARBURG | Représentant du personnel |

Jetons de présences, indemnités et salaires versés aux membres du Conseil de Fondation et aux directeurs.

Le Président ainsi que les membres du Conseil de Fondation ont reçu des jetons de présence (indemnité horaire CHF 80.-) totalisant CHF 12'460.- pour l'exercice 2009.

Les directeurs, Monsieur A. Pronini et Madame I. Currat, sont rémunérés selon le système des traitements de l'Etat de Genève. Ils sont classés respectivement en classe 26 et 23.

Direction et Conseil de direction

| | | | |
|----------|----------------|-----------|--------------------------------|
| Monsieur | Angelo | PRONINI | Directeur |
| Madame | Iris | CURRAT | Directrice financière |
| Monsieur | Marc | CHAPELLE | Resp. Secteur Formation |
| Monsieur | Jean-Dominique | JACQUEMET | Resp. Secteur Travail & Emploi |
| Monsieur | Dominique | KROUG | Resp. Secteur Hébergement |
| Monsieur | Daniel | DETRUIT | Resp. Secteur Informatique |

Organe de révision

Fiduciaire Wuarin & Chatton S.A.
36, chemin Frank-Thomas
1208 Genève

Mandat pour les exercices 2009 à 2013.

Cet organe est indépendant de la Fondation et agréé en qualité d'expert-réviseur au sens de la Loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs.

Effectif du personnel au 31.12.2009

172 collaboratrices et collaborateurs à temps partiel ou complet pour un équivalent de 136,48 EPT. Le taux de rotation pour l'année 2009 a été de 6,4% (4,8% en 2008).

Signature et engagement de l'institution

Les membres du Bureau ainsi que le directeur et la directrice financière peuvent engager l'institution avec signature collective à deux.

NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2009

PRINCIPES COMPTABLES

1. La Fondation, en tant qu'organisation majoritairement financée par des indemnités cantonales, est soumise à la LGAF, à la LSGAF, à la LIAF, à la Swiss GAAP RPC 21, à la Directive transversale du Conseil d'Etat et aux directives des départements DSE et DIP.

Les comptes de l'exercice 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

L'établissement des comptes de l'exercice 2009 est basé sur la poursuite de l'exploitation, de l'importance relative et de la délimitation des charges et produits à la période.

Les principes comptables appliqués sont l'intégralité, la clarté, la prudence, la permanence dans la présentation et l'évaluation, et l'interdiction de compensation de charges et produits.

Les comptabilités et états financiers sont basés sur le principe des coûts historiques (valeur d'acquisition).

2. Les comptes de la FONDATION SGIPA regroupent les bilans et comptes de profits et pertes résultant de 14 comptabilités basées sur les entités suivantes :

- le Centre éducatif de formation professionnelle initiale (CEFI)
- le Centre d'Intégration socio-professionnelle (CISP)
- les Ateliers protégés (15 ateliers)
- les Foyers pour Handicapés (regroupement de la comptabilité de 7 foyers + comptabilité du secteur)
- le Foyer de l'Ermitage
- le Service d'accompagnement (SDA)
- le Pavillon Florissant (centre de charges réparties ensuite sur les différentes entités)

Le principe de consolidation (élimination des actifs / passifs et charges / produits réciproques) est appliqué dans la présentation finale des comptes annuels.

NOTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2009

COMPTES DE BILAN

Note 1 **Liquidités**

Il existe une cinquantaine de comptes de caisses, banques et La Poste, en raison notamment de la décentralisation des gestions de base (Ateliers, Foyers, etc.).

Tous les comptes bancaires sont ouverts auprès de la BCGe hormis 2 comptes à l'UBS (Foyer Pré-du-Camp).

Depuis octobre 2009, la Fondation et l'Etat de Genève ont mis en place une convention de Cash Pooling. Il y a quatre comptes de Cash Pooling ouverts auprès de la BCGe (foyers, ateliers protégés, CEFI et CISP).

Les comptes postaux et bancaires fonctionnent en principe avec une signature collective à deux ; toutefois pour les Foyers et pour trois Ateliers (ateliers simples) des signatures individuelles ont été conférées ; il y a lieu de préciser toutefois que les pièces et justificatifs sont transmis et contrôlés tous les mois à la comptabilité centrale au siège administratif de la SGIPA.

L'augmentation des liquidités à fin 2009 par rapport au 31 décembre 2008 s'explique d'une part, par le fait que les subventions de fonctionnement 2009 ont toutes été encaissées dans l'exercice alors que cela n'était pas le cas au 31 décembre 2008 et, d'autre part, qu'au 31 décembre 2009 il subsiste notamment des factures non encore payées à l'Etat de Genève pour des fonctionnaires travaillant à la SGIPA (voir Note 8).

| <u>Note 2</u> | Stock-marchandises | 2009 | 2008 |
|---------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
| | | CHF | CHF |
| | Atelier Protégé | 8'300.00 | 5'500.00 |
| | Total | 8'300.00 | 5'500.00 |

Il s'agit de marchandises (bois massif, panneaux, visserie, colle) détenues par l'atelier-bois de Florissant. La valeur du stock a été estimée. Il n'y a pas eu d'inventaire physique en fin d'exercice.

Note 3 **Subventions à recevoir**

| <u>Subventions DSE</u> | 2009 | 2008 |
|------------------------|------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| SDA | 0.00 | 8'116.40 |
| Ateliers protégés | 29'671.00 | 290'336.85 |
| Foyers | 0.00 | 208'893.15 |
| L'Ermitage | 0.00 | 45'540.00 |
| Total | 29'671.00 | 552'886.40 |

| <u>Subventions DIP</u> | 2009 | 2008 |
|------------------------|------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| CEFI | 0.00 | 277'031.10 |
| CISP | 42'369.00 | 0.00 |
| Total | 42'369.00 | 277'031.10 |

Les montants 2009 correspondent à des subventions d'investissements à encaisser.

FONDATION SGIPA

-17-

| <u>Subventions AI</u> | 2009 | 2008 |
|-----------------------|------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| CISP | 34'630.00 | 119'710.00 |
| Total | 34'630.00 | 119'710.00 |

Le montant 2009 correspond à des formations initiales (FI) dispensées en 2008 par le CISP pour un montant de CHF 17'450 et en 2009 pour une somme de CHF 17'180.

Subventions SFSS (Secrétariat à la Formation scolaire spéciale) - DIP

| | 2009 | 2008 |
|--------------|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| CEFI | 147'954.00 | 200'739.00 |
| CISP | 43'934.00 | 155'259.00 |
| Total | 191'888.00 | 355'998.00 |

Les prestations correspondent aux prises en charges acceptées par le SFSS à la date d'établissement des comptes.

Au 31 décembre 2009, 70 élèves étaient en attente de décision de subvention du SFSS :

| | | |
|---|------------|-------------------|
| CEFI 36 élèves en attente de décisions pour les années 2008-2009 | CHF | 58'706.00 |
| 2009-2010 | CHF | 119'441.00 |
| CISP 34 élèves en attente de décisions pour les années 2008-2009 | CHF | 43'934.00 |
| 2009-2010 | CHF | 80'174.00 |
| Total | CHF | 302'255.00 |

Ces montants ne peuvent pas être comptabilisés car, à la date de ce rapport, les décisions du SFSS n'étaient toujours pas arrêtées.

| <u>Note 4</u> | <u>Actifs transitoires</u> | 2009 | 2008 |
|---------------|----------------------------|-------------------|-------------------|
| | | CHF | CHF |
| | Charges payées d'avance | 127.86 | 24'514.48 |
| | Produits à recevoir | 181'528.05 | 145'445.70 |
| | Total | 181'655.91 | 169'960.18 |

FONDATION SGIPA

-18-

| | | |
|---------------|---|-------------------|
| <u>Note 5</u> | Subventions d'investissements obtenues | 2009 |
| | | CHF |
| | Subventions obtenues du DSE | 42'369.00 |
| | Subventions obtenues du DIP | 63'697.00 |
| | Total subvention d'investissement | 106'066.00 |
| | CEFI (DIP) | 3'139.50 |
| | CISP (DIP) | 3'461.90 |
| | Ateliers Protégés (DSE) | 7'891.80 |
| | Produits différés sur subventions d'investissements | 14'493.20 |
| | Subventions d'investissements obtenues | 91'572.80 |

Le produit différé est calculé sur la durée d'amortissement du bien subventionné.

Note 6 **Immobilisations corporelles**

Le tableau récapitulatif des Immobilisations corporelles avec amortissements figure à la page 26.

Note 7 **Immobilisations financières**

Il s'agit d'une part de CHF 100'000 dans la coopérative « Renouveau de Saint-Jean » (Immeuble sis av. des Tilleuls 23 – atelier professionnel environ 300 m²). La part détenue par SGIPA représente 9,72% du capital-sociétaires.
Selon les comptes annuels 2008/2009 bouclés au 30 juin 2009, la société présente un bénéfice au bilan de CHF 66'125.04

| | | | |
|---------------|----------------------------------|---------------------|-------------------|
| <u>Note 8</u> | Etat de Genève c/courants | 2009 | 2008 |
| | | CHF | CHF |
| | DIP | 239'055.85 | 656.25 |
| | DSE | 1'048'222.55 | 160'801.15 |
| | Total | 1'287'278.40 | 161'457.40 |

La créance due au Département de l'Instruction Publique (DIP) concerne les salaires des fonctionnaires travaillant à la SGIPA pour la période de septembre à décembre 2009.

En ce qui concerne celle due au Département de la Solidarité et de l'Emploi (DSE), elle se compose d'une part des salaires des fonctionnaires pour la période de septembre à décembre 2009 pour un montant de CHF 798'180.55 et d'autre part, de pensions facturées par la SGIPA, concernant trois personnes habitant dans le canton de Vaud, à restituer à l'Etat de Genève.

FONDATION SGIPA

-19-

| <u>Note 9</u> | Créanciers | 2009 | 2008 |
|---------------|---|-------------------|-------------------|
| | Les créanciers comprennent : | CHF | CHF |
| | Dettes envers les organismes sociaux (AVS, SUVA, Allianz) | 179'917.80 | 28'469.55 |
| | Dettes d'impôts (IS, TVA) | 29'017.45 | 82'045.25 |
| | Dettes envers les créanciers divers | 168'516.95 | 359'439.28 |
| | Total | 377'452.20 | 469'954.08 |

| <u>Note 10</u> | Créanciers résidents | 2009 | 2008 |
|----------------|--|-------------------|-------------------|
| | Les créanciers résidents comprennent : | CHF | CHF |
| | Foyer Ermitage | 28'700.91 | 34'158.05 |
| | Foyer Murcie | 88'215.51 | 56'385.58 |
| | Foyer Colladon | 46'759.41 | 16'822.04 |
| | Foyer Corbillettes | 34'848.84 | 48'067.77 |
| | Foyer Carl-Vogt | 69'918.56 | 68'702.64 |
| | Foyer Pré-du-Camp | 27'655.85 | 35'704.80 |
| | Total | 296'099.08 | 259'840.88 |

La contrepartie de ces engagements figure dans les comptes de liquidités à l'actif du bilan.

Note 11 **Passifs transitoires**

Les passifs transitoires comprennent des produits reçus d'avance et des charges à payer.

| | 2009 | 2008 |
|-------------------------|-------------------|-------------------|
| | CHF | CHF |
| Produits reçus d'avance | 8'685.00 | 250.00 |
| Charges à payer | 114'199.55 | 132'577.13 |
| Total | 122'884.55 | 132'827.13 |

Note 12 **Créanciers Etat de Genève : Traitement du résultat**

La Fondation a conclu un contrat de prestations avec l'Etat de Genève pour les années 2008-2009. Selon ce contrat, la SGIPA doit rétrocéder la part des subventions non dépensées. Ces sommes devront être restituées à l'échéance du contrat.

Pour l'exercice 2009, la part s'élève à CHF 49'945,39, contre CHF 159'499,09 pour l'année précédente, soit un total de CHF 209'444,48 à restituer. Le calcul est annexé ci-après en page 27.

FONDATION SGIPA

-20-

Note 13 Fonds affectés

Les Fonds d'investissements représentent la contrepartie des investissements non encore amortis, financés par des dons affectés, soit :

| | CHF | CHF |
|---|-------------|----------|
| Dons 2006 à l'atelier Florissant I (Fondation des Corbilletes) | 25'000.00 | |
| - part amortiss. (20%/an) graveuse | (20'000.00) | 5'000.00 |
| Total au bilan 2009 | | 5'000.00 |

Un tableau des fonds affectés par secteur figure à la page 24.

Note 14 Fonds propres

Les fonds propres au bilan correspondent au Capital de dotation de CHF 5'664'100.26, aux résultats reportés au 1^{er} janvier 2009 de CHF 2'520'804.05 et au résultat 2009 après répartition à l'Etat de CHF 15'529.87.

Par son courrier du 30 septembre 2009, le Département de l'Instruction Publique a décidé de laisser à la disposition de la Fondation SGIPA, le solde des résultats reportés arrêtés au 31 décembre 2007, le Capital de dotation et les prestations versées par l'OFAS et l'AI pour les exercices antérieurs à 2008, soit un montant total de CHF 8'110'348.49. Par cette décision, le DIP règle la problématique de thésaurisation dite du passé (antérieure à 2008).

Un tableau des Fonds propres par secteur figure à la page 24.

FONDATION SGIPA

-21-

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

| | | |
|----------------|---|----------------------|
| <u>Note 15</u> | Subventions | 2009 |
| | 15.1 Subventions monétaires | CHF |
| | Versées par le DSE | |
| | Subvention ordinaire de fonctionnement | 15'240'331.00 |
| | Subvention complémentaire introduction 13e salaire | 163'890.00 |
| | Annualisations 2007 et nouvelles places 2008 | 92'832.00 |
| | Annualisations 2008 et nouvelles places 2009 | 92'832.00 |
| | Sous-total | 15'589'885.00 |
| | Participation cantonale emplois solidarité | 41'483.80 |
| | Participation cantonale allocation retour à l'emploi | 32'382.00 |
| | Produits différés de subventions d'investissements (Note 5) | 7'891.80 |
| | Total subventions monétaires DSE | 15'671'642.60 |
| | Versées par le DIP | |
| | Subvention ordinaire de fonctionnement | 3'128'100.00 |
| | Subvention complémentaire introduction 13e salaire | 74'119.00 |
| | Sous-total | 3'202'219.00 |
| | Produits différés de subventions d'investissements (Note 5) | 6'601.40 |
| | Total subventions monétaires DIP | 3'208'820.40 |
| | Total subventions monétaires | 18'880'463.00 |

FONDATION SGIPA

-22-

| | |
|---|-------------------|
| 15.2 Subventions non monétaires | CHF |
| Locaux mis à disposition par l'Etat | |
| Chemin Colladon | 165'000.00 |
| Chemin Dupuy 20 | 192'590.00 |
| Total | 357'590.00 |
| Personnel mis à disposition par l'Etat | |
| Infirmier | 18'103.00 |
| Total | 18'103.00 |
| Total subventions non monétaires | 375'693.00 |

Note 16 Prestations de l'AI et SFSS

Les prestations de l'AI sont versées lorsque des élèves font des stages en formation initiale (FI) au CISP.

Un résumé des résultats sectoriels figure à la page 25.

Note 17 Tableau des remboursements d'assurance

Explication extra-comptable sur masse salariale 2009

| | |
|--|----------------------|
| Masse salariale selon compte d'exploitation publié | 16'722'688.29 |
| Remboursement APG | (339'490.45) |
| Sous-total 1 | 16'383'197.84 |
| Charges sociales | 3'166'046.95 |
| Sous-total 2 | 19'549'244.79 |
| Masse salariale des personnes handicapées | (1'470'705.85) |
| Total | 18'078'538.94 |

Ces chiffres ne comprennent pas les autres charges de personnel ni les honoraires pour prestations de tiers.

* * *

FONDATION SGIPA

-23-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| | Exercice 2009 | Exercice 2008 |
|---|------------------------------|------------------|
| | <u>en milliers de francs</u> | |
| Opérations d'exploitation | | |
| Résultat net de l'exercice | 65 | 767 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles | 201 | 176 |
| Produits différés sur Subventions pour équipements | -15 | 0 |
| Diminution / (Augment.) créances | -145 | 10 |
| Diminution / (Augment.) stock-marchandises | -3 | -4 |
| Diminution / (Augment.) subventions à recevoir | 1'007 | 3'550 |
| Diminution / (Augment.) actifs transitoires | -12 | -117 |
| Augmentation / (Diminution) c/c Etat | 1'079 | 64 |
| Augmentation / (Diminution) Créanciers divers | -92 | 220 |
| Augmentation / (Diminution) Créanciers Résidents | 36 | 0 |
| Augmentation / (Diminution) passifs transitoires | -10 | -76 |
| Flux de trésorerie provenant de l'exploitation | 2'111 | 4'590 |
| Opérations d'investissements | | |
| (Investissements)/désinvestiss.en immob.corporelles | -374 | -211 |
| (Investissements)/désinvestiss.en immob.financières | -1 | -8 |
| Subventions diverses reçues pour équipements | 111 | 141 |
| Flux de trésorerie provenant des investissements | -264 | -78 |
| Opérations de financement | | |
| Augmentation / (Diminution) Etat - traitement du résultat | 50 | 160 |
| Augmentation / (Diminution) fonds affectés | -4 | -5 |
| Flux de trésorerie provenant du financement | 46 | 155 |
| Variation de trésorerie totale | 1'893 | 4'667 |
| Soit | | |
| Trésorerie au 1er janvier | 6'878 | 2'211 |
| Trésorerie au 31 décembre | 8'771 | 6'878 |
| Variation comme ci-dessus | 1'893 | 4'667 |

FONDATION SGIPA

TABLEAU DES FONDS AFFECTES AU 31.12.2009 PAR SECTEUR (en CHF)

| | Secteur mineur (DIP) | | Secteur majeur (DSE) | | | TOTAL |
|-----------------------------|----------------------|------|----------------------|--------|------------|-----------|
| | CEFI | CISP | Ateliers protégés | Foyers | L'Ermitage | |
| Fonds affectés au 1.1.2009 | | | 10'000.00 | | | 10'000.00 |
| Dons de l'exercice | | | 1'440.00 | | | 1'440.00 |
| Amortissements 2009 | | | -5'000.00 | | | -5'000.00 |
| TOTAL FONDS AFFECTES | 0.00 | 0.00 | 6'440.00 | 0.00 | 0.00 | 6'440.00 |

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES PAR SECTEUR AU 31.12.2009 (en CHF)

| | Secteur mineur (DIP) | | Secteur majeur (DSE) | | | TOTAL |
|--|----------------------|--------------|----------------------|---------------|--------------|---------------|
| | CEFI | CISP | Ateliers protégés | Foyers | L'Ermitage | |
| Capital de dotation au 31.12.2008 (inchangé en 2009) | 0.00 | 1'084'743.00 | 2'255'859.51 | 2'119'979.10 | 200'000.00 | 3'518.65 |
| Bénéfice / (Perte) reportés au 1.1.2009 | 700'944.87 | 2'057'797.93 | 2'970'674.76 | -2'388'147.45 | -3'910'80.87 | -3'505'856.10 |
| Bénéfice / (Perte) exercice 2009 | 203'239.48 | 175'961.90 | 543'859.16 | -783'406.40 | -571'06.38 | -15'072.50 |
| Subventions non dépenrées à restituer à l'échéance du contrat de prestations - résultat 2008 - résultat 2009 (Perte) Bénéfice reportés au 31.12.2009 | 994'184.35 | 2'233'759.83 | 3'514'533.92 | -3'183'553.85 | -447'187.25 | -3'655'938.60 |
| TOTAUX FONDS PROPRES | 994'184.35 | 3'318'502.83 | 5'770'393.43 | -1'063'574.75 | -247'187.25 | 8'200'434.18 |

RESUME DES RESULTATS SECTORIELS 2009

| ENTITES | CASH FLOW ORDINAIRE | | ELEMENTS EXTRAORDINAIRES ET SUR EXERCICES ANTERIEURS | | AMORTISSEMENTS | | RESULTAT NET BENEFICE OU (PERTE) | |
|-------------------|---------------------|-------------------|---|-------------------|--------------------|--------------------|--|-------------------|
| | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 |
| | | | | | | | | |
| CEFI | 134740.38 | -36168.69 | 92762.05 | 334054.04 | -24262.95 | -16538.20 | 203239.48 | 2811557.15 |
| CISP | 133789.80 | 441427.84 | 60571.30 | 186911.23 | -185399.20 | -8834.75 | 175961.90 | 619504.32 |
| Ateliers protégés | 662166.35 | 1908536.87 | 280.96 | 68604.50 | -118588.15 | -80269.97 | 543859.16 | 1790871.40 |
| Foyers | -747729.90 | -1'917'800.05 | -2317.05 | 8'001.32 | -35559.45 | -61022.90 | -785406.40 | -116'70821.63 |
| L'Ermilage | -52'603.78 | -211'019.81 | -189.80 | 3'655.58 | -4'312.80 | -2'901.85 | -571'066.38 | -2'107'266.08 |
| SDA | -18'045.00 | -41'095.45 | 3810.70 | -2'370.05 | -838.20 | -558.80 | -15'072.50 | -44'124.30 |
| Total | 112'317.85 | 343'780.71 | 154'918.16 | 598'856.62 | -201'766.75 | -175'916.47 | 65'475.26 | 766'720.86 |

Observations: 2009 Les éléments extraordinaires et sur exercices antérieurs comprennent notamment:

CEFI : Prestations SFSS 2008 pour CHF 93'192.- - charges diverses sur exercices antérieurs pour CHF 429.95

CISP : Prestations SFSS 2008 pour CHF 37'052.-, prestations AI d'autres exercices CHF 1'9970.-, et

produits nets divers sur exercices antérieurs pour CHF 3'549.30

2008 Les éléments extraordinaires et sur exercices antérieurs comprennent :

CEFI : Prestations AI 2006 CHF 110'460, Subventions OFAS exercice 2006 CHF 94'996, exercice 2007 CHF 129'705.60.

CISP : Prestations AI 2006 CHF 90'312, Subventions OFAS exercice 2006 CHF 281'666.40, exercice 2007 CHF 57'203.20.

FONDATION SGIPA

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES 2009 (en CHF)

| | Valeurs d'acquisition | | | | Amortissements cumulés | | | | Valeur nette au bilan 31.12.2009 | |
|---|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|---------------------|-------------------|-----------------------|--|-------------------|
| | 01.01.2009 | Achats 2009 | Désinvestiss. 2009 | Participation Réglée | 31.12.2009 | 01.01.2009 | Amort.09 | Désinvestiss. 2009 | | 31.12.2009 |
| Aménagement de l'environnement (10 ans) amortiss. Annuel 10% | 41'53.55 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 4'153.55 | 3'472.80 | 280.35 | 0.00 | 3'753.15 | 400.40 |
| Installations fixes (10 ans) amortiss. Annuel 10% | 533'374.47 | 37'461.45 | 0.00 | -5'000.00 | 565'835.92 | 323'283.27 | 38'041.25 | 0.00 | 361'324.52 | 204'511.40 |
| Equipements de longue durée (10 ans) amortiss. Annuel 10% | 871'494.56 | 51'908.40 | 0.00 | 0.00 | 923'402.96 | 627'861.35 | 473'55.15 | 0.00 | 675'216.50 | 248'186.46 |
| Equipements de moyenne durée (5 ans) amortiss. Annuel 20% | 556'322.45 | 45'146.15 | 0.00 | 0.00 | 581'468.60 | 424'609.30 | 49'396.05 | 0.00 | 474'005.35 | 107'463.25 |
| Mobilier et machines (5 ans) amortiss. Annuel 20% | 31'693.10 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 31'693.10 | 30'182.60 | 662.65 | 0.00 | 30'845.25 | 847.85 |
| Informatique (4 ans) amortiss. Annuel 25% | 557'980.75 | 66'079.85 | 0.00 | 0.00 | 624'060.60 | 524'907.90 | 16'206.95 | 0.00 | 541'114.85 | 82'945.75 |
| Véhicules (5 ans) amortiss. Annuel 20% | 683'475.08 | 175'560.00 | -28'520.00 | 0.00 | 830'315.08 | 647'822.43 | 49'818.35 | -26'780.70 | 670'860.08 | 159'455.00 |
| Total | 3'218'493.96 | 375'955.85 | -28'520.00 | -5'000.00 | 3'560'929.81 | 2'582'139.65 | 201'760.75 | -26'780.70 | 2'757'119.70 | 803'810.11 |
| / Subventions d'investissement obtenues | | | | | | | | | | |
| + Retourne partielle / produits différés comptabilisés en produits d'exploitation (voir Note 5) | | | | | | | | | | |
| Immobilisations nettes (après prises en considération des mécanismes liés aux subventions d'investissement) | | | | | | | | | | |
| -106'066.00 | | | | | | | | | | |
| 14'493.20 | | | | | | | | | | |
| 712'237.31 | | | | | | | | | | |

-26-

Le seuil d'activation d'un actif corporel, ou d'un lot de même nature mais de valeur unitaire inférieure, s'élève à CHF 3'000.

FONDATION SGIPA

- 27 -

CALCUL DE REPARTITION DU RESULTAT 2009 SELON CONTRAT DE PRESTATIONS

Résultat conservé par la SGIPA

= ((Total des revenus - subventions) / total des revenus)

| DETERMINATION DES REVENUS | CHF | % | CHF |
|--|---------------------------|-----------------|-----|
| Subventions monétaires | 18'880'463.00 | | |
| Revenus écoles spécialisées | 566'247.00 | | |
| Contribution personnes handicapées | 3'475'432.70 | | |
| Revenus de la fabrication | 1'573'770.45 | | |
| Revenus locations et intérêts | 58'047.33 | | |
| Revenus des prestations | 35'086.00 | | |
| Dons | 3'585.00 | | |
| Produits financiers | 8'483.35 | | |
| Résultat s/exercices antérieurs et hors exploitation | 149'981.41 | | |
| Total des revenus | 24'751'096.24 | 100.0000 | |
| Subventions monétaires | 18'880'463.00 | 76.2813 | |
| Ecart | 5'870'633.24 | 23.7187 | |
| Coef | Total écart/total revenus | | |
| Coef | 0.237186797 | | |

CALCUL DU BENEFICE A REPARTIR

| | | |
|---|-------------------------|------------|
| Résultat de l'exercice 2009 avant répartition | | 65'475.26 |
| J. Part des subventions non dépensées à restituer à l'Etat de Genève | CHF 65'475,26 x 76,2813 | -49'945.39 |
| Résultat net de l'exercice après répartition | = résultat x coef. | 15'529.87 |

CREANCIER ETAT DE GENEVE

Résultats à restituer selon Contrat de prestations 2008 - 2009

| | |
|--------------------------|-------------------|
| - Pour 2008 | 159'499.09 |
| - Pour 2009 | 49'945.39 |
| Total à restituer | 209'444.48 |

Annexe 4

**Utilisation du logo de l'Etat de Genève par
les entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi**

Principes généraux

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous le logo de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation du logo par des entités subventionnées par le département de la solidarité et de l'emploi

Les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté. Cette référence peut se faire de deux manières :

1. logo de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul : "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (logo).

Emplacement du logo ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite;
- pour les brochures, rapports et autres : quatrième de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en deuxième de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques du logo et valide les bons à tirer des documents sur lesquels le logo de l'Etat est inséré.

Pour toute question ou renseignement complémentaire, prière de s'adresser à la cellule communication du secrétariat général : Madame Catherine Santoru (022 368 24 38).

Annexe 5

Liste d'adresses des personnes de contact

| | |
|--|---|
| Présidence et secrétariat général du département de la solidarité et de l'emploi | M. François Longchamp, conseiller d'Etat Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.54.00 Fax : 022.546.54.41 |
| Présidence et secrétariat général du département de l'instruction publique, de la culture et du sport | M. Charles Beer, conseiller d'Etat Case postale 3925 1211 Genève 3 Tél. : 022.546.69.00 Fax : 022.546.69.49 |
| Direction générale de l'action sociale | M. Marc Mangué, Directeur général Boulevard Georges-Favon 26 Case postale 5684 1211 Genève 11 Tél. : 022.546.51.45 Fax : 022.546.51.29 |
| Office médico-pédagogique | M. Stephan Eliez Rue David-Dufour 1 Case postale 50 1211 Genève 8 Tél. : 022.388.67.00 Fax : 022.388.67.69 |
| Service du contrôle interne du département de la solidarité et de l'emploi | M. Benedikt Cordt-Møller, Directeur Rue du Vieux-Marché 4 Case postale 3952 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.69.30 Fax : 022.388.69.39 |
| Direction générale de l'office de la jeunesse | M. Laurent Barbaresco, Directeur administratif et financier Rue Ami-Lullin 4 1207 Genève Tél. : 022 388 55 84 Fax : 022 388 55 99 |
| Inspection cantonale des finances | M. Charles Pict, Directeur Route de Meyrin 49 Case postale 3937 1211 Genève 3 Tél. : 022.388.66.00 Fax : 022 388.66.11 |
| Fondation SGIPA | M. Christian Bavarel, Président Chemin Dupuy 20 1231 Conches Tél. : 022.346.33.88 Fax : 022.346.53.32 |